



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2018

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	-	1
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	-	3
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	-	4
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	-	8
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.	-	27
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.	-	28
7	Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2017-2018, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.	-	29
8	Pour l'année 2017-2018, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	-	30
9	Pour l'année 2017-2018, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	-	32
10	Pour l'année 2017-2018, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	-	33
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2017-2018 et comparaison avec les quatre années précédentes.	-	34
12	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2017-2018.	-	35
13	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2018-2019.	-	36
14	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2017-2018, en incluant les coûts.	-	37
15	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2017-2018.	-	41
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	-	44
17	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	-	112

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
18	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a) Au 1 ^{er} mars 2018, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2018-2019; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1 ^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018; e) Bilan des activités de l'UPAC; f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	-	114
19	Fournir une copie des notes de l'employée de la Sûreté du Québec, Karine Martel, sur des plaintes visant le département des enquêtes de l'UPAC, qui relève du directeur des opérations, André Boulanger.	SQ	-
20	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.	-	121
21	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	-	122
22	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.	-	123
23	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	-	124
24	État de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.	-	155
25	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	-	156
26	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les exercices 2016-2017 et 2017-2018. Sommes totales prévues en subvention pour 2018-2019.	-	157
27	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.	-	158
28	État de situation sur les activités du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.	-	160
29	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.	-	161
30	Fournir une copie du rapport remis au ministre de la Sécurité publique par le député de Vimont en lien avec sa tournée des établissements de détention du Québec.	-	167

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
31	État de situation au 31 mars 2018 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a) Le budget pour chacune des années; b) L'évolution du nombre d'employés; c) Une liste des interventions pour chacune des années; d) Tout autre document pertinent.	-	168
32	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2017-2018.	SQ	-
33	Coûts reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	-	169
34	Nombre d'armes enregistrées sur le site internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2018.	-	170
35	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.	-	171
36	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2018.	-	172
37	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019.	SQ	-
38	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2018, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	-
39	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2018.	SQ	-
40	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2018.	SQ	-
41	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2017-2018 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
42	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	-
43	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2017-2018.	SQ	-
44	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	-
45	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-
46	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2017-2018.	SQ	-
47	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2017-2018, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	-
48	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2017-2018.	SQ	-
49	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	-
50	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
51	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
52	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2017-2018, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2018-2019.	SQ	-
53	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 1 ^{er} mars 2018, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'EILP pour 2017-2018 et 2018-2019; c) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1 ^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018; d) Bilan des activités de l'EILP.	-	173
54	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	-
55	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2017-2018 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	-
56	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	-
57	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	-
58	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
59	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2017-2018.	-	175
60	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2017-2018.	-	176
61	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.	-	177
62	Coût final de la construction des établissements de Roberval, de Sept-Îles et de Sorel.	-	178
63	Le coût total des modifications apportées pour résoudre la problématique de la sécurité des portes à l'établissement de Sorel.	-	179
64	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.	-	180
65	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.	-	181
66	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	-	182
67	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2018; ventilation par condamné et prévenu.	-	183
68	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	-	184
69	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2017-2018.	-	199
70	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par établissement de détention.	-	200
71	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque établissement de détention, ventilé par année.	-	201
72	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	-	202
73	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2017-2018.	59	-

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
74	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	-	203
75	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.	-	204
76	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	-	205
77	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	-	207
78	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.	-	209
79	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	-	210
80	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	-	211
81	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	-	212
82	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	-	212
83	Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2010-2011, par année financière et par établissement de détention.	-	213
84	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis le 24 avril 2015.	-	214
85	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.	-	214
86	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2017-2018 et prévues en 2018-2019 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	-	215
87	Fournir une copie du rapport d'enquête sur l'évasion de Francis Boucher au Centre de détention de Bordeaux.	-	217
88	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	-	218
89	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	-	219
90	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	-	220
91	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	-	221
92	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	-	223
93	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	-	224
94	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	-	225

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
95	Pour l'année 2017-2018, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	-	261
96	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2017-2018.	-	262
97	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.	-	263
98	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.	-	264
99	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	-	267
100	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	-	268
101	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	-	269
102	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	-	271
103	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	-	272
104	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	-	273
105	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.	-	274
106	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.	-	275
107	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2018-2019. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.	-	277
108	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	-	279
109	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	-	281
110	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.	-	282
111	État de situation au 31 mars 2018 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2017-2018 et fournir les prévisions pour 2018-2019. Ventiler la mise en oeuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en oeuvre; d) résultats atteints en 2016-2017; e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2017-2018; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.	-	283

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
112	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2017-2018, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	-	284 et 336
113	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2017-2018.	-	285
114	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues.	-	286
115	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	-	287
116	La liste des enquêtes terminées en 2017-2018 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	-	288
117	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2018 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	-	289
118	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2017-2018.	-	290
119	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2017-2018.	-	291
120	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	-	292
121	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2017-2018 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	-	293
122	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2017-2018 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	-	295
123	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	-	296
124	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2017-2018.	-	297
125	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues.	-	298
126	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2017-2018.	-	299
127	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2018, par catégorie et par origine.	-	300
128	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	-	301
129	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019.	-	302
130	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2017-2018, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	-	303
131	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2017-2018 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	-	306
132	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2017-2018.	-	307
133	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	-	308

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
134	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2017-2018.	-	309
135	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues.	-	310
136	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	-	311
137	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	-	316
138	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2017-2018 et montant de la subvention prévue pour 2018-2019.	-	317
139	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2017-2018	-	318
140	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	-	319
141	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2017-2018.	-	320
142	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2017-2018, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	-	321
143	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2017-2018, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	-	322
144	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2017-2018	-	323
145	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	-	324
146	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2017-2018.	-	325
147	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2017-2018, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	-	326
148	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.	-	327
149	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	-	328
150	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	-	329
151	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2017-2018, par région.	-	330
152	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2017-2018.	-	331
153	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles	-	332
154	Budget alloué au BEI pour l'année 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	-	333
155	Effectif du BEI en date du 31 mars 2018. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	-	334
156	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2018-2019.	-	335

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2017-2018^{1 et 2}	(en \$)
TOTAL	14 686 258
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 168 665
LICENCES	838 000
LOGICIELS	328 775
SERVICES PROFESSIONNELS	12 350 818
Services professionnels - CSPQ	697 710
Télécommunications - CSPQ	2 986 536
Services professionnels internes ³	6 474 113
Services professionnels externes ⁴	2 192 459

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

² Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

³ Ce montant inclut le temps capitalisable dans les projets.

⁴ Ce montant inclut les services du MTESS de 1,3 M\$ payés en date du 28 février 2018 pour le développement informatique supportant le fichier d'immatriculation des armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2017-2018¹	<i>(en \$)</i>
TOTAL	777 916
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 032
LICENCES	14 217
LOGICIELS	-
SERVICES PROFESSIONNELS	762 668
Télécommunications - CSPQ	27 932
Télécommunications externes	19 493
Services professionnels - CSPQ	4 690
Services professionnels internes	244 841
Services professionnels externes	465 711

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Aucune en 2017-2018

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.

Aucune en 2017-2018

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.

L'École a analysé et/ou obtenu les analyses suivantes en matière d'arme à impulsions électriques (AIE) :

Clarke, C., & Andrews, S. P. (2014). *The ignitability of petrol vapours and potential for vapour phase explosion by use of TASER® law enforcement electronic control device*. Science & Justice, 54(6), 412-420.

Criscione, J. C., & Kroll, M. W. (2014). *Incapacitation recovery times from a conductive electrical weapon exposure*. Forensic science, medicine, and pathology, 10(2), 203-207.

Ferdik, F. V., Kaminski, R. J., Cooney, M. D., & Sevigny, E. L. (2014). *The Influence of Agency Policies on Conducted Energy Device Use and Police Use of Lethal Force*. Police Quarterly, 1098611114548098.

Gill, J. R. (2014). *The syndrome of excited delirium*. Forensic science, medicine, and pathology, 10(2), 223-228.

Ho, J. D., Dawes, D. M., Chang, R. J., Nelson, R. S., & Miner, J. R. (2014). *Physiologic effects of a new-generation conducted electrical weapon on human volunteers*. The Journal of emergency medicine, 46(3), 428-435.

Kroll, M. W., Lakkireddy, D. R., Stone, J. R., & Luceri, R. M. (2014). *TASER electronic control devices and cardiac arrests: coincidental or causal?* Circulation, 129(1), 93-100.

Kunz, S. N., Aronshtam, J., Tränkler, H. R., Kraus, S., Graw, M., & Peschel, O. (2014). *Cardiac Changes Due to Electronic Control Devices? A Computer-Based Analysis of Electrical Effects at the Human Heart Caused by an ECD Pulse Applied to the Body's Exterior*. Journal of forensic sciences, 59(3), 659-664.

O'Brien, A. J., & Thom, K. (2014). *Police use of TASER devices in mental health emergencies: A review*. International journal of law and psychiatry, 37(4), 420-426.

Zipes, D. P. (2014). *TASER electronic control devices can cause cardiac arrest in humans*. Circulation, 129(1), 101-111.

Toronto Police Service. « Conducted Energy Weapon ». *Police encounters with people in crisis* [en ligne]. An independent review conducted by the Honourable Frank Iacobucci. 2014, p. 244-247. Site: Toronto Police Service. http://www.torontopolice.on.ca/publications/files/reports/police_encounters_with_people_in_crisis_2014.pdf

Brandl, Steven G., & Stroshine, Meghan S. (2015). *Oleoresin Capsicum Spray and TASERs: a Comparison of Factors Predicting Use and Effectiveness*. Criminal Justice Policy Review, DOI: 10.1177/0887403415578732, p. 1-28.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

<p>QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.</p>
<p>Kane, Robert J., & White, Michael D., (2015). <i>TASER® Exposure and Cognitive Impairment: Implications for Valid Miranda Waivers and the Timing of Police Custodial Interrogations</i>. Criminology & Public Policy, 15(1), p. 79-107.</p> <p>Smith, Michael R. (2015). <i>TASER® Exposure, Miranda Warnings, and Police Interrogations: New Evidence and Implications</i>. Criminology & Public Policy, 15(1), p. 75-78.</p> <p>Drexel University. (2016). <i>Taser Shock Disrupts Brain Function, has Implications for Police Interrogations</i>. Medical Press, p. 1-3.</p> <p>White, Michael D., Ready, Justin T., Kane, Robert J., Dario, Lisa M. (2014). <i>Examining the Effects of the TASER on Cognitive functioning: Findings from a Pilot Study with Police Recruits</i>. Journal of Experimental Criminology, 10(3), p. 267-290.</p> <p>Conseil des académies canadiennes. Comité d’experts sur les incidences médicales et physiologiques de l’utilisation des armes à impulsions. <i>Effets sur la santé de l’utilisation des armes à impulsions</i>. Ottawa : Conseil des académies canadiennes, Académie canadienne des sciences de la santé, c2013. 102 p.</p> <p>Adkins, L. D. (2017). <i>A Policy Evaluation: Comparing Levels of Police Injuries Associated with the Use of Less-Lethal Instruments in Law Enforcement-Conducted Energy Devices vs. Other Less-Lethal Instruments</i> (Doctoral dissertation, Walden University).</p> <p>Ritchie, A. J., & Jones-Brown, D. (2017). <i>Policing Race, Gender, and Sex: A Review of Law Enforcement Policies</i>. Women & Criminal Justice, 27(1), 21-50.</p> <p>Dawes, D. M., Ho, J. D., Reardon, R. F., & Miner, J. R. (2017). <i>Erratum to echocardiographic evaluation of TASER X26 probe deployment into the chests of human volunteers</i> American journal of emergency medicine (2010) 28, 49–55. The American Journal of Emergency Medicine.</p> <p>Tyagi, A. C., Gill, A., & Felton, B. (2017). <i>Thoracic Compression Fracture as a Result of Taser® Discharge</i>. Clinical Practice and Cases in Emergency Medicine, 1(4).</p> <p>BA, Bocar et GROGGER, Jeffrey. (2018). <i>The Introduction of Tasers and Police Use of Force: Evidence from the Chicago Police Department</i>. National Bureau of Economic Research.</p> <p>Kroll, M. W., Ritter, M. B., Kennedy, E. A., Silverman, N. K., Shinder, R., Brave, M. A., & Williams, H. E. (2018). <i>Eye injuries from electrical weapon probes: Incidents, prevalence, and legal implications</i>. Journal of forensic and legal medicine.</p> <p>Kroll, M. W., Ritter, M. B., & Williams, H. E. (2017). <i>Fatal and non-fatal burn injuries with electrical weapons and explosive fumes</i>. Journal of forensic and legal medicine, 50, 6-11.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

<p>QUESTION 3 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.</p>
<p>Ba, B., & Grogger, J. (2018). <i>The Introduction of Tasers and Police Use of Force: Evidence from the Chicago Police Department</i> (No. w24202). National Bureau of Economic Research.</p> <p>Kunz, S. N., Calkins, H. G., Adamec, J., & Kroll, M. W. (2018). <i>Adrenergic and metabolic effects of electrical weapons: review and meta-analysis of human data</i>. International journal of legal medicine, 1-7.</p> <p>Dawes, D., Ho, J., Vincent, A. S., Nystrom, P., & Driver, B. (2018). <i>The neurocognitive effects of a conducted electrical weapon compared to high intensity interval training and alcohol intoxication-implications for Miranda and consent</i>. Journal of forensic and legal medicine, 53, 51-57.</p> <p>Gendron, A., Paquette, E., Poulin, B., Desaulniers, M. & Bélanger, D.-C. (2015). <i>Le travail policier lors des interventions ayant mené à une enquête indépendante</i>. Rapport réalisé pour le ministère de la Sécurité publique du Québec. École nationale de police du Québec, 243 pages.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Proposer au gouvernement des actions visant à prévenir et à contrer l'exploitation sexuelle, notamment la prostitution et la traite de personnes à des fins sexuelles.	MSP et SCF (coprésidence), MSSS, MEESR, MJQ, DPCP, MTESS, MIDI, SAA, MAMOT	Aucun	Lancement, le 28 octobre 2016, de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 Mandat du comité en révision
Comité consultatif sur l'administration de la justice pour les Cris	Identifier les besoins et faire des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en regard de l'administration de la justice pour les Cris et quant à l'utilisation prévue des montants versés en vertu de l'Entente concernant l'administration de la justice pour les Cris entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris et le Gouvernement de la nation crie.	MSP, MJQ, SAA, Gouvernement de la nation crie (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Formuler des recommandations pour améliorer l'accès à la justice. Identifier les actions pour répondre aux différents enjeux au Nunavik.	MSP, MJQ, Makivik, ARK, Corps de police régional Kativik (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en oeuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – MSP Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les conditions des membres de groupes criminels et sur les décisions du tribunal entourant la gestion des personnes incarcérées	Examiner et analyser les demandes touchant la détention de certaines clientèles pour en dégager les tendances stratégiques. Conseiller les autorités et les bureaux de plaideurs sur le traitement de ces requêtes. Examiner les décisions des tribunaux touchant aux conditions et au lieu de détention et prévoir des solutions concrètes afin de diminuer leur impact sur le fonctionnement des services correctionnels.	MSP, DPCP, MJQ et SQ	Aucun	Travaux en continu
Comité conjoint de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et de la Direction générale des services de justice et des registres	Trouver des solutions afin d'éviter les erreurs administratives et échanger sur d'autres sujets de nature opérationnelle touchant la DGSC et les greffes.	MSP et MJQ	Aucun	Travaux en continu
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes détenues par la DGSC à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).	MSP et ASFC	Aucun	Signature de l'entente au mois d'août 2017.
Comité conjoint du MSP et du MSSS sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP et MSSS	Aucun	Transfert, au 1 ^{er} avril 2016, des budgets et de la responsabilité des services de soins de santé de 9 établissements de détention où certains services étaient déjà pris en charge par un établissement du réseau de la santé (Baie-Comeau, New Carlisle, Leclerc de Laval, Percé, Rimouski, Saint-Jérôme, Sherbrooke, Trois-Rivières et Hull). Transfert, au 1 ^{er} avril 2017, du budget et de la responsabilité du service de soins de santé de l'établissement de Rivière-des-Prairies. En 2017-2018, poursuite des travaux visant le transfert de la responsabilité des soins de santé des Établissements de détention de Québec, Sorel, Roberval, Sept-Îles et Amos.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'implantation sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP et MJQ	Aucun	Implantation des projets aux établissements de détention de Montréal, de Rivière-des-Prairies et du Leclerc de Laval
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MTESS.	MSP et MTESS	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEES.	MSP et MEES	Aucun	Travaux en continu
Comité insertion et mesure d'aide financière	Favoriser l'accès à l'aide et aux services pour la clientèle itinérante.	MSP, MSSS, MTESS, MEES, organismes communautaires.	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail découlant de l'entente de partenariat MSP- Société Elizabeth Fry du Québec (SEFQ)	Contribuer à l'amélioration des conditions de détention des femmes de l'EDLL, renforcer les mécanismes pouvant favoriser une réinsertion sociale réussie et trouver des solutions durables qui répondent aux besoins spécifiques des femmes incarcérées à plus long terme.	MSP et SEFQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre des organisations policières.	MSP, MEES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les niveaux de service	Analyser et formuler des recommandations aux autorités ministérielles concernant les demandes soumises par les municipalités et par les corps de police. Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de la Sûreté municipale de Thetford Mines, Service de police de Trois-Rivières, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de Laval	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la formation en matière d'interaction avec les membres des communautés autochtones	Dresser le portrait des compétences collégiales et celles relevant de l'ENPQ pouvant intégrer des contenus en matière d'interactions avec les membres des communautés autochtones, et particulièrement avec les femmes autochtones, ainsi que les contenus liés à l'interaction policière en lien avec les membres des communautés autochtones, et particulièrement avec les femmes autochtones.	MSP, MEES, ENPQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, la direction d'un corps de police autochtone, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux terminés : Recommandations formulées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; 2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; 3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère. 	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux en suspens – révision du mandat en cours
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, MSSS, MEES, MIDI, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur : 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. leurs coûts; 4. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil. Faire des recommandations à l'égard des responsabilités qui sont confiées au Conseil.	MSP, SQ, SPVM (Service de police de la Ville de Montréal), SPVQ (Service de police de la Ville de Québec), ENPQ, Union des municipalités du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité	Aucun	Aucune rencontre en 2017-2018
Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le <i>Guide de pratiques policières</i> .	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de la Ville de Terrebonne, Service de police de Laval	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi pour la communication des inconduites policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des inconduites policières.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage. Uniformiser le processus de filtrage.	MSP, MEES, SQ, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 5	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (CCCCA)	Améliorer et harmoniser les pratiques policières; Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions; Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants; Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue ; Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	Documenter, suivre et analyser de manière continue la conduite des véhicules de police; Analyser la formation offerte par l'École nationale de police ainsi que par les corps de police; Analyser les données statistiques relatives aux collisions ou toutes autres données jugées pertinentes; Déterminer les meilleures pratiques en considérant les nouvelles technologies et équipements disponibles dans le but d'adapter, de revoir la formation et d'uniformiser les pratiques policières; Proposer aux instances concernées, le cas échéant, des recommandations permettant de mieux encadrer, d'améliorer et de maintenir les compétences policières en conduite.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLIÉRIES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	Participer à la mise en place et au suivi des mesures du plan d'action gouvernemental 2015-2018 concernant la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières. Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et social qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police; Développer une expertise sur le profilage racial; Conseiller le MSP en matière de profilage racial.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Connaître les initiatives existantes et dégager les pratiques efficaces sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif sur l'application des mesures extrajudiciaires par les policiers (LSJPA)	Élaborer et diffuser des outils de formation sur les mesures extrajudiciaires appliquées par les policiers.	MSP, MJQ, MSSS, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ENPQ, ADPQ, Services de police de la Ville de Granby, de la Ville de Terrebonne et de l'agglomération de Longueuil, Association des centres jeunesse du Québec, Centre jeunesse de Montréal, Centre communautaire juridique de Montréal, Réseau des organismes de justice alternative du Québec	Aucun	Comité sous la responsabilité du MJQ depuis le 13 juin 2017
Comité sur les empreintes digitales	Résoudre les problématiques relatives à la prise des empreintes digitales et à leur enregistrement au casier judiciaire géré par la Gendarmerie royale du Canada en vertu de la Loi sur l'identification des criminels.	MSP, SQ, ENPQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Repentigny, Service de police de Laval, ADPQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Le mandat du comité est de documenter, de suivre, d'analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Réévaluer la structure actuelle des pratiques policières liées à l'emploi de la force. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques. Analyser les recommandations des rapports d'enquête (coroner, déontologie, etc.) en lien avec l'emploi de la force et en assurer le suivi. Orienter les autorités du MSP sur toute question relative à l'emploi de la force et traiter tout mandat en lien avec l'emploi de la force. Effectuer une vigie relative aux dossiers en emploi de la force.	MSP, ENPQ, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Laval, Corps de police représentant les niveaux 1 et 2, un chercheur issu du milieu universitaire.	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail sur les véhicules aériens non habités (drones)	Discuter avec les acteurs concernés des problématiques reliées à l'achat et l'utilisation des drones par les corps policiers. Évaluer les aspects techniques et juridiques de l'utilisation des drones par les corps policiers, les particuliers et les entreprises. Définir un cadre d'utilisation des drones lors d'opérations policières et le cas échéant, en lien avec le niveau de service.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, ENPQ, LSJML, Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	Aucun	Travaux suspendus

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité chargé d'évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra.	Évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra visant à filmer leurs interventions. Déterminer les besoins opérationnels des policiers et mieux cerner les contraintes techniques et juridiques, afin de s'assurer de la conformité de l'utilisation des caméras par les policiers avec les lois applicables. Élaborer un cadre national entourant l'utilisation de caméras par les policiers, si requis.	ENPQ, MJQ, DPCP, Cour municipale de Montréal, représentants de tous les niveaux de services des corps de police au Québec (ADPQ).	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur les enjeux de la facturation aux municipalités pour les services de la Sûreté du Québec	Discuter des enjeux concernant la facturation des services policiers de la SQ pour les prochaines années et des solutions visant à offrir une meilleure prévisibilité du montant à payer par municipalités tout en respectant leur capacité de payer.	MSP, UMQ, FQM, SQ	Aucun	Travaux en cours
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer. Assurer le suivi des résultats des équipes policières subventionnées. Identifier les grands axes d'intervention des unités d'enquête, assurer leur mise en œuvre et rendre des comptes au Comité stratégique.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Définir la notion de crimes économiques et financiers. Déterminer un certain nombre de critères permettant d'identifier les stratagèmes pouvant être traités par les unités d'enquête. Présenter et décrire les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes. Décrire les moyens mis en place dans d'autres juridictions. Proposer au Comité de planification et de suivi des façons de faire visant à contrer ce type de crimes. Mettre en place un mécanisme de veille afin de maintenir à jour le niveau de connaissance de l'unité d'enquête. Collaborer à l'élaboration de la formation offerte aux unités d'enquête.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP	Aucun	Travaux en continu
ACCEF- Groupe de travail sur la mise en œuvre de la Loi sur les entreprises de services monétaires (<i>ad hoc</i>)	Conformément à l'article 83 de la Loi sur les entreprises de services monétaires (LESM), le ministre des Finances doit, au plus tard le 1er avril 2017 et par la suite tous les cinq ans, faire au gouvernement un rapport sur la mise en œuvre de la LESM, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier. Les articles 8, 9, 49 et le deuxième alinéa de l'article 76 de la LESM étant à la charge du ministre de la Sécurité publique, la collaboration du MSP a été sollicitée dans la préparation d'un rapport préliminaire concernant l'application de ces articles. Comme la LESM a pour principal objectif de faciliter la lutte contre l'évasion fiscale et le crime organisé, le rapport s'intéresse également aux retombées observées dans ces domaines.	MSP, AMF, SQ, SPVM, RQ	Aucun	Travaux terminés : Rapport du ministère de la Sécurité publique sur la mise en œuvre de la <i>Loi sur les entreprises de services monétaires</i> remis au ministère des Finances

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur le déroulement des enquêtes indépendantes (<i>ad hoc</i>)	Recueillir et analyser les observations des intervenants concernés sur la mise en pratique des obligations prévues au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, en vigueur depuis le 27 juin 2016.	MSP, Bureau des enquêtes indépendantes, ADPQ, DPCP, SPVQ, SPVM, SQ	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes sur des fraudes touchant plusieurs M/O et améliorer leur coordination. Conseiller les décideurs sur les modifications législatives et réglementaires permettant de lutter plus efficacement contre la fraude.	MSP, DEC, MTESS, MIDI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec.	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur en affaires policières pour la mise en œuvre du futur cadre légal sur le cannabis	Consulter la communauté policière et favoriser la concertation des diverses parties prenantes dans la mise en œuvre des projets de loi C-45 et C-46 déposés par le gouvernement du Canada concernant respectivement la légalisation du cannabis et la conduite avec les facultés affaiblies.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ et LSJML	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur les jeux de hasard (<i>ad hoc</i>)	Consulter les ministères et les organismes concernés par les questions abordées par le groupe de travail FPT sur les jeux de hasard piloté par Justice Canada auquel participent le MSP et le MJQ.	MSP, MJQ, SQ, MFQ, Loto-Québec, RACJ, MCE	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur sur la mise en œuvre du rapport du Comité d'examen sur la gestion des mégaprocès	Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité d'examen sur la gestion des mégaprocès intitulé « Pour que le procès se tienne et se termine » visant la communauté policière.	MSP, DPCP, SPVM, SQ, SPVQ, ADPQ (représentée par le Service de police de la Ville de Longueuil), l'Unité permanente anticorruption et l'ENPQ (co-présidé par le MSP et le DPCP).	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de coordination et de suivi sur la radicalisation	Favoriser la cohérence des actions entreprises en permettant aux intervenants du milieu de la sécurité publique au Québec de se réunir, de se concerter et de discuter des enjeux liés à la radicalisation.	MSP, GRC, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, CPRMV, Service de police de Laval, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de la Ville de Gatineau et École nationale de police du Québec.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CNESS, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MTESS, MESI, MERN, MFFP, MSSS, MTMDET, MTESS – Urgence Québec, SHQ, SQ, Coroner, MCC, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRIF, RQ, STQ, Tourisme Québec, MFA, MIDI, et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, MTESS – Urgence Québec, MERN, SQ, HQ, MTESS, MAPAQ, MTMDET, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MRIF et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Table des responsables de missions (TRM)	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MESI, MAPAQ, MTESS – Urgence Québec, MDDELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MAMOT, MTMDET et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail interministériel sur la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la gestion de l'approvisionnement en eau lors de pénurie ou de contamination de l'eau potable.	MSP, MAPAQ, MDDELCC, MSSS, MAMOT et MTMDET.	Aucun	Travaux terminés : Réalisation de fiches destinées au milieu municipal
Sous-comité de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESI, MTESS, MERN, MSSS, MTMDET, SCT, SHQ, RBQ, MTESS – Urgence Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur Concertation des efforts de rétablissement - Inondations printanières 2017	Concevoir, planifier et coordonner la démarche du rétablissement, c'est-à-dire l'ensemble des décisions et des actions à prendre à la suite des inondations printanières 2017 pour restaurer les conditions sociales, économiques, physiques et environnementales de la collectivité et de réduire les risques.	MSP, MAPAQ, MAMOT, HQ, MTESS – Urgence Québec, MSSS, RBQ, MESI, MDELCC, MTESS, MFFP, MTMDET et SHQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MFQ, MESI, MAPAQ, SHQ, SQI, MTESS – Urgence Québec, MDDELCC, MAMOT, MERN, MFFP, HQ, CSPQ, SQ, MTMDET.	Aucun	Travaux terminés L'OSCQ a mis fin aux travaux. La problématique est maintenant traitée par le biais de la TRM.
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieu isolé.	MSP, MTMDET, SQ, MSSS, MERN, SÉPAQ, SAAQ, CNESST, MAMOT, ACSIQ, MFFP, MTESS – Urgence Québec, ADGMQ, ADPQ, FQM et UMQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité restreint de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	Effectuer le suivi des recommandations du Portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec.	MAPAQ, MDDELCC, MSP, MSSS, et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	MSP, CNESST, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MESI, MERN, MSSS, MTMDET, RBQ, MTESS - Urgence Québec, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN)	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MEIE, MTESS, MERN, MSSS, MSP, MTMDET, SCT, SQ, HQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ <u>sur les agents</u> chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE)	Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention. Proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec pour les incidents impliquant des agents CBRNE.	Bureau du coroner, MAPAQ, MDDELCC, MSP, MSSS, MTMDET, SQ et CNESST.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTMDET, MDDELCC et MAMOT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTMDET, MDDELCC et MAMOT.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondation	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MAMOT, MDDELCC, MFFP, MSP et MTMDET.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif fédéral / provincial relativement à l'Entente d'assistance financière découlant du sinistre survenu dans la Ville de Lac-Mégantic	Soumettre au ministre de la Sécurité publique et de Sécurité publique du Canada, des avis concernant le remboursement des dépenses ne figurant pas, <i>a priori</i> , à l'entente, mais qui pourraient être considérées à la suite d'une analyse des deux gouvernements.	MSP, MAMOT, MDDELCC. Ministères fédéraux.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Le Comité sur la prévention de sinistres naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MDDELCC, MSP, MAMOT, MTMDET, MERN et MFFP.	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques	Assumer un rôle d'orientation, de suivi, de recommandations et de soutien technique concernant l'aménagement durable des villages nordiques.	MAMOT, MDDELCC, MELs, MERN, MSSS, MSP, MTMDET, HQ, RBQ, SAA, SHQ.	Aucun	<i>Ce comité relève maintenant du MAMOT.</i>
Comité consultatif en sécurité civile	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMOT, ÉNAP, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal).	Aucun	Travaux ad hoc selon les besoins
Comité régional rétablissement – Région : Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement et de prévention.	MSP, MTMDET, MAMROT, MDDEFP, MFEQ, MRN, MAPAQ, MTESS – Urgence Québec et CISSS.	Aucun	Travaux ad hoc selon les besoins
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MTESS – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, Revenu Québec, Hydro-Québec, Ville de Lévis et MSP.	Aucun	Travaux ad hoc selon les besoins
Comité de l'interopérabilité des communications en sécurité publique	Mobiliser les partenaires du secteur de la sécurité publique pour le développement concerté de l'interopérabilité au Québec.	SPVM, Ville de Gatineau, ACSIQ, MSSS, CSPQ, ADPQ, SQ, MSP.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur les feux de forêt	Résoudre les problématiques existantes reliées à la gestion du risque de feux de forêt. Préparer et arrimer les ressources et les stratégies pour la saison des feux de forêt.	MSP, MFFP, SQ et SOPFEU.	Aucun	Travaux en continu
Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile	Établir une compréhension commune des rôles et responsabilités des différents partenaires en sécurité civile; examiner les façons de faire, notamment au niveau de la coordination entre les municipalités et les différents organismes gouvernementaux, afin d'identifier les éléments d'amélioration possible pour gagner en efficacité et en efficience; vérifier si une bonification est possible en ce qui concerne la contribution qu'apporte le gouvernement dans son rôle de soutien aux municipalités afin que ces dernières puissent assumer leurs responsabilités en matière de sécurité civile.	MSP, MAMOT, MSSS, MDDELCC, MAPAQ, MTMDT, MTESS – Urgence Québec, UMQ et FQM.	Aucun	Travaux ad hoc selon les besoins
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences du ministère de la Sécurité publique	MSP, Agence 9-1-1, MAMOT, MSSS, SQ, ACSIQ, ACUQ, RDSISQ, ADPQ, UMQ, FQM, CAUCA, HQ, Bell Canada.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2017-2018, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité régional de rétablissement et de prévention Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine pour la protection et la réhabilitation du littoral de Percé	Accompagner la Ville de Percé dans la préparation des demandes et des autorisations nécessaires à la réalisation du projet de protection et de réhabilitation du littoral et assurer que le projet respecte les lois et règlements en vigueur au Québec.	MAMOT, MDDELCC, MERN, MESI, MCC, MTMDET, MFFP, MCE, MTESS – Urgence Québec. Ministères fédéraux : MPO, DEC, MTO.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les décorations et les citations décernées en matière de sécurité incendie et pour des activités de secours	Analyser les candidatures soumises pour la remise de décorations et de citations dans le cadre de la Journée nationale de reconnaissance des pompiers et recommander les meilleurs candidats au ministre.	MSP, UMQ, FQM, SOPFEU, ACSIQ, Syndicat des pompiers et pompières du Québec et Regroupement des associations de pompiers du Québec	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur l'évolution de l'encadrement législatif des centres d'urgence 9-1-1 et de certains centres secondaires d'appels d'urgence	Conseiller le MSP au regard de ses orientations visant l'évolution du cadre législatif.	MSP, ACUQ, CAUCA, Agence 9-1-1, 3 représentants de CU9-1-1	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur le renouvellement des orientations en matière d'aménagement du territoire – la prise en compte des contraintes anthropiques associées aux équipements et infrastructures de transport	Revoir les orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire concernant la prise en compte des contraintes anthropiques liées aux équipements et infrastructures de transport et établir les attentes envers le milieu municipal.	MSP, MAMOT, MTMDET.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la préparation du G7 de Charlevoix	Planifier la réponse gouvernementale québécoise et les divers soutiens possibles au déroulement des opérations de l'événement et préparer l'appareil gouvernemental québécois à intervenir advenant une situation nécessitant d'autres mesures de la structure de sécurité civile en marge du Sommet.	MSP, MSSS, MTMDET, MAPAQ, MEES, MFQ, MDDELCC, MAMOT, HQ, MTESS – Urgence Québec, MRIF, CNESST, CSPQ, MCE.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2018-2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2017-2018, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Des mesures de contrôle des dépenses ont été appliquées pour l'exercice financier 2017-2018 afin de contribuer à l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Ainsi, les dépenses suivantes ont été limitées à ce qui était essentiel à la réalisation de la mission du MSP :

- le temps supplémentaire;
- le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction;
- les dépenses de formation;
- l'octroi de contrats;
- les dépenses de publicité et de déplacement;
- la tenue de réunions et de rencontre à l'extérieur des lieux de travail;
- la promesse et l'octroi de subventions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : Pour l'année 2017-2018¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	Voir réponse aux questions 139 et 140	Voir réponse aux questions 139 et 140	Voir réponse aux questions 139 et 140	8 065 \$
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	Voir réponse aux questions 129 et 130	Voir réponse aux questions 129 et 130	Voir réponse aux questions 129 et 130	102 685 \$
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 113 et 114	Voir réponse aux questions 113 et 114	Voir réponse aux questions 113 et 114	10 914 \$
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 119 et 120	Voir réponse aux questions 119 et 120	Voir réponse aux questions 119 et 120	6 030 \$
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 124 et 125	Voir réponse aux questions 124 et 125	Voir réponse aux questions 124 et 125	20 608 \$

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <http://www.premier.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 8 : Pour l'année 2017-2018¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	Voir réponse C)	Voir réponse C)	<p>1-Commissaire, M. Robert Lafrenière : nommé le 16 avril 2016 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2017-2018 : 175 771 \$.</p> <p>2-Commissaire associé aux vérifications administratives, M. Michel Pelletier : nommé le 17 août 2016 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2017-2018 : 116 037\$.</p> <p>3-Commissaire associé à la vérification de l'intégrité des entreprises, M. Marcel Forget : nommé le 13 novembre 2013 pour un mandat de 5 ans, date de démission le 30 novembre 2017, rémunération approximative 2017-2018 : 153 822 \$.</p>	9 892 \$
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	Voir réponse aux questions 155 et 156	Aucun mandat renouvelé au cours de l'exercice financier 2017-2018	<p>M^e Sylvain Ayotte, directeur adjoint - 3 mai 2017 au 2 mai 2022 : 138 070 \$</p> <p>M^{me} Michèle Beaudoin, enquêteur – 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 77 541 \$</p> <p>M^{me} Marie-France Beaudry, enquêteur – 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 83 425 \$</p> <p>M^{me} Julie Charron, enquêteur – 19 juin 2017 au 18 juin 2022 : 88 624 \$</p> <p>M^{me} Chantal Desroches, enquêteur – 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 84 060 \$</p> <p>M^{me} Pamela Seanz Diaz, enquêteur - 19 juin 2017 au 18 juin 2022 : 84 060 \$</p> <p>M. Paul Giroux, enquêteur - 19 juin 2017 au 18 juin 2022 : 74 828 \$</p> <p>M. Michel Lacerte, enquêteur - 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 81 584 \$</p> <p>M^{me} Laurie Ann Lefebvre, enquêteur - 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 75 911 \$</p> <p>M^{me} Mélissa Amélie Plourde, enquêteur - 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 84 060 \$</p> <p>M^{me} Catherine Rochefort-Maranda, enquêteur - 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 84 060 \$</p> <p>M^{me} Giovanna Taddeo, enquêteur - 8 janvier 2018 au 7 janvier 2023 : 113 480 \$</p> <p>M. Noutépé Tagodoé, enquêteur - 19 juin 2017 au 18 juin 2022 : 96 319 \$</p>	23 316 \$

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <http://www.premier.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2017-2018, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Direction support et services à la gestion ¹	5
Direction générale des services correctionnels	71
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1
Direction générale des affaires policières	3
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	11
Régie des alcools, des courses et des jeux	2
Bureau du coroner	1
Commissaire à la déontologie policière	1
Comité de déontologie policière	-
Commission québécoise des libérations conditionnelles	2
Commissaire à la lutte contre la corruption	1
<u>TOTAL</u>	<u>98</u>

Sources : Les données sont en date du 28 février 2018 et ont été extraites de SAGIP.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

¹ La Direction support et services à la gestion inclut le BSM.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : Pour l'année 2017-2018, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, **9** employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Direction générale des services correctionnels	3
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	5
Régie des alcools, des courses et des jeux	1
TOTAL	9

Source : SAGIP au 28 février 2018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2017-2018 et comparaison avec les quatre années précédentes.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2017-2018 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 28 février 2018	Nbre employés occasionnels au au 28 février 2018	%
Bureau du sous-ministre	60	9	15 %
Direction générale des services à la gestion	231	15	6 %
Direction générale des services correctionnels	4 378	335	8 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	153	22	14 %
Direction générale des affaires policières	501	99	20 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	269	111	41 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	181	34	19 %
Bureau du coroner	43	10	23 %
Commissaire à la déontologie policière	28	1	4 %
Comité de déontologie policière	8	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	35	13	37 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	85	15	18 %
Bureau des enquêtes indépendantes	9	0	0 %

Sources : SAGIR Rapport Effectifs et réserves - Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
 Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
 Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2017-2018.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2017-2018 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre employés occasionnels au 28 février 2018 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	1 013	349	34 %
Bureau de la sous-ministre	10	1	10 %
Direction générale des services à la gestion	27	12	44 %
Direction générale des services correctionnels	572	237	41 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	36	14	39 %
Direction générale des affaires policières	143	44	31 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	119	8	7 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	57	23	40 %
Bureau du coroner	14	4	29 %
Commissaire à la déontologie policière	2	1	50 %
Comité de déontologie policière	0	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	13	0	0 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	20	5	25 %
Bureau des enquêtes indépendantes	0	0	0 %

Sources : Les données sont en date du 28 février 2018 et ont été extraites de SAGIP (occasionnels devenus permanents) et de SAGIR (Rapport Effectifs et réserves).
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et le personnel saisonnier sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2017-2018, en incluant les coûts.

Évaluation d'une activité de formation en sécurité civile agréée par le ministère de la Sécurité publique (MSP)

La collecte des données a été réalisée auprès de personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui ont suivi une formation agréée en sécurité civile (liste disponible sur notre site Internet <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/formation-agreee/formation-activites.html>). Ces personnes sont invitées lorsqu'elles suivent la formation à remplir le sondage disponible en ligne sur notre site Internet. La participation à ce sondage est volontaire.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Questionnaire d'appréciation du site jeunesse

La collecte des données a été réalisée auprès des enseignants qui utilisent le site S.O.S Sécuro avec leurs élèves.

Le sondage est disponible en tout temps sur le site S.O.S Sécuro et il est rempli sur une base volontaire.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Sondage sur la Semaine de la prévention des incendies 2017

La collecte des données a été réalisée auprès des personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui s'intéressent à la mission du MSP. Des publications sur les médias sociaux et une nouvelle en page d'accueil du site Internet du MSP ont été utilisées pour inviter les personnes à répondre au sondage. La participation était volontaire.

Le sondage portait sur la notoriété de la Semaine de la prévention des incendies 2017.

Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Entrevues auprès de municipalités afin d'évaluer les interventions faites lors des inondations du printemps 2017

La firme Stratégie organisation et méthode SOM inc. a effectué vingt (20) entrevues téléphoniques auprès de municipalités pour évaluer les interventions récentes de la DGSCSI dans le cadre des inondations printanières 2017 afin d'en tirer des leçons et améliorer sa performance. Ce mandat a été réalisé en septembre 2017 pour un montant de 16 500 \$.

Entrevues téléphoniques auprès de citoyens sinistrés lors des inondations printanières 2017

Des entrevues téléphoniques ont été réalisées par la firme Stratégie organisation et méthode SOM inc. auprès de 452 personnes dont la propriété a été endommagée lors des inondations printanières afin de connaître la situation vécue par les citoyens et leur opinion pour améliorer la prévention, la préparation, l'intervention et le rétablissement lors d'une éventuelle catastrophe naturelle ou accidentelle. Ce mandat a été réalisé d'octobre à décembre 2017 pour un montant de 24 500 \$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2017-2018, en incluant les coûts.

Sondage auprès de municipalités affectées par les inondations printanières 2017

L'École Nationale d'Administration publique (ENAP) a réalisé un sondage Web auprès des municipalités affectées par les inondations du printemps 2017 afin de connaître la situation vécue par ces municipalités et leur opinion pour améliorer la prévention et la préparation, l'intervention et le rétablissement lors d'une éventuelle catastrophe naturelle ou accidentelle. Ce mandat a été réalisé d'octobre à décembre 2017 pour un montant de 19 376 \$.

Questionnaire sur la clientèle féminine en établissement de détention

La collecte des données a été réalisée auprès des agents de services correctionnels et des chefs d'unité de l'Établissement de détention Leclerc de Laval. La participation à ce sondage était volontaire.

Le sondage portait sur les besoins de la clientèle féminine en établissement de détention.

Travaux entièrement réalisés à l'interne dans le cadre du Comité sur l'approche féminine.

Sondage sur les infrastructures carcérales pour femmes

La collecte des données est en cours auprès des employés et des partenaires de la Direction générale des services correctionnels.

Les personnes ont reçu une invitation par courriel pour participer au sondage. La participation à ce sondage est volontaire.

Le sondage porte sur la recherche d'un modèle adapté à de nouvelles infrastructures carcérales pour femmes.

Travaux entièrement réalisés à l'interne avec la DCOM dans le cadre du Comité de travail découlant de l'entente de partenariat du ministère de la Sécurité publique et de la Société Elizabeth Fry du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2017-2018, en incluant les coûts.
<p>Sondage sur le climat organisationnel réalisé à l’interne par le MSP.</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 14 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2017-2018, en incluant les coûts.

Sondage sur la qualité des services offerts – En lien avec la déclaration de services aux citoyens

La collecte des données est réalisée en continu, sur notre site web, auprès des personnes (plaignants, policiers, procureurs et témoins) qui reçoivent des services du Comité.
Travaux entièrement réalisés à l'interne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 15 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2017-2018.

Le 19 juin 2013, le gouvernement a adopté le Cadre pour la prévention de sinistres 2013-2020 (CPS) permettant de générer des investissements en appréciation, en traitement et en communication pour les risques liés à l'érosion et à la submersion côtières, aux inondations, aux glissements de terrain, aux tremblements de terre et pour ceux liés à une origine anthropique (risques industriels liés aux matières dangereuses), à certains aléas nordiques et aux feux de forêt. Ces investissements pourraient atteindre 96,4 M\$, soit :

- 43,4 M\$ en appréciation (analyse et recherche sur les risques);
- 49,5 M\$ en traitement (travaux de prévention et d'atténuation);
- 3,5 M\$ en communication des risques.

Plus précisément pour les risques liés à l'érosion et à la submersion côtières, les investissements au cours de la période 2013-2020 pourraient atteindre 10 M\$ en appréciation et 11,4 M\$ en traitement des risques.

Entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018, par le biais du CPS, un montant total de 1 898 884 \$ a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières :

320 040 \$ - Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2016-2019 (UQAR);

269 240 \$ - Suivi environnemental des côtes du Québec maritime (UQAR);

232 029 \$ - Reconstitution historique et projection des variations du niveau marin relatif pour l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent (UQAR);

203 200 \$ - Développement de plateformes topo-bathymétriques polyvalentes optimisées pour une utilisation en zones côtières (UQAR);

82 169 \$ - Évaluation de l'efficacité de différentes mesures et techniques d'adaptation et de protection utilisées au Québec et à l'international pour faire face aux aléas côtiers (UQAR);

41 916 \$ - Suivi morphosédimentologique d'une plage de la Côte-Nord dans le cadre de l'expérimentation du système *Rolodune* visant à réduire les effets de l'érosion côtière (UQAR);

203 902 \$ - Développement et application d'une méthodologie d'analyse de risque et de solutions pour l'érosion et la submersion côtières (UQAR);

364 109 \$ - Modélisation conjointe de l'évolution future des phénomènes d'érosion et de submersion côtières pour le développement d'une cartographie multialéas des côtes de l'estuaire maritime et du golfe du Saint-Laurent (UQAR);

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 15 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2017-2018.

144 780 \$ - Suivi environnemental de travaux de rechargement de plage dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent et suivi de la renaturalisation d'une plage comme solution d'adaptation aux aléas côtiers;

37 499 \$ - Réalisation d'un portrait des sources disponibles et potentielles de matériaux granulaires naturels près des municipalités susceptibles de faire l'objet d'un projet de rechargement de plage (ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles).

De plus, au 31 mars 2018, un montant de 11 292 042 \$ a également été versé pour des travaux de protection des berges dans le cadre des programmes d'aide financière suivants :

- Programme spécifique relatif aux grandes marées de 2010 (décret 113-2011) : un montant de 1 613 042 \$ a été versé aux municipalités de Pointe-aux-Outardes, Grand-Métis et Notre-Dame-du-Portage;
- Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, vents violents et inondations survenues les 28 et 29 octobre 2015 : un montant de 16 000 \$ a été versé à la municipalité de Rivière-Ouelle;
- Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 décembre 2016 : un montant de 9 663 000 \$ a été versé à la ville de Percé et à la municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan.

Le 28 mars 2017, un montant de 45 M\$ réparti sur cinq ans a été annoncé dans le budget du gouvernement du Québec afin de majorer le budget attribué au CPS pour soutenir les municipalités côtières dans la mise en place de mesures d'atténuation des risques d'érosion et de submersion côtières ainsi que pour des ressources humaines (rémunération et frais de fonctionnement) qui accompagneront le milieu municipal dans la réalisation de projets à cet effet.

Par le biais de ce budget, un montant total de 5 M\$ était prévu pour l'année 2017-2018. À cet effet, au 31 mars 2018, des versements totalisant 4,525 M\$ ont été investis concernant l'érosion et la submersion côtières :

- 2 000 000 \$ - pour le financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la plage de Rochelois à Port-Cartier;
- 2 175 000 \$ - pour le financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de La Grave de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine;
- 350 000 \$ - pour le financement visant la réalisation de travaux de construction d'infrastructures d'accueil pour le déplacement ou la reconstruction de résidences principales menacées par l'érosion côtière à Sainte-Flavie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 15 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2017-2018.

De plus, un montant de 208 751 \$ a été investi notamment pour de l'expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime, pour l'acquisition de « Light Detection And Ranging » (LiDAR) et bathymétrie, pour les frais de fonctionnement du Service de l'expertise, aléa érosion ainsi qu'en rémunération.

Enfin, la mesure 3.2 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques intitulée « Soutien aux municipalités côtières pour la réalisation de projets en prévention des sinistres, sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique » a permis de verser un montant de 652 004 \$ à la Ville de Port-Cartier dans le but d'éliminer les risques de sinistres associés à l'érosion côtière menaçant certaines résidences principales à Port-Cartier.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).
* Veuillez prendre note que les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

FRAIS POUR ACTIVITÉS DE FORMATION, COLLOQUES OU CONGRÈS

Paragraphe 22^E de l'article 4 du Règlement sur la diffusion

DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES – Exercice financier 2017-2018 – Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Cours sur la délinquance sexuelle dans le cadre d'un certificat en criminologie.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	Hiver 2017	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	232,80 \$
Cours sur la prévention des toxicomanies dans le cadre d'un certificat en toxicomanie.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	Hiver 2017	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J5	232,80 \$
Cours Introduction à l'accompagnement spirituel et perspectives anthropologiques dans le cadre d'un certificat en accompagnement spirituel.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	Hiver 2016	Centre Le Pélérin 3774, chemin Queen-Mary Montréal (Québec) H3V 1A6	390,00 \$
Cours Stratégie de gestion dans le cadre d'un baccalauréat en administration.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	Hiver 2017	Université du Québec à Montréal 405, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H2L 2C4	260,52 \$
Cours sur la compétence de gestion et le développement de carrière dans le cadre d'une maîtrise en administration publique.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	Hiver 2017	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	232,80 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention Leclerc de Laval	24	Avril et mai 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	74,67 \$
Conférence de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry : Revendiquer la justice : un regard sur la situation des femmes autochtones. Conférence qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine des victimes et des survivants d'actes criminels ayant pour thème « Favoriser la résilience ».	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	2 juin 2017	Pavillon Jean-Brillant Université de Montréal 3200, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	100,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	136	Printemps 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,71 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Cours sur la budgétisation des services de santé et des services sociaux dans le cadre d'un certificat en gestion des établissements de santé et des services sociaux.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	Automne 2016	TÉLUQ 5800, rue Saint-Denis, bureau 1105 Montréal (Québec) H2S 3L5	175,00 \$
Colloque à l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal : Violence, santé et société : des liens complexes à élucider. Quatre centres qui investissent dans des études visant la détermination des causes de la violence, les moyens d'en atténuer l'impact et le recensement des meilleures pratiques de prévention.	Direction des services correctionnels professionnels - Clientèle féminine et activités spécialisées	1	29 mai 2017	Pavillon Jean-Brillant Université de Montréal 3200, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	40,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des services correctionnels professionnels - Clientèle féminine et activités spécialisées	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
Conférence de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry : Revendiquer la justice : un regard sur la situation des femmes autochtones. Conférence qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine des victimes et des survivants d'actes criminels ayant pour thème « Favoriser la résilience ».	Direction des services correctionnels professionnels - Clientèle féminine et activités spécialisées	1	2 juin 2017	Pavillon Jean-Brillant Université de Montréal 3200, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	100,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services correctionnels professionnels - Clientèle féminine et activités spécialisées	1	6 et 7 avril 2017	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	250,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Établissement de détention de Montréal	2	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	1	20 et 21 avril 2017	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	1	25 et 26 avril 2017	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J7	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	2	3 et 4 mai 2017	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J8	250,00 \$
Conférence sur les impacts du casier judiciaire par l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. : 14 % de la population active du pays ayant un casier judiciaire, les répercussions chez ces personnes se situent dans la difficulté à la réinsertion sociale et à la vie en communauté, à la recherche d'un emploi et d'un logement et à la souscription à une police d'assurance, sans compter les répercussions sur les proches des personnes judiciairisées.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Sud-Ouest	10	26 avril 2017	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Nord-Est 5100, rue Sherbrooke Est, bureau 201 Montréal (Québec) H1V 3R9	5,00 \$
Association des intervenants en dépendance du Québec : Le transfert de dépendances : Un concept clinique à exploiter.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Sud-Ouest	1	7 avril 2017	Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke 150, place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec) J4K 0A8	150,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Sud-Ouest	3	5 et 6 juin 2017	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	250,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Sud-Ouest	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Sud-Ouest	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
Conférence sur les impacts du casier judiciaire par l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. : 14 % de la population active du pays ayant un casier judiciaire, les répercussions chez ces personnes se situent dans la difficulté à la réinsertion sociale et à la vie en communauté, à la recherche d'un emploi et d'un logement et à la souscription à une police d'assurance, sans compter les répercussions sur les proches des personnes judiciarisées.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Nord-Est	25	26 avril 2017	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Nord-Est 5100, rue Sherbrooke Est, bureau 201 Montréal (Québec) H1V 3R9	2,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Nord-Est	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Nord-Est	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec : Intervenir en contexte de vulnérabilité : Mieux connaître pour mieux agir.	Direction des services correctionnels professionnels de Montréal Nord-Est	1	10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, chemin du Lac-Millette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Association des intervenants en dépendance du Québec : Le transfert de dépendances : Un concept clinique à exploiter.	Direction générale adjointe du réseau correctionnel de Montréal	1	7 avril 2017	Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke 150, place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec) J4K 0A8	150,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Sherbrooke	2	26 et 27 avril 2017	Centre Mariannhill 2075, chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7	250,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Sherbrooke	13	13 avril et 1er juin 2017	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	23,08 \$
Moment-Hom - Formation dispensée par le Collectif Santé et bien-être des hommes de l'Estrie (SBEH-E) ayant pour thème " Le sentiment d'efficacité personnel, un atout de taille pour mieux réussir sa vie professionnelle ".	Établissement de détention de Sherbrooke	8	3 mai 2017	Centre Mariannhill 2075, chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7	25,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Établissement de détention de Sherbrooke	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Colloque SST de l'Estrie 2017 : Conférences et formations qui outillent afin de consolider la santé et la sécurité dans les milieux de travail.	Établissement de détention de Sherbrooke	1	10 mai 2017	Centre de foires de Sherbrooke 1600, boul. du Plateau-Saint-Joseph Sherbrooke (Québec) J1L 0C8	70,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels de l'Estrie	1	26 et 27 avril 2017	Centre Mariannhill 2075, chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Estrie	1	8 et 9 juin 2017	Centre Mariannhill 2075, chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7	250,00 \$
Cours Gestion d'équipe de travail dans le cadre du programme de certificat en gestion de la police et de la sécurité publique.	Direction des services professionnels correctionnels de la Montérégie Nord-Est	1	Hiver 2017	Université de Montréal 2900, boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	100,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Établissement de détention de Hull	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels de l'Outaouais	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	14	4 et 30 mai 2017	Salle Gai Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 2L2	35,71 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	106	Avril, mai et juin 2017	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	118,19 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels (nouveaux membres de l'équipe d'intervention) pour autoriser ou maintenir le droit d'utilisation de l'agent inflammatoire. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec l'agent inflammatoire.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	5	13 avril 2017	Salle Gai Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 2L2	50,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	48	12 avril et 24 mai 2017	Pavillon Lionel-Renaud 2181, rue de l'Hôtel-de-Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	12,50 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit d'utilisation de l'agent inflammatoire. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec l'agent inflammatoire.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	70	Avril et mai 2017	Salle Gai Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 2L2	32,14 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	25 et 26 avril 2017	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	250,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services professionnels correctionnels des Laurentides	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Séances de perfectionnement en management et coaching afin de mettre en place un modèle de gestion modernisée (responsabilisation mutuelle, collaboration et communication) et améliorer les habiletés de leader dans les sphères de la mobilisation, de la communication et de la collaboration pour supporter la vision, les cibles stratégiques et les plans d'action.	Direction générale adjointe du bureau correctionnel de l'Ouest	1	2 février 2017	Maespro 8407, rue Saint-Jacques Mirabel (Québec) J7N 2A5	1 037,50 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des programmes	1	25 et 26 mai 2017	Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des programmes	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation en matière de Loi sur l'accès à l'information et de protection des renseignements personnels afin de demeurer à l'affût des changements et de l'évolution des pratiques ainsi que de la jurisprudence.	Direction du conseil à l'organisation	3	2 mai 2017	Hôtel Pur 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	350,00 \$
Formation professionnelle en milieu de travail de la CNEST offerte aux ASC et aux gestionnaires visant l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire).	Direction de la sécurité	2	3 et 4 mai 2017; 1er et 2 juin 2017	Ambulance Saint-Jean 110, boul. Crémazie Ouest, bur. 10 Montréal (Québec) H2P 1B9	104,00 \$
Permettre à l'étudiant de réviser les pratiques éducatives préconisées par l'École dans ses interventions pédagogiques concernant le pistolet et assurer le maintien, le développement et l'enrichissement de ses compétences en se requalifiant comme moniteur de tir au pistolet.	Direction de la sécurité	1	17 et 18 mai 2017	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 258,00 \$
Formation standardisée sur le bâton Bonowi pour le maintien des compétences des instructeurs.	Direction de la sécurité	4	3 et 4 avril 2017	Etablissement de détention Leclerc de Laval 400, montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7 HEC Montréal	550,00 \$
Cours Gestion des talents et des carrières et Animation et gestion du travail d'équipe dans le cadre d'un certificat en développement organisationnel.	Direction de la sécurité	1	Hiver 2017	3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	485,80 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Trois-Rivières	1	23 et 24 nov 2016	Cégep de Trois-Rivières 3175, boul. Lavolette Trois-Rivières (Québec) G8Z1E9	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Trois-Rivières	2	17 et 18 mai 2017	Cégep de Trois-Rivières 3175, boul. Lavolette Trois-Rivières (Québec) G8Z1E10	250,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services professionnels correctionnels de la Mauricie	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Québec	1	5 et 6 juin 2017	Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Formation Excel niveau débutant et intermédiaire	Établissement de détention de Québec	1	24 mai 2017	Académie du Savoir 455, rue du Marais, bureau 180 Québec (Québec) G1M 3A2	335,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Québec	400	1er avril 2017 au 31 mars 2018	Club de tir Les Castors de Charlesbourg inc. 29, rue Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	64,65 \$
Cours Méthodologie de recherche appliquée en sécurité publique dans le cadre d'un programme de formation intégrée de 2e cycle en gestion des organisations en sécurité publique.	Établissement de détention de Québec	1	Hiver 2017	Poste de police de la Ville de Québec Arrondissement de La Cité-Limoilou 275, rue de la Maréchaussée Québec (Québec) G1K 2L3	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation pour les agents de soins de santé pratiquant en établissement de détention concernant le rôle élargi et l'examen physique.	Établissement de détention de Québec	7	15 au 26 mai 2017	Établissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	2 214,29 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services professionnels correctionnels de Québec-Charlevoix	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Cours Réorganisation du travail et gestion du changement dans le cadre d'un certificat en gestion des ressources humaines.	Direction des services professionnels correctionnels de Québec-Charlevoix	1	Hiver 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A8	323,56 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services professionnels correctionnels de Sainte-Foy-Chaudière-Appalaches	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels de Sainte-Foy-Chaudière-Appalaches	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction générale adjointe du réseau correctionnel de l'Est	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	5 et 6 avril 2017	Cégep de Chicoutimi 534, rue Jacques-Cartier Est Chicoutimi (Québec) G7H 1Z8	250,00 \$
Formation avec différents partenaires afin de partager les connaissances en matière de radicalisation menant à la violence et de se concerter en vue de meilleures pratiques vers des interventions rapides et ciblées.	Direction des services professionnels correctionnels du Bas Saint-Laurent	1	27 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels du Bas Saint-Laurent	1	31 mai et 1er juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	435,00 \$
Colloque Santé et Sécurité du Travail : conférence d'ouverture, remise des Grands Prix santé et sécurité du travail, deux conférences au choix et visite des exposants.	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	1er juin 2017	Stade Médard-Soucy 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	75,00 \$
Colloque Santé et Sécurité du Travail : conférence d'ouverture, remise des Grands Prix santé et sécurité du travail, deux conférences au choix et visite des exposants.	Établissement de détention de Sept-Îles	4	31 mai 2017	Cégep de Sept-Îles 175, rue De La Vérendrye Sept-Îles (Québec) G4R 5B7	75,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention.	Établissement de détention de New-Carlisle	21	3, 10 et 17 mai 2017	Municipalité de New Carlisle Chalet récréatif Optimiste 18, rue Normandie New Carlisle (Québec) G0C 1Z0	7,14 \$
Formation offerte à l'équipe EIS : comment intervenir auprès de la personne suicidaire à l'aide de bonnes pratiques - déclinaison pour les établissements correctionnels.	Établissement de détention de New-Carlisle	12	5 avril 2017	Municipalité de New Carlisle Chalet récréatif Optimiste 18, rue Normandie New Carlisle (Québec) G0C 1Z0	227,92 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Cours Comportement organisationnel dans le cadre d'un certificat en management.	Établissement de détention de Percé	1	17 mai 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A8	310,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire).	Établissement de détention de Percé	17	14, 20 et 30 mars 2017	Établissement de détention de Percé 124B, route 132 Percé (Québec) G0C 2L0	2,50 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Percé	8	3 et 4 avril 2017	L'Oasis de Percé 43, route de l'Église Percé (Québec) G0C 2L0	31,25 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle : Quand le clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle.	Établissement de détention de Percé	1	31 mai au 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
Formation spécialisée des constables - Emploi de la force	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	3 au 7 avril 2017	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 888,00 \$
Journée d'actualisation des connaissances sur la radicalisation au Québec	Direction du renseignement et de l'analyse stratégique	3	7 avril 2017	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	83,33 \$
Programme court de deuxième cycle en gestion des ressources humaines en sécurité publique - Cours Méthodologie de recherche appliquée en sécurité publique (demande de soutien financier)	Direction de la protection des personnalités	1	Hiver 2017	Centre de formation du Service de police de la Ville de Québec	157,05 \$
Colloque GARDESO (Groupe sur l'analyse, la recherche et le développement en source ouverte)	Direction du renseignement et de l'analyse stratégique	2	8 juin 2017	Université de Montréal 3150, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	52,18 \$
Formation sur les contaminants de l'incendie	Direction de la sécurité incendie	5	27 avril 2017	2525, boul. Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	575,00 \$
Colloque sur la gestion des risques liés aux navires de croisière internationale et fluviale	Direction régionale du Saguenay--La- Saint-Jean et de la Côte-Nord	4	25 et 26 avril 2017	Hôtel Le Montagnais 1080, boulevard Talbot Chicoutimi (Québec) G7H 4 B8	195,00 \$
85e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS)	Direction des opérations	2	8 au 12 mai 2017	Université McGill - ACFAS 425, rue De La Gauchetière Est Montréal (Québec) H2L 2M7	329,60 \$
Session de la planification à la retraite	Direction régionale du Bas-Saint- Laurent et de la Gaspésie--Îles-de-la- Madeleine	1	9 et 10 mai 2017	Cégep de Rimouski Salle F-430 60, rue de l'Évêché Rimouski (Québec) G5L 4H6	250,00 \$
Formation pour les experts en sinistre	Programme d'aide financière	1	19 mai 2017	Hôtel Sheraton 2440, autoroute des Laurentides Laval (Québec) H7T 1X5	48,30 \$
Formation pour les experts en sinistre	Programme d'aide financière	1	24 mai 2017	Hôtel Brossard 7365, boul. Marie-Victorin Brossard (Québec) J4W 1A8	20,45 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation pour les experts en sinistre	Programme d'aide financière	1	31 mai 2017	Hotel Sheraton 2440, autoroute des Laurentides Laval (Québec) H7T 1X5	57,10 \$
Formation sur la sensibilisation du suicide	Programme d'aide financière	24	16 juin 2017	Centre de prévention du suicide de Québec 1310, 1re Avenue Québec (Québec) G1L 3L1	45,83 \$
Formation sur la sensibilisation du suicide	Programme d'aide financière	24	22 juin 2017	Centre de prévention du suicide de Québec 1310, 1re Avenue Québec (Québec) G1L 3L2	37,50 \$
Bac en administration, concentration en gestion des technologies d'affaires	Direction des technologies de l'information	1	Hiver 2017	UQAR, campus de Lévis 1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	735,66 \$
Colloque IIBA	Direction des technologies de l'information	1	5 mai 2017	Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	200,00 \$
Microprogramme de deuxième cycle en administration des affaires - gestion des TI	Service de la réalisation des systèmes	1	2 juin 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	644,00 \$
NorthSec 2017	Service de la sécurité informatique gouvernementale	3	18 mai 2017	350, rue Saint-Paul Est Montréal (Québec) H2Y 1H2	485,88 \$
Préparation à la retraite	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	8 mai 2017	Commission scolaire de la Capitale 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Soutien aux études	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	Automne 2016	TELUQ - Université du Québec 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	232,80 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL2)	Direction des ressources humaines	1	25 avril 2017	Direction régionale de la Montérégie-Estrie 165, rue Jacques-Cartier Nord Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL2)	Direction des ressources humaines	1	25 avril 2017	Clientèle féminine et activités spécialisées 10, rue Saint-Antoine Est, bureau 11.09 Montréal (Québec) H2Y1B6	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL2)	Direction des ressources humaines	1	25 avril 2017	Etablissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	4 325,00 \$
Introduction à la gestion de la santé et de la sécurité au travail	Direction des ressources humaines	1	6 juin 2017	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail 2590, boulevard Laurier Tour Belle Cour, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	225,00 \$
Formation Ceinture verte Lean Six sigma	Direction des ressources humaines	1	12 juin 2017	Linovati inc. 3107, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 4W5	4 800,00 \$
Gestion des dossiers d'accidents du travail : Principes généraux et actions concrètes	Direction des ressources humaines	1	15 juin 2017	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail 2590, boulevard Laurier Tour Belle Cour, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	225,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Bureau de la sous-ministre	1	11 et 12 mai 2017	Commission scolaire de la Capitale 199, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5	250,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Intervenir en contexte de vulnérabilité	Bureau de la sous-ministre	1	8 au 10 novembre 2017	Gestion Catherine Beaudet 4625, avenue Chauveau Québec (Québec) G2C 1A8	395,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Réunion annuelle de l'Association des médecins en protection de l'enfance du Québec (AMPEQ)	Direction de la toxicologie et de la médecine légale	4	26 avril 2017	CHU Sainte-Justine 3175, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 1C5	150,00 \$
44e Rencontre de l'American Society of Crime Lab Directors (ASCLD)	Direction de la toxicologie et de la médecine légale	1	30 avril au 4 mai 2017	Sheraton Dallas Hotel North Olive Street, Dallas TX 75201	1 372,72 \$
Congrès de l'Association of Firearm and Toolmark Examiners (AFTE)	Direction de la criminalistique	1	14 au 19 mai 2017	Grand Hyatt Denver 1750, Welton Street Denver Colorado 80202	756,83 \$
Congrès de l'Association des archivistes du Québec (AAQ)	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale Direction générale adjointe	1	31 mai au 2 juin 2017	Palais des congrès 1001, place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	915,20 \$
Congrès de l'Association internationale des enquêteurs en incendie du Québec (IAEI)	Direction de la criminalistique	3	15 au 16 juin 2017	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z8	325,00 \$
Perfectionnement - Cours d'anglais	Direction de la biologie ADN	4	9 février au 31 mars 2017	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale 1701, rue Parthenais, 12e étage Montréal (Québec) H2K 3S7	315,00 \$
Soutien aux études : Formation universitaire d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale Direction générale adjointe	1	Session hiver 2017	Université du Québec à Montréal 1430, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	734,58 \$
Soutien aux études : Formation universitaire d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale Direction générale adjointe	1	Session hiver 2017	Université du Québec à Montréal 1430, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	587,84 \$
Soutien aux études : Formation universitaire d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale Direction générale adjointe	1	Session hiver 2017	Polytechnique Montréal 2900, boulevard Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	310,39 \$

Information complémentaire

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
La gestion des risques dans le secteur public	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	1	13 et 14 septembre 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université au Pavillon Alphonse Desjardins - Local 3344 Québec (Québec) G1V 0A6	700,00 \$
Réglementation du bâtiment (Code du bâtiment)	Direction de la gestion immobilière	2	14, 15, 18, 19 et 20 septembre	Cégep Garneau 1530, boul. de l'Entente, Québec Québec (Québec) G1S 4S7	1 144,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	Hiver 2017	TÉLUQ - Université du Québec 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	232,80 \$
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique	Direction des ressources humaines	1	19 juin 2017	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	6 000,00 \$
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique	Direction des ressources humaines	1	19 juin 2017	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	6 000,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	11 septembre 2017	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	11 septembre 2017	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Solutions Trima inc. Formation : questionnaire Trima	Direction des ressources humaines	1	18 septembre 2017	DTI - Direction des technologies de l'information 2525, boulevard Laurier 4e étage Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2	140,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Solutions Trima inc. Formation : questionnaire Trima	Direction des ressources humaines	1	18 septembre 2017	DTI - Direction des technologies de l'information 2525, boulevard Laurier 4e étage Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2	140,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	19 septembre 2017	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL2)	Direction des ressources humaines	1	20 septembre 2017	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	3 835,00 \$
Méthode de gestion et de certification de projet - PRINCE2® Fondation et Praticien	Direction des technologies de l'information	1	28 août 2017	Université de Sherbrooke à Longueuil 150, place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec) J4K 0A8	2 900,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Direction des technologies de l'information	1	Été 2017	UQAR campus de Lévis 1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	305,49 \$
Passeport Multi-CPA - Diverses formations à l'intention - Ordre des CPA du Québec ¹	Direction des ressources financières, matérielles et de la planification	5	18 août 2017	Divers lieux de formations	299,80 \$
Formation Urgence Vie inc. : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire)	Établissement de détention de Sherbrooke	1	19 et 20 septembre 2017	Formation Urgence Vie inc. 181, rue Léger Sherbrooke (Québec) J1L 1M2	104,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention de Sorel	59	Février 2017 à mai 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	167,05 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention de Hull	16	19 au 22 septembre 2017	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	100,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	24	4, 5, 11, 12, 13,14 et 20 septembre 2017	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	126,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	40	23 et 24 septembre 2017	Pavillon Lionel Renaud 2181, rue de l'Hôtel de Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	15,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit d'utilisation de l'agent inflammatoire. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec l'agent inflammatoire	Établissement de détention de Saint-Jérôme	22	7 et 20 juin 2017	Les 3 Délices 2164, Montée Ste-Thérèse St-Jérôme (Québec) J5L 2L2	22,73 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec: Intervenir en contexte de vulnérabilité: Mieux connaître pour mieux agir	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Conférence de l'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry: Revendiquer la justice: un regard sur la situation des femmes autochtones. Conférence qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine des victimes et des survivants d'actes criminels « favoriser la résilience »	Direction générale adjointe au Réseau correctionnel de l'Ouest	1	2 juin 2017	Pavillon Jean-Brillant Université de Montréal 3200, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	100,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention d'Amos	12	10 juillet 2017	Amosphère Complexe hôtelier 1031, route 111 est Amos (Québec) J9T 1N2	7,08 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention d'Amos	9	12 juillet 2017	Club de l'âge d'or Harricana 120, 6e avenue Ouest Amos (Québec) J9T 3X6	11,11 \$
Conférence de l'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry: Revendiquer la justice: un regard sur la situation des femmes autochtones. Conférence qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine des victimes et des survivants d'actes criminels « favoriser la résilience »	Direction des programmes	1	2 juin 2017	Pavillon Jean-Brillant Université de Montréal 3200, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	100,00 \$
Formation professionnelle en milieu de travail de la CNESST offerte aux ASC et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire)	Direction de la sécurité	1	1 ^{er} et 2 juin 2017	Ambulance Saint-Jean 110, boul. Crémazie Ouest, bur.10 Montréal (Québec) H2P 1B9	104,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec: Intervenir en contexte de vulnérabilité: Mieux connaître pour mieux agir	Établissement de détention de Trois-Rivières	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	380,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec: Intervenir en contexte de vulnérabilité: Mieux connaître pour mieux agir	Établissement de détention de Québec	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	1	2 et 3 mars 2017	Centre Louis-Joliette 1201, rue Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	1	5 et 6 juin 2017	Centre Louis-Joliette 1201, rue Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	3	8 et 9 juin 2017	Centre Louis-Joliette 1201, rue Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	3	15 et 16 juin 2017	Centre Louis-Joliette 1201, rue Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Roberval	1	Hiver 2017	TÉLUQ Université du Québec 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	255,66 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Établissement de détention de Rimouski	1	17 et 22 novembre 2017 19 et 29 mai 2018	École Nationale d'Administration publique 555, boul. Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	125,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention de Sept-Îles	4	4 au 7 juillet 2017	Club de tir l'Élite de Baie-Comeau 18, rue du Parc Baie-Comeau (Québec) G4Z 2J7	225,00 \$
Fondation des maladies du coeur Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire)	Établissement de détention de New Carlisle	9	28 juin 2017	Établissement de détention de New Carlisle 87, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle (Québec) G0C 1Z0	2,50 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Percé	17	6, 12 et 21 juin 2017	L'Oasis de Percé 43, route de l'Église Percé (Québec) G0C 2L0	22,06 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention Leclerc de Laval	12	5, 12 et 19 juin 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec: Intervenir en contexte de vulnérabilité: Mieux connaître pour mieux agir	Établissement de détention Leclerc de Laval	3	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	68	1er au 21 juin 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, J.A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 \$
Cours sur la conciliation et médiation dans le cadre d'un certificat en criminologie	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	Hiver 2017	Université de Montréal Pavillon de Laval 1700, Jacques Tétreault Laval (Québec) H7N 0B6	175,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	25 et 26 avril 2017	Cégep de St-Jérôme 455, rue Fournier St-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	250,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Direction des services professionnels correctionnels - Clientèle féminine et activités spécialisées	1	Été 2017	Université du Québec à Montréal C.P. 8888, succ. Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8	327,17 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec: Intervenir en contexte de vulnérabilité: Mieux connaître pour mieux agir	Direction des services professionnels correctionnels - Clientèle féminine et activités spécialisées	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation L'association aux gangs de rue: ce qu'il faut savoir être et faire pour intervenir efficacement	Établissement de détention de Montréal	1	17 octobre 2017	Université de Montréal Campus de Longueuil Édifice Port-de-Mer 101, Place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec) J4K 4Z1	150,00 \$
Cours sur l'animation et gestion du travail en équipe dans le cadre d'un certificat en supervision	Établissement de détention de Montréal	1	Hiver 2017	HEC Montréal 3000, Chemin de la Côte Ste-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7	261,61 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle: Quand la clinique rencontre la recherche. Il porte sur les adultes, les adolescents agresseurs sexuels de même que sur la recherche et les pratiques cliniques auprès des victimes d'agression sexuelle	Établissement de détention de Montréal	1	31 mai, 1er et 2 juin 2017	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	525,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec: Intervenir en contexte de vulnérabilité: Mieux connaître pour mieux agir	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Sud-Ouest	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Formation L'association aux gangs de rue: ce qu'il faut savoir être et faire pour intervenir efficacement	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Nord-Est	1	17 octobre 2017	Université de Montréal Campus de Longueuil Édifice Port-de-Mer 101, Place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec) J4K 4Z1	150,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	31 mai et 1er juin 2017	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	250,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	1	15 et 16 juin 2017	Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Direction de la protection des personnalités	1	Été 2017	Centre de formation du Service de police de la Ville de Québec	283,01 \$
Certification RCR 2016-2017 ²	Direction de la sécurité dans les palais de justice	31	Cotisation annuelle 2017-2018	Divers	2,50 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation Premiers répondants	Direction de la protection des personnalités	2	19 au 28 avril 2017	Assemblée Nationale 1045, Rue des Parlementaires Québec (Québec) G1A 1A3	942,77 \$
Formation continue des constables spéciaux - location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	4 juillet 2017	Club de tir de la lièvre 647, rue L'Allier Mont-Laurier (Québec) J9L 3P5	300,00 \$
Congrès de l'Association des aménagistes régionaux du Québec	Service de l'analyse et des politiques	1	4 mai 2017	Stratégie Saint-Laurent inc. 870, avenue De Salaberry, bureau 204 Québec (Québec) G1R 2T9	170,00 \$
Formation Versalys	Service de l'expertise	1	15 mai 2017	Versalys 2, place Laval, bureau 470 Laval (Québec) H7N 5N6	110,00 \$
Inscription - Recherche en Hydrologie au Québec	Service de l'expertise	1	15 mai 2017	Université Laval 1065, avenue de la Médecine Québec (Québec) G1V 0A6	130,00 \$
Certification programme de reconnaissance individuelle - Mesure d'urgence en sécurité civile (MUSC) - Association de sécurité civile du Québec	Direction des opérations	1	1 septembre 2017	Centre de congrès et d'expositions de Lévis 5750, rue J.B-Michaud Lévis (Québec) G6V 0B1	125,00 \$
Congrès de la 21e réunion de l'Internationnal Association of Forensic Sciences	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	8	21 au 25 août 2017	Forensic Services and Coroner's Complex 25, Morton Shulman Ave Toronto (Ontario) M3M 0B1	809,00 \$
DNA Technology Educational Workshop (Promega)	Direction de la biologie ADN	3	24 juillet 2017	Sheraton Burlington Hotel 870 Williston Rd South Burlington Vermont 05403 États-Unis	794,00 \$
Conférence: 10th international conference on forensic inference and statistics	Direction de la biologie ADN	1	5 septembre 2017	University of St. Thomas 1000 LaSalle Ave Minneapolis, Minnesota 55403 États-Unis	678,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Conférence Green Mountain DNA	Direction de la biologie ADN	3	24 au 26 juillet 2017	Sheraton Burlington Hotel 870 Williston Rd South Burlington, Vermont 05403 États-Unis	397,00 \$
Réunion d'échanges au Forum sur la contrefaçon et la fraude	Direction de la criminalistique	4	28 septembre 2017	Gendarmerie royale du Canada 4225, Dorchester Westmount (Québec) H3Z 1V5	120,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale Direction générale adjointe	1	Session Été 2017	Université du Québec à Montréal 1430, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	436,00 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale Direction générale adjointe	1	Session Hiver 2017	Université du Québec à Montréal 1430, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J9	395,47 \$
Soutien aux études: Formation d'un employé dont le domaine d'étude est pertinent à la mission et aux orientations du ministère	Direction de la biologie ADN	1	Session Hiver 2017	Université du Québec à Rimouski 300 des Ursulines Rimouski (Québec) G5L 3A1	655,67 \$
Formation de The international Association of Forensic Toxicologist et rencontre avec la Society of Forensic Toxicology	Direction de la médecine légale et la toxicologie	3	1 août 2017	Boca Raton Resort and Club 501 East Camino Real Boca Raton, Floride 33432 États-Unis	1 321,54 \$

Information complémentaire

¹ Le lieu de formation diffère selon les formations suivies
² Il s'agit d'un abonnement annuel permettant de suivre plusieurs formations. Ces formations ont lieu à divers endroits.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Colloque de la Société québécoise d'évaluation de programme	Direction des ressources financières, matérielles et de la planification	1	26 et 27 octobre 2017	Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	320,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL2)	Direction des ressources humaines	1	28 septembre 2017	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	3 835,00 \$
Viser une présence et une performance optimales au travail : quatre clés de gestion pour y arriver	Service du développement et de l'amélioration continue	1	3 octobre 2017	Université Laval 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$
Rédiger des demandes de partage des coûts claires et structurées	Service de la santé des personnes	2	26 octobre 2017	Regroupement de réseaux de la santé des personnes au travail Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, bureau 500, 5e étage Québec (Québec) G1V 4T3	225,00 \$
Groupe de codéveloppement sur la gestion stratégique de la relève et des talents	Service du développement et de l'amélioration continue	1	27 octobre 2017	1200, avenue McGill College, bureau 1400 Montréal (Québec) H3B 4G7	402,25 \$
Formation de certification au système TRIMA	Service du développement et de l'amélioration continue	3	6 au 8 novembre 2017 et 5 décembre 2017	Cégep Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	2 250,00 \$
Salon sur les meilleures pratiques d'affaires organisé par le Mouvement québécois de la qualité	Service du développement et de l'amélioration continue	4	16 novembre 2017	Palais des congrès de Montréal 1001, Jean-Paul-Riopelle Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	110,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Service de la santé des personnes	1	16 et 17 novembre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	3	20 novembre 2017	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$
Solutions TRIMA inc. Formation : Questionnaire TRIMA	Direction des ressources humaines	1	21 novembre 2017	Établissement de détention Leclerc 400, montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	125,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation sur la prévention du suicide	Service de la santé des personnes	3	23 novembre 2017	Centre de prévention du suicide 1310, 1 ^{re} Avenue Québec (Québec) G1L 3L1	990,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Service de la santé des personnes	1	27 et 28 novembre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	30 novembre 2017	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	4 325,00 \$
Hackfest	Sécurité informatique gouvernementale	7	1 novembre 2017	Hôtel Plaza 3031, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2M2	90,00 \$
Journée de conférences sur divers sujets concernant les technologies de l'information	Direction de la technologie de l'information	1	14 novembre 2017	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1A 1B4	400,00 \$
Journée de l'ACRIgéo	Direction de la technologie de l'information	4	2 novembre 2017	Édifice Marie-Guyart 675, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5X9	25,00 \$
Vision géomatique	Direction de la technologie de l'information	1	18 octobre 2017	Delta Sherbrooke 2685, rue King Ouest Sherbrooke (Québec) J1I 1C1	95,00 \$
Vision géomatique	Direction de la technologie de l'information	1	18 octobre 2017	Delta Sherbrooke 2685, rue King Ouest Sherbrooke (Québec) J1I 1C1	345,00 \$
Objectif numérique 2017	Direction de la technologie de l'information	1	30 octobre 2017	Grand Salon 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	100,00 \$
Colloque 2017 Gestion de projet - Québec	Direction de la technologie de l'information	2	24 octobre 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	620,84 \$
Codéveloppement en gestion	Direction de la protection des personnalités	1	15 novembre 2017	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	175,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	12 et 13 octobre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	1	2 et 3 octobre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	1	28 et 29 novembre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	5	27 octobre 2017	Centre Récréatif d'Armes à Feu de Montréal 2206, 52 ^e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	86,40 \$
Certification RCR 2016-2017 ¹	Direction de la sécurité dans les palais de justice	16	Cotisation annuelle 2017-2018	Divers	2,50 \$
Formation de base des gardes du corps - location de dojo	Direction de la protection des personnalités	12	20 novembre au 21 décembre 2017	Université Laval 2300, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6	78,49 \$
Formation continue des constables spéciaux - Intervention physique	Direction de la sécurité dans les palais de justice	3	30 octobre au 24 novembre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	7 116,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Requalification de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	22 au 23 novembre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 252,00 \$
Formation continue des constables spéciaux - Intervention tactique	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	12 et 13 septembre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 326,00 \$
Cours de base Excel	Direction du renseignement et de l'analyse stratégique	3	14 et 15 novembre 2017	MultiHexa 330, rue St-Vallier Est, bureau 023 Québec (Québec) G1K 9C5	365,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Sherbrooke	23	28 septembre 2017; 9, 12 et 13 octobre 2017; 31 octobre 2017; 23 novembre 2017.	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	39,13 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Sherbrooke	2	Six (6) rencontres qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention de Sherbrooke 1055, rue Talbot Sherbrooke (Québec) J1G 2P3	175,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Sherbrooke	2	25 et 26 septembre 2017	Formation Urgence Vie 181, rue Léger Sherbrooke (Québec) J1L 1M2	104,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Établissement de détention de Sherbrooke	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, chemin du Lac Millette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R3	425,00 \$
Colloque « Méditation et la santé mentale » permettant entre autres d'utiliser les pratiques de méditation avec prudence, d'identifier les techniques les plus adaptées, les particularités et les différentes formes de pratiques méditatives, d'identifier les bénéfices potentiels, d'intégrer aux séances de thérapie des exercices expérientiels, etc.	Direction des services professionnels correctionnels Estrie	6	17 novembre 2017	Hôtel Chérilbourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	229,95 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Estrie	1	23 et 24 novembre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Sorel	26	7 au 9 août 2017; 21 et 23 août 2017; 4 au 6 septembre 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, J.-A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	137,85 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Hull	76	25 au 29 septembre 2017; 2 au 6 octobre 2017; 30 octobre et 1er au 3 novembre 2017; 6, 7 et 10 novembre 2017; 24 novembre 2017; 30 novembre 2017	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	100,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Hull	1	1 et 2 novembre 2017	Cégep de l'Outaouais Campus Louis-Reboul 125, Boulevard Sacré-Coeur Gatineau (Québec) J8X 1C5	300,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	13	18 et 19 septembre 2017	Les 3 Délices 2164, Montée Ste-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	38,46 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	145	2, 3, 4, 5, 9, 11, 12, 16, 17, 23, 24, 25, 26, 30, 31 octobre 2017; 1, 2, 6, 7, 13, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30 novembre 2017; 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20 décembre 2017	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52 ^e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	125,13 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	4	10 octobre 2017	Salle Gai-Luron 2164, Montée Ste-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	62,50 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	125	3, 4, 5, 10, 11, 12, 19, 24, 25, 26, 31 octobre 2017; 1, 7, 14, 23 novembre 2017; 2 décembre 2017	Salle Gai-Luron 2164, Montée Ste-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	32,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Saint-Jérôme	19	8, 9, 21 et 22 novembre 2017	Salle Gai-Luron 2164, Montée Ste-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	78,95 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	19	18 octobre 2017	Pavillon Lionel-Renaud 2181, rue de l'Hôtel de Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	15,79 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	26 et 27 octobre 2017	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	300,00 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	Six (6) rencontres qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention Saint-Jérôme 2, boulevard de la Salette Saint-Jérôme (Québec) J7Y 5G5	175,00 \$
Formation alcool et drogues : intervenir en milieu de travail. Outiller les intervenants dans leur intervention auprès des personnes qui éprouvent des problèmes de consommation de substances.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	1	31 octobre 2017	Association des intervenants en dépendance du Québec (A.I.D.Q.) 101, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal (Québec) H3A 3C8	100,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Saint-Jérôme	19	8, 9, 21 et 22 novembre 2017	Salle Gai-Luron 2164, Montée Ste-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	104,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Direction des services professionnels correctionnels Laurentides	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, chemin du Lac Millette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R3	395,00 \$
Séances de perfectionnement en management et coaching afin de mettre en place un modèle de gestion modernisée (responsabilisation mutuelle, collaboration et communication) et d'améliorer les habiletés de leader dans les sphères de la mobilisation, de la communication et de la collaboration pour soutenir la vision, les cibles stratégiques et les plans d'action.	Direction générale adjointe du réseau correctionnel de l'Ouest	1	24 octobre 2017	Maespro 8407, Saint-Jacques Mirabel (Québec) J7N 2A5	892,00 \$
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention.	Établissement de détention d'Amos	40	10, 11, 17, 24 octobre 2017; 14 et 21 novembre 2017	Amosphère Complexe hôtelier 1031, route 111 Est Amos (Québec) J9T 1N2	12,75 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention d'Amos	22	30 et 31 octobre 2017	Club de l'âge d'or Harricana 120, 6 ^e Avenue Ouest Amos (Québec) J9T 3X6	8,19 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention d'Amos	14	1 novembre 2017	Secouriste Pierre Séguin Amosphère Complexe hôtelier 1031, route 111 est Amos (Québec) J9T 1N2	85,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention d'Amos	8	2 et 3 novembre; 20 et 21 novembre 2017	Secouriste Pierre Séguin Amosphère Complexe hôtelier 1031, route 111 est Amos (Québec) J9T 1N2	118,00 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention d'Amos	2	Six (6) rencontres qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention d'Amos 851, 3 ^e Rue Ouest Amos (Québec) J9T 2T4	175,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Abitibi - Témiscamingue	2	6 et 7 novembre 2017	Best Western 84, rue Principale Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P2	300,00 \$
Formation pour l'obtention de la carte de conducteur pour chariots élévateurs.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	8 novembre 2017	Établissement de détention Leclerc de Laval 400, Montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	355,00 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention Leclerc de Laval	45	septembre, octobre et novembre 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, J.-A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	63,29 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention Leclerc de Laval	2	Six (6) rencontres qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention Leclerc de Laval 400, Montée Saint-François Laval (Québec) H7C 1S7	175,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention Rivière-des-Prairies	176	juillet, septembre et octobre 2017	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, J.-A. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	67,64 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Rivière- des-Prairies	1	Six (6) rencontres qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Centre de services partagés du Québec 1199, De Bleury Montréal (Québec) H3B 3H9	175,00 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Rivière- des-Prairies	1	Six (6) rencontres virtuelles qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention de Rivière-des- Prairies 11 900, boulevard Armand-Chaput Montréal (Québec) H1C 1S7	175,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Rivière- des-Prairies	2	20 et 21 novembre 2017 4 et 5 décembre 2017	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Colloque national en itinérance. Partager les connaissances et expériences pratiques en réfléchissant, à la fois aux responsabilités collectives impliquées dans la production, et la résolution de l'itinérance et aux pratiques croisées à consolider ou à développer pour y répondre.	Direction des services professionnels correctionnels Clientèle féminine et activités spécialisées	1	19 et 20 octobre 2017	Collège de Maisonneuve Campus principal 3800, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1X 2A2	130,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Montréal	1	Six (6) rencontres virtuelles qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention de Montréal 800, boulevard Gouin Ouest Montréal (Québec) H3L 1K7	175,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Montréal	6	11 et 12 septembre 2017; 2 et 3 novembre 2017; 16 et 17 novembre 2017; 22 et 23 novembre 2017; 30 novembre et 1er décembre 2017; 12 et 13 décembre 2017	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Montréal nord-est	1	30 novembre et 1er décembre 2017	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Formation en conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales. La conduite en situation hivernale (dérapage, cause et récupération). Les distances d'arrêts, de contrôle en cas de freinage brusque.	Établissement de détention de Trois-Rivières	25	octobre à décembre 2017	Dépôt à neige de la Ville de Trois-Rivières rue Bellefeuille Trois-Rivières (Québec) G9A 5V2	13,62 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Direction des services professionnels correctionnels Mauricie	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	380,00 \$
Formation de perfectionnement en rédaction de rapport.	Direction des services professionnels correctionnels Mauricie	2	8 et 9 novembre 2017	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix 300, boulevard Jean-Lesage, RC-24 Québec (Québec) G1K 8K6	224,50 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Direction des services professionnels correctionnels Mauricie	1	25 et 26 septembre 2017	Centre de formation en secourisme du Québec 800, boulevard. Bois-Francs Sud Victoriaville (Québec) G6P 5W5	104,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Ateliers sur le développement des compétences en lien avec le nouveau référentiel de compétences des gestionnaires.	Établissement de détention de Québec	54	24 janvier 2018	Ski de fond de Charlesbourg 375, rue de l'Aventure Québec (Québec) G2M 1N3	2,31 \$
Formation en hygiène et salubrité sur la manipulation d'aliments du MAPAQ pour l'application du règlement sur les aliments.	Établissement de détention de Québec	27	25 et 26 septembre 2017; 22 octobre 2017	Établissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	65,00 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Québec	8	Six (6) rencontres virtuelles qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention de Québec 500, rue de la Faune Québec (Québec) G1G 5E4	175,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Québec	2	1 et 2 décembre 2016	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Québec	6	19 et 20 octobre 2017; 12 et 13 octobre 2017; 11 et 12 décembre 2017; 30 novembre et 1er décembre 2017	Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Cours Familles et abus sexuels - Intervention dans le cadre d'un microprogramme en sexualité humaine - Études sur les abus sexuels.	Direction des services professionnels correctionnels Québec - Charlevoix	1	Été 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	374,64 \$
Formation Gestion des troubles du comportement après un traumatisme craniocérébral (TCC). Il s'agit d'une formation qui donne les bases pour analyser les problèmes de comportement souvent rencontrés auprès de la clientèle TCC, reconnaître les principales causes et les impacts, et ainsi intervenir de façon plus efficace, avec les bonnes approches.	Direction des services professionnels correctionnels Québec - Charlevoix	1	16 novembre 2017	CIUSSS de la Capitale-Nationale 525, boulevard Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G1M 2S8	195,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte par le Centre de prévention du suicide portant sur le repérage de la clientèle suicidaire et l'intervention en prévention du suicide.	Direction des services professionnels correctionnels Québec - Charlevoix	12	7 décembre 2017	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix 300, boulevard Jean-Lesage, RC.24 Québec (Québec) G1K 8K6	100,00 \$
Formation offerte par le Centre Ex-Equo portant sur l'intervention avec une clientèle ayant commis des gestes de violence conjugale.	Direction des services professionnels correctionnels Québec - Charlevoix	16	27 octobre 2017	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix 300, boulevard Jean-Lesage, RC.24 Québec (Québec) G1K 8K7	18,75 \$
Formation Gestion des troubles du comportement après un traumatisme craniocérébral (TCC). Il s'agit d'une formation qui donne les bases pour analyser les problèmes de comportement souvent rencontrés auprès de la clientèle TCC, reconnaître les principales causes et les impacts, et ainsi intervenir de façon plus efficace, avec les bonnes approches.	Direction des services professionnels correctionnels Sainte-Foy - Chaudières-Appalaches	1	16 novembre 2017	CIUSSS de la Capitale-Nationale 525, boulevard Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G1M 2S8	195,00 \$
Groupes de codéveloppement interministériel de gestion. Formation offerte aux gestionnaires pour consolider des compétences de gestion, résoudre des problématiques de gestion, profiter de perspectives interministérielles pour enrichir sa connaissance de la gestion publique et développer un réseau de soutien par les pairs.	Établissement de détention de Roberval	1	Six (6) rencontres virtuelles qui auront lieu entre le 23 octobre 2017 et le 15 juin 2018	Établissement de détention de Roberval 555, boulevard Horace-J.-Beemer Roberval (Québec) G8H 0A7	175,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Direction des services professionnels correctionnels Saguenay - Lac-Saint-Jean	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Formation offerte par le Centre d'intervention en délinquance sexuelle concernant l'intervention auprès des clients résistants au changement.	Direction des services professionnels correctionnels Bas-Saint-Laurent	14	12 octobre 2017	L'Arrimage Centre de traitement des dépendances 325, rue Saint-Jean-Baptiste Est Rimouski (Québec) G5L 1Y8	142,86 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Direction des services professionnels correctionnels Bas-Saint-Laurent	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention.	Établissement de détention de Baie-Comeau	20	14, 15, 20 et 21 novembre 2017	Ville de Baie-Comeau Pavillon Mance 41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1M6	8,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Établissement de détention de Baie-Comeau	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Direction des services professionnels correctionnels Côte-Nord	2	7 et 8 décembre 2017	Hôtel le Boréal 1060, boul. Lafleche Baie-Comeau (Québec) G5C 2W9	67,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Direction des services professionnels correctionnels Côte-Nord	2	9 et 10 novembre 2017	Hôtel Sept-Îles 451, rue Arnaud Sept-Îles (Québec) G4R 3B3	67,00 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de New Carlisle	9	27 au 29 septembre 2017	Municipalité de New Carlisle Chalet récréatif optimiste 18, rue de Normandie New Carlisle (Québec) G0C 1Z0	11,11 \$
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de New Carlisle	6	6 et 7 décembre 2017	Ville de Paspébiac Aréna de Paspébiac 178, 9 ^e Rue Paspébiac (Québec) G0C 2K0	33,34 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation spécifique aux chefs d'unité afin d'améliorer leurs compétences, habiletés et connaissances en gestion des ressources humaines.	Établissement de détention de New Carlisle	6	27 septembre 2017	Municipalité de New Carlisle Salle communautaire 138, Gérard-D.-Lévesque New Carlisle (Québec) G0C 1Z0	8,34 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Direction des programmes	3	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	395,00 \$
Formation Intervention pédagogique pour les nouveaux instructeurs qui enseignent dans le cadre du Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels.	Direction du conseil à l'organisation	2	2 au 6 octobre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 382,50 \$
Passeport Formation comptable professionnelle agréée ¹	Direction de l'analyse financière et des acquisitions	4	1er septembre 2017 au 31 août 2018	Divers	412,25 \$
Conférence de l'Association professionnelle des entreprises en logiciels libres : L'utilisation des logiciels libres est bien plus qu'une question idéologique. C'est avant tout une question de productivité.	Direction du pilotage et de l'infocentre	2	30 octobre 2017	Hotel Le Concorde 1225, Cours du Général-de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	53,60 \$
Location salle de tir : Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Direction de la sécurité	8	24 au 26 octobre 2017; 7 au 9 novembre 2017	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52 ^e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	323,99 \$
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction de la sécurité	1	9 et 10 novembre 2017	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
38e Congrès de la Société de criminologie du Québec – Intervenir en contexte de vulnérabilité mieux connaître pour mieux agir.	Direction de la sécurité	1	8 au 10 novembre 2017	Manoir Saint-Sauveur 246, Chemin du Lac-Milette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6	425,00 \$
Formation Versalys	Direction de la prévention et de la planification	1	10 et 11 avril 2017	Centre Raymond-Blais 4, rue Raymond-Blais Lévis (Québec) G6W 6N3	250,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation Versalys	Direction de la prévention et de la planification	1	29 septembre 2017	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier, 2e étage Québec (Québec) G1V 2L2	280,00 \$
Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs - Gestion de la sécurité informationnelle	Service de l'expertise	1	16 octobre 2017	Contre des congrès et d'expositions de Lévis 57550, rue J.-B.-Michaud Lévis (Québec) G6V 0B1	40,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction du rétablissement	1	16 et 17 octobre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Colloque de l'Association des centres d'urgence du Québec	Direction de la sécurité incendie	2	8 et 9 novembre 2017	Delta Trois-Rivières 1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6E5	375,00 \$
Colloque Symposium - Ouranos	Service de l'expertise	1	15 au 17 novembre 2017	Plaza Centre-Ville 777, boulevard Robert-Bourassa Montréal (Québec) H3C 3Z7	334,85 \$
5e Forum régional sur l'eau en Chaudière-Appalaches	Direction régionale SCSI Capitale Nationale-Chaudière-Appalaches et Nunavik	1	30 novembre 2017	Centre récréatif de Saint-Henri 120, rue Belleau Saint-Henri-de-Lévis (Québec) G0R 3E0	78,54 \$
Centre Microbur - Formation / Atelier de correction	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	5 décembre 2017	Pavillon La Laurentienne 1030, Avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	395,00 \$
Symposium 2017 : International Symposium on Human Identification (ISHI)	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	1 au 6 octobre 2017	Washington State Convention Center 705 Pike Street Seattle, WA 98101 États-Unis	842,54 \$
Formation : Enquête d'incendie	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la criminalistique / Incendies-Explosions	2	2 au 5 octobre 2017	Carrefour Incendie 111, rue Ernest Saint-Eustache (Québec) J7P1N7	1 309,86 \$
Crédits de formation médicale continue pour les médecins) MOOC Commotion cérébrale : prévention, détection et gestion.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et la toxicologie	1	16 octobre 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	50,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Session de planification de la retraite	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la criminalistique / Documents	1	30 novembre 2017	Cégep Marie-Victorin - Pavillon Bélanger Local 210 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 \$
Formation : Groupes interministériels de codéveloppement en gestion.	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	15 novembre 2017	Centre de Leadership et de Développement des compétences (CSPQ) 880, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1S 2L2	175,00 \$
Formation carte Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction	Direction de la gestion immobilière	1	17 au 20 octobre 2017	Association de la construction du Québec 375, rue Verdun Québec (Québec) G1N 3N8	327,68 \$
Colloque Gestion de projet - Québec	Direction de la gestion immobilière	1	24 octobre 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0B4	310,42 \$
La conception intégrée	Direction de la gestion immobilière	2	9 et 10 novembre 2017	Domaine Cataract 2141, chemin Saint-Louis Québec (Québec) G1T 1P9	950,00 \$
Introduction à la modélisation BIM (Building Information Modeling)	Direction de la gestion immobilière	2	17 novembre 2017	Cégep de Limoilou 1300, 8 ^e Avenue Québec (Québec) G1J 5L5	536,93 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la gestion immobilière	1	2 et 3 octobre 2017	Centre Louis-Jolliet 1201, rue Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	250,00 \$
Techniques d'entrevues en audit interne	Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection	1	19 et 20 octobre 2017	Université Laval 2325, rue de l'Université Pavillon Alphonse-Desjardins - Local 3344 Québec (Québec) G1V 0A6	800,00 \$
Accès à l'information	Direction générale des affaires ministérielles	1	25 et 26 octobre 2017; 7, 15, 16 et 29 novembre 2017	2500, boulevard Montmorency bureau 301 Québec (Québec) G1J 5C7	2 350,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

CONTRATS DE FORMATION

Paragraphe 23° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion

DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Avril à juin

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants
Association québécoise de prévention du suicide	29 560,00 \$	Élaboration d'un programme de formation en prévention du suicide pour les chefs d'unité	1er septembre 2016 au 31 mars 2017	Etablissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Trois-Rivières (Québec) G9A 5E1	10
École nationale de police du Québec	521 886,72 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	13 mars au 16 mai 2017	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	48
Centre de formation en secourisme du Québec	24 960,00 \$	Formation en secourisme dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels	1er avril 2017 au 31 mars 2018	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	240
École nationale de police du Québec	18 775,00 \$	Formation des gestionnaires de 1er niveau - Cohorte 12, bloc 2	3 au 7 avril 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	16

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Juillet à septembre

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	525 605,00 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels	17 mai au 21 juillet 2017	École nationale de police du Québec 350 rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	48
Accent 2000 inc.	2 890,00 \$	Formation perfectionnement en rédaction de rapport	12 et 16 juin 2017	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2L2	12
École nationale de police du Québec	351 027,41 \$	Formation de base des constables spéciaux	10 avril au 29 juin 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	19

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2017-2018
Trimestre : Octobre à décembre

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	16 478,70 \$	Formation de gestionnaires — Gestion d'une équipe de travail et prise de décision Cohorte 13, bloc 2	13 au 17 novembre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	12
École nationale de police du Québec	22 277,50 \$	Formation de gestionnaires — Gestion au quotidien, volets coaching et supervision Cohorte 14, bloc 1	4 au 8 décembre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	14
École nationale de police du Québec	3 472,00 \$	Formation continue des gardes du corps-chauffeurs	31 octobre 2017	Manège militaire des Voltigeurs 805 Avenue Wilfrid-Laurier Québec (Québec) G1R 2L3	35
École nationale de police du Québec	3 671,00 \$	Formation continue des gardes du corps-chauffeurs	24 octobre 2017	Manège militaire des Voltigeurs 805 Avenue Wilfrid-Laurier Québec (Québec) G1R 2L3	43
École nationale de police du Québec	2 380,00 \$	Formation de base des gardes du corps-chauffeurs	30 novembre 2017	Manège militaire des Voltigeurs 805 Avenue Wilfrid-Laurier Québec (Québec) G1R 2L3	11
École nationale de police du Québec	26 165,75 \$	Application des pouvoirs d'arrestation	23 au 27 octobre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	20
École nationale de police du Québec	682 107,61 \$	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	15 août au 18 octobre 2017	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-d'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	60

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique Être le lieu de réseautage et de réflexion privilégié des jeunes fonctionnaires et un intervenant incontournable au regard des grands enjeux de la fonction publique.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2017-05-11	Pavillon Alphonse-Desjardins, Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0B3 Canada	155,00 \$
6 ^e Journée d'étude sur la méthodologie et l'épistémologie juridiques Quelle est la place, réelle, perçue, souhaitée ou souhaitable de la pensée critique en droit? Organisée autour de trois axes, cette journée propose des interventions sur les assises théoriques de la pensée critique, sur ses méthodes et méthodologies et sur son enseignement et sa diffusion.	Vice-présidence aux opérations	1	2017-04-28	Faculté de droit, Université Laval 1030, avenue des Sciences-Humaines Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	0,00 \$
Formations du Barreau du Québec Diverses formations du Barreau du Québec dont : <ul style="list-style-type: none">• Éthique et courtoisie• Droit et médias• Communication efficace• Dossiers CSST et délais• L'obligation de considérer les modes de prévention des règlements des différends• Partage des régimes de retraite• Introduction au droit de l'immigration• L'obligation de confidentialité imposée à l'avocat	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2017-04-06	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	1156,07 \$

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des services à la clientèle - Alcool	1	2017-04-19	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	250,00 \$
Application de la directive concernant l'attribution de la rémunération des fonctionnaires Formation donnée par le Centre des services partagés du Québec quant à la bonne marche à suivre pour l'attribution de la rémunération des fonctionnaires au niveau de la dotation.	Direction des services à la gestion	1	2017-05-24	Locaux du SCT 875, Grande-Allée Est Québec (Québec) G1R 4Y8 Canada	0,00 \$
LPA Formation donnée par un juriste de la Direction du contentieux sur la Loi sur les permis d'alcool (LPA) à des employés de la Régie par visioconférence Québec et Montréal.	Direction de la conformité et de l'inspection	8	2017-05-29	Bureau de la RACJ 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Séminaire - Accessibilité sociale dans les projets publics Séminaire pour parler de l'accessibilité sociale au sein du gouvernement du Québec sur nombre de dossiers qui font l'objet de questionnements sur la place publique.	Bureau de la présidente	1	2017-06-01	Secrétariat aux emplois supérieurs 875, Grande-Allée Est, salle 4.701 Québec (Québec) G1R 4Y8 Canada	0,00 \$
Démystifier les petites créances Cette activité permettra aux participants de bien préparer les justiciables à agir seuls à la Division des petites créances, de façon à augmenter leur offre de services ou à mieux desservir leur clientèle existante.	Direction du contentieux	2	2017-06-13	Salon des avocats du Palais de Justice de Montréal 10, rue St-Antoine Est, salle 2.149 Montréal (Québec) H2Y 1B5 Canada	35,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des services à la gestion	1	2017-05-29	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	250,00 \$

Régie de l’alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public/depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Programme d'information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Bureau de la présidente	1	2017-06-19	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Programme d'information de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des services à la clientèle - Alcool	1	2017-06-19	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	250,00 \$
Le stress ou comment chasser le mammoth sans y laisser sa peau Dans cette conférence, diverses questions liées au stress pour vous permettre de le démystifier, le déconstruire et enfin le comprendre seront abordées.	Vice-présidence aux opérations	1	2017-06-06	Auberge Saint-Gabriel 426, rue Saint-Gabriel Vieux-Montréal (Québec) H2Y 2Z9 Canada	60,00 \$
Assemblée du réseau interministériel sur la gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail Présentation du réseau en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail et explications du rôle du coordonnateur gouvernemental et de la vision globale en santé des personnes au travail.	Direction des services à la gestion	1	2017-06-07	Secrétariat du Conseil du trésor 875, Grande-Allée Est Québec (Québec) G1R 5R8 Canada	0,00 \$
Cours de secouriste Formation de 2 jours pour mettre à jour le cours de secouriste de l'organisation à Québec.	Régie des alcools, des courses et des jeux	5	2017-06-05	Ambulance St-Jean 670, rue Bouvier Québec (Québec), G2J1A7 Canada	0,00 \$
Cours de secouriste Formation de 2 jours pour mettre à jour le cours de secouriste de l'organisation à Montréal.	Régie des alcools, des courses et des jeux	4	2017-06-06	Ambulance St-Jean 110, boulevard Crémazie Ouest Montréal (Québec) H2P 1B9 Canada	0,00 \$
Journée du Barreau du Québec Journée du Barreau du Québec avec des plénières et conférences ainsi que la remise de la Médaille et des Mérites et la cérémonie d'assermentation.	Vice-présidence aux opérations	1	2017-06-15	Château-Frontenac 1, rue des Carrières Québec (Québec) G1R 4P5 Canada	295,00 \$

Régie de l’alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public/depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Colloque sur le patrimoine bâti judiciaire Lors de ce colloque, différents historiens, architectes et acteurs du milieu judiciaire vous présenteront le patrimoine bâti judiciaire de Montréal.	Vice-présidence aux opérations	1	2017-05-19	Édifice Lucien-Saulnier 155, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B5 Canada	40,00 \$
La Fiducie en quatre temps (formation en ligne) Dans cette conférence en ligne sur la fiducie, les conférenciers répondent aux quatre questions suivantes : Faire une fiducie permet-il de sauver de l’impôt? Une fiducie doit-elle être faite devant notaire et être publiée pour être valide? Peut-on transférer des biens à une fiducie sans payer d’impôts? Si une personne transfère sa maison à une fiducie, la valeur de cette maison sera-t-elle exclue lors du partage du patrimoine familial?	Direction du Contentieux	1	2017-05-24	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	38,00 \$
La discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires (formation en ligne) L’article 18.2 de la Charte des droits et libertés de la personne assure une protection contre la discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires. Fait particulier, la Cour suprême du Canada s’est prononcée à trois reprises en moins de huit ans au sujet de la portée de cette disposition, confirmant la complexité inhérente de cette disposition. Et pourtant tout n’a pas encore été dit au sujet de l’article 18.2. Beaucoup de zones grises appellent encore un éclaircissement. L’objectif de la conférence est de faire le tour de cette disposition et de mettre en lumière certaines zones d’ombre, dont notamment la délicate et épineuse question de l’appréciation du lien entre l’infraction et l’emploi.	Direction du contentieux	1	2017-05-25	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	60,00 \$
Le contrat de vie commune : ce document que personne ne veut signer (formation en ligne) Cette conférence traitera de la nature de ce contrat atypique, de sa place dans le monde juridique québécois, de son importance suite au jugement de la Cour suprême dans l'affaire Éric c. Lola, de ce qu’il peut contenir et des embûches que le professionnel rencontre lors de la négociation de celui-ci.	Direction du contentieux	1	2017-05-26	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Québec (Québec) H2Y 1B6 Canada	48,50 \$

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Le timbre « échantillon commercial / revente interdite » La source de l'obligation de marquage des contenants de boisson alcoolique. Les différents marquages des contenants de boisson alcoolique.	Régie des alcools, des courses et des jeux	9	2017-05-04	Bureaux de la Régie - Salle Visioconférence 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
ALAC Conférence semestrielle de l'Association canadienne des régies des alcools (2017-06-09 au 2017-06-14)	Direction des affaires juridiques	2	2017-06-09	Coast High country inn 4051, 4th Avenue Whitehorse (Yukon) Y1A 1H1 Canada	705,00 \$
Sanctions administratives pécuniaires (SAP) Formation donnée par des employés de la RACJ pour les nouvelles mesures à adopter dans le cas des sanctions administratives pécuniaires (SAP).	Régie des alcools, des courses et des jeux	94	2017-08-28	Bureaux de la Régie - Salle Visioconférence 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Formations du Barreau du Québec - Diverses formations du Barreau du Québec dont : <ul style="list-style-type: none">• Éthique et courtoisie• Habiletés politiques, outils de stratégie• Techniques de plaidoirie interne et contre-interrogatoire• Responsabilité civile - Préjudice et indemnisation• Discrimination en emploi - Antécédents judiciaires• La preuve civile - Qualités et exigences• Table ronde sur la justice participative• Le pouvoir en contrôle judiciaire	Direction du contentieux	1	2017-07-24	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	0,00 \$
La rédaction de la description d'emploi Formation fournissant des outils et des techniques afin de rédiger des descriptions d'emplois correspondant aux divers corps d'emploi de la fonction publique.	Service des ressources humaines	1	2017-09-20	Bureaux du VGQ 750, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9J6 Canada	0,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
14e Conférence annuelle Claire L'Heureux-Dubé « Identité et égalité » Conférence prononcée par l'honorable Rosalie Silberman Abella, juge à la Cour suprême du Canada et récipiendaire d'un doctorat honoris causa en droit de l'Université Laval.	Direction des affaires juridiques	4	2017-09-08	Université Laval - Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	0,00 \$
Formation du Barreau du Québec • Colloque Québec-Versailles 2017 (Justice réparatrice, justice restaurative)	Direction des affaires juridiques	1	2017-09-08	Université Laval - Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	0,00 \$
Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics : situations pratiques et révision judiciaire Différents enjeux de la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. La formation contient quatre chapitres dont le premier sur le contenu de la loi, le deuxième sur l'analyse du projet de loi, le troisième sur le processus pour une demande et finalement, sur la contestation d'une décision défavorable de l'AMF.	Direction des affaires juridiques	1	2017-06-22	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Fabrication de bière - cours avancé Le but du cours est d’offrir toutes les connaissances pratiques et théoriques concernant la fabrication de la bière au personnel des « Fabricants » de la RACJ.	Service des fabricants	3	2017-09-25	Microbrasserie du Moulin 7 294, boulevard St-Luc Asbestos (Québec) J1T 2W2 Canada	383,33 \$
Programme d'information de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Vice-présidence aux opérations	1	2017-10-12	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6 Canada	350,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Programme d'information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des affaires juridiques	1	2017-10-05	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	300,00 \$
Permis unique et licence unique Formation donnée à l'interne sur la nouvelle réglementation des permis et licences uniques.	Direction du contentieux	4	2017-10-10	Bureaux de la Régie - Salle Visioconférence 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Personne-ressource en ergonomie La formation de personnes-ressources en ergonomie de bureau permet une plus grande autonomie en matière de prévention des troubles musculosquelettiques. Ces problèmes de santé affectent de nombreuses personnes au travail, d'où l'importance de mettre en place des moyens visant à les prévenir.	Direction des services à la gestion	1	2017-10-19	Bureaux de l'APSSAP 1220, boulevard Lebourgneuf, bureau 10 Québec (Québec) G2K 2G4 Canada	0,00 \$
Colloque CPA Parlementaire 2017 Cet événement est une occasion privilégiée pour les CPA occupant des postes de haut niveau dans le secteur public et parapublic québécois de réfléchir et d'échanger sur des sujets qui les touchent, de rencontrer des personnes impliquées dans le développement et l'analyse des politiques publiques et de mieux comprendre la dynamique politique.	Direction des services à la gestion	1	2017-11-21	Hôtel Le Concorde 1225 Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6 Canada	0,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
La discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires (formation en ligne) L'article 18.2 de la Charte des droits et libertés de la personne assure une protection contre la discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires. Fait particulier, la Cour suprême du Canada s'est prononcée à trois reprises en moins de huit ans au sujet de la portée de cette disposition, confirmant la complexité inhérente de cette disposition. Et pourtant tout n'a pas encore été dit au sujet de l'article 18.2. Beaucoup de zones grises appellent encore un éclaircissement. L'objectif de la conférence est de faire le tour de cette disposition et de mettre en lumière certaines zones d'ombre, dont notamment la délicate et épineuse question de l'appréciation du lien entre l'infraction et l'emploi.	Vice-présidence aux opérations	1	2017-10-19	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	68,99 \$
Formation juridique - Alcool Formation donnée par une juriste de la RACJ pour la réglementation sur l'alcool.	Régie des alcools, des courses et des jeux	30	2017-11-02	Bureaux de la Régie - Salle Visioconférence 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Prestation électronique de service (PES) Explication fournie aux employés de la Régie sur la façon de traiter les dossiers avec la prestation électronique de service (PES). Formation donnée par des employés de la Régie.	Régie des alcools, des courses et des jeux	28	2017-06-15	Bureaux de la Régie 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
CAGRA Participation à la conférence annuelle de la Canadian Gaming Regulators Association (CAGRA) - Automne 2017 à Charlottetown Île-du-Prince-Édouard (18 au 20 septembre)	Direction des affaires juridiques	1	2017-09-17	Hôtel Rodds Charlottetown 75 Kent Street Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7K4 Canada	500,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Conférence découverte 2017 Conférence du conseil du jeu responsable	Direction des affaires juridiques	1	2017-04-19	Marriott Toronto Downtown Eaton Center 525, Bay Street Toronto (Ontario) M5G 2L2 Canada	650,00 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des services à la clientèle - Alcool	1	2017-10-05	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1 Canada	300,00 \$
Temps, gains et absences - Volet RAS Formation donnée pour les responsables de l'assiduité (RAS) pour faciliter leur travail et leur compréhension du système SAGIR pour les gains déclaratoires, les absences et le temps supplémentaire.	Direction des services à la gestion	1	2017-11-15	Centre des services partagés du Québec 150, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B2 Canada	0,00 \$
Initiation à la microdistillation Ce cours permet de reconnaître les techniques relatives à la distillation de divers liquides fermentés (Ex. cidre, vin, bières, etc.) et des spiritueux correspondants.	Direction des services à la clientèle - Alcool	2	2017-12-04	Institut de technologie agroalimentaire 3230, rue Sicotte St-Hyacinthe (Québec) J2S 2M2 Canada	450,00 \$
Législation du cannabis Formation donnée par une juriste de la Régie concernant la nouvelle réglementation sur la législation du cannabis et l'impact pour la Régie.	Direction des affaires juridiques	6	2017-11-24	Bureaux de la Régie 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Sanctions administratives pécuniaires (SAP) Formation donnée par des employés de la RACJ pour les nouvelles mesures à adopter dans le cas des SAP.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	10	2017-11-15	Bureaux de la Régie - Salle Visioconférence 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Congrès des microbrasseries du Québec Le 8e congrès annuel de l'association des microbrasseurs du Québec (AMBQ).	Direction des services à la clientèle - Alcool	1	2017-11-20	Centre des Congrès de Québec 900, rue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1A 1B4 Canada	360,00 \$
La Cour suprême du Canada vs la planète Les rendez-vous juridiques : L'affaire Google c. Equustec.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2017-10-18	Université de Montréal 3101, chemin de la tour Montréal (Québec) H3T 1J7 Canada	28,75 \$
Égalité en emploi, un défi pour les personnes immigrantes Formation donnée par le Barreau de Montréal.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2017-10-27	Palais de Justice de Montréal 10, rue Saint-Antoine Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	43,49 \$
Colloque de la CJAQ Colloque annuel des juges administratifs du Québec.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	10	2017-11-16	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8 Canada	290,00 \$
L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées Formation offerte aux responsables de plans d'action et aux coordonnateurs de services aux personnes handicapées.	Bureau de la présidente	1	2017-12-07	Directeur de l'état civil 2535, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 5C5 Canada	0,00 \$
Formation juridique - Alcool Formation donnée à l'interne sur les réglementations du volet alcool.	Régie des alcools, des courses et des jeux	19	2017-12-07	Bureaux de la Régie 560, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 3J3 Canada	0,00 \$
Colloque Féminismes et droit Colloque de l'association des juristes progressistes sur les Féminismes et le droit.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	1	2017-11-25	Université du Québec à Montréal 400, Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H2L 2C5 Canada	60,00 \$

Régie de l'alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public/depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Contrats de formation

Année complète 2017-2018²

Aucune donnée pour la période visée

² Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018

Régie de l'alcool, des courses et des jeux : <https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Réunion clinique élargie ^[5] Formation pour les membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	25	2017-04-27	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	14,70 \$
Congrès international francophone sur l'agression sexuelle-CIFAS ^[6] Quand la clinique rencontre la recherche	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2017-05-31	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8 Canada	480,00 \$
Accent Formation ^[7] Formation de perfectionnement en rédaction	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2017-06-14	1, Place Ville-Marie, 29ième étage, bureau 2901 Montréal (Québec) H3B 3N6 Canada	495,00 \$
Ambulance Saint-Jean Formation en secourisme	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2017-05-10	110, boul. Crémazie Ouest Montréal (Québec) H2P 1B9 Canada	104,00 \$

⁵↑ Réunion clinique élargie
Cette formation a eu lieu les 27 et 28 avril 2017.

⁶↑ Congrès international francophone sur l'agression sexuelle-CIFAS
- cette formation a eu lieu le 31 mai et les 1 et 2 juin 2017
- frais d'inscription payés en 2016-2017.

⁷↑ Accent Formation
Cette formation a eu lieu les 14 et 21 juin 2017.

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
La conférence des juges administratifs La rédaction des motifs, un exercice de clarté.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	5	2017-05-26	500, boul. René-Lévesque, 17ième étage Montréal (Québec) H2L 4Y3 Canada	75,00 \$
Formation continue du Barreau Droit carcéral, survol des principes généraux des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2017-08-22	300, boul. Jean-Lesage Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	81,00 \$
Congrès de la Société de criminologie du Québec Intervenir en contexte de vulnérabilité : mieux connaître pour mieux agir.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	4	2017-11-08	246, chemin du Lac-Millette St-Sauveur (Québec) J0R 1R3 Canada	383,75 \$
Accès à la formation en ligne Intervenants des CAVAC	Commission québécoise des libérations conditionnelles	80	2017-05-01	Formation en ligne 300, boul. Jean-Lesage Québec (Québec) G1K 8K6 Canada	31,99 \$
Formation continue du Barreau ^[8] Le dossier contrevenant	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2017-05-02	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Québec (Québec) H2Y 1B6 Canada	29,33 \$
Formation continue du Barreau ^[9] Éthique et déontologie	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2017-04-25	I, rue Notre-Dame Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	29,33 \$

8↑ Formation continue du Barreau
La formation a eu lieu les 2 et 18 mai 2017.

9↑ Formation continue du Barreau
La formation a eu lieu le 25 avril et le 16 mai 2017.

10↑ Formation continue du Barreau
Le formation a eu lieu les 2 et 16 mai 2017.

11↑ Formation continue du Barreau

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation continue du Barreau ^[10] Les victimes	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2017-05-02	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	29,33 \$
Formation continue du Barreau ^[11] Gestion de la séance	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2017-04-28	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	29,33 \$
Formation continue du Barreau Procédures particulières, lois et grands principes.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2017-04-25	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	88,00 \$
Réunion clinique élargie ^[12] Formation pour les membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	31	2017-12-07	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 Canada	9,51 \$
Formation continue du Barreau L'évaluation du risque.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	3	2017-05-02	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec) H2Y 1B6 États-Unis	29,33 \$

Contrats de formation

Année complète 2017-2018¹

Aucune donnée pour la période visée

¹¹[↑] Formation continue du Barreau

La formation a eu lieu le 28 avril et le 18 mai 2017.

¹²[↑] Réunion clinique élargie

La formation a eu lieu les 7 et 8 décembre 2017.

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Date	Nombre de participants	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Programme d’information et de préparation à la retraite (Commission scolaire de la Capitale)	Direction de l’administration	2017-04-10 et 2017-04-11	1	Centre Raymond-Blais 6, rue Raymond-Blais Lévis (Québec) G6W 7S1	250,00 \$
Colloque – Accès à l’information (Wolters Kluwer Québec ltée)	Bureau du coroner en chef	2017-05-02	1	Université Laval – Pavillon La Laurentienne 1030, avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	525,00 \$
Sensibilisation sur le suicide (Centre de prévention du suicide)	Bureau du coroner en chef et Direction de l’administration	2017-05-03	18	Bureau du coroner 2875, boul. Laurier, bureau 390 Québec (Québec) G1V 5B1	* 600,00 \$
Nouvelle tendance en gouvernance (Barreau du Québec)	Bureau du coroner en chef	2017-10-12	1	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	334,50 \$
Relations avec les médias (R. Thibault Communications inc.)	Bureau du coroner en chef	2017-10-25	1	R.Thibault Communications inc. 4480, rue Beaubien Québec (Québec) G2A 3Y8	765,00 \$

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

* Coût global pour la formation

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Date	Nombre de participants	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Perfectionnement en rédaction (Accent Formation)	Direction de l'administration	2017-10-31	2	Accent Formation 2828, boulevard Laurier, bureau 700 Québec (Québec) G1V 0B9	375,00 \$
Journée d'actualisation des connaissances sur la violence conjugale (École nationale de police)	Bureau du coroner en chef	2017-11-28	1	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	125,00 \$
Perfectionnement en rédaction (Accent Formation)	Direction de l'administration	2017-11-28	1	Accent Formation 2828, boulevard Laurier, bureau 700 Québec (Québec) G1V 0B9	375,00 \$
Perfectionnement en rédaction (Accent Formation)	Direction de l'administration	2017-11-30	1	Accent Formation 2828, boulevard Laurier, bureau 700 Québec (Québec) G1V 0B9	375,00 \$
Tableau de bord (Ordre des comptables professionnels agréés du Québec)	Direction de l'administration	2018-01-19	1	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	525,00 \$
La protection des personnes vulnérables (Barreau du Québec)	Bureau du coroner en chef	2018-02-02	1	Palais des congrès de Montréal 1001, place Jean-Paul Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H2	497,00 \$
Modèle de présentation des états financiers – (Contrôleur des finances)	Direction de l'administration	2018-03-13	1	Contrôleur des finances – Direction de la formation 700, rue Jacques-Parizeau Québec (Québec) G1R 5E5	200,00 \$

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Contrats de formation

Année complète 2017-2018²

Nom du fournisseur	Description de l'activité	Date	Nombre de participants	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
LaLouve consulting	Conférence sur le suicide en milieu autochtone – Colloque des coroners	2017-09-14	70	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	870,00 \$ *
Marc-André Dufour, psychologue	Conférence « Comment faciliter le contact avec les endeuillés » - Colloque des coroners	2017-09-14	70	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	500,00 \$ *
Cégep Beauce-Appalaches	Gestion des clients difficiles	2017-11-23 et 2017-11-30	9	2875, boul. Laurier, bureau 390 Québec (Québec) G1V 5B1	1 302,50 \$ *

² Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

*Coût global du contrat

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise Le colloque vise à informer et fournir des outils à des jeunes de moins de 35 ans afin qu'ils contribuent à l'essor de la fonction publique québécoise	Analyse préliminaire et conciliation	1	2017-05-11	Pavillon Alphonse Desjardins (Université Laval) Rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6 Canada	155,00 \$
Actualisation des connaissances sur la radicalisation au Québec En lien avec le plan d'action gouvernemental 2015-2018 sur la radicalisation : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble	Commissaire	1	2017-04-27	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	125,00 \$
Renouvellement du dossier dispensateur / Caméras corporelles Validation de formation	Juridique	1	2017-06-15	2535 boulevard Laurier, bureau 1.06 Québec (Québec) G1V 4M3 Canada	100,00 \$
Forum transatlantique sur les droits et libertés Développement sur les thèmes contemporains en lien avec les droits et libertés (discrimination systémique, discours de haine, libre manifestation des convictions religieuses, droits des demandeurs d’asile, répression des marges sociales, programmes d’accès à l’égalité en emploi, etc.)	Commissaire	1	2017-05-25	Université de Montréal - Carrefour des arts et des sciences 3150, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8 Canada	0,00 \$
Reconnaissance du Barreau du Québec pour la formation de perfectionnement en conciliation	Direction juridique	4	2017-07-21	2535 boulevard Laurier, bur. 1.06 Québec (Québec) G2L 0G4 Canada	118,00 \$
Pouvoir d'arrestation et de détention	Juridique, enquêteurs, conciliation et analyse préliminaire	22	2017-10-03	2535, boul. Laurier, bur. 1.06 Québec (Québec) G1V 4M3 Canada	0,00 \$

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Intervention policière : du légitime à l'abusif 2 ^e partie	Juridique, enquêteurs, conciliation et analyse préliminaire	21	2017-12-07	2535, boul. Laurier, bur. 1.06 Québec (Québec) G1V 4M3 Canada	0,00 \$

Contrats de formation

Année complète 2017-2018¹

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
M ^e Céline Vallières	2122,00 \$	Perfectionnement au processus de conciliation	2017-05-16	2535, Boulevard Laurier bur. 1.06 Québec (Québec), G1V 4M3 Canada	8

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Droit disciplinaire & droit administratif ⁴¹ Forum ouvert HS	Comité de déontologie policière	1	2017-04-25	Hyatt Regency Montréal 1255, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec), H5B 1E5 Canada	1200,00 \$
Session de planification à la retraite Cégep Marie-Victorin	Comité de déontologie policière	1	2017-05-31	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec), H2S 1G7 Canada	250,00 \$
La preuve à l'ère numérique Barreau de Québec	Comité de déontologie policière	1	2017-06-01	Auberge Saint-Antoine 8, rue Saint-Antoine Québec (Québec), G1K 4C9 Canada	40,00 \$
La rédaction des motifs Conférence des juges administratifs	Comité de déontologie policière	1	2017-05-26	Tribunal administratif du travail 500, boul. René-Lévesque ouest 17e étage Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada	65,00 \$
La rédaction des motifs Conférence des juges administratifs du Québec	Comité de déontologie policière	5	2017-06-05	Tribunal administratifs du travail 900, Place d'Youville 6e étage Québec (Québec), G1R 3P7 Canada	65,00 \$

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

⁴¹ Droit disciplinaire & droit administratif
Les formations auront lieu 26 et 27 avril 2017. Le paiement de l’inscription a été effectué dans le budget 2016-2017.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
18 ^e colloque de l'Association des juristes italo-canadiens du Québec	Comité de déontologie policière	1	2017-11-11	Hôtel Universel 5000, rue Sherbrooke est Montréal (Québec), H1V 1A1 Canada	200,00 \$
Colloque 2017 de la conférence des juges administratifs La justice administrative : Une justice pour tous	Comité de déontologie policière	6	2017-11-16	Centre Mont-royal 2200 rue Mansfield Montréal (Québec), H3A 3R8 Canada	290,00 \$

Contrats de formation

Année complète 2017-2018¹

Aucune donnée pour la période visée

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Service à la clientèle : Les meilleures pratiques au téléphone, par courriel et en personne. Formation offerte par Technologia	Direction des opérations	1	2017-04-18	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	425,00 \$
Sommet International de la Confiance dans les Organisations. Formation offerte par l'Institut de la confiance dans les organisations	Plusieurs unités administratives	4	2017-05-09	Théâtre Rialto 5723, avenue du Parc Montréal (Québec) H2V 4G9 Canada	332,81 \$
Le capital-actions, un outil pratique : Bases et subtilités de rédaction. Formation offerte par le Barreau du Québec	Service de la vérification	1	2017-05-12	Barreau du Québec 445, boulevard Saint-Laurent, 2e étage Montréal (Québec) H2Y 3T8 Canada	60,00 \$
Colloque GARDESO Formation offerte par le Centre international de criminologie comparée	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2017-06-08	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4 Canada	52,18 \$
Gestion du stress Formation offerte par Qualitemps	Plusieurs unités administratives	5	2017-06-07	Bureaux de l'UPAC 2100, avenue Pierre-Dupuy Montréal (H3C 3R5), Québec Canada	405,00 \$

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
MS Excel : graphiques et tableaux croisés dynamiques Formation offerte par Technologia	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	2	2017-06-12	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	295,00 \$
Prise de notes et rédaction de comptes rendus Formation offerte par Technologia	Plusieurs unités administratives	3	2017-06-19	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	425,00 \$
Passeport Multi CPA Plusieurs formations offertes par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Service de la vérification	1	2017-06-28	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec 5, place Ville Marie, bureau 800 Montréal (Québec) H3B 2G2 Canada	1 049,00 \$
Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction Formation offerte par l'APCHQ - région du Montréal métropolitain	Direction de la prévention et des communications	1	2017-10-05	APCHQ - région du Montréal métropolitain 5800, boulevard Louis-H.-La Fontaine Anjou (Québec) H1M 1S7 Canada	285,00 \$
Conférence "The IACP 2017" Conférence offerte par "The International Association of Chiefs of Police"	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2017-10-21	Pennsylvania Convention Center 1101, Arch Street Philadelphia (Pennsylvania), 19107 États-Unis	664,49 \$
L'intelligence émotionnelle et l'exercice du leadership Formation offerte par HEC Montréal	Direction de la prévention et des communications	1	2017-08-15	HEC Montréal 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (H3T 2A7), Québec Canada	1 695,75 \$

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
IBase User (SITIC) Formation offerte par Necando Solutions inc.	Plusieurs unités administratives	10	2017-10-16	Necando Solutions inc. 1080, côte du Beaver Hall, bureau 1804 Montréal (Québec) H2Z 1S8 Canada	1 280,00 \$
Gestion efficace du temps et des priorités Formation offerte par Technologia	Plusieurs unités administratives	2	2017-07-03	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	795,00 \$
Délégation efficace Formation offerte par Technologia	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2017-07-12	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	795,00 \$
Excel -Niveau débutant Formation offerte par AFI Expertise	Service de la vérification	1	2017-11-16	AFI Expertise 3055, boulevard St-Martin Ouest Laval (Québec) H7T 2Y8 Canada	250,00 \$
À distance : Adobe Acrobat Pro et formulaires PDF interactifs Formation offerte par Alias formation	Plusieurs unités administratives	4	2017-11-21	Alias formation inc. 7050, boulevard Wilfrid-Hamel, bureau 1002 Québec (Québec) G2G 1B5 Canada	262,50 \$
La communication d'un renseignement personnel : bien comprendre la loi avant d'agir Formation offerte par l'Association sur l'accès et la protection de l'information	Bureau du commissaire	1	2017-11-16	Association sur l'accès et la protection de l'information 750, Côte de la Pente-Douce, bureau 205 Québec (Québec) G1N 2M1 Canada	295,00 \$

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
La responsabilité des administrateurs d'OSBL Formation offerte par le Barreau du Québec	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	2	2017-12-01	Hôtel Saint-Martin 111, boulevard du Carrefour Bromont (Québec), J2L3L1 Canada	173,00 \$
La responsabilité des administrateurs d'OSBL Formation offerte par le Barreau du Québec	Bureau du commissaire	1	2017-12-01	Hôtel Saint-Martin 111, boulevard du Carrefour Bromont (Québec), J2L3L1 Canada	119,00 \$
Anglais - conversation avancé I Formation offerte par le Carrefour des langues	Direction de la prévention et des communications	1	2017-09-21	Le Carrefour des langues 2700, boulevard Laurier, bureau 1220 Sainte-Foy (Québec) G1V 4K5 Canada	460,00 \$
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chef d'équipe Formation offerte par l'École nationale d'administration publique	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2017-10-04	École nationale d'administration publique 4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5 Canada	3 400,00 \$
Mieux comprendre les technologies Web Formation offerte par Technologia	Direction de la prévention et des communications	1	2017-10-25	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	375,00 \$
Méthodologie et modélisation financière avec MS Excel Formation offerte par Technologia	Direction des services à la gestion	1	2017-10-05	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	695,00 \$
Gérer les personnalités difficiles Formation offerte par Technologia	Service de l'analyse et de la gestion des signalements	1	2017-12-18	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	795,00 \$

Commissaire à la lutte contre la corruption – Unité permanente anticorruption: <https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html>

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Planifier la refonte ou l'optimisation d'un site Web Formation offerte par Technologia	Direction de la prévention et des communications	1	2017-10-31	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7 Canada	395,0

Contrats de formation

Année complète 2017-2018²

Aucune donnée pour la période visée

² Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2017-2018¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation des enquêteurs ^[1] Formation donnée par l'École nationale de police pour les enquêteurs du BEI	Bureau des enquêtes indépendantes	8	2017-05-08	ENPQ 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4 Canada	0,00 \$
Formation CRPQ ^[2] Formation relative à la consultation des dossiers du CRPQ	Bureau des enquêtes indépendantes	3	2017-09-21	1701, rue Parthenais Montréal (Québec) H2K 3S7 Canada	0,00 \$
Formation CRPQ Formation relative à la consultation des dossiers du CRPQ	Bureau des enquêtes indépendantes	1	2017-04-11	1701, rue Parthenais Montréal (Québec) H2K 3S7 Canada	0,00 \$
Droit pénal ^[3] L'enquête policière	Bureau des enquêtes indépendantes	4	2017-04-23	BEI 201, Place Charles-Lemoyne Longueuil (Québec) J4K 2T5 Canada	2744,75 \$

¹↑ Formation des enquêteurs

Les coûts sont inclus dans le contrat de formation de l'ENPQ

²↑ Formation CRPQ

Coût du stationnement pour 3 jours : 120.00 \$ pour les trois participants

³↑ Droit pénal

Cours de droit faisant partie de la formation obligatoire de l'ENPQ

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Contrats de formation

Année complète 2017-2018¹

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
École nationale de police (ENPQ) ^[3]	99 558,00 \$	Formation de nouveaux enquêteurs	2017-05-01	Nos locaux et ÉNPQ 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	8

¹³[↑] École nationale de police (ENPQ)
Ce contrat inclut les frais d'hébergement des enquêteurs.

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Les articles de loi restreignant les ordonnances de sursis sont entrés en vigueur à l'automne 2012. L'effet complet de la loi devait donc se faire sentir après une période de deux ou trois ans, soit minimalement à partir de l'automne 2014. C'est pour cette raison qu'une collecte de données avait été effectuée en 2014-2015, pour tenter d'estimer l'effet de la loi.

Une augmentation importante et continue de la population purgeant une peine discontinue est observée entre 2010-2012 et 2016-2017, ce qui laisse croire à un effet de la loi. Selon les données des dix premiers mois de 2017-2018, la tendance à la hausse va se maintenir.

Toutefois, des analyses des données en 2014-2015 et 2015-2016 n'ont pas permis de cerner l'effet de la loi et les coûts associés à son entrée en vigueur. En effet, bien qu'il semble y avoir une modification dans le profil de la population carcérale (augmentation de personnes purgeant une peine discontinue), il s'avère difficile d'isoler ce qui relève spécifiquement de C-10, d'autant plus que la population carcérale diminue légèrement chaque année depuis 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

La Loi sur la sécurité des rues et des communautés (la Loi), adoptée le 13 mars 2012, apporte de nombreux changements au Code criminel et à d'autres lois connexes. Elle impose notamment des peines minimales obligatoires pour des infractions qui par le passé pouvaient faire l'objet d'un sursis à l'emprisonnement. Ces peines doivent obligatoirement être purgées en détention.

Les coûts supplémentaires assumés par la Commission en lien avec la mise en application de ces mesures sont liés à l'augmentation de la clientèle carcérale, dans la mesure où cela se traduit par une augmentation du nombre de séances tenues par la Commission.

La Commission constate une augmentation de séances de 43 % entre les années financières 2011-2012 et 2016-2017.

La Commission peut affirmer qu'une partie de cette augmentation est due à l'adoption de la loi, mais elle n'est pas en mesure de mesurer exactement les coûts compte tenu du fait qu'au cours des mêmes périodes, elle a enregistré une augmentation des séances tenues en PSPLC ainsi qu'une diminution des taux de renonciation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 : Unité permanente anticorruption (UPAC) :

- a) Au 1^{er} mars 2018, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2018-2019;**
- c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;**
- d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018;**
- e) Bilan des activités de l'UPAC;**
- f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.**

(Voir pages suivantes).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

a) Au 28 février 2018, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.).
Objectif à terme quant à l'effectif;

Catégories	Commissaire à la lutte contre la corruption et les équipes désignées et les équipes désignées¹ par le gouvernement au sein de l'UPAC	EFFECTIFS EN POSTE LE 28-02-2018
Corps de police spécialisée dans la lutte contre la corruption	Commissaire à la lutte contre la corruption	89
Équipes d'enquête désignées par le gouvernement	Sûreté du Québec (Service des enquêtes sur la corruption)	77
	Agence du revenu du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC – Direction principale adjointe des enquêtes UPAC enquête)	20
	Service de police de la Ville de Montréal (Escouade de protection de l'intégrité municipale)	17
	Régie du bâtiment du Québec (Unité d'enquêtes)	5
Équipes de vérification désignées par le gouvernement	Agence du revenu du Québec (Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	16
	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Service de la vérification)	14
	Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	11
	Sûreté du Québec (Service de filtrage de sécurité)	11
	Régie du bâtiment du Québec (Service des vérifications)	7
TOTAL	UPAC	267
Hors UPAC	Sûreté du Québec (Direction des services spécialisés en enquête) ²	21
Total incluant hors UPAC	UPAC incluant les effectifs octroyés en matière de soutien en enquête	288³

¹ Les équipes ont été désignées par le gouvernement dans le cadre des décrets 114-2011, 19-2013, 901-2013 et 29-2014

² 21 effectifs ont été octroyés en matière de soutien en enquête dans le cadre de la lutte contre la corruption, mais ils ne font pas partie d'une équipe désignée par le gouvernement au sein de l'UPAC.

³ Ce nombre correspond à l'effectif, en ETC, en poste à la date d'extraction des données et ne tient pas compte des postes vacants. Il ne correspond pas nécessairement au nombre de postes autorisés par le Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2018-2019;

Le budget 2018-2019 du Commissaire à la lutte contre la corruption a été présenté au Livre des crédits 2018-2019.

BUDGET VENTILÉ	
	2017-2018 (k\$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	12 087,8
Ministère de la Sécurité publique	1 370,2
Sûreté du Québec	25 796,4

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, se référer à chaque M/O concerné. Pour les résultats des années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

Veuillez vous référer à la réponse de la question générale 17 de l'Opposition officielle.

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018;

1) Ordonnances et autorisations judiciaires

- Les différentes équipes d'enquête de l'UPAC, incluant les enquêteurs du commissaire, ont exécutés 88 ordonnances ou autorisations judiciaires (ex : mandat de perquisition, mandat général, ordonnance de communication, interception de communication privée, etc.)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 18 :

2) Arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle ou pénale entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018

Nature des accusations	Individus	Personnes morales	Total
Criminelle	15	1	16
Pénale	16	26	42
Total	31	27	58

e) Bilan des activités de l'UPAC depuis sa création (au 28 février 2018)¹

1) **Dénonciations d'actes répréhensibles au sens de la Loi concernant la lutte contre la corruption**

Dénonciations reçues par le Commissaire

2017-2018	Total
769	4 889

Décisions du commissaire – dénonciations traitées

Décisions du commissaire	2017-2018	Total
Hors mandat ou frivole	546	2 888
Transférées en enquête	247	1 623
Transférées en vérification	18	232
Transférées en renseignement	1	6
Transférées en prévention	3	4
Total général	815	4 753

¹ La méthode de collecte et de production des statistiques de l'UPAC a été révisée au cours de l'année 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

2.1) Enquêtes criminelles

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2017-2018	15	1	16
Total	174	14	188

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière criminelle

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2017-2018	35	1	36
Total	82	4	86

2.2) Enquêtes pénales

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière pénale

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2017-2018	16	26	42
Total	81	77	158

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière pénale

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2017-2018	10	10	20
Total	19	19	38

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

3.1) Vérification – Commission de la construction du Québec – Unité autonome de vérification

Résultats	2017-2018	Total
Heures réclamées	40 013	210 312
Montants réclamés	1 037 800 \$	5 123 283 \$

3.2) Vérification – ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire – Service de la vérification

Types d'analyse	2017-2018	Total
Analyses détaillées	16	62
Analyses préliminaires	7	143
Total	23	205

4) Intégrité des entreprises

Demandes reçues de l'Autorité des marchés financiers

2017-2018	Total
1 505	5 602

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06
QUESTION 18 :

Avis du commissaire associé aux vérifications communiquées à l'Autorité des marchés financiers

Avis du commissaire associé aux vérifications	2017-2018	Total
Avis positifs	1 362	4 522
Avis négatifs	46	317
Retraits de la part des entreprises avant la communication de l'avis du commissaire associé aux vérifications	4	32
Fermetures à la suite de l'absence de collaboration des entreprises	5	17
Total	1 417	4 888

5) Prévention en matière de lutte contre la corruption

Prévention	2017-2018	Total
Séances de sensibilisation	45	971
Participants	1 133	24 310

f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la [*Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs*](#) (L.Q. 2018, chapitre 1).

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 20 : Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis, des analyses et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la *Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs* (L.Q. 2018, chapitre 1).

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Le projet Sentinelle (partie correctionnelle du SIJJ) est officiellement annulé depuis le 20 août 2015.

Aucune somme n'a donc été consacrée au projet Sentinelle en 2017-2018.

Une refonte du système de mission des services correctionnels Dacor est planifiée. Les travaux se poursuivent.

*Pour les informations relatives aux années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 22 : Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des avis et des recommandations qui ont permis d'élaborer la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (2016, chapitre 15) ainsi que son règlement d'application.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement :

TOTAL DU PROGRAMME 01.04:	24 838 900 \$
----------------------------------	----------------------

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	36 719
Adojeune inc.	35 000
Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	19 492
Association culturelle, sociale et âge d'or de Kazabazua	41 087
Centre aide et prévention jeunesse de Lévis	20 000
Comité du travail de rue d'Alma	25 748
Corporation Jeunesse Memphrémagog inc.	42 000
En tout C.A.S. (Concertation, Aide, Soutien) jeunesse	25 000
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	33 528
La maison des jeunes de Montmagny inc.	40 000
La Société Saint-Vincent de Paul de Québec	16 525
LaRue Bécancour inc.	43 087
Le Projet Harmonie	41 136
Le TRÀSH - Travail de Rue à Shawinigan	44 918
Macadam Sud	47 459
Maison des Jeunes de Beauce-Sartigan	34 968

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	50 000
Motivaction Jeunesse	39 419
Pilier Jeunesse	37 744
Plein Milieu	44 990
Point de Rue	41 860
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	41 328
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	43 262
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	46 388
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	50 000
Réseaux d'entraide des Appalaches	10 000
Ressource alternative des jeunes de Bellechasse	41 140
Service de Travail de rue de Chicoutimi	45 328
SQUAT Basse-Ville	33 230
Tandem-Jeunesse	50 000
Trame d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	24 820
Travail de rue action communautaire (Saint-Pierre)	29 520
Travail de rue action communautaire (Sud-Ouest)	44 304
Un itinéraire pour tous	30 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)	
Service de travail de rue de Chicoutimi	51 000	
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	54 500	
CALACS La Chrysalide	51 333	
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	53 349	
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	50 462	
CALACS Agression Estrie	49 477	
Maison Marie Frédéric	59 908	
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	58 026	
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (TCGFBSL)	50 000	
Centre d'amitié autochtone La Tuque	55 500	
CALACS Coup de cœur	49 787	
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	51 150	
En Marge 12-17	57 954	
Action Nouvelle Vie (le 2159)	43 753	
Rue Action Prévention Jeunesse	48 500	
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	56 502	
SQUAT Basse-ville	60 000	
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	60 000	
YWCA Québec	38 800	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME PRÉVENTION JEUNESSE

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	125 000
Les YMCA du Québec - secteur Réussite scolaire	125 000
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	125 000
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	125 000

PROGRAMME PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

MESURE 1 - Bonification Prévention jeunesse

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Projet Intervention Prostitution Québec	125 000
Centre international pour la prévention de la criminalité	125 000
Projet Ado-communautaire en travail de rue	125 000
Justice alternative du Suroît	125 000
Wapikoni mobile	125 000
Action Jeunesse Côte-Sud	125 000
Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	125 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MESURE 2 - Bonification Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	40 482
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	34 499
Association des groupes de jeunes des Hauts-Reliefs	41 290
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	41 272
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	46 952
Dopamine	38 411
La Corporation de l'Entre-Jeunes de Rivière-du-Loup	25 000
La maison des Jeunes St-Rémi inc.	15 871
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	22 321
L'Exit de Waterloo	38 035
Liaison 12-18 Inc.	35 498
Maison des jeunes Mercierois	25 000
Organisme Centretien de Nicolet et Régions	36 400
Original tatoué, café de rue	26 910
P.I.A.M.P. inc.	38 831
Répit Jeunesse	35 000
Rue Action Prévention Jeunesse	37 470
Spectre de rue inc.	41 637
Table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	25 655

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Travail de rue action communautaire	22 322
Travail de rue le Trajet	44 262
YMCA du Québec (établissement centre-ville)	36 882

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 ¹ (en \$)
ADPQ	115 000
Blainville	5 698
Bromont	6 919
Châteauguay	16 687
Deux-Montagnes	7 326
École nationale de police du Québec	56 300
Gatineau	63 492
Granby	18 722
Laval	78 958
Lévis	27 676
Longueuil	87 505

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018¹ (en \$)
Memphrémagog	16 687
Mirabel	11 803
Mont-Tremblant	17 501
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 617
Québec	177 045
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	30 932
Richelieu-St-Laurent	40 700
Roussillon	17 501
Saguenay	46 398
Saint-Eustache	13 838
Saint-Jean-sur-Richelieu	26 455
Saint-Jérôme	18 315
Sherbrooke	48 784
SPVM	1 436 400
Terrebonne	30 932
Thérèse-De Blainville	19 943
Thetford-Mines	9 768
Trois-Rivières	46 398
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes	30 000
Réserve CPM - Remboursement des frais relatifs aux sanctions	76 500
Réserve CPM - Remboursement des frais de formation	90 600

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)

CORPS DE POLICE	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 ¹ (en \$)
Service de police de la Ville de Montréal	2 393 400

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCÈS TABAC

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 ¹ (en \$)
ADPQ	15 000
Gatineau	300 000
Laval	300 000
Longueuil	300 000
Québec	300 000
Richelieu-St-Laurent	300 000
Roussillon	6 500
Saguenay	300 000
St-Jérôme	300 000
Sherbrooke	300 000

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018¹ (en \$)
SPVM	4 279 300
Trois-Rivières	300 000
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	246 900
Réserve CPM et ENPQ - Remboursement des frais de formations	85 000

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018¹ (en \$)
SPVM	745 800
Gatineau	142 200
Laval	142 200
Longueuil	142 200
Québec	142 200

¹ Montant maximal autorisé, les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 :	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.
----------------------	--

AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2017-2018 (en \$)
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	60 000
École nationale de police du Québec (ENPQ)	5 404 800
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	900 000
Association des organismes de justice alternative du Québec	100 000
Services Para-judiciaires autochtones du Québec	100 000 ¹
Université de Sherbrooke - Chaire Unesco en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents	30 000

¹ Montant maximal autorisé, les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Action Jeunesse Saint-Pie X de Longueuil inc.	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Motivaction Jeunesse	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Montréal Autochtone	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Mouvement jeunesse Montréal-Nord (Café-jeunesse multiculturel)	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Ali et les princes de la rue	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Bureau associatif pour la diversité et la réinsertion	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal (BCHM)	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
CALACS Entraid'Action, centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
CALACS Abitibi	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Centre d'aide aux familles latino américaines (CAFLA)	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Centre Sida Amitié	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Maison de Mélanie (la)	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
La Sortie	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Maison des jeunes le Zenith	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Maison d'Haïti	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Sexplique	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Stella, l'amie de Maimie	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Y des femmes de Montréal	Prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Ali et les princes de la rue*	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Association les Chemins du Soleil	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Avenue des jeunes	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Carrefour jeunesse-emploi de Shawinigan	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Centre d'amitié autochtone La Tuque	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Centre d'Innovation des premiers peuples	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
En marge 12-17	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Feejad (Famille pour l'Entraide et d'Éducation des Jeunes et Adultes)	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au décret 349-99
Forum Jeunesse de Saint-Michel	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
GCC la violence	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Le Gît'Enfants	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
l'Organisation des jeunes de Parc Extension	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Maison de jeunes Le Mashado	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Maison des jeunes Châtelois inc.	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Maison des jeunes de La Baie inc.	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Maison d'Haïti	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Mesures alternatives Jeunesse Frontenac inc.	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Missions Exeko	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Mouvement contre le viol et l'inceste	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Mouvement de la relève d'Amos-région	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Perspectives Jeunesse	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Plein Milieu	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Prévention Sud-Ouest	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Programme d'intervention Jeunesse (P.I.J.)	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Projet T.R.I.P. inc.	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
R.A.F.A.L. (Regroupement actions familles à Lac-St-Charles)	Partage des produits de la criminalité	Organisme non admissible conformément au Guide de présentation d'une demande d'aide financière 2017-2018
Regroupement des jeunes de Lotbinière	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement P.E.C.H.	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 :	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.
----------------------	--

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme
SOS Contact AI-To inc.	Partage des produits de la criminalité	Projet qui ne répond pas aux exigences du programme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DU PROGRAMME - 01.05	26 119 367 \$
-----------------------------------	----------------------

SUBVENTIONS AD HOC ¹

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
Administration régionale Kativik – contribution financière relative aux infrastructures et équipements prévus au schéma de couverture de risques	708 656
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – Entente concernant une subvention à l'ACSIQ pour l'exercice financier 2017-2018	35 000
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ) - Aide financière pour la poursuite des actions en prévention	5 000
Centre d’avalanche de la Haute-Gaspésie – contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d’éducation du public sur les avalanches	30 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excelle-Science du MEES	2 000
École nationale des pompiers du Québec (ENPQ) – contribution financière pour le financement de l’École	277 200
Recherche et sauvetage en milieu urbain à l’aide d’équipement lourd (RSMUEL)	284 700
Regroupement des directeurs des services d'incendie et de secours du Québec (RDSISQ) - Aide financière pour les travaux en cours en 2017-2018	2 000

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant le budget additionnel octroyé pour l'érosion côtière)

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie - Érosion et submersion côtières (Budget érosion côtière)	100 000
Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie - Réalisation de LiDAR et de travaux de bathymétrie en vue de fournir des données pour les travaux essentiels de cartographie, de recherches et de traitement des risques pour l'ensemble des aléas*	420 000
Consultants Ropars inc. - Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au MSP et au MTMDET*	22 880
Groupe Altus limitée - Impacts sur le domaine immobilier de la cartographie de zones de contraintes à l'utilisation du sol	25 000
Îles-de-la-Madeleine - La Grave - Rechargement de plage (Budget érosion côtière)	2 175 000
INRS - Évaluation et choix des mesures d'atténuation - Brigham	58 500
Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Analyse - rivière Richelieu	25 000
Maison Léon-Provancher - Communication de risques	35 840
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) - Recherche de matériaux d'emprunt. (Budget érosion côtière)*	37 499

¹ Exclut les frais de fonctionnement pour le Service de l'expertise de la DGSCSI (estimé à 25 000 \$).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) - Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques*	378 545
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (MDDELCC) - Évaluation d'outils hydrauliques	52 500
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	900 000
Port-Cartier - Plage de Rochelois - Rechargement de plage et construction d'épis (Budget érosion côtière)	2 000 000
Sainte-Flavie - Construction d'un développement domiciliaire en vue de la relocalisation de résidences (Budget érosion côtière)	350 000
Service de l'expertise - Besoins financiers pour les frais de fonctionnement du Service de l'expertise du MSP - Érosion et submersion côtières (Budget érosion côtière)	8 595
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à La Tuque	7 000
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à Varenne	12 000
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à Victoriaville	13 500
Université de Montréal (UdeM) - Analyse de risques - Coaticook	10 000
UdeM - Évaluation de la vulnérabilité aux inondations	20 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
Université Laval (UL) - Amélioration de la capacité des autorités responsables de la sécurité civile à faire face aux sinistres associés aux glaces de rivières	65 000
UL - Analyse de risques - Coaticook	88 000
UL - Effets des vibrations causées par l'utilisation d'explosifs sur la stabilité des pentes argileuses	55 010
UL - Guide - Documentation sur les inondations passées	117 000
UMcGill - Le risque sismique résidentiel à Montréal	8 870
Université de Sherbrooke (UdeS) - Recherche - matières dangereuses	70 594
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Bornes de suivi de l'érosion	320 040
UQAR - Développement - Méthodologie d'analyse du risque d'inondation	25 000
UQAR - Développement et application d'une méthodologie d'analyse de risques et de solutions pour l'érosion et la submersion côtières	203 902
UQAR - Évaluation préliminaire du risque d'inondation: réalisation d'un prototype d'évaluation sur un ou des territoires tests	50 000
UQAR - Projet de recherche en géoscience côtière - Développement et mise en oeuvre de plateformes topo-bathymétriques visant l'étude des risques d'érosion et de submersion côtières	203 200
UQAR - Projet de recherche en géoscience côtière - Évaluation de l'efficacité de différentes mesures et techniques pour contrer les aléas côtiers	82 169

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
UQAR - Projet de recherche en géoscience côtière - Modélisations futures des phénomènes d'érosion et de submersion côtière de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent	364 109
UQAR - Projet de recherche en géoscience côtière - Reconstitution à l'échelle régionale des variations des niveaux marins et modélisation des futures hausses du niveau marin du Québec maritime	232 029
UQAR - Projet de recherche en géoscience côtière - Suivi morphosédimentologique d'une plage de la Côte-Nord dans le cadre de l'expérimentation du système « Rolodune » visant à réduire les effets de l'érosion côtière	41 916
UQAR - Suivi de rechargement de plage et de sites remis à l'état naturel	144 780
UQAR - Suivi environnemental des côtes du Québec maritime	269 240

PROGRAMME DES SCHÉMAS DE COUVERTURE DE RISQUES

ORGANISME	FINANCEMENT ANNUEL MAXIMUM AUTORISÉ (en \$)
MRC Beauce-Sartigan - versements 5 et 6 pour la mise en oeuvre du schéma	40 000
MRC Golf du Saint-Laurent - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC L'Assomption - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000
MRC Mirabel - versement 6 pour la mise en oeuvre du schéma	20 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL¹

MRC	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
Agglomération La Tuque	30 105
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	34 609
MRC d'Acton	21 707
MRC d'Antoine-Labelle	73 941
MRC d'Argenteuil	66 320
MRC d'Arthabaska	74 853
MRC D'Autray	45 689
MRC d'Avignon	11 375
MRC de Beauce-Sartigan	66 951
MRC de Beauharnois-Salaberry	66 911
MRC de Bécancour	28 949
MRC de Bellechasse	67 862
MRC de Bonaventure	47 480
MRC de Brome-Missisquoi	101 261
MRC de Caniapiscau	22 255
MRC de Charlevoix	32 734

¹ Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC de Charlevoix-Est	34 831
MRC de Coaticook	36 652
MRC de Drummond	38 911
MRC de Joliette	5 554
MRC de Kamouraska	34 957
MRC de La Côte-de-Beaupré	60 156
MRC de La Côte-de-Gaspé	43 527
MRC de La Haute-Côte-Nord	13 000
MRC de La Haute-Gaspésie	49 839
MRC de La Haute-Yamaska	36 772
MRC de La Jacques-Cartier	31 836
MRC de l'Abitibi	27 970
MRC de l'Abitibi-Ouest	21 340
MRC de L'Érable	45 108
MRC Deux-Montagnes	38 834
MRC La Matapédia	36 387
MRC La Mitis	27 828
MRC La Nouvelle-Beauce	61 971

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC La Rivière-du-Nord	9 317
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	67 390
MRC La Vallée-de-l'Or	52 467
MRC La Vallée-du-Richelieu	25 886
MRC Lac-Saint-Jean-Est	26 359
MRC Le Domaine-du-Roy	50 126
MRC Le Fjord-du-Saguenay	67 615
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	13 000
MRC Le Granit	24 070
MRC Le Haut-Richelieu	48 272
MRC Le Haut-Saint-François	44 073
MRC Le Haut-Saint-Laurent	48 267
MRC Le Rocher-Percé	31 333
MRC Le Val-Saint-François	68 235
MRC Les Appalaches	37 923
MRC Les Basques	38 253
MRC Les Chenaux	32 276

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	15 398
MRC Les Etchemins	25 259
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	15 236
MRC Les Jardins-de-Napierville	44 342
MRC Les Laurentides	92 546
MRC Les Maskoutains	61 278
MRC Les Pays-d'en-Haut	24 921
MRC Les Sources	33 956
MRC L'Île-d'Orléans	6 789
MRC L'Islet	39 312
MRC Lotbinière	78 486
MRC Maguerite-D'Youville	16 736
MRC Manicouagan	3 409
MRC Maria-Chapdelaine	58 067
MRC Maskinongé	83 401
MRC Matawinie	21 258
MRC Mékinac	16 568

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC Memphrémagog	33 775
MRC Minganie	26 887
MRC Mirabel	23 795
MRC Montcalm	13 982
MRC Montmagny	40 366
MRC Nicolet-Yamaska	45 006
MRC Papineau	94 735
MRC Pierre-de-Saurel	33 393
MRC Pontiac	27 377
MRC Porneuf	68 253
MRC Rimouski-Neigette	59 348
MRC Rivière-du-Loup	64 017
MRC Robert-Cliche	31 608
MRC Roussillon	8 970
MRC Rouville	30 240
MRC Rouyn-Noranda	41 500
MRC Sept-Rivières	25 259
MRC Témiscaming	46 290

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC Témiscouata	42 578
MRC Thérèse-de-Blainville	3 527
MRC Trois-Rivières	2 240
MRC Vaudreuil-Soulanges	76 555

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR LE SOUTIEN À L'ORGANISATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE HORS DU RÉSEAU ROUTIER¹

MRC	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
Administration Régionale Kativik	205 000
Agglomération de Longueuil	86 129
Agglomération de Québec	185 000
Agglomération La Tuque	204 890
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	181 188
MRC d'Acton	90 865
MRC d'Antoine-Labelle	185 087
MRC d'Argenteuil	163 893
MRC d'Arthabaska	81 573
MRC D'Autray	104 027
MRC d'Avignon	93 342

¹ Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du MSP d'ici le 31 mars 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC de Beauharnois-Salaberry	141 144
MRC de Bécancour	177 750
MRC de Bellechasse	97 887
MRC de Bonaventure	196 224
MRC de Brome-Missisquoi	196 065
MRC de Caniapiscau	197 304
MRC de Charlevoix	110 088
MRC de Coaticook	65 728
MRC de Drummond	192 288
MRC de Joliette	135 407
MRC de Kamouraska	195 117
MRC de La Côte-de-Beaupré	139 325
MRC de La Côte-de-Gaspé	126 069
MRC de La Haute-Côte-Nord	112 771
MRC de La Haute-Gaspésie	205 000
MRC de La Haute-Yamaska	66 415
MRC de La Jacques-Cartier	115 176
MRC de l'Abitibi	110 240

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC de L'Érable	148 340
MRC Deux-Montagnes	144 247
MRC La Matapédia	90 764
MRC La Mitis	111 236
MRC La Nouvelle-Beauce	94 142
MRC La Rivière-du-Nord	129 927
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	175 452
MRC La Vallée-de-l'Or	88 380
MRC Lac-Saint-Jean-Est	154 020
MRC L'Assomption	51 975
MRC Le Domaine-du-Roy	91 142
MRC Le Fjord-du-Saguenay	137 424
MRC Le Granit	204 937
MRC Le Haut-Richelieu	165 709
MRC Le Haut-Saint-François	133 190
MRC Le Haut-Saint-Laurent	96 443
MRC Le Rocher-Percé	132 209

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC Le Val-Saint-François	105 624
MRC Les Appalaches	147 569
MRC Les Basques	105 488
MRC Les Chenaux	108 450
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	205 000
MRC Les Etchemins	47 399
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	169 573
MRC Les Laurentides	191 364
MRC Les Maskoutains	122 310
MRC Les Moulins	74 094
MRC Les Pays-d'en-Haut	149 715
MRC Les Sources	103 876
MRC L'Île-d'Orléans	105 340
MRC L'Islet	70 441
MRC Lotbinière	205 000
MRC Maguerite-D'Youville	105 000
MRC Manicouagan	86 870
MRC Maria-Chapdelaine	139 743
MRC Maskinongé	200 657

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC Matanie	79 103
MRC Matawinie	204 386
MRC Mékinac	92 068
MRC Memphrémagog	126 000
MRC Montcalm	205 000
MRC Montmagny	192 683
MRC Nicolet-Yamaska	5 000
MRC Papineau	174 698
MRC Pierre-de-Saurel	5 000
MRC Pontiac	175 795
MRC Portneuf	205 000
MRC Rimouski-Neigette	46 628
MRC Rivière-du-Loup	88 845
MRC Robert-Cliche	171 390
MRC Roussillon	44 448
MRC Rouville	144 910
MRC Rouyn-Noranda	172 538

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 (en \$)
MRC Témiscaming	167 381
MRC Témiscouata	116 626
MRC Thérèse-de-Blainville	105 000
MRC Vaudreuil-Soulanges	153 593
Ville de Gatineau	71 225
Ville de Lévis	202 854
Ville de Saguenay	13 898
Ville de Shawinigan	118 847
Ville de Sherbrooke	101 230
Ville de Trois-Rivières	143 905

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 25 : Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, le bénéficiaire, les mesures de suivi et contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les exercices 2016-2017 et 2017-2018. Sommes totales prévues en subvention en 2018-2019.

Le Centre de la prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP. Le directeur général du CPRMV est Herman Deparice-Okomba. Les membres du conseil d'administration sont M. Richard Filion, directeur-général du Collège Dawson, M. Bernard Tremblay, président-directeur général de la Fédération des cégeps, M. Alan Shepard, recteur et vice-chancelier de l'Université Concordia, M^{me} Guylaine Ouimette, présidente de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec, Dre Christine Grou, présidente de l'Ordre des psychologues du Québec, M. Jacques Leroux, sous-ministre adjoint au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, M. Louis Morneau, sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique, Me Louise Otis, professeure adjointe de la faculté de droit de l'Université McGill.

La mesure 2.2 du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 intitulé : « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble » prévoit l'établissement d'un partenariat avec le CPRMV créé par la Ville de Montréal afin de rendre disponible à l'ensemble de la population québécoise l'expertise et les services offerts par le Centre. Le MSP a signé, le 22 novembre 2015, une convention de contribution financière avec le CPRMV et la Ville de Montréal. Dans le cadre de l'entente conclue avec le CPRMV et la Ville de Montréal, une subvention de 1 M\$ a été versée pour les exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017. En plus des montants versés dans le cadre de cette entente, un montant supplémentaire de 500 000 \$ a été octroyé au CPRMV par le MSP le 3 mars 2016 pour soutenir la poursuite des activités en cours.

Une nouvelle entente de 900 000 \$ pour l'exercice 2017-2018 a été conclue entre le MSP et le CPRMV. Par ailleurs, des discussions seront entamées concernant le financement des années subséquentes.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme pour l'année 2017. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2017 : 1 091;
- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux : 364.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 27 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES		Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2017-2018 (en \$)
Région 01 - Bas-Saint-Laurent		
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent		50 000
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean		
Service de travail de rue de Chicoutimi		51 000
Région 03 - Capitale-Nationale		
Projet Intervention Prostitution Québec		58 026
YWCA Québec		38 800
TRAIC Jeunesse		60 000
Maison Marie-Frédéric		59 908
SQUAT Basse-Ville		60 000
Région 04 - Mauricie		
Centre d'amitié autochtone de La Tuque		55 500
Région 05 - Estrie		
CALACS Agression Estrie		49 477

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 27 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2017-2018 (en \$)
Région 06 - Montréal	
En Marge 12-17	57 954
RAP Jeunesse	48 500
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	50 462
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	54 500
Unité d'intervention mobile L'Anonyme	53 349
Région 14 - Lanaudière	
CALACS La Chrysalyde	51 333
CALACS Coup de coeur	49 787
Région 16 - Montérégie	
Le 2159	43 753
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	51 150
Région 17 - Centre-du-Québec	
Refuge La Piaule du Centre du Québec	56 502

Note : Le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes a débuté en 2016-2017.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 28 : État de situation sur les activités du programme Prévention jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.

Au début de l'année 2016, le Centre jeunesse de Laval a été aux prises avec un nombre inquiétant de fugues de jeunes filles soupçonnées d'être sous l'emprise de proxénètes. Les circonstances de Laval étaient suffisamment préoccupantes pour que des moyens supplémentaires soient déployés afin de renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle.

Ainsi, le 16 février 2016, le ministre de la Sécurité publique a dévoilé un nouveau programme de financement Prévention Jeunesse. Le montant annuel accordé est de 125 000 \$ pour chacun des 5 organismes retenus, renouvelables annuellement sur la durée du programme. De plus dans le cadre du budget déposé le 18 mars 2016, des crédits additionnels de 9 M\$ pour les 3 prochaines années ont été annoncés en vue de mettre en oeuvre des mesures préventives et bonifier notamment ce programme de financement. Le programme de financement Prévention Jeunesse s'inscrit dans une optique d'optimisation des services offerts aux jeunes vivant des situations pouvant compromettre leur sécurité.

Le Ministère aura financé un total de 12 projets en 2017-2018 pour un montant global de 1,5 M\$. Chaque organisme recevra une subvention de 125 000 \$ et les mêmes montants sont prévus en 2018-2019 pour la reconduction de ces 12 projets.

La prévention et l'intervention auprès des jeunes nécessitent une multitude d'acteurs dont les activités doivent être coordonnées et faire partie d'une démarche cohérente et intégrée. Ainsi, elle doit s'appuyer sur une structure de concertation et de coordination visant à arrimer les actions des nombreux partenaires de secteurs différents autour de la résolution d'un problème d'intérêt commun qui sévit sur un territoire.

Ce programme d'aide financière vise à :

- améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné;
- accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes;
- faciliter la prise en charge par les acteurs locaux des situations problématiques impliquant les jeunes;
- instaurer, si applicables, des pratiques en matière de prévention de la criminalité qui tiennent compte de la réalité des collectivités autochtones et du Nord.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 29 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

Veillez vous référer au tableau annexé.

État de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020

Données en date du 31 mars 2018

QUESTION 29 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
1 Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile							
		Intégration des enjeux et des risques associés aux CC dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités (documents d'accompagnement des orientations en matière d'aménagement du territoire; outils et guide visant la gestion des risques en sécurité civile)	Développement à l'interne du MSP	-	5 344	54 320	36 663	Salaire versé au 28 février 2018 qui sera remboursé par le Fonds vert
		Formation « Pour une meilleure gestion des risques dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles » à l'intention des MRC et des municipalités disposant de cartes produites par le MERN dans les années 1970 et 1980	La maison de Bibi	-	-	-	883	Année financière 2017-2018
		Formation « Symposium Ouranos 2017 »	Ouranos	-	-	-	270	Année financière 2017-2018
	TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2			-	5 344	54 320	37 815	
2 Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire	2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale							
				-	-	-	-	Sous-action conjointe avec le MAMOT en développement. Le MAMOT prendra en charge le suivi administratif et budgétaire
TOTAL SOUS-ACTION 2.3				-	-	-	-	

État de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020
Données en date du 31 mars 2018

QUESTION 29 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)	
3 Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des CC								
			Intégration et transfert de données événementielles	Développement à l'interne du MSP	-	4 718	-	-	Salaire
			Acquisition et installation d'instruments de surveillance des crues	Dendrotik, Geneq, Tetrattech, Développement Innovation Haut-Richelieu	-	16 506	3 241	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
			Outil de veille des médias sociaux (phase I)	Université McGill	-	-	40 000		Année financière 2016-2017
			Outil de veille des médias sociaux (phase II)	Université McGill	-	-	-	96 685	Année financière 2017-2018
			Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase I)	Institut national de la recherche scientifique	-	-	24 785	-	Année financière 2016-2017
			Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase II)	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	12 000	Année financière 2017-2018
			Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase III - partie 1)	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	Entente signée, mais aucun paiement en date du 28 février 2018
			Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière L'Assomption	Hydro-Météo	-	-	21 686	-	Année financière 2016-2017
			Achat et installation de quatre caméras de surveillance sur la rivière Beaurivage	Ville de Lévis	-	-	-	25 000	Année financière 2017-2018
			Projet en instrumentation : 2 caméras de surveillance sur les rivières Sutton et Missisquoi	Ville de Sutton	-	-	-	2 600	Année financière 2017-2018
			Projet en instrumentation : 3 caméras de surveillance et 8 échelles sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre	Municipalité de Saint-Urbain	-	-	-	5 928	Année financière 2017-2018
			Projet en instrumentation : 3 caméras de surveillance et 3 stations hydrométriques sur le lac des Deux-Montagnes	Ville de Rigaud	-	-	-	22 735	Année financière 2017-2018
			Projet en instrumentation : 5 stations hydrométriques sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre	Ville de Baie-Saint-Paul	-	-	-	9 354	Année financière 2017-2018
			Projet en instrumentation : 3 caméras de surveillance et 1 station hydrométrique sur la rivière l'Assomption	Ville de Terrebonne	-	-	-	10 862	Année financière 2017-2018
	Projet en instrumentation : 2 échelles limnimétriques sur la rivière Rouge	Municipalité de canton de Harrington	-	-	-	4 806	Année financière 2017-2018		
TOTAL SOUS-ACTION 3.1				-	21 224	89 711	189 970		

État de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020

Données en date du 31 mars 2018

QUESTION 29 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
	3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres							
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilion	Ville de Gatineau	1 000 000	-	-	-	Année financière 2014-2015
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie	Ville de Saguenay	-	400 000	-	(138 597)	Année financière 2015-2016 Récupération en 2017-2018 (coûts des travaux moins élevés que prévus)
		Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord	Ville de Shawinigan	-	1 900 000	-	-	Année financière 2015-2016
		Relocalisation de 5 résidences dans le secteur de la rue Place McCormick	Ville de Port-Cartier	-	200 000	-	500 000	Années financières 2015-2016 et 2017-2018. Faisant suite aux dommages occasionnés par les inondations survenues en décembre 2016, cette entente remplace celle intitulée « Entente pour le financement de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick à Port-Cartier » qui a été ratifiée en 2015-2016
		Travaux de stabilisation de talus le long de la rivière Quinchien et un de ses affluents dans le secteur Vallée-Chaline	Ville de Saint-Lazare	-	-	3 000 000	-	
TOTAL SOUS-ACTION 3.2				1 000 000	2 500 000	3 000 000	361 403	
	3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentiels face aux changements climatiques							
		Programme de recherche sur la résilience des collectivités à faire face aux changements climatiques et aux risques de sinistres	Ouranos	-	-	400 000	-	Année financière 2016-2017
TOTAL SOUS-ACTION 3.3				-	-	400 000	-	

QUESTION 29 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
6 Soutenir la recherche en adaptation	6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques							
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase I)	Université Laval et MTMDET		78 165	144 894	-	Année financière 2015-2016 (50 575 \$ à UL; 27 590 \$ au MTMDET) Année financière 2016-2017 (94 319 \$ à UL; 50 575 \$ au MTMDET)
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (phase I)	Université Laval		38 481	89 789	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain	Université Laval		43 180	48 260	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles	Université Laval et MTMDET		240 174	117 057	-	Année financière 2015-2016 (22 860 \$ à UL; 217 314 \$ au MTMDET) Année financière 2016-2017 (54 610 \$ à UL; 62 447 \$ au MTMDET)
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3				-	400 000	400 000	-	

État de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020
Données en date du 31 mars 2018

QUESTION 29 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
	6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques							
		Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - Phase I (MoDESCO)	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	214 300	-	-	-	Année financière 2014-2015
		MoDESCO - Phase II	UQAR	-	243 332	227 330	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		MoDESCO - Phase III	UQAR	-	-	-	385 000	Année financière 2017-2018
		Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM)	UQAR	-	115 500	77 500	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de La Haute-Gaspésie, de La Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon	UQAR	-	150 000	261 727	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations	Université de Montréal	-	40 000	70 000	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		Portrait de risque des aléas nordiques	Université Laval	-	50 000	50 000	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017
		Relevés satellites permettant de valider des cartes de contraintes de l'érosion côtière	MERN	-	-	113 371	-	Année financière 2016-2017
		Identification des risques actuels et appréhendés sur le territoire des communautés du Nunavik en fonction des changements climatiques	Université Laval	-	-	-	70 000	Année financière 2017-2018
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4				214 300	598 832	799 928	455 000	
GRAND TOTAL				1 214 300	3 525 401	4 743 958	1 044 188	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 30 : Fournir une copie du rapport remis au ministre de la Sécurité publique par le député de Vimont en lien avec sa tournée des établissements de détention du Québec.

Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 28, 29 et 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 31 : État de situation au 31 mars 2018 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années :

- a) Le budget pour chacune des années;**
- b) L'évolution du nombre d'employés;**
- c) Une liste des interventions pour chacune des années;**
- d) Tout autre document pertinent.**

		2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
a) Budget :		849 840 \$	956 240 \$	896 701 \$	974 384 \$	980 757 \$
b)	Techniciens (271)	13	12	11	11 (+1 sur appel)	12
	Professionnels (105-124)	3	3	3	3	3
	Agent de secrétariat (221)	1	1	1	1	0
	Cadre (630-IV)	1	1	1	1	1
	TOTAL	18	17	16	16	16
c)	Points d'information produits	115	108	86	95	98
	Rapports d'événement produits	438	386	216	188	295
	Bulletins de l'opération déglçage produits	9	30	28	23	16
	Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	12	7	3	6	8
	Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	123	158	191	199	141
	Demandes d'images de Radarsat-2 prises pour le COG (période des inondations)	93	57	41	65	107
	Bilan des événements signalés à la sécurité civile	486	440	363	315	401
	Nombre d'appels au COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	30 017	42 937*	40 757*	44 323*	52 975*
	Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	14 340	17 693	17 514	16 620	21 477

d) Aucun autre document pertinent

* Depuis 2014-2015, le calcul du nombre d'appels logés sur les lignes de sécurité civile (en provenance des citoyens et des partenaires), tient compte des appels entrants et de l'action entreprise (appels sortants), afin de refléter le travail des techniciens pour un appel en sécurité civile.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 33 : Coûts reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Coûts de l'exercice précédent :	518 900 \$
Coûts estimés pour l'exercice 2017-2018 :	2 590 542 \$
Coûts estimés du SIAF depuis sa mise en place ¹ :	3 109 442 \$

Source : Service d'immatriculation des armes à feu

¹. Ce montant exclut les coûts d'opération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 34 : Nombre d'armes enregistrées sur le site internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2018.

Nombre de demandes d'immatriculation ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	26 471
Nombre de nouvelles armes à feu sans restriction inscrites au SIAF	43 456

Source : Service d'immatriculation des armes à feu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 35 : Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.

À partir de la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, soit le 29 janvier 2018, les propriétaires d'une ou de plusieurs armes à feu sans restriction disposent d'un an pour en demander l'immatriculation. Pour les armes acquises après le 29 janvier 2018, l'immatriculation doit se faire dès sa prise de possession ou dès que l'arme est présente sur le territoire du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 36 : Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2018.

Seules les armes à feu sans restriction sont visées, soit les armes d'épaule (essentiellement des armes de chasse).

Selon les dernières données tirées du Système canadien d'information relativement aux armes à feu et fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu, au 28 février 2015, les armes à feu sans restriction représentaient 95 % de toutes les armes à feu enregistrées au Québec, pour un total de 1 654 239 armes à feu sans restriction présentes sur le territoire québécois, et ce, à l'abolition du registre fédéral des armes d'épaule.

Cela dit, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentent sur le territoire du Québec trois ans plus tard.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 53 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 1^{er} mars 2018, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif b) Budget ventilé de l'EILP pour 2017-2018 et 2018-2019; c) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018; d) Bilan des activités de l'EILP.		
Ressources de l'EILP faisant l'objet d'un financement du gouvernement du Québec dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021		
a)	Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)	10 ressources
	Sûreté du Québec (SQ)	4 ressources
	Service de la Police de la Ville de Québec (SPVQ)	2 ressources
	Service de police de Laval (SPL)	2 ressources
	Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL)	2 ressources
	Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG)	2 ressources
L'objectif à terme est atteint.		
b)	Les subventions versées à l'EILP par le gouvernement du Québec sont identiques pour 2017-2018 et 2018-2019, soit :	
	SPVM	745 800 \$
	SPVQ	142 200 \$
	SPL	142 200 \$
	SPAL	142 200 \$
	SPVG	142 200 \$
	SQ	135 400 \$
	Total	1 450 000 \$
c)	Perquisitions :	26
	Arrestations :	60
	Accusations :	310

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

<p>QUESTION 53 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) :</p> <p>a) Au 1^{er} mars 2018, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif</p> <p>b) Budget ventilé de l'EILP pour 2017-2018 et 2018-2019;</p> <p>c) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018;</p> <p>d) Bilan des activités de l'EILP.</p>
<p>d) Bilan des activités de l'EILP :</p> <ul style="list-style-type: none">• La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 annoncée en octobre 2016 prévoyait entre autres la mise en place d'une équipe policière intégrée de lutte contre l'exploitation sexuelle. L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) a débuté ses activités le 6 mars 2017. Cette équipe regroupe les corps de police qui offrent des services de niveau 3 et supérieurs, lesquels ont le mandat de s'attaquer au proxénétisme et aux autres formes d'exploitation sexuelle au Québec.• Cette équipe est chargée de lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle qui opèrent sur une base interrégionale au Québec, notamment en :<ul style="list-style-type: none">- ciblant les personnes ou les groupes qui permettent à ces formes d'exploitation sexuelle de prospérer, soit par l'achat de services sexuels, soit par les profits qu'ils en retirent;- réduisant l'intérêt économique de l'exploitation sexuelle d'autrui par la récupération maximale des produits et instruments issus de cette activité illégale.• Le modèle de cette équipe est comparable à celui, éprouvé, des escouades régionales mixtes. Tout comme ces dernières, les responsabilités financières sont partagées entre le gouvernement et les municipalités dont les corps de police participeront à l'équipe intégrée.• L'EILP a prêté assistance à plusieurs services de police du Québec et du reste du Canada et a collaboré avec eux dans plus de 100 dossiers.• L'EILP a effectué plusieurs présentations :<ul style="list-style-type: none">- À des enquêteurs, des agents de renseignement et des analystes de la SQ dans plusieurs régions du Québec (cette tournée se poursuivra en 2018);- À des responsables de la sécurité des aéroports de partout au Canada;- À des hôteliers.• En 2017, les enquêteurs de l'EILP ont piloté 16 dossiers devant les tribunaux. La majorité de ces dossiers se poursuivront en 2018. Un seul s'est conclu en 2017 par un plaidoyer de culpabilité à une sentence de 7 ans de pénitencier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 59 : La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts *per diem*, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2017-2018.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ MOYENNE OPÉRATIONNELLE ¹	CAPACITÉ MOYENNE D'ACCUEIL ²	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ³	TAUX D'OCCUPATION ⁴	COÛT/JOUR ⁵ (\$)	DÉPENSES PROBABLES ⁶ (k\$)
Amos ⁷	106	121	130	107 %	403	19 105
Baie-Comeau	57	65	53	82 %	335	6 541
Hull	204	232	228	98 %	221	18 444
Leclerc de Laval	322	366	238	65 %	319	27 673
Montréal	1 234	1 402	1 331	95 %	187	91 108
New Carlisle et Havre-Aubert	94	107	80	75 %	280	8 218
Percé	40	46	42	91 %	412	6 304
Québec (homme et femme)	670	761	724	95 %	229	60 481
Rimouski	106	121	122	101 %	257	11 484
Rivière-des-Prairies	476	541	558	103 %	281	57 196
Roberval	158	180	168	94 %	483	29 663
Sept-Îles ⁸	43	49	31	64 %	1 282	14 616
Sherbrooke	265	301	292	97 %	196	20 815
Sorel ⁸	105	119	130	109 %	617	29 250
St-Jérôme	341	387	447	116 %	226	36 905
Trois-Rivières	246	280	253	91 %	209	19 330

¹ La capacité moyenne opérationnelle correspond à 88 % de la capacité moyenne d'accueil.
² La capacité moyenne d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles, moins les places fermées) du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 (projection en date de février 2018).
³ Population moyenne quotidienne du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 (projection en date de février 2018).
⁴ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité moyenne d'accueil.
⁵ Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours).
⁶ Les dépenses probables sont une projection au 31 décembre 2017.
⁷ Les dépenses liées au nouvel établissement n'ont pas été considérées lors de l'analyse puisqu'aucune personne incarcérée n'a été détenue à cet endroit en 2017-2018.
⁸ Les dépenses liées aux nouveaux établissements avant l'ouverture n'ont pas été considérées lors de l'analyse puisqu'aucune personne incarcérée n'était détenue à ces endroits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 60 : Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2017-2018¹.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION ²
Amos	130 %
Baie-Comeau	112 %
Hull*	111 %
Leclerc de Laval	112 %
Montréal*	108 %
New Carlisle	98 %
Percé	98 %
Québec (homme et femme)	117 %
Rimouski	117 %
Rivière-des-Prairies	117 %
Roberval*	97 %
Sept-Îles	96 %
Sherbrooke	118 %
Sorel*	114 %
St-Jérôme	135 %
Trois-Rivières	117 %

¹ Du 1^{er} avril 2017 au 31 janvier 2018.

² Taux d'occupation= Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.

* Ces établissements de détention présentent des places fixes pour peines discontinues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 61 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.¹

PROJETS	Amos
Avant 2017	117,9 M\$
2017-2018	-

La construction des établissements de détention de Sept-Îles et Sorel-Tracy sont terminées et sont maintenant ouverts.

¹ Données fournies par la Société québécoise des infrastructures.
* Veuillez vous référer aux cahiers des exercices antérieures pour le détail des coûts.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 62 : Coût final de la construction des établissements de Roberval, de Sept-Îles et de Sorel.

Pour le coût final du projet, veuillez vous adresser à la SQL.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 63 : Le coût total des modifications apportées pour résoudre la problématique de la sécurité des portes à l'établissement de Sorel.

Le coût des modifications apportées est d'environ 50 k\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 64 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS² (\$)
2017-2018 ¹	99 653

¹ Les données sont au 28 février 2018.

² La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 65 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS¹ (\$)
2017-2018 ²	188 786

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Les données sont au 28 février 2018.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 66 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.
<p>Le ministère discute avec ses partenaires sur une base continue pour améliorer le transport des prévenus résidant dans le Nord et devant comparaître en Abitibi-Témiscamingue.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 67 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2018; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	60	73
Baie-Comeau	30	19
Hull	137	82
Leclerc de Laval ²	121	70
Montréal	756	442
New Carlisle	45	29
Percé	41	-
Québec (femme)	35	13
Québec (homme)	336	270
Rimouski	75	40
Rivière-des-Prairies	56	501
Roberval	106	62
Sept-Îles	19	16
Sherbrooke	174	86
Sorel	106	57
St-Jérôme	283	152
Trois-Rivières	155	83

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues à 23h59 le 31 janvier 2018.

² Depuis mai 2017, la clientèle est exclusivement féminine.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services (Programme travaux compensatoires - PTC)	Dépenses 2017-2018¹ (\$)	Tarifs 2017-2018 (coût par dossier) (\$)	Coût de l'entente du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 (\$)	Titre du programme
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	134 877	147	194 084	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	45 358	173	48 120	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	231 028	114	279 254	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat et Moisson Laval	335 100	114	348 950	Travaux compensatoires
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	83 281	173	81 266	Travaux compensatoires
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay (Manicouagan - Baie-Comeau)	27 674	173	30 190	Travaux compensatoires
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay (Sept-Îles)	27 983	173	30 527	Travaux compensatoires
Service action communautaire Outaouais inc.	116 827	147	156 027	Travaux compensatoires
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	112 392	147	128 495	Travaux compensatoires
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	63 229	173	76 698	Travaux compensatoires
Vision Travail Abitibi-Témiscamingue	61 337	173	72 504	Travaux compensatoires
Vision Travail Abitibi-Témiscamingue (Nord-du-Québec) ²	-	340	51 072	Travaux compensatoires
YMCA du Québec (Les) - Montréal	537 413	111	725 003	Travaux compensatoires
YMCA du Québec (Les) - Québec	218 856	147	229 362	Travaux compensatoires

¹ Dépenses au 28 février 2018.

² Aucun dossier de contrevenant n'a été complété à ce jour, donc aucune somme n'a été versée pour ce contrat.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,6	88,7	3 869	325 911	1 659 003	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	7,0	97,1	2 555	235 783	1 370 752	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	8,0	115,7	2 920	321 035	2 041 437	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	20,0	84,2	7 300	583 650	3 081 309	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	14,3	88,4	5 234	439 659	2 318 842	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	14,0	90,7	5 106	439 989	2 240 130	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire ATNQ	10,0	91,9	3 646	318 449	1 531 957	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire le Pavillon inc.	30,6	86,5	11 162	917 425	4 635 207	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,5	84,8	6 388	514 577	2 917 072	2013-04-01	2018-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,0	102,8	6 570	641 626	2 628 032	2013-09-01	2018-03-31
Maison Charlemagne	30,0	87,1	10 950	905 850	4 359 410	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	7,0	92,7	2 551	224 774	1 110 596	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,5	94,1	3 468	309 878	1 367 842	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud, La	14,5	83,4	5 293	419 174	2 118 664	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	17,0	85,1	6 205	501 643	2 566 166	2013-04-01	2018-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	26,0	88,6	9 486	798 196	3 698 435	2013-04-01	2018-03-31
Makitautik Centre d'Hébergement Communautaire de Kangirsuk ¹	-	-	-	514 459	514 459	2016-09-01	2017-10-31
Makitautik Centre d'Hébergement Communautaire de Kangirsuk ¹	-	-	-	293 977	367 471	2017-11-01	2018-05-15
Réhab	15,0	87,7	5 475	456 306	2 475 790	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	11,0	90,9	4 015	346 868	978 863	2013-04-01	2018-03-31

¹ Le contrat est basé sur une entente globale contrairement aux autres organismes communautaires où un coût per diem est accordé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (<i>per diem</i> ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.							
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement (<i>suite</i>)	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	1,0	116,2	361	38 561	41 992	2017-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,5	87,9	4 198	330 505	1 705 364	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,0	84,2	5 114	409 138	2 239 117	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	13,0	94,5	4 624	414 939	436 778	2017-04-10	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,5	88,0	8 943	747 848	3 609 661	2013-04-01	2018-03-31
Waseskun	8,0	99,9	2 920	277 123	1 429 910	2013-04-01	2018-03-31

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	1,0	68,8	365	23 860	414 585	2013-04-01	2018-03-31
Point de rencontre inc.	2,5	68,8	920	68 907	251 202	2013-04-01	2018-03-31
Répît du Passant inc., Le	3,0	68,8	1 095	71 580	121 385	2013-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Aiguillage, L'	0,5	32,6	183	5 940	5 940	2017-04-01	2018-03-31
Benoit Gaulin	2,0	32,6	730	1 937	23 762	2017-04-01	2018-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	1,5	32,6	548	-	17 821	2017-04-01	2018-03-31
Centre Le Havre de Trois-Rivières inc.	2,0	32,6	730	20 507	23 762	2017-04-01	2018-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,3	32,6	456	14 851	14 851	2017-04-01	2018-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	1,0	32,6	365	5 078	11 881	2017-04-01	2018-03-31
Hébergement Fleur de Macadam	1,0	32,6	365	9 040	11 881	2017-04-01	2018-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc. (Auberge du coeur Le Transit)	1,5	33,9	548	7 087	18 566	2017-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,1	32,6	774	25 187	25 187	2017-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,5	32,6	183	2 669	5 940	2017-04-01	2018-03-31
Point de rencontre inc.	0,2	32,6	88	2 017	2 851	2017-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	2,5	32,6	913	-	11 881	2017-04-01	2018-03-31
Résidence Louise Boucher	2,0	32,6	730	13 476	23 762	2017-04-01	2018-03-31
Tandem-Jeunesse	0,5	33,9	183	-	6 189	2017-04-01	2018-03-31
Transit Sept-Îles	1,1	32,6	402	3 222	13 069	2017-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,3	33,9	113	34	3 837	2017-04-01	2018-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	7,4	33,9	2 701	62 869	91 591	2017-04-01	2018-03-31
Bercail de St-Georges, Au	1,4	33,9	493	11 835	16 709	2017-04-01	2018-03-31
Centre Accalmie	0,5	33,9	193	4 510	6 560	2017-04-01	2018-03-31
Centre Émilie Gamelin	0,6	33,9	223	644	7 550	2017-04-01	2018-03-31
Centre Le Havre de Trois-Rivières inc.	2,0	33,9	730	-	24 754	2017-04-01	2018-03-31
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts inc.	0,3	33,9	124	882	4 208	2017-04-01	2018-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,0	33,9	334	7 189	37 000	2017-10-16	2019-03-31
Maison à Damas inc., La	0,1	33,9	29	990	990	2017-04-01	2018-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	0,9	33,9	314	9 393	10 644	2017-04-01	2018-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,4	33,9	500	8 624	16 957	2017-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	2,3	33,9	821	12 174	27 849	2017-04-01	2018-03-31
Tessier, Mario (Maison Valmont)	1,0	33,9	365	12 377	12 377	2017-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	2,5	33,9	913	30 943	30 943	2017-04-01	2018-03-31
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,5	21,2	913	19 327	19 327	2017-04-01	2018-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,0	20,8	1 825	37 997	37 997	2017-04-01	2018-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,3	21,2	2 300	44 563	48 703	2017-04-01	2018-03-31
Centre régional ADH « le Tremplin » Maison de transition pour hommes	1,5	33,9	548	11 089	18 566	2017-04-01	2018-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,5	21,2	548	11 596	11 596	2017-04-01	2018-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,5	33,9	183	3 967	6 189	2017-04-01	2018-03-31
Maison Carignan inc.	10,0	21,2	3 650	77 307	77 307	2017-04-01	2018-03-31
Maison de Job	2,2	21,2	803	13 506	17 008	2017-04-01	2018-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	2,5	21,2	913	19 327	19 327	2017-04-01	2018-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,3	21,2	120	2 551	2 551	2017-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,0	33,9	365	3 459	12 377	2017-04-01	2018-03-31
Maison Jean Lepage inc.	5,8	21,2	2 124	43 377	44 993	2017-04-01	2018-03-31
Maison La Passerelle	1,5	21,2	548	11 596	11 596	2017-04-01	2018-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,0	21,2	1 825	37 516	38 654	2017-04-01	2018-03-31
Pavillon de l'Assuétude - St-Guillaume	1,6	21,2	588	10 936	12 446	2017-04-01	2018-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,0	21,2	1 095	22 536	23 192	2017-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	168,0	4,1	61 320	234 478	1 190 357	2013-04-01	2018-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	144,0	3,8	52 560	190 640	950 269	2013-04-01	2018-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	100,0	3,8	36 500	132 389	608 772	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	140,0	3,9	51 100	191 025	931 301	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	169,0	4,2	61 685	243 662	1 209 973	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	532,0	3,9	194 180	719 252	3 582 646	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,0	4,0	30 660	115 925	646 488	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	559,0	3,9	204 035	746 646	3 648 434	2013-04-01	2018-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	346,0	3,8	126 290	459 866	1 855 346	2013-04-01	2018-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,0	3,8	67 525	244 920	1 245 836	2013-04-01	2018-03-31
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	32,0	3,8	11 680	71 120	74 863	2016-08-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire ATNQ	210,0	4,1	76 650	299 935	1 589 283	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire le Pavillon inc.	495,0	3,8	180 675	657 729	2 813 480	2013-04-01	2018-03-31
Centre résidentiel communautaire Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	375,0	3,9	136 875	507 642	2 556 486	2013-04-01	2018-03-31
Croisée, un organisme de justice alternative (La)	38,0	4,1	13 870	53 655	145 293	2016-01-14	2018-03-31
Maison Charlemagne	264,0	3,8	96 360	349 507	2 121 288	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,0	3,9	78 840	290 604	1 464 417	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	608,0	3,8	221 920	807 667	4 139 487	2013-04-01	2018-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,0	3,8	26 280	95 320	487 319	2013-04-01	2018-03-31
Maison l'Intervalle	100,0	3,8	36 500	132 389	609 235	2013-04-01	2018-03-31
Maison Painchaud, La	255,0	3,8	93 075	337 592	1 663 500	2013-04-01	2018-03-31
Maison Radisson inc.	405,0	3,9	147 825	552 607	2 838 447	2013-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté <i>(suite)</i>	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours	Dépenses 2017-2018 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	241,0	3,8	87 965	319 058	2 121 288	2013-04-01	2018-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,0	3,8	25 550	92 672	530 084	2013-04-01	2018-03-31
Réhab	415,0	3,9	151 475	560 735	2 588 043	2013-04-01	2018-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	265,0	3,8	96 725	345 869	1 952 932	2013-04-01	2018-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-Saint-Jean	72,0	3,8	26 280	95 395	492 981	2013-04-01	2018-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,0	3,9	127 385	461 917	2 619 623	2013-04-01	2018-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	32,0	3,8	11 680	42 365	257 568	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,0	3,8	85 410	309 791	1 541 465	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	84,0	3,9	30 660	113 508	531 842	2013-04-01	2018-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	32,0	3,8	11 680	42 365	44 594	2017-04-01	2018-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	264,0	3,8	96 360	349 499	2 121 288	2013-04-01	2018-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	54,0	4,0	19 710	74 374	363 650	2013-04-01	2018-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	303,0	3,8	110 595	401 139	2 121 289	2013-04-01	2018-03-31

Les dépenses sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 68 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2017-2018 (\$)	Titre du programme
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	11 500	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses-Laurentides
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	12 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle
Accord Mauricie inc. (L')	20 000	Thérapie pour détenus à comportements violents à l'intérieur de leur relation conjugale
Accueil d'Amos (L')	72 000	Accompagnement auprès des inuits
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	17 330	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	5 720	Sensibilisation aux toxicomanies
Auberge chez mon père	95 325	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	52 955	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones
Centre d'aide pour hommes de Lanaudière CAHO	13 500	La violence j'y renonce
Centre d'aide pour hommes de Lanaudière CAHO	8 500	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle
Centre de prévention du suicide C.P.S.	2 000	Prévention du suicide chez la population incarcérée
Centre d'entraide de la boussole inc.	15 316	La Boussole
Centre d'entraide de la boussole inc.	3 000	Programme hommes violentés - Travail d'un jour
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	21 900	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	26 794	Service d'accueil, d'évaluation et de référence
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	7 700	Programme de conscientisation pour auteurs de délits sexuels - Établissement de détention de St-Jérôme
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille CIASF	44 600	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	24 000	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	20 400	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 255	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Détention Montréal

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 68 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2017-2018 (\$)	Titre du programme
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	60 480	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Milieu ouvert
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie - CIVAS Estrie	33 660	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie CIVAS	20 400	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais CIPTO	8 750	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
Centre EX-EQUO	47 665	Services aux agresseurs (SAS)
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	28 970	Centre de réinsertion sociale (programme de base)
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	10 000	Programme d'aide aux agresseurs sexuels
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	9 800	Soutien à l'éducation populaire autonome
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	10 000	Abus de consommation
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	12 750	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	3 165	PSGA - Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	10 200	Programme en toxicomanie, prévention de la rechute
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscmingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	3 904	Boulevard, Programme de réintégration sociale pour favoriser le maintien en collectivité des clients en suivi communautaire
Centre résidentiel communautaire de Roberval	7 000	Ateliers autochtones - Prévention de la récidive
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	7 000	Émotions et violence - milieu ouvert
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	4 800	Conduite-Vie - Établissement de détention de St-Jérôme
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	16 065	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	2 465	Drogue, conséquence et société
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	1 488	La conscientisation (peines intermittentes)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 68 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2017-2018 (\$)	Titre du programme
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	2 550	Conduite-vie et Sensibilisation aux toxicomanies
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	12 000	Tout compte fait
CHOC Carrefour d'hommes en changement	20 352	La violence j'y renonce
Clinique Motivation	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteur protection)
Clinique Motivation	4 000	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies
Clinique Motivation	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteur régulier)
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	43 210	Continuité famille auprès des détenus, Programme mère-enfants
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	3 538	Atelier : Je communique avec mon enfant
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	24 617	Continuité famille auprès des détenus. Programme mère-enfants
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	8 850	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciairisés, conjoints à comportements violents et hommes en difficulté - milieu ouvert
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	12 050	Sensibilisation à la violence
Converjance Manicouagan	3 000	Vivre sans violence (secteur protection) - Établissement de détention de Baie-Comeau
Converjance Manicouagan	4 000	Vi-Sa-Vi - - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier
Cran d'arrêt, Le	8 175	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral
CRC le Pavillon inc.	13 165	Contrecoup
CRC le Pavillon inc.	14 095	Entrée libre
CRC le Pavillon inc.	11 000	Délinquant parce que
CRC le Pavillon inc.	68 542	Force 7
CRC le Pavillon inc.	2 000	Conduire et se conduire

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 68 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2017-2018 (\$)	Titre du programme
Croisée, un organisme de justice alternative (La)	7 000	Vivre sans violence - Offert en détention (Sept-Îles)
C-TA-C (Choix, Transition, Action, Changement)	5 000	Programme d'intervention de groupe (Mü et Vie)
Descroisselles-Savoie, Valérie	27 847	Programme d'ateliers d'art-thérapie (Leclerc de Laval)
Diogène, Suivi communautaire	10 346	Diogène, Suivi communautaire
Donne-toi une chance	27 110	Programme de sensibilisation pour les hommes judiciarisés
Groupe Amorce	40 273	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels pédophiles)
Halte Bois-Francis	12 600	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
Halte Drummond	9 236	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Homme aide Manicouagan	4 200	Être ou ne pas être... un homme et soutien psychosocial pour les hommes - Établissement de détention de Baie-Comeau
Hommes à Hommes inc., D'	3 500	Programme d'aide aux usagers référés par la probation de Thetford Mines et les intervenants communautaires
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	7 445	Soutien psychosocial pour les hommes
Impact - Rivière Gatineau, L'	18 600	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Institut universitaire en santé mentale de Montréal	203 337	Hébergement en santé mentale - Urgence psychosociale
Kapatakan Gilles Jourdain	3 531	Les substances et les psychotropes
Laraki, Mohamed Lotfi	40 572	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)
Maison Charlemagne	42 621	Programme spécialisé en délinquance sexuelle
Maison de Mélanie, La	1 600	Je me choisis - La Maison de Mélanie
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	10 000	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain
Maison le Passeur	6 259	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 68 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2017-2018 (\$)	Titre du programme
Maison l'Intervalle	15 870	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme-Justice
Maison Painchaud, La	11 000	Emprise (dépendance affective)
Maison Painchaud, La	11 000	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes
Maison Radisson inc.	10 385	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)
Maison Radisson inc.	10 057	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)
Maison Radisson inc.	31 314	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle - GTDS
Option, une alternative à la violence conjugale	14 800	Comportements violents et violence conjugale et familiale
Parents unis Repentigny (Lanaudière)	24 000	Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	48 725	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	101 705	Suivi communautaire d'intensité variable
Réhab	22 785	L'Azimut
Réhab	25 745	Mirage - Conscientiser sur les conduites manipulatoires et les comportements de fraudeurs
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	8 000	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	11 415	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	31 000	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	5 700	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de références dans les lieux de regroupement naturels et les milieux de vie des personnes
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	66 300	Appartement supervisé pour les femmes judiciairisées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2017-2018 (\$)	Titre du programme
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	19 000	Parrainage social
Seuil de l'Estrie inc., Le	4 300	Contrecoup
Seuil de l'Estrie inc., Le	8 160	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	55 371	Entraide Vol à l'étagère (E.V.E.)
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	43 569	Programmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	10 244	Gestion de la colère pour les services externes
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	6 978	Programme face à face - EDLL
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	3 050	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Ateliers thématiques ED Hull
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	41 670	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Programmes externes
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	10 000	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	5 000	Programme coup de main, interventions en groupe
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	3 500	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	4 080	Stratégies - Secteur régulier
Via l'Anse	14 995	Via l'Anse - Interventions
Waseskun	15 000	Waseya pour délinquants autochtones abusifs
YMCA du Québec (Les) - Montréal	433 238	Services de réinsertion sociale Espadrille
YMCA du Québec (Les) - Montréal	8 160	Service de fin de semaine (peines intermittentes)
YMCA du Québec (Les) - Montréal	2 083	Sortie carcérale planifiée pour les personnes itinérantes - EDM

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 68 D) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (*per diem* ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

SUBVENTIONS	Subventions 2017-2018 (en \$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485	Concertation et échange

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 69 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2017-2018.¹

Établissements de détention	2016-2017 (10 mois)			2017-2018 (10 mois)		
	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	282	854	1 136	266	971	1 237
Baie-Comeau	68	226	294	66	179	245
Hull	638	1 967	2 605	720	1 904	2 624
Leclerc de Laval ²	460	1 172	1 632	525	1 253	1 780
Montréal	2 927	1 738	4 665	3 575	2 394	5 967
New Carlisle	48	382	430	37	326	363
Percé	-	-	-	-	-	-
Québec (femmes)	209	298	507	253	339	592
Québec (hommes)	1 294	2 333	3 627	1 315	2 368	3 683
Rimouski	203	387	590	239	365	604
Rivière-des-Prairies	268	6 663	6 931	146	6 093	6 239
Roberval	319	933	1 252	255	989	1 244
Sept-Îles	67	317	384	48	273	321
Sherbrooke	610	2 206	2 816	579	2 247	2 826
Sorel	395	1 345	1 740	504	1 348	1 852
St-Jérôme	1 136	5 067	6 203	1 339	5 203	6 542
Trois-Rivières	387	1 039	1 426	427	1 078	1 505

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

² Depuis mai 2017, la clientèle est exclusivement féminine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 70 : Depuis 2008-2009, le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	2017-2018	
	Détenus	Prévenus
Amos	-	-
Baie-Comeau	-	-
Hull	-	-
Leclerc de Laval	2	-
Montréal	2	1
New Carlisle	-	1
Québec (Femmes)	-	1
Québec (Hommes)	2	2
Rimouski	1	-
Rivière-des-Prairies	3	5
Roberval	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	-
Sorel	3	-
Saint-Jérôme	2	3
Trois-Rivières	1	2

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	24,9
--	------

*La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.
**Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 71 : Depuis 2008-2009, le nombre d'évasions¹ pour chaque centre de détention, ventilé par année.

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2017-2018 ²	0	0	S/O

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Les données sont au 31 mars 2018.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 72 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010*.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB ⁶	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵
2017-2018 ⁷	-	-	-	2	2	100 %	3 674	3 119	85 %
2016-2017	-	-	-	3	3	100 %	3 433	3 301	96 %
2015-2016	1	1	100 %	6	6	100 %	3 203	3 143	98 %
2014-2015	3	3	100 %	3	3	100 %	3 018	2 970	98 %
2013-2014	1	1	100 %	1	1	100 %	2 740	2 701	99 %

¹ Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ Évasion d'une garde légale: Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴ Absence illégale: Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

⁵ Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 janvier 2018. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

⁶ Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

⁷ Les données sont au 31 mars 2018, à l'exception des absences illégales, qui sont au 31 janvier 2018.

* L'harmonisation de la comptabilisation des données a entraîné des disparités entre les résultats diffusés antérieurement et ceux présentés dans ce tableau. Les données statistiques correspondantes fournies avant le 1^{er} février 2015 ont été modifiées.

** Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - **03.02**

QUESTION 74 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2017-2018²

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond. ³	Réins. sociale	Visite famille	
Amos	-	200	110	2	15	22	-	349
Baie-Comeau	-	91	26	1	8	48	-	174
Hull	-	395	21	4	26	117	-	563
Leclerc de Laval	-	627	8	6	48	105	-	794
Montréal	-	1 139	19	12	135	806	-	2 111
New Carlisle	-	126	157	4	13	56	-	356
Percé	-	3	2	-	-	-	-	5
Québec (Femmes)	-	138	32	5	7	61	-	243
Québec (Hommes)	-	724	16	10	76	309	-	1 135
Rimouski	-	311	11	12	11	159	-	504
Rivière-des-Prairies	1	897	53	6	27	5	-	989
Roberval	-	296	57	7	24	94	-	478
Sept-Îles	-	169	6	-	4	15	-	194
Sherbrooke	1	693	13	3	37	71	-	818
Sorel	-	255	23	-	30	42	-	350
St-Jérôme	-	856	15	11	101	294	-	1 277
Trois-Rivières	-	348	14	25	44	78	-	509

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont du 1^{er} avril 2017 au 31 janvier 2018 (10 mois).

³ Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 75 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.

Établissements de détention	2016-2017 (10 mois)					2017-2018 (10 mois)				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	51 %	10 %	8 %	32 %	100 %	63 %	7 %	6 %	24 %	100 %
Baie-Comeau	70 %	14 %	11 %	5 %	100 %	74 %	11 %	7 %	8 %	100 %
Hull	89 %	5 %	2 %	5 %	100 %	90 %	4 %	2 %	4 %	100 %
Leclerc de Laval ¹	57 %	15 %	11 %	19 %	100 %	87 %	8 %	2 %	3 %	100 %
Montréal	90 %	4 %	4 %	2 %	100 %	93 %	3 %	2 %	2 %	100 %
New Carlisle	78 %	11 %	4 %	7 %	100 %	76 %	11 %	5 %	8 %	100 %
Percé	100 %	-	-	-	100 %	100 %	0 %	0 %	0 %	100 %
Québec(Femmes)	54 %	17 %	11 %	18 %	100 %	36 %	13 %	14 %	37 %	100 %
Québec(Hommes)	42 %	18 %	13 %	26 %	100 %	37 %	17 %	13 %	33 %	100 %
Rimouski	75 %	16 %	4 %	5 %	100 %	79 %	13 %	4 %	4 %	100 %
Rivière-des-Prairies	40 %	47 %	10 %	4 %	100 %	50 %	38 %	8 %	4 %	100 %
Roberval	89 %	5 %	3 %	2 %	100 %	76 %	14 %	5 %	5 %	100 %
Sept-Îles	70 %	9 %	7 %	14 %	100 %	74 %	7 %	5 %	14 %	100 %
Sherbrooke	65 %	11 %	20 %	4 %	100 %	62 %	13 %	19 %	6 %	100 %
Sorel	90 %	4 %	4 %	2 %	100 %	83 %	6 %	7 %	4 %	100 %
St-Jérôme	74 %	18 %	5 %	3 %	100 %	82 %	12 %	3 %	3 %	100 %
Trois-Rivières	82 %	11 %	4 %	3 %	100 %	88 %	7 %	3 %	2 %	100 %

¹ Depuis mai 2017, la clientèle est exclusivement féminine.
* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 76 : Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2017-2018 (9 mois)			2016-2017			2015-2016			2014-2015		
	Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	1 508	51	1 559	1 391	5	1 396	1 706	-	1 706	1 464	5	1 469
BAIE-COMEAU	349	195	544	470	37	507	1 103	32	1 135	697	-	697
CHICOUTIMI ²	-	-	-	-	-	-	630	270	900	896	544	1 440
HULL	1 345	196	1 541	1 931	367	2 298	1 320	53	1 373	1 591	205	1 796
LECLERC DE LAVAL ³	2 141	320	2 462	2 981	480	3 461	2 582	97	2 680	566	29	595
MAISON TANGUAY ⁴	-	-	-	221	-	221	1 373	437	1 810	656	101	757
MONTRÉAL	6 926	925	7 851	8 409	1 326	9 735	5 970	1 530	7 500	6 209	952	7 161
NEW-CARLISLE	1 056	175	1 231	1 413	63	1 476	599	74	673	994	84	1 078
PERCÉ	449	15	464	1 245	11	1 256	1 031	30	1 061	375	32	407
QUÉBEC	3 867	1 311	5 178	6 988	2 095	9 083	7 280	893	8 172	5 637	1 929	7 566
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	4 243	1 776	6 020	6 565	2 426	8 991	6 103	2 075	8 178	6 885	1 614	8 499
RIMOUSKI	1 375	33	1 408	1 049	44	1 093	900	42	942	870	35	905
ROBERVAL	1 796	101	1 897	2 630	281	2 911	1 173	22	1 195	580	37	616
SEPT-ÎLES	288	550	838	236	549	785	283	114	397	354	2	356
SHERBROOKE	980	209	1 189	1 424	695	2 118	1 772	261	2 033	1 934	129	2 063
SOREL	1 257	171	1 429	1 786	301	2 087	1 028	-	1 028	784	2	786
ST-JÉRÔME	2 910	553	3 463	3 612	1 383	4 995	2 217	714	2 930	2 420	477	2 897
TROIS-RIVIÈRES	1 283	729	2 012	1 864	526	2 390	2 446	246	2 692	1 986	453	2 439

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
² Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.
³ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.
⁴ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 76 : Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2013-2014			2012-2013			2011-2012			2010-2011		
	Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	703	29	732	779	41	820	1 077	60	1 138	1 357	20	1 377
BAIE-COMEAU	272	8	280	472	23	496	386	129	515	1 084	72	1 157
CHICOUTIMI ²	749	233	982	1 229	30	1 259	367	59	426	959	117	1 076
HULL	1 467	78	1 545	1 167	117	1 284	1 291	181	1 472	1 496	186	1 682
LECLERC DE LAVAL ³	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MAISON TANGUAY ⁴	892	47	939	951	75	1 026	844	30	874	869	68	937
MONTRÉAL	6 558	1 127	7 685	5 936	874	6 810	6 307	843	7 150	5 833	628	6 461
NEW-CARLISLE	474	129	603	917	75	992	811	140	951	865	56	921
PERCÉ	479	22	501	231	11	242	182	9	191	134	-	134
QUÉBEC	4 200	1 305	5 505	3 432	1 176	4 608	4 798	937	5 735	4 933	704	5 637
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	5 900	1 337	7 237	5 431	687	6 118	5 708	1 095	6 803	5 582	903	6 485
RIMOUSKI	1 559	70	1 628	1 008	1	1 009	653	30	683	870	24	894
ROBERVAL	485	268	752	394	265	659	781	166	947	764	35	798
SEPT-ÎLES	330	2	332	233	-	233	299	20	319	399	5	404
SHERBROOKE	1 485	113	1 598	1 431	108	1 539	1 310	44	1 353	1 420	240	1 660
SOREL	1 138	79	1 217	645	16	661	797	261	1 058	753	76	828
ST-JÉRÔME	2 126	426	2 552	2 305	673	2 978	3 288	536	3 824	2 531	1 290	3 821
TROIS-RIVIÈRES	1 356	340	1 696	1 809	312	2 121	1 934	133	2 068	1 427	222	1 648

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
² Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.
³ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.
⁴ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 77 : Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2017-2018 (9 mois)			2016-2017			2015-2016			2014-2015		
	Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	191	-	191	196	-	196	194	-	194	35	1	36
BAIE-COMEAU	208	-	208	57	5	62	101	-	101	174	-	174
CHICOUTIMI ²	-	-	-	-	-	-	22	1	23	440	-	440
HULL	222	-	222	399	-	399	428	-	428	183	1	184
LECLERC DE LAVAL ³	401	24	425	376	20	396	314	-	314	72	-	72
MAISON TANGUAY ⁴	-	-	-	-	-	-	218	-	218	256	49	305
MONTRÉAL	1 380	2	1 382	880	-	880	1 028	-	1 028	858	34	892
NEW-CARLISLE	240	-	240	105	10	115	76	-	76	116	-	116
PERCÉ	351	-	351	302	-	302	227	-	227	112	-	112
QUÉBEC	837	-	837	994	12	1 006	1 011	-	1 011	712	9	721
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1 446	112	1 558	1 344	158	1 502	1 268	155	1 423	814	10	824
RIMOUSKI	58	-	58	131	-	131	213	-	213	319	-	319
ROBERVAL	633	128	761	809	55	864	290	56	346	143	-	143
SEPT-ÎLES	79	10	89	11	-	11	58	-	58	234	-	234
SHERBROOKE	517	267	784	714	104	818	641	54	695	163	9	172
SOREL	316	34	350	233	10	243	357	-	357	421	-	421
ST-JÉRÔME	534	-	534	349	57	406	491	-	491	327	12	339
TROIS-RIVIÈRES	131	-	131	393	-	393	247	-	247	310	-	310

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
² Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.
³ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.
⁴ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 77 : Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2013-2014			2012-2013			2011-2012			2010-2011		
	Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme			Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	93	-	93	40	-	40	154	-	154	66	-	66
BAIE-COMEAU	18	-	18	65	-	65	302	-	302	214	13	227
CHICOUTIMI ²	201	-	201	160	-	160	561	-	561	217	-	217
HULL	180	-	180	146	-	146	137	-	137	88	-	88
LECLERC DE LAVAL ³	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MAISON TANGUAY ⁴	123	-	123	167	-	167	143	-	143	54	-	54
MONTRÉAL	619	90	709	730	142	872	1 304	-	1 304	1 175	114	1 289
NEW-CARLISLE	98	-	98	55	-	55	169	43	212	274	261	535
PERCÉ	16	-	16	339	-	339	450	-	450	82	-	82
QUÉBEC	945	-	945	777	206	983	540	119	659	814	300	1 115
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	671	52	723	1 306	1	1 307	1 019	19	1 038	1 121	-	1 121
RIMOUSKI	198	-	198	284	-	284	295	-	295	127	-	127
ROBERVAL	39	6	45	24	1	25	23	-	23	41	10	51
SEPT-ÎLES	29	-	29	57	-	57	312	-	312	53	-	53
SHERBROOKE	389	-	389	867	10	877	533	16	549	616	-	616
SOREL	240	-	240	66	-	66	22	-	22	9	-	9
ST-JÉRÔME	416	26	442	814	-	814	705	-	705	715	-	715
TROIS-RIVIÈRES	137	-	137	186	-	186	363	-	363	182	-	182

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
² Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.
³ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.
⁴ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 78 : Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2017-2018	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS ² (en \$)
AMOS	20 598	903 632
BAIE-COMEAU	4 965	217 823
HULL	23 211	1 018 249
LECLERC DE LAVAL	32 687	1 433 995
MONTRÉAL	163 264	7 162 412
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	8 891	390 048
PERCÉ	5 877	257 829
QUÉBEC	63 479	2 784 805
RIMOUSKI	11 727	514 444
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	81 004	3 553 623
ROBERVAL	18 274	801 668
SEPT-ÎLES	8 674	380 532
SHERBROOKE	27 148	1 190 994
SOREL	20 824	913 548
ST-JÉRÔME	44 353	1 945 756
TROIS-RIVIÈRES	22 617	992 190

¹ Le nombre d'heures est calculé avec le taux horaire moyen en temps supplémentaire des ASC en 2016-2017, indexé de 1,75 %.

² Les données proviennent de SAGIR (paies 1 à 24) incluant l'indexation de 3,25 %.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 79 : Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2017-2018¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présenticiels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	131	1 441	1	4	14	14	220	1 980	79	79	83	747	528	4 265
Bas-St-Laurent	87	957	1	4	13	13	303	2 727	166	166	106	954	676	4 821
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	412	4 532	8	32	65	65	1 154	10 386	1 075	1 075	530	4 770	3 244	20 860
Côte-Nord	60	660	20	80	5	5	118	1 062	197	197	59	531	459	2 535
Estrie	180	1 980	16	64	27	27	476	4 284	606	606	225	2 025	1 530	8 986
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	45	495	5	20	18	18	110	990	103	103	107	963	388	2 589
Laval, Laurentides, Lanaudière	496	5 456	8	32	24	24	1 141	10 269	403	403	365	3 285	2 437	19 469
Montréal	648	7 128	5	20	81	81	1 332	11 988	2 756	2 756	887	7 983	5 709	29 956
Montréal	457	5 027	60	240	24	24	1 223	11 007	36	36	121	1 089	1 921	17 423
Mauricie/Centre-du-Québec	194	2 134	7	28	12	12	417	3 753	430	430	168	1 512	1 228	7 869
Outaouais	222	2 442	29	116	39	39	536	4 824	446	446	164	1 476	1 436	9 343
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	205	2 255	2	8	17	17	311	2 799	230	230	116	1 044	881	6 353

Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2017 au 31 janvier 2018).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 80 : Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres			Professionnels			PBTA			ASC			Ouvriers			Total		
	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²
	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
Amos	7	5	930	-	3	135	-	7	274	56	54	6 747	4	11	401	67	80	8 487
Baie-Comeau	2	5	601	-	1	74	-	3	116	25	19	2 802	4	6	322	31	34	3 915
Hull	9	3	1 070	1	2	152	1	7	307	90	34	8 206	7	5	486	108	51	10 221
Leclerc de Laval	11	11	1 950	3	8	692	3	11	479	75	95	11 049	14	4	674	106	129	14 845
Montréal	35	30	5 305	5	21	1 575	18	35	2 090	341	200	38 208	23	6	1 325	422	292	48 503
New Carlisle & Havre Aubert	7	3	858	-	2	152	1	3	184	34	17	3 270	5	11	365	47	36	4 828
Percé	1	4	445	-	-	52	1	2	90	25	12	2 287	-	-	-	27	18	2 874
Québec	19	23	3 527	5	15	1 404	10	20	1 289	206	155	23 617	25	7	1 228	265	220	31 065
Rimouski	6	4	763	1	1	146	1	6	240	52	24	4 988	3	6	365	63	41	6 501
Rivière-des-Prairies	25	25	4 322	3	8	584	8	23	1 328	249	170	27 268	23	5	1 195	308	231	34 698
Roberval	4	12	1 267	-	2	122	1	6	311	85	48	8 662	7	9	629	97	77	10 991
Sept-Îles	1	2	296	-	2	132	1	3	201	41	22	4 092	1	6	285	44	35	5 005
Sherbrooke	15	5	1 622	1	4	328	1	6	345	89	40	8 726	13	3	636	119	58	11 658
Sorel	17	7	1 596	1	6	304	2	8	351	96	58	8 114	7	7	564	123	86	10 929
St-Jérôme	20	9	2 633	3	11	991	3	18	833	141	107	16 016	11	9	742	178	154	21 215
Trois-Rivières	12	2	1 298	2	3	294	-	9	354	89	32	7 935	7	10	703	110	56	10 583
Autres que les établissements de détention	7	26	3 535	79	354	26 718	10	110	4 776	26	52	5 526	-	-	-	122	542	40 554
Sous-total effectifs	198	176	-	104	443	-	61	277	-	1 720	1 139	-	154	105	-	2 237	2 140	-
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:	374		32 018	547		33 854	338		13 568	2 859		187 511	259		9 919	4 377		276 870

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels en date du 28 février 2018.

² La masse salariale est la dépense probable au 31 mars 2018 évaluée le 31 décembre 2017.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 81 * :	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.
QUESTION 82 * :	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.

* Pour faciliter la présentation des données, ces questions ont été fusionnées.

Régions correctionnelles ³	2017-2018 (10 mois)							
	Surveillance ¹						Effectifs ²	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
seul					mixte ⁴			
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	153	28	665	3	354	154	17	5
Bas-St-Laurent	43	18	547	2	86	123	11	1
Côte-Nord	27	15	198	3	93	51	8	3
Estrie	95	66	834	10	299	220	19	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	42	15	216	2	54	60	7	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	324	144	1 761	23	799	472	44	8
Mauricie	91	50	608	5	174	133	16	4
Montréal	214	88	1 943	21	1 019	640	39	6
Montréal	297	156	1 997	30	1 062	599	67	22
Outaouais	89	37	784	5	67	164	18	5
Québec-Chaudières-Appalaches	126	129	1 801	17	513	474	40	10
Saguenay-Lac-St-Jean	54	34	557	8	238	135	16	3
TOTAL	1 555	780	11 911	129	4 758	3 226	302	73
GRAND TOTAL	19 133 ⁵							375

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.
L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active à une date donnée. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

⁵ Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 83 : Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2010-2011, par année financière et par établissement de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2017-2018
Amos	573 092 \$
Québec	1 015 527 \$
Sherbrooke	895 905 \$
Trois-Rivières	937 830 \$

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 84 * : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2015.

QUESTION 85 * : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.

* Pour faciliter la présentation des données, ces questions ont été fusionnées.

Plusieurs menus travaux ont été effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk, notamment un ménage complet des lieux de garde et des conduits d'aération, l'installation d'étagères pour l'entreposage des effets personnels des personnes incarcérées et des réparations visant à rendre fonctionnelles les installations sanitaires (robinetterie, accès eau chaude, chasses d'eau, etc.). Il est à noter que la direction générale des services correctionnels n'a effectué aucune dépense relative à ces travaux, étant donné qu'ils sont sous la responsabilité de l'Administration régionale Kativik.

Des discussions sont en cours entre le ministère de la Sécurité publique, la fédération des coopératives du Nouveau-Québec et la Société québécoise des infrastructures en vue de construire un nouveau quartier cellulaire correctionnel à Puvirnituk.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GENERALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 86 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2017-2018 et prévues en 2018-2019 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2017-2018 (en \$)
La maison de Mélanie : Je me choisis	Programme offert aux femmes sur la victimisation	1 600
Option, une alternative à la violence conjugale et familiale	Programme général sur la violence (pour victimes et agresseurs). Effets de la violence sur la personne et sur son milieu de vie.	14 800

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIERES ET SECURITE PROTECTION- 01.04

QUESTION 86 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2017-2018 et prévues en 2018-2019 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2017-2018 (en \$)
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	<p>Par ce programme de financement, le ministère de la Sécurité publique soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes.</p> <p><u>Organismes financés (2017-2018)¹</u></p>	1 000 000
Prévention Jeunesse	<p>Le programme Prévention Jeunesse vise à mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes poursuivant l'objectif de contrer un problème particulier présentent un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite.</p> <p>Parmi les douze projets sélectionnés dans ce programme de financement, cinq réaliseront des actions en lien avec la violence sexuelle, les fugues et l'exploitation sexuelle.</p> <p><u>Organismes financés (2016-2017 à 2018-2019)¹</u></p>	625 000

¹ Pour les détail des organismes financés, veuillez vous référer à la question numéro 23 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 87 : Fournir une copie du rapport d'enquête sur l'évasion de Francis Boucher au Centre de détention de Bordeaux.
<p>Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 14, 28, 29, 37, 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 88 : Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2017-2018 ¹	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2012-2011	2010-2011
Amos	-	2	-	2	2	3	2	1
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	-	-
Chicoutimi ²	-	-	-	-	1	-	-	-
Hull	10	3	3	12	9	11	-	6
Leclerc de Laval ³	3	2	5	3	-	-	-	-
Maison Tanguay ⁴	-	-	2	-	1	-	2	-
Montréal	302	295	271	284	215	220	125	52
New Carlisle	-	-	-	-	-	1	-	-
Percé	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec	13	7	-	2	10	3	1	3
Rimouski	2	-	-	-	-	-	-	-
Rivière-des-Prairies	42	140	92	28	111	163	86	20
Roberval	2	-	-	-	1	-	-	-
Sept-Îles	-	-	-	1	-	-	-	-
Sherbrooke	5	4	2	3	-	1	2	-
Sorel	-	1	2	1	-	2	1	3
Saint-Jérôme	23	37	17	62	59	62	27	27
Trois-Rivières	3	-	1	1	3	-	2	2

¹ Du 1^{er} avril 2017 au 20 février 2018.

² Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

³ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.

⁴ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay en février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 89 : Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés¹ dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2017-2018 ²	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2012-2011	2010-2011
Amos	-	-	1	-	-	-	-	-
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	-	-
Chicoutimi ³	-	-	-	-	-	-	-	-
Hull	2	2	-	-	1	-	-	-
Leclerc de Laval ⁴	-	4	-	-	-	-	-	-
Maison Tanguay ⁵	-	-	-	-	-	-	-	-
Montréal	123	63	22	8	1	-	-	-
New Carlisle	-	-	-	-	-	-	-	-
Percé	1	-	-	-	-	-	-	-
Québec	8	-	-	-	1	-	-	-
Rimouski	-	-	-	1	-	-	-	-
Rivière-des-Prairies	24	45	2 ⁶	5	1	-	-	-
Roberval	-	-	-	-	-	-	-	-
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	-	-
Sherbrooke	2	1	-	-	-	-	-	-
Sorel	10	2	-	1	-	-	-	-
Saint-Jérôme	7	3	1	3	-	-	-	-
Trois-Rivières	3	-	1	-	-	-	-	-

¹ Comprend le nombre d'observation et de saisie.

² Données au 31 janvier 2018.

³ Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

⁴ Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval en octobre 2014.

⁵ Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay en février 2016.

⁶ Erratum: Erreur dans la comptabilisation des événements dans les cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 90 : Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.

Il y a 18 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. D'autres cours grillagées seront également installées en fonction des priorités établies. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 91 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	6	412	323 214	17
Algonquins	Eagle Village	Corps de police	2	284	154 865	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 601	501 790	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 754	1 814 693	8
Algonquins	Pikogan	Corps de police	3	590	169 040	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	598	241 147	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 420	508 420	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	14	2 397	1 278 108	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 464	460 111	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	89	17 236	9 454 045	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 520	600 548	3

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2017-2018 à laquelle s'ajoute, dans certains cas, des sommes versées dans des ententes bilatérales.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 91 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)	DISTRICT COUVERT ⁵
Innus	Essipit	Corps de police	3	215	136 573	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	10	2 085	602 067	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	3	363	247 776	9
Innus	Pessamit	Corps de police	9	2 893	701 355	9
Innus	Uashat-Maliotenam	Corps de police	16	3 506	822 284	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	11 408	11 864 703	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	696	230 887	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 093	624 846	11
Mohawk	Akwesasne ⁴	Corps de police	24	5 602	913 823	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 923	2 154 706	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	10	897	569 084	9

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2017-2018 à laquelle s'ajoute, dans certains cas, des sommes versées dans des ententes bilatérales.

⁴ L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %.

⁵ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 92 : Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en \$)
Akwesasne	1 979 949
Eagle Village-Kipawa	167 771
Eeyou-Eenou (Cris)	10 241 882
Essipit	147 954
Gesgapegiag	250 127
Kahnawake	2 334 265
Kativik	9 012 147
Kawawachikamach	616 507
Kitigan Zibi	543 606
Lac-Simon	1 021 267
Listuguj	676 917
Manawan	550 789
Mashteuiatsh	852 240
Odanak-Wôlinak	350 148
Opitciwan	1 402 617
Pakua Shipi	268 424
Pessamit	743 134
Pikogan	183 127
Timiskaming	261 243
Uashat-Maliotenam	890 807
Wemotaci	498 454
Wendake	650 594

Note : Cette information provient des ententes tripartites et bilatérales sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 93 : Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2016 ^P

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules																Total			
	Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹						
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées				
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	77 586	35 878	24 962	78,4%	152 555	20 952	11 567	21,3%	36 265	27 699	4 998	90,2%	39 635	16 354	2 971	48,8%	306 041	100 883	44 498	47,5%	21 305	12 597	4 852	81,9%	690	489	102	85,7%	6 387	4 926	232	80,8%

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2016 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

^P: Données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2016, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2016.

Données 2017 non disponibles. Le traitement des données 2017 sera effectuée en avril 2018.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
46005	Abercorn	405	79 077 941	63 972
NR880	Abitibi	202	12 247 634	9 963
NR870	Abitibi-Ouest	100	2 443 190	1 924
48028	Action Vale	7 791	619 896 698	823 592
31056	Adstock	2 736	411 130 326	317 225
98030	Aguanish	255	13 849 756	10 906
92030	Albanel	2 228	140 068 623	113 604
07025	Albertville	233	20 016 440	15 736
84050	Alleyn-et-Cawood	200	54 351 231	43 293
93042	Alma	31 337	3 284 015 296	4 409 857
78070	Amherst	1 472	335 131 144	276 274
88055	Amos	12 925	1 060 603 238	1 454 082
07047	Amqui	6 094	463 590 733	633 225
55008	Ange-Gardien	2 626	440 562 788	345 555
NR790	Antoine-Labelle	0	63 426 702	52 123
19037	Armagh	1 472	106 866 689	88 847
78060	Arundel	588	101 053 000	80 500
40043	Asbestos	6 877	375 215 919	509 632
41055	Ascot Corner	3 205	311 270 248	274 924
50013	Aston-Jonction	448	47 151 852	35 406
13045	Auclair	455	34 782 592	27 717
30055	Audet	764	60 985 974	49 943
83090	Aumond	727	80 196 048	63 246
87050	Authier	264	11 221 957	8 727
87100	Authier-Nord	277	11 112 207	9 302
NR060	Avignon	0	355 900	312
45035	Ayer's Cliff	1 150	181 413 552	149 500
96020	Baie-Comeau	21 174	1 946 589 451	2 700 066
08080	Baie-des-Sables	609	47 921 590	38 745
50100	Baie-du-Febvre	972	159 921 826	122 698
98035	Baie-Johan-Beetz	86	6 481 082	4 991
15065	Baie-Sainte-Catherine	197	16 903 950	13 698
16013	Baie-Saint-Paul	7 350	1 028 934 774	1 388 638
96005	Baie-Trinité	426	28 549 472	22 132
78050	Barkmere	56	79 996 400	66 716
44045	Barnston-Ouest	594	97 375 684	79 821
88022	Barraute	1 973	121 752 662	98 227
37210	Batiscan	905	116 488 561	93 858
85020	Béarn	738	41 416 350	33 755
27028	Beauceville	6 339	481 561 402	644 234
31008	Beaulac-Garthby	825	195 857 651	153 010
19105	Beaumont	2 603	379 829 608	303 934
21025	Beaupré	3 744	681 262 542	705 329
38010	Bécancour	13 132	1 647 472 704	2 245 835
46035	Bedford	2 578	224 957 819	187 317
46040	Bedford	678	93 525 400	77 010
94250	Bégin	860	61 094 761	48 594
89050	Belcourt	232	8 864 253	7 311
85065	Belleterre	287	14 034 320	11 359
88070	Berry	606	34 645 073	28 867
18065	Berthier-sur-Mer	1 580	238 951 809	187 122
52035	Berthierville	4 228	389 012 368	445 632
48005	Béthanie	350	43 064 300	34 566
13055	Blencourt	469	31 423 729	24 321
98005	Blanc-Sablon	1 048	80 370 409	63 406
83045	Blue Sea	625	168 104 799	139 651
80115	Boileau	374	85 818 448	68 972
21045	Boischatel	7 703	974 661 764	1 267 175
83085	Bois-Franc	441	35 461 661	28 793

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
45095	Bolton-Est	1 011	260 681 207	211 046
46065	Bolton-Ouest	697	237 221 373	189 509
05045	Bonaventure	2 768	237 888 400	191 471
NR050	Bonaventure	25	12 901 073	10 585
98010	Bonne-Espérance	696	26 042 668	21 170
42040	Bonsecours	632	96 252 994	77 679
83050	Bouchette	780	128 083 051	102 745
80145	Bowman	645	111 572 500	89 830
78075	Brébeuf	1 051	105 580 888	87 113
46090	Brigham	2 340	257 757 402	208 264
84005	Bristol	1 091	197 804 724	156 679
46070	Brome	254	41 987 504	33 482
76043	Brownsburg-Chatham	7 261	738 103 677	1 005 017
84025	Bryson	592	32 740 600	26 312
41070	Bury	1 230	148 068 489	123 168
12057	Cacouna	1 972	188 834 079	152 840
84030	Campbell's Bay	762	39 569 542	32 368
04047	Cap-Chat	2 405	150 193 234	122 925
05060	Caplan	2 041	147 336 021	119 519
18045	Cap-Saint-Ignace	3 063	270 476 483	224 717
34030	Cap-Santé	3 482	330 835 579	313 170
06013	Carleton-sur-Mer	4 029	382 166 570	406 066
05077	Cascapédia-Saint-Jules	737	56 756 722	45 010
07018	Causapscal	2 309	116 552 248	95 368
83040	Caymant	863	147 410 151	122 526
91020	Chambord	1 766	198 887 092	165 507
37220	Champlain	1 782	232 830 050	179 122
88005	Champneuf	137	3 751 900	3 207
02028	Chandler	7 422	455 091 001	616 272
99020	Chapais	1 598	78 821 090	64 878
51080	Charette	1 031	65 405 381	53 377
NR160	Charlevoix	0	30 217 082	22 915
NR150	Charlevoix-Est	192	103 450 114	82 519
41020	Chartierville	286	56 928 466	44 868
21035	Château-Richer	4 021	440 560 681	481 886
87095	Chazel	297	15 343 680	11 849
80103	Chénéville	791	89 332 179	69 359
62047	Chertsey	5 001	750 777 588	937 583
39030	Chesterville	901	105 218 188	83 330
99025	Chibougamau	7 553	597 437 889	828 816
84090	Chichester	350	36 275 697	28 509
96035	Chute-aux-Outardes	1 531	57 435 477	47 595
79065	Chute-Saint-Philippe	880	148 751 815	120 311
84015	Clarendon	1 162	182 543 862	146 057
15035	Clermont	3 127	244 903 529	211 481
87110	Clermont	516	35 433 813	26 378
87075	Cleval	381	35 125 569	26 972
42110	Cleveland	1 588	176 939 533	140 925
03010	Cloridorme	670	35 930 859	28 953
44037	Coaticook	9 183	831 813 418	1 135 469
95050	Colombier	685	33 355 114	25 727
44071	Compton	3 274	379 217 581	339 245
41038	Cookshire-Eaton	5 286	501 548 367	641 706
71040	Coteau-du-Lac	7 127	1 012 995 206	1 379 988
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	897	52 966 712	41 133
30090	Courcelles	910	62 661 429	51 047
46080	Cowanville	13 670	1 264 249 823	1 688 930
61013	Crabtree	3 975	350 018 396	373 424
40047	Danville	3 985	278 734 184	304 094

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLIÉRIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
39152	Daveluyville	2 254	165 698 461	133 707
13005	Dégelis	2 882	205 532 791	162 604
83070	Déléage	1 821	117 968 446	97 066
83005	Denholm	553	104 515 425	83 906
93005	Desbiens	1 067	55 739 728	44 840
38070	Deschallions-sur-Saint-Laurent	908	91 334 233	72 425
34058	Deschambault-Grondines	2 283	417 279 133	339 263
31015	Disraeli	2 352	160 720 732	129 962
31020	Disraeli	1 098	147 603 532	118 925
44023	Dixville	698	79 947 967	63 981
92022	Dolbeau-Mistassini	14 284	1 058 609 042	1 451 733
34025	Donnacoona	7 182	722 719 052	971 923
33040	Dosquet	921	101 811 771	82 028
49058	Drummondville	77 235	6 926 206 823	10 745 998
41117	Dudswell	1 728	240 313 893	191 999
80135	Duhamel	417	275 377 662	216 094
85030	Duhamel-Ouest	878	99 239 721	79 264
69075	Dundee	397	98 989 579	69 896
46050	Dunham	3 530	514 299 580	492 857
87005	Duparquet	609	50 474 328	41 085
87085	Dupuy	984	43 041 435	35 472
49015	Durham-Sud	1 025	94 392 498	76 425
41060	East Angus	3 872	245 220 534	262 424
31122	East Broughton	2 216	106 758 012	82 914
46085	East Farnham	607	52 869 180	41 897
44010	East Hereford	281	42 028 407	34 387
45093	Eastman	1 963	502 468 244	407 452
83075	Egan-Sud	532	45 088 692	36 425
69050	Elgin	398	84 836 390	68 793
62053	Entrelacs	922	272 384 578	209 226
06025	Escuminac	564	44 836 535	33 689
10005	Esprit-Saint	347	22 874 677	17 010
77011	Estérel	223	327 609 300	254 047
46112	Farnham	9 239	807 609 917	1 107 782
80005	Fassett	479	47 016 914	38 283
94220	Ferland-et-Boilleau	581	57 693 773	44 887
79097	Ferme-Neuve	2 778	268 206 565	213 046
97035	Fermont	2 484	958 235 456	701 450
95045	Forestville	3 077	157 156 951	132 235
84060	Fort-Coulonge	1 331	59 051 053	47 934
38047	Forterville	684	57 839 840	46 094
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 066	391 859 021	319 623
26005	Frampton	1 368	149 906 784	123 660
69010	Franklin	1 791	250 012 448	204 000
96015	Franquelin	307	17 499 906	12 802
46010	Freighsburg	1 101	229 118 098	184 028
30025	Frontenac	1 715	207 983 126	169 170
85055	Fugèreville	331	20 999 472	17 255
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 103	484 643 200	362 197
87020	Gallichan	507	33 224 327	27 226
03005	Gaspé	15 010	1 337 350 989	1 790 034
92055	Girardville	1 083	68 376 758	53 888
96010	Godbout	270	14 644 496	11 377
69060	Godmanchester	1 408	233 214 338	161 622
76025	Gore	1 965	361 833 215	297 150
83032	Gracefield	2 255	474 883 992	388 358
02015	Grande-Rivière	3 354	194 721 904	176 160
35040	Grandes-Piles	406	86 079 208	71 377
03020	Grande-Vallée	1 062	75 029 215	62 546

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
09060	Grand-Métis	234	25 227 000	20 378
83095	Grand-Remous	1 143	105 396 971	85 736
50065	Grand-Saint-Esprit	478	55 414 695	44 378
76055	Grenville	1 711	131 637 220	107 528
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 774	396 124 156	321 537
98014	Gros-Mécatina	444	22 561 374	18 368
01042	Grosse-Île	473	30 684 854	25 359
08015	Grosses-Roches	378	26 509 664	21 029
85095	Guérin	329	27 634 405	19 095
39010	Ham-Nord	831	80 425 959	64 161
41075	Hampden	192	25 380 828	21 169
40005	Ham-Sud	219	44 577 764	36 415
76065	Harrington	830	261 433 461	217 468
45043	Hatley	745	232 548 391	187 415
45055	Hatley	2 181	397 116 505	326 226
69005	Havelock	744	132 451 097	108 302
98040	Havre-Saint-Pierre	3 412	415 663 369	397 113
93020	Hébertville	2 481	228 105 326	181 424
93025	Hébertville-Station	1 291	77 134 944	63 170
68010	Hemmingford	835	61 190 858	50 708
68015	Hemmingford	1 809	297 733 716	241 698
56042	Henryville	1 443	276 262 954	197 999
35035	Hérrouville	1 326	104 008 062	86 602
69045	Hinchinbrooke	2 227	253 443 161	182 801
19070	Honfleur	848	108 446 085	87 019
05025	Hope	591	35 315 001	28 642
05020	Hope Town	380	23 197 872	18 529
69025	Howick	685	59 566 942	49 716
78065	Huberdeau	895	95 616 760	79 546
71100	Hudson	5 205	1 121 342 548	1 508 804
69055	Huntingdon	2 447	162 587 807	130 321
32058	Inverness	849	146 373 866	121 019
31040	Irlande	941	83 766 295	69 603
78042	Ivry-sur-le-Lac	442	261 969 800	216 820
61025	Joliette	20 227	2 021 839 006	2 749 994
14050	Kamouraska	572	114 608 976	94 717
NR140	Kamouraska	0	3 928 518	3 207
83015	Kazabazua	915	148 186 156	121 820
79025	Kiamika	775	104 610 539	82 245
42070	Kingsbury	149	10 830 600	8 566
39097	Kingsey Falls	1 999	204 581 168	170 318
31105	Kinnear's Mills	368	55 984 579	43 934
85010	Kipawa	465	62 649 576	46 972
90017	La Bostonnais	539	44 349 500	36 255
78115	La Conception	1 343	301 062 719	244 641
88030	La Corne	763	82 134 572	67 368
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	73 986 798	61 584
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 869 720	4 170
91050	La Doré	1 442	88 543 617	71 000
19090	La Durantaye	754	85 361 776	67 133
29030	La Guadeloupe	1 837	115 640 313	95 359
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	45 185 608	37 528
NR040	La Haute-Gaspésie	203	26 143 244	19 661
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 828 105	5 302
79047	La Macaza	1 019	216 821 088	178 896
15013	La Malbaie	8 443	817 600 608	1 099 724
04030	La Matre	248	13 830 201	9 547
NR080	La Matanie	0	11 518 510	9 340
NR070	La Matapédia	25	59 853 247	48 547

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
78130	La Minerve	1 174	391 140 405	315 527
NR090	La Mitis	0	26 814 600	19 981
88015	La Morandière	226	11 265 020	8 878
88045	La Motte	466	38 787 602	31 746
41027	La Patrie	745	98 719 556	79 085
14085	La Pocatière	4 027	405 679 371	446 990
54035	La Présentation	2 558	417 227 618	335 792
09005	La Rédemption	488	23 653 760	19 293
87080	La Reine	350	14 522 902	11 528
87090	La Sarre	7 471	539 497 442	735 791
10010	La Trinité-des-Monts	236	19 759 410	15 425
90012	La Tuque	10 705	965 932 064	1 299 723
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	27 303 372	21 953
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	616	84 472 014	68 028
50085	La Visitation-de-Yamaska	317	71 014 248	55 311
78120	Labelle	2 527	405 695 095	329 924
93055	Labrecque	1 215	112 298 087	88 925
22040	Lac Beauport	7 829	1 277 785 988	1 748 505
46075	Lac Brome	5 617	1 354 089 259	1 818 336
22030	Lac Delage	638	103 503 436	80 727
90027	Lac Edouard	171	53 747 708	44 019
22015	Lac Saint-Joseph	250	320 997 089	267 184
07057	Lac-au-Saumon	1 367	78 582 955	62 151
35010	Lac-aux-Sables	1 292	227 145 667	180 490
91005	Lac-Bouchette	1 146	112 118 780	90 293
13060	Lac-des-Aigles	505	32 789 709	26 765
79078	Lac-des-Écorces	2 763	248 905 783	200 349
80130	Lac-des-Plages	526	127 686 100	106 168
77055	Lac-des-Seize-Îles	192	99 646 680	77 160
30080	Lac-Drolet	1 017	110 023 692	87 811
79015	Lac-du-Cerf	428	109 915 200	89 622
28053	Lac-Étchemin	3 965	367 670 854	387 424
18010	Lac-Frontière	203	19 296 054	15 717
76020	Lachute	12 944	1 228 324 800	1 650 496
30030	Lac-Mégantic	5 742	500 337 873	687 555
56023	Lacolle	2 760	298 507 815	248 208
29095	Lac-Poulin	137	49 859 280	40 906
79060	Lac-Saguy	427	85 177 242	68 500
83020	Lac-Sainte-Marie	619	252 725 002	205 273
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 950 600	11 359
79105	Lac-Saint-Paul	492	84 167 424	65 896
34120	Lac-Sergent	536	120 538 400	98 198
80095	Lac-Simon	991	380 793 600	316 900
78095	Lac-Supérieur	1 929	521 446 761	429 047
85070	Laforce	507	11 843 416	9 651
93060	Lamarche	527	51 585 287	41 415
30095	Lambton	1 574	251 811 076	202 981
88035	Landrienne	976	65 507 454	52 623
21040	L'Ange-Gardien	3 869	419 714 135	439 989
52017	Lanoraie	4 754	537 389 597	636 451
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 224	152 345 562	125 528
78015	Lanier	852	231 403 800	189 197
79050	L'Ascension	826	114 325 054	94 122
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 082	177 183 351	140 491
06060	L'Ascension-de-Patapédia	167	10 243 173	8 104
85060	Latulipe-et-Gaboury	290	16 035 512	13 471
88080	Launay	228	12 550 662	9 972
33060	Laurier-Station	2 656	262 397 859	211 547
32072	Laurierville	1 390	128 820 617	104 424

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
52007	Lavallée	14 035	1 273 780 518	1 726 921
49025	L'Avenir	1 248	138 602 134	111 321
85052	Laverlochère-Angliers	973	72 561 523	55 057
42045	Lawrenceville	642	54 976 526	43 160
NR910	Le Domaine-du-Roy	27	73 489 284	58 708
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	22	553 893 549	438 140
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 139 500	934
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 167	140 970 185	113 038
33123	Ledercville	479	67 943 941	53 576
49020	Lefebvre	883	80 186 839	64 604
13050	Lejeune	283	22 845 484	16 859
38020	Lemieux	315	32 018 400	25 236
60035	L'Épiphanie	5 624	423 043 085	570 735
60040	L'Épiphanie	3 321	350 593 900	311 490
NR110	Les Basques	0	589 400	623
95018	Les Bergeronnes	705	48 922 571	40 293
71050	Les Cédres	6 888	810 195 097	1 073 007
71033	Les Coteaux	5 517	499 197 199	659 734
16048	Les Éboulements	1 307	256 118 698	203 254
95025	Les Escoumins	1 913	138 775 966	110 859
09015	Les Hauteurs	486	28 757 604	23 500
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	11 863	981 691 277	1 278 779
08005	Les Méchins	1 022	71 538 772	59 659
71095	L'Île-Cadieux	103	71 262 395	58 199
98020	L'Île-d'Anticosti	195	41 072 162	30 293
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	697	86 367 525	69 887
71060	L'Île-Perrot	11 017	1 121 540 290	1 498 666
41085	Lingwick	431	84 563 406	67 868
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 282	310 200 723	238 377
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 188	168 470 880	135 283
17078	L'Islet	3 988	316 515 067	337 453
12043	L'Isle-Verte	1 383	118 733 405	97 689
84040	Litchfield	447	93 048 110	74 114
80055	Lochaber	470	46 560 852	37 519
80060	Lochaber-Partie-Ouest	745	105 067 622	84 235
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	490	32 592 397	26 312
95032	Longue-Rive	1 012	49 130 796	39 679
85037	Lorrainville	1 262	92 320 232	70 189
33115	Lotbinière	852	159 326 405	124 641
51015	Louiseville	7 406	573 231 092	792 716
83010	Low	931	173 143 319	138 868
32065	Lyster	1 679	147 925 344	119 698
87058	Macamic	2 854	158 756 088	125 689
39165	Maddington Falls	447	29 326 278	23 510
89015	Malartic	3 182	310 535 819	272 358
52095	Mandeville	2 135	317 351 373	252 423
NR960	Manicouagan	106	64 460 462	51 387
83065	Maniwaki	3 786	259 073 665	258 272
38028	Manseau	849	76 081 381	59 963
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 219	236 455 736	184 057
06005	Maria	2 547	235 145 180	190 349
NR920	Maria-Chapdelaine	249	117 189 378	89 349
42065	Maricourt	512	56 011 260	45 284
55048	Marieville	11 014	1 107 826 252	1 481 959
04025	Marsoui	296	12 808 724	10 274
30035	Marston	718	94 249 564	77 331
44060	Martinville	471	44 427 683	36 255
51008	Maskinongé	2 329	200 035 342	161 717
53010	Massueville	503	36 497 403	28 821

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
99015	Matagami	1 457	88 225 320	73 452
8053	Matane	13 939	1 247 824 944	1 673 770
06045	Matapédia	639	49 286 676	41 056
NR620	Matawinle	85	83 991 223	67 868
80065	Mayo	680	99 263 016	79 868
NR350	Mékinac	5	73 120 000	58 094
42075	Melbourne	982	152 417 725	122 057
83060	Messines	1 580	210 973 938	171 189
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 139	377 432 528	409 490
09048	Métis-sur-Mer	589	101 329 885	81 123
30040	Milan	244	46 895 900	37 981
76030	Mille-Isles	1 691	268 707 400	220 000
85075	Moffet	183	18 844 600	15 406
78055	Montcalm	676	128 719 008	105 793
14005	Mont-Carmel	1 125	84 874 456	68 330
83088	Montceff-Lytton	663	53 927 190	43 283
80010	Montebello	950	106 078 729	87 868
09077	Mont-Joli	6 478	472 023 328	641 565
79088	Mont-Laurier	14 117	1 352 285 188	1 775 543
18050	Montmagny	11 289	998 993 675	1 338 808
80090	Montpeller	1 000	122 901 248	99 462
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 186	434 549 423	379 717
79110	Mont-Saint-Michel	611	60 687 788	48 265
04015	Mont-Saint-Pierre	171	11 449 700	9 491
77050	Morin-Heights	4 209	872 008 032	988 535
80085	Mulgrave-et-Derry	336	146 083 419	117 981
03025	Murdochville	657	18 612 192	15 095
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	885	103 802 700	86 282
80110	Namur	574	57 894 388	45 038
30045	Nantes	1 438	113 385 433	87 896
68030	Napierville	3 712	403 193 180	410 669
98025	Natashquan	286	17 309 284	14 161
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	796	95 151 766	73 274
85100	Nédélec	362	30 494 914	21 576
34007	Neuville	4 360	544 169 284	615 442
05040	New Carlisle	1 327	101 475 161	81 113
05070	New Richmond	3 756	289 093 416	292 123
41037	Newport	750	139 411 050	114 509
50072	Nicolet	8 216	852 264 027	1 115 478
79030	Nominique	2 069	448 804 151	366 755
92040	Normandin	3 172	220 904 434	190 480
87115	Normétal	800	18 290 352	14 925
45050	North Hatley	710	187 929 096	152 227
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	253	88 722 690	72 198
39015	Notre-Dame-de-Ham	416	32 213 584	25 246
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	983	288 151 081	230 895
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	695	78 596 644	62 000
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 105	1 396 159 750	1 904 883
92060	Notre-Dame-de-Lorette	181	13 945 869	10 755
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	730	84 565 328	67 264
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 919	246 478 644	193 811
35005	Notre-Dame-de-Montauban	764	128 627 351	101 415
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	750	186 944 084	142 679
30010	Notre-Dame-des-Bois	922	114 521 446	92 453
15025	Notre-Dame-des-Monts	835	47 484 557	38 444
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 058	139 453 528	116 111
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 490	129 993 203	101 132
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 941	878 772 285	1 156 394
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	45	33 065 407	26 774

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	682	107 621 401	84 283
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 483	97 820 492	78 774
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 034	125 404 902	98 000
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 647	407 314 203	317 434
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 755	396 649 431	534 490
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 086	91 948 786	67 009
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 180	180 780 346	149 170
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	363	43 381 624	35 029
06020	Nouvelle	1 691	132 816 965	106 650
56015	Noyan	1 357	224 171 600	168 056
45020	Ogden	759	225 694 665	180 623
72032	Oka	5 731	537 700 019	716 537
69037	Ornstown	3 577	455 279 684	445 415
84055	Otter Lake	1 095	204 749 841	165 604
13015	Packington	606	52 683 545	42 500
09040	Padoue	267	14 427 253	11 519
87025	Palmarolle	1 416	113 233 716	89 566
80037	Papineauville	2 150	211 710 016	170 755
38055	Parisville	529	49 766 599	41 377
05032	Paspébiac	3 089	223 604 434	185 811
02005	Percé	3 147	218 067 766	192 449
92010	Péribonka	458	133 519 841	98 802
16005	Petite-Rivière-Saint-François	778	375 585 234	293 263
03015	Petite-Vallée	166	11 136 840	9 180
94205	Petit-Saguenay	677	45 775 344	34 783
77030	Piedmont	3 132	657 479 719	571 791
50113	Pierreville	2 123	216 131 212	171 321
46025	Pike River	527	91 765 300	72 736
71070	Pincourt	15 593	1 618 900 410	2 206 174
30020	Piopolis	361	87 981 500	72 028
80045	Plaisance	1 132	90 729 097	75 376
32040	Plessisville	6 651	443 093 753	599 782
32045	Plessisville	2 712	251 259 094	199 348
13095	Pohénégamook	2 570	209 242 047	167 679
06030	Pointe-à-la-Croix	1 491	82 700 406	66 934
96030	Pointe-aux-Outardes	1 306	97 820 882	80 283
71055	Pointe-des-Cascades	1 668	139 003 488	107 858
71140	Pointe-Fortune	552	64 555 491	50 189
96025	Pointe-Lebel	1 933	122 331 027	99 585
NR840	Pontiac	0	21 992 200	15 481
34017	Pont-Rouge	9 575	878 776 492	1 161 073
84020	Portage-du-Fort	233	18 807 200	14 953
97022	Port-Cartier	6 432	715 324 824	969 055
02047	Port-Daniel-Gascons	2 416	114 792 508	92 774
34048	Portneuf	3 200	293 802 267	252 905
NR340	Portneuf	0	53 306 120	44 263
95040	Portneuf-sur-Mer	672	34 738 543	28 472
45030	Potton	1 856	684 237 986	561 320
87035	Pouliaries	673	35 731 872	27 293
88090	Preissac	823	138 539 249	113 868
75040	Prévost	13 492	1 398 299 905	1 901 336
09065	Price	1 660	73 978 797	59 623
32033	Princeville	6 065	486 140 858	645 160
42032	Racine	1 210	225 922 798	181 670
96040	Ragueneau	1 364	58 448 572	45 812
87010	Rapide-Danseur	355	34 444 478	25 586
84100	Rapides-des-Joachims	151	17 098 100	14 113
62037	Rawdon	11 327	1 142 207 019	1 562 610
85105	Rémigny	273	27 313 925	19 236

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
42098	Richmond	3 245	229 272 704	199 283
71133	Rigaud	7 714	1 039 562 232	1 437 073
10043	Rimouski	49 482	4 638 461 077	6 128 750
NR100	Rimouski-Neigette	5	8 282 890	6 378
80078	Ripon	1 611	202 513 838	163 434
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	161	11 864 381	9 651
04020	Rivière-à-Claude	115	9 748 700	7 029
34135	Rivière-à-Pierre	642	128 394 514	103 811
98055	Rivière-au-Tonnerre	267	21 675 415	17 962
71005	Rivière-Beaudette	2 253	262 690 596	210 953
13025	Rivière-Bleue	1 227	77 078 442	58 944
12072	Rivière-du-Loup	20 161	1 870 875 384	2 529 504
94215	Rivière-Éternité	481	34 780 020	27 717
89010	Rivière-Héva	1 655	131 177 501	109 055
14065	Rivière-Ouelle	987	145 414 570	115 396
79037	Rivière-Rouge	4 562	594 630 963	664 799
98050	Rivière-Saint-Jean	226	13 583 272	11 047
91025	Roberval	9 949	854 094 167	1 100 761
88010	Rochebaucourt	163	5 531 744	4 490
87015	Roquemaure	428	30 167 126	23 377
55037	Rougemont	2 894	345 910 857	278 198
86042	Rouyn-Noranda	42 636	4 248 298 259	5 811 554
48015	Roxton	1 070	152 277 510	123 264
48010	Roxton Falls	1 234	95 938 809	75 104
47047	Roxton Pond	3 782	430 620 500	445 924
95010	Sacré-Coeur	1 817	120 220 430	99 547
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	562	60 887 641	49 491
17015	Saint-Adalbert	515	57 347 925	43 670
08030	Saint-Adelme	467	33 208 153	25 868
35015	Saint-Adelphe	914	108 640 818	87 340
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 693	973 906 593	992 517
40010	Saint-Adrien	510	50 280 526	40 462
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	398	44 585 859	34 453
33045	Saint-Agapit	4 320	405 761 398	450 763
53015	Saint-Aimé	495	124 794 239	94 679
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 101	129 366 985	100 981
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	820	92 053 100	75 311
34097	Saint-Alban	1 290	145 096 261	116 896
39085	Saint-Albert	1 610	142 267 853	114 415
56055	Saint-Alexandre	2 720	301 990 074	247 688
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 181	162 617 008	134 991
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	286	14 508 200	12 188
63023	Saint-Alexis	1 479	191 988 182	146 424
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	519	26 382 929	21 010
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 951	356 050 333	285 688
27015	Saint-Alfred	534	46 585 705	38 123
05065	Saint-Alphonse	694	37 985 469	31 123
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 086	376 417 617	313 302
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 234	463 870 541	415 028
94255	Saint-Ambroise	3 742	313 902 623	326 254
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 120	441 740 076	461 762
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 110	240 823 286	209 264
14040	Saint-André	646	62 412 532	50 434
80027	Saint-André-Avellin	3 786	342 170 899	346 000
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 250	340 602 803	308 924
06040	Saint-André-de-Restigouche	165	10 028 885	8 094
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	485	34 116 654	26 651
69070	Saint-Anicet	2 532	544 251 934	425 830
19062	Saint-Anselme	4 054	400 176 706	428 612

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	140	40275410	32689
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 627	272 440 913	226 770
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 669	260 468 119	215 726
12015	Saint-Antoin	4 246	292 988 496	332 103
33090	Saint-Apollinaire	6 551	674 885 661	895 574
46017	Saint-Armand	1 246	210 614 082	175 129
12065	Saint-Arsène	1 254	97 932 482	76 811
13100	Saint-Athanas	302	20 652 664	16 811
17055	Saint-Aubert	1 469	181 629 975	148 585
92005	Saint-Augustin	367	21 438 330	17 132
98012	Saint-Augustin	762	30 255 094	24 142
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	667	78 049 628	61 236
51025	Saint-Barnabé	1 219	95 077 924	77 651
54105	Saint-Barnabé-Sud	905	197 044 966	144 283
52055	Saint-Barthélemy	1 941	229 494 969	173 000
34038	Saint-Basile	2 635	251 154 743	209 128
28025	Saint-Benjamin	880	78 041 307	63 028
29100	Saint-Benoît-Labre	1 667	175 388 220	139 981
26055	Saint-Bernard	2 382	260 097 211	210 132
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 482	250 678 117	207 179
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	528	133 710 923	103 802
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 910	327 402 795	264 160
49125	Saint-Bonaventure	1 049	119 146 009	95 283
51085	Saint-Boniface	4 796	365 306 354	441 065
93030	Saint-Bruno	2 879	229 383 167	186 434
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 148	105 057 396	82 877
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	565	47 856 695	36 642
63055	Saint-Calixte	6 530	548 905 773	742 064
40025	Saint-Camille	524	56 801 231	45 755
28070	Saint-Camille-de-Lellis	785	62 898 882	49 538
34078	Saint-Casimir	1 470	113 561 816	93 198
50030	Saint-Célestin	795	60 134 778	49 321
50035	Saint-Célestin	625	94 841 323	77 491
55023	Saint-Césaire	5 910	675 439 869	895 743
61035	Saint-Charles-Borromée	14 097	1 277 408 062	1 710 751
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 491	257 746 137	211 132
94260	Saint-Charles-de-Bourget	753	67 296 542	53 877
09010	Saint-Charles-Garnier	251	16 317 513	11 868
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 654	301 595 651	249 944
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 327	269 655 860	252 443
69017	Saint-Chrysostome	2 587	313 240 321	233 622
42100	Saint-Claude	1 147	138 704 970	115 470
11005	Saint-Clément	480	30 887 298	25 057
07090	Saint-Cléophas	310	19 993 890	15 585
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	248	29 271 800	22 906
71045	Saint-Clet	1 667	211 577 358	176 038
62065	Saint-Côme	2 392	431 713 997	357 415
29057	Saint-Côme-Linière	3 308	234 298 510	215 726
52062	Saint-Cuthbert	1 795	237 732 321	192 075
12005	Saint-Cyprien	1 120	72 469 269	57 774
28040	Saint-Cyprien	498	40 804 100	32 849
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	758	80 183 125	65 510
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 858	395 899 385	480 792
07105	Saint-Damase	406	26 576 899	21 029
54017	Saint-Damase	2 562	381 562 497	307 443
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	587	52 578 719	43 387
62075	Saint-Damien	2 028	308 421 029	250 254
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 977	183 287 802	150 906
53005	Saint-David	851	150 175 267	117 641

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 793	921 433 249	741 470
14055	Saint-Denis-De La Boutellierie	521	89 891 783	72 378
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 068	646 680 055	708 536
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 318	375 983 802	308 065
52090	Saint-Didace	589	121 141 184	94 424
54060	Saint-Dominique	2 574	325 318 187	264 858
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	451	26 233 923	21 472
09030	Saint-Donat	874	69 222 281	56 189
62060	Saint-Donat	4 089	1 419 529 906	1 547 119
77022	Sainte-Adèle	13 262	1 870 921 985	2 543 240
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 155	159 145 989	132 469
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 692	1 580 354 653	2 142 259
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	1 015	56 000 194	44 831
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 928	227 563 866	180 651
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	611	44 474 400	36 396
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 856	285 864 776	231 292
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 077	193 651 025	158 991
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 622	134 861 646	109 113
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	609	74 084 884	61 584
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 069	304 444 819	229 330
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 757	744 388 828	784 873
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 590	265 554 649	207 245
79115	Sainte-Anne-du-Lac	582	79 292 900	62 925
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	574	61 479 987	51 320
28015	Sainte-Aurélie	906	91 084 705	71 651
69065	Sainte-Barbe	1 424	231 356 100	188 443
62020	Sainte-Béatrix	1 986	248 801 337	196 585
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 417	306 622 089	218 518
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 704	759 919 018	1 007 704
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	790	111 705 640	83 038
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 863	869 729 056	1 157 685
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	360	40 190 731	31 170
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 104	236 737 037	189 632
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	896	93 762 491	72 623
48020	Sainte-Christine	659	92 580 258	75 613
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	554	133 337 655	105 906
19055	Sainte-Claire	3 542	359 916 587	352 187
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	662	67 527 594	54 783
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	2 058	247 157 777	205 600
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 640	143 041 402	117 151
33102	Sainte-Croix	2 486	323 034 858	261 179
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	726	92 727 435	75 632
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	386	20 136 609	16 038
68045	Saint-Édouard	1 360	204 385 535	160 311
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	608	46 857 290	37 075
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 250	153 124 019	124 038
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	773	55 389 366	44 830
44055	Sainte-Édwidge-de-Clifton	506	81 870 906	65 840
52030	Sainte-Élisabeth	1 481	217 553 892	175 877
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	365	54 902 912	43 745
62070	Sainte-Émèle-de-l'Énergie	1 685	183 300 549	146 076
50005	Sainte-Eulalie	916	114 806 358	94 283
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	330	27 801 270	22 264
20010	Sainte-Famille	825	147 926 590	121 057
08023	Sainte-Félicité	1 116	68 061 101	56 773
17025	Sainte-Félicité	385	23 583 950	19 566
09085	Sainte-Flavie	923	86 644 100	70 199
07010	Sainte-Florence	393	17 626 184	14 019
11030	Sainte-Françoise	381	31 244 336	25 519

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
38035	Sainte-Françoise	473	51 427 580	42 660
37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	1 028	123 528 795	102 960
52040	Sainte-Genève-de-Berthier	2 452	256 101 208	211 103
87030	Sainte-Germaine-Boulé	934	50 106 940	40 170
88085	Sainte-Geotrude-Manneville	809	47 178 967	37 972
91030	Sainte-Hedwidge	888	58 053 098	45 349
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 743	248 435 799	196 113
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	377	52 460 681	43 622
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	881	64 636 073	52 000
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	376	24 319 845	19 010
26040	Sainte-Hénédine	1 290	138 455 735	110 698
07040	Sainte-Irène	352	37 645 146	30 509
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	311	22 663 651	18 519
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 090	71 939 081	58 821
63060	Sainte-Julienne	10 387	837 812 403	1 130 432
28045	Sainte-Justine	1 837	124 307 958	101 311
71115	Sainte-Justine-de-Newton	961	176 803 012	143 500
51075	Saint-Élie	2 002	195 071 157	157 217
11035	Saint-Éloi	302	28 545 397	23 189
17060	Sainte-Louise	701	56 660 333	44 104
50095	Saint-Elphège	284	55 066 152	44 972
09092	Sainte-Luce	2 889	261 211 805	214 236
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	295	25 461 707	20 396
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 355	198 446 171	161 076
05050	Saint-Elzéar	451	27 412 746	21 802
26022	Saint-Elzéar	2 450	235 437 238	187 189
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	337	21 336 228	17 274
54025	Sainte-Madeleine	2 430	212 955 231	173 367
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 658	180 893 740	150 431
26035	Sainte-Marguerite	1 164	128 855 366	103 670
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 999	571 092 588	462 565
07005	Sainte-Marguerite-Marie	192	10 980 827	8 708
26030	Sainte-Marie	13 889	1 258 677 590	1 858 665
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	424	46 478 960	37 217
54030	Sainte-Marie-Madeleine	3 020	394 413 900	308 782
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 180	110 855 341	91 774
71110	Sainte-Marthe	1 091	219 114 406	176 084
70012	Sainte-Martine	5 572	596 685 389	806 942
61050	Sainte-Mélanie	3 154	342 159 085	291 764
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	557	70 693 329	56 509
50057	Sainte-Monique	533	88 220 535	68 727
93075	Sainte-Monique	874	141 849 396	114 859
08040	Sainte-Paule	222	27 803 544	22 868
17030	Sainte-Perpétue	1 667	98 463 339	79 075
50050	Sainte-Perpétue	964	128 745 688	105 179
20030	Sainte-Pétronille	1 009	186 252 620	154 922
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 526	203 523 591	166 330
12030	Saint-Épiphané	834	58 735 244	46 708
31050	Sainte-Praxède	378	101 015 415	80 509
11015	Sainte-Rita	276	22 355 074	18 057
28030	Sainte-Rose-de-Watford	758	65 213 619	52 161
94230	Sainte-Rose-du-Nord	412	51 644 832	42 019
28065	Sainte-Sabine	373	32 723 629	26 463
46105	Sainte-Sabine	1 171	148 503 983	121 660
39105	Sainte-Séraphine	399	52 398 848	42 491
75028	Sainte-Sophie	16 512	1 421 248 069	1 929 591
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	728	70 186 437	57 415
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	673	73 306 543	60 942
63030	Saint-Esprit	2 023	285 584 391	230 679

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
35050	Sainte-Thécle	2 439	208 079 293	173 205
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 056	54 435 560	44 802
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	547	103 503 844	79 972
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	838	145 144 331	117 518
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	616	153 682 360	127 979
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 596	341 335 721	405 990
49105	Saint-Eugène	1 153	161 949 703	125 160
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	526	34 591 385	27 264
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	469	45 958 633	34 934
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	418	44 029 816	35 642
51040	Sainte-Ursule	1 376	117 876 631	95 868
13030	Saint-Eusèbe	618	39 579 759	33 037
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	506	81 561 003	66 302
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 516	289 477 002	223 528
10070	Saint-Fabien	1 883	179 801 088	144 028
18015	Saint-Fabien-de-Panet	956	71 034 092	57 274
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 742	627 852 542	645 989
91042	Saint-Félicien	10 222	935 391 541	1 263 459
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	931	63 564 333	50 915
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 596	168 909 757	135 292
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 553	638 849 634	854 555
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 102	131 673 318	109 696
32013	Saint-Ferdinand	2 073	252 907 942	210 411
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 330	632 348 096	583 649
33052	Saint-Flavien	1 684	169 419 741	136 227
31030	Saint-Fortunat	256	38 217 712	30 821
20005	Saint-François	528	138 364 142	112 359
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 655	186 603 157	148 255
06055	Saint-François-d'Assise	671	31 017 522	24 293
91015	Saint-François-de-Sales	636	41 101 210	32 708
50128	Saint-François-du-Lac	1 948	192 578 988	150 378
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 325	218 279 909	173 028
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	238	19 713 809	15 274
27065	Saint-Frédéric	1 100	99 304 036	80 321
94235	Saint-Fulgence	2 043	174 200 280	140 557
52080	Saint-Gabriel	2 821	166 518 547	133 123
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 645	318 392 785	258 802
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 168	90 569 744	70 293
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 286	384 234 080	351 862
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	758	38 663 447	31 736
93035	Saint-Gédéon	2 071	294 288 706	237 537
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 213	161 069 592	129 217
29073	Saint-Georges	32 771	2 798 051 153	3 756 850
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 101	213 133 286	168 226
40032	Saint-Georges-de-Windsor	965	97 115 873	78 453
53085	Saint-Gérard-Majella	267	44 681 716	35 812
14045	Saint-Germain	276	34 783 100	26 962
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 930	493 949 166	610 141
19075	Saint-Gervais	2 133	234 266 038	187 461
34060	Saint-Gilbert	291	25 125 256	20 085
33035	Saint-Gilles	2 503	279 746 185	222 990
05015	Saint-Godefroi	388	21 051 870	17 274
49113	Saint-Guillaume	1 580	185 161 333	149 727
11020	Saint-Guy	75	13 474 666	10 594
19068	Saint-Henri	5 609	653 950 497	886 262
93070	Saint-Henri-de-Taillon	777	123 939 618	101 604
44015	Saint-Herménégilde	689	121 469 374	97 151
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	41 689 560	33 170
16050	Saint-Hilarion	1 204	104 487 622	86 170

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. ¹			
---	--	--	--

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
75045	Saint-Hippolyte	9 433	1 296 917 951	1 768 006
94240	Saint-Honoré	6 098	526 426 335	701 150
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 609	166 774 293	128 763
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	786	47 863 166	35 887
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 306	135 810 274	112 904
54100	Saint-Hugues	1 244	226 908 960	169 169
54048	Saint-Hyacinthe	55 707	6 222 186 170	9 579 671
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 083	199 750 089	161 406
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	666	115 948 500	93 103
15005	Saint-Irénée	677	131 472 243	107 962
26063	Saint-Isidore	3 104	372 630 936	315 735
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	661	108 126 513	85 971
63013	Saint-Jacques	4 129	438 202 900	469 792
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	203	34 498 900	27 566
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	713	76 804 383	60 887
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 665	260 013 580	200 773
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 038	100 015 537	82 604
20015	Saint-Jean	1 047	253 476 858	203 934
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	370	50 208 141	39 566
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	182	9 601 555	7 783
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 605	92 429 610	75 019
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	291	28 867 785	23 047
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 572	545 419 926	643 857
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 324	323 566 373	295 188
21020	Saint-Joachim	1 497	136 376 897	112 774
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 412	168 124 919	133 915
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 957	382 726 972	473 310
31045	Saint-Joseph-de-Colerairie	1 815	198 369 919	157 462
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	437	34 989 095	27 123
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	490	41 770 227	34 641
27050	Saint-Joseph-des-Érables	441	44 906 247	37 180
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 578	202 790 138	165 708
54110	Saint-Jude	1 264	191 956 687	143 858
27055	Saint-Jules	600	54 636 640	43 453
31035	Saint-Julien	394	48 732 592	38 764
18005	Saint-Just-de-Bretenières	672	55 637 746	42 104
13040	Saint-Juste-du-Lac	549	44 844 766	35 500
51045	Saint-Justin	1 030	114 417 260	89 292
87120	Saint-Lambert	211	6 281 880	4 830
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 709	698 756 270	952 697
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 691	321 554 189	267 505
71105	Saint-Lazare	20 314	2 640 318 740	3 576 691
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 308	125 496 012	104 057
08065	Saint-Léandre	391	30 116 304	23 377
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 455	232 915 488	189 537
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 095	122 910 654	100 217
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 148	109 610 109	90 670
07030	Saint-Léon-le-Grand	941	55 957 940	44 689
51035	Saint-Léon-le-Grand	993	115 642 067	87 510
54072	Saint-Liboire	3 150	330 417 478	282 689
63065	Saint-Liguori	2 026	224 058 161	181 924
63048	Saint-Lin-Laurentides	21 867	1 736 920 581	2 302 900
54120	Saint-Louis	771	105 239 554	85 594
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 016	116 094 105	91 283
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	403	40 366 470	32 387
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 565	238 274 383	190 877
13080	Saint-Louis-du-Hai Haï	1 251	67 965 637	54 934
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	459	54 760 342	43 755
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	603	51 246 568	42 463

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
49030	Saint-Lucien	1 732	174 615 210	137 698
30072	Saint-Ludger	1 173	92 797 140	74 425
93080	Saint-Ludger-de-Milot	666	56 335 962	46 057
28075	Saint-Magloire	689	74 926 811	62 225
49095	Saint-Majorque-de-Grantham	1 341	147 037 933	115 151
19025	Saint-Malachie	1 560	149 517 116	121 689
44003	Saint-Malo	490	74 264 956	60 085
88040	Saint-Marc-de-Figuery	889	73 663 106	59 462
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 936	219 689 381	175 481
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	413	36 120 548	28 057
17020	Saint-Marcel	447	46 226 437	37 510
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	530	109 094 486	87 651
10025	Saint-Marcellin	334	47 421 515	37 538
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 189	350 982 741	282 546
29045	Saint-Martin	2 529	190 089 199	152 717
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	669	86 347 742	67 170
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	756	77 371 514	63 029
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 446	231 623 355	188 302
37230	Saint-Maurice	3 379	266 934 216	237 877
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 061	59 654 789	49 716
11025	Saint-Médard	204	10 927 391	8 566
68050	Saint-Michel	3 183	452 956 434	388 329
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 919	262 637 810	217 283
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 379	489 340 102	398 074
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 158	71 760 784	55 340
12020	Saint-Modeste	1 233	96 973 002	78 151
07095	Saint-Moise	540	40 087 764	30 717
37240	Saint-Narcisse	1 846	146 521 348	121 885
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 155	153 793 183	124 359
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 001	92 492 035	75 321
93045	Saint-Nazaire	2 154	156 493 517	125 632
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	831	136 169 074	110 339
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	358	37 630 320	29 000
19045	Saint-Nérée	765	78 753 793	61 991
07100	Saint-Noël	428	19 178 295	14 962
52070	Saint-Norbert	1 075	128 458 538	104 868
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 260	132 975 726	108 453
09055	Saint-Octave-de-Méts	525	33 724 862	27 095
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 467	128 099 318	103 500
17005	Saint-Omer	299	27 597 130	22 717
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	583	38 672 220	30 529
53032	Saint-Ours	1 706	266 895 080	208 650
14070	Saint-Pacôme	1 573	104 224 365	86 602
17010	Saint-Pamphile	2 575	137 658 023	111 585
14018	Saint-Pascal	3 443	263 532 584	244 689
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 098	142 858 729	115 953
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 071	351 835 462	288 604
61005	Saint-Paul	6 103	535 940 548	716 932
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 915	386 213 135	311 321
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	328	26 666 896	20 727
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 974	288 666 135	232 415
18030	Saint-Paul-de-Montminy	788	91 565 142	73 491
51060	Saint-Paulin	1 500	128 186 128	100 801
19005	Saint-Philémon	690	101 281 305	79 010
29065	Saint-Philibert	370	42 822 000	33 802
14060	Saint-Philippe-de-Néri	863	53 889 830	43 887
54008	Saint-Pie	5 780	684 428 983	874 073
49130	Saint-Pie-de-Guire	460	69 852 442	56 340
61020	Saint-Pierre	338	42 682 563	35 311

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	942	96 926 588	79 510
32050	Saint-Pierre-Baptiste	521	83 659 800	68 463
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	910	105 434 623	87 885
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	113	13 741 151	11 510
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 737	250 608 870	200 689
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 225	119 409 259	96 057
72043	Saint-Placide	1 696	285 651 559	231 283
71020	Saint-Polycarpe	2 266	309 943 040	249 235
91035	Saint-Prime	2 753	205 807 658	165 783
28020	Saint-Prosper	3 667	227 422 289	228 774
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	528	67 670 856	52 679
19082	Saint-Raphaël	2 555	222 994 491	176 330
34128	Saint-Raymond	10 373	1 150 525 430	1 551 025
68055	Saint-Rémi	8 530	996 723 766	1 305 657
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	465	61 487 526	50 113
29050	Saint-René	771	61 897 170	49 670
08035	Saint-René-de-Matane	1 073	54 368 648	44 199
53020	Saint-Robert	1 785	192 208 678	153 538
30070	Saint-Robert-Bellarmin	662	53 011 593	42 811
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 222	614 838 110	792 489
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	373	60 682 539	49 623
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 238	221 577 166	180 811
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	949	108 575 919	88 094
63040	Saint-Roch-Ouest	283	64 806 300	53 057
30100	Saint-Roch-Ouest	734	92 511 003	74 264
39145	Saint-Romain	917	117 797 506	95 113
39130	Saint-Rosaire	785	70 835 101	55 472
26010	Saint-Samuel	1 209	119 339 825	98 170
77043	Saints-Anges	10 752	2 298 332 166	3 108 418
30085	Saint-Sauveur	706	63 429 407	51 972
56050	Saint-Sébastien	778	217 828 893	149 471
51030	Saint-Sévère	323	36 105 062	29 868
27070	Saint-Séverin	286	41 447 035	33 925
35020	Saint-Séverin	855	63 089 357	52 415
05055	Saint-Siméon	1 150	81 671 147	66 604
15058	Saint-Siméon	1 219	117 695 367	93 887
11055	Saint-Simon	421	58 311 082	45 642
54090	Saint-Simon	1 330	220 259 555	169 622
29125	Saint-Simon-les-Mines	603	53 511 030	41 010
80070	Saint-Sixte	515	51 051 500	41 689
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	255	90 683 742	75 376
37245	Saint-Stanislas	1 024	107 075 525	89 168
92070	Saint-Stanislas	362	26 952 513	21 943
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 632	266 174 161	210 887
38005	Saint-Sylvestre	824	80 239 739	61 887
33007	Saint-Sylvestre	1 004	137 243 233	111 727
71015	Saint-Télesphore	782	150 103 862	120 641
07070	Saint-Tharcisius	427	21 490 461	17 736
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 494	183 280 080	140 491
29005	Saint-Théophile	728	104 733 738	80 000
61027	Saint-Thomas	3 398	426 295 423	391 905
92045	Saint-Thomas-Didyme	657	61 053 492	47 217
34085	Saint-Thuribe	282	35 460 365	27 283
35027	Saint-Tite	3 807	343 107 746	366 103
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 520	173 681 405	141 613
34090	Saint-Ubalde	1 384	223 389 548	170 905
08073	Saint-Ulric	1 558	122 508 613	101 998
16055	Saint-Urbain	1 459	140 059 364	112 094
70005	Saint-Urbain-Premier	1 305	186 659 593	148 708

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLIÉRIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
56030	Saint-Valentin	459	111 232 440	91 632
39135	Saint-Valère	1 268	132 791 999	108 311
10060	Saint-Valérien	911	69 809 133	56 802
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 889	260 752 080	206 528
19117	Saint-Vallier	1 083	133 301 053	110 979
44005	Saint-Venant-de-Paquette	96	26 500 524	21 783
07075	Saint-Vianney	456	25 347 831	21 000
27008	Saint-Victor	2 431	225 829 955	184 840
50023	Saint-Wenceslas	1 116	126 550 890	101 651
28005	Saint-Zacharie	1 639	117 183 517	97 508
62080	Saint-Zénon	1 217	206 674 082	164 594
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	348	29 397 424	24 264
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	103 463 950	84 330
71025	Saint-Zotique	8 338	912 885 269	1 207 157
70052	Salaberry-de-Valleyfield	41 578	4 004 199 903	5 332 939
07085	Sayabec	1 753	139 089 672	112 990
97040	Schefferville	240	45 644 856	36 877
41080	Scotstown	489	25 557 554	20 849
26048	Scott	2 435	257 473 525	199 499
89040	Senneterre	2 866	179 053 746	143 254
89045	Senneterre	1 180	82 162 000	66 614
97007	Sept-Îles	24 992	3 191 825 631	4 427 300
NR971	Sept-Rivières	113	27 424 732	21 953
22020	Shannon	6 223	518 240 457	701 867
36033	Shawinigan	49 108	3 574 332 085	4 830 602
84010	Shawville	1 617	141 370 307	113 047
84095	Sheenboro	107	71 054 016	59 018
47035	Shefford	6 788	896 997 059	1 214 347
05010	Shigawake	273	16 143 197	12 925
53052	Sorel-Tracy	35 156	2 920 731 196	3 980 869
46045	Stanbridge East	870	106 123 001	88 206
46030	Stanbridge Station	277	48 549 700	39 226
45008	Stanstead	2 851	211 248 178	173 461
45025	Stanstead	936	586 965 091	473 669
44050	Stanstead-Est	616	120 707 000	94 415
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 937	364 406 000	281 066
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 703	434 012 001	587 489
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	286	24 585 858	18 868
42005	Stoke	2 910	332 313 946	263 821
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 505	1 252 157 461	1 710 930
30105	Stornoway	535	62 944 833	49 528
30110	Stratford	1 033	230 766 334	184 962
45105	Stukely-Sud	1 067	136 195 696	108 679
46058	Sutton	4 070	1 096 276 721	1 174 732
95005	Tadoussac	826	101 918 361	84 678
87042	Taschereau	945	36 358 640	29 868
85005	Témiscaming	2 275	258 084 737	199 066
NR850	Témiscamingue	103	84 585 904	60 623
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 966	450 037 980	363 160
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 977	197 427 203	159 991
84045	Thorne	300	127 112 850	100 925
80050	Thurso	2 820	233 321 272	194 053
39025	Tingwick	1 418	167 704 458	136 472
17035	Tourville	596	26 373 222	21 811
88075	Trécesson	1 176	102 806 828	83 425
71125	Très-Saint-Rédempteur	958	104 145 600	86 009
69030	Très-Saint-Sacrement	1 252	245 142 100	189 688
27060	Tring-Jonction	1 507	97 818 984	79 679
11040	Trois-Pistoles	3 289	199 622 460	182 827

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLIÉIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. ¹

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 (en \$)	Facture finale 2018 ² (en \$)
35055	Trois-Rives	462	143 602 920	118 839
42078	Uiverton	440	59 885 934	48 094
48038	Upton	2 131	227 582 078	186 104
33070	Val-Alain	965	101 327 846	81 727
07080	Val-Brillant	912	70 277 207	57 858
42055	Valcourt	2 263	208 871 543	169 028
42060	Valcourt	1 035	127 764 700	104 717
78010	Val-David	4 999	662 772 979	808 715
80140	Val-des-Bois	891	172 864 700	139 179
78100	Val-des-Lacs	701	197 514 300	164 544
89008	Val-d'Or	33 011	3 016 451 134	4 165 606
42095	Val-Joli	1 607	181 147 938	145 406
NR890	Vallée-de-l'Or	328	2 441 300	1 924
26015	Vallée-Jonction	1 968	155 542 702	126 076
78005	Val-Morin	2 888	451 921 698	365 170
30015	Val-Racine	208	33 092 500	27 584
87105	Val-Saint-Gilles	177	7 142 124	5 613
71083	Vaudreuil-Dorion	38 834	5 278 508 213	6 985 443
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 345	230 578 900	190 538
56005	Venise-en-Québec	1 766	265 194 185	210 103
39062	Victoriaville	46 339	3 746 480 846	5 065 980
85025	Ville-Marie	2 546	212 518 679	171 830
32085	VilleroY	457	57 576 389	47 792
84070	Waltham	365	56 791 548	45 453
47030	Warden	369	24 948 351	20 236
39077	Warwick	4 699	442 691 208	526 877
47025	Waterloo	4 691	333 379 068	394 480
44080	Waterville	2 109	200 333 047	164 444
41098	Weedon	2 620	279 526 126	227 660
76035	Wentworth	548	263 096 500	213 226
77060	Wentworth-Nord	1 526	497 607 709	404 914
41065	Westbury	1 033	108 784 400	89 141
49040	Wickham	2 533	224 850 632	182 396
42088	Windsor	5 508	459 270 423	615 537
40017	Wotton	1 424	119 194 383	97 094
51020	Yamachiche	2 862	272 558 642	216 321
53072	Yamaska	1 589	176 665 316	141 821
1040		2 597 542	283 348 961 408	313 803 222

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
² Le montant indiqué tient compte de l'aide financière octroyée en décembre 2017 par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
46005	Abercorn	387	76 850 800	64 842
NR880	Abitibi	202	11 960 571	10 073
NR870	Abitibi-Ouest	99	2 633 155	2 203
48028	Action Vale	7 660	585 169 416	822 177
31056	Adstock	2 779	361 994 544	305 011
98030	Aguanish	256	12 872 497	10 702
92030	Albanel	2 225	137 426 928	115 835
07025	Albertville	237	18 208 329	15 424
84050	Alleyn-et-Cawood	202	51 108 124	43 123
93042	Alma	31 045	3 169 815 622	4 453 040
78070	Amherst	1 496	338 788 223	285 496
88055	Amos	12 818	1 067 863 036	1 500 190
07047	Amqui	6 149	463 328 660	650 943
55008	Ange-Gardien	2 576	402 371 967	339 006
85080	Angliers	284	20 643 182	17 312
NR790	Antoine-Labelle	0	63 573 780	53 511
19037	Armagh	1 451	111 728 999	94 116
78060	Arundel	589	95 654 494	80 581
40043	Asbestos	6 834	370 520 450	520 628
41055	Ascot Corner	3 153	297 561 317	266 295
50013	Aston-Jonction	447	39 548 165	33 366
13045	Auclair	449	33 025 470	27 700
30055	Audet	762	60 716 994	51 307
83090	Aumond	739	73 913 000	62 324
87050	Authier	257	10 197 904	8 499
87100	Authier-Nord	280	11 778 623	10 073
NR060	Avignon	0	396 110	315
45035	Ayer's Cliff	1 112	182 923 743	154 237
96020	Baie-Comeau	21 392	2 202 973 761	3 094 811
08080	Baie-des-Sables	631	47 033 677	39 661
50100	Baie-du-Febvre	989	139 438 181	117 409
98035	Baie-Johan-Beetz	84	5 732 959	4 722
15065	Baie-Sainte-Catherine	197	16 374 060	13 850
16013	Baie-Saint-Paul	7 342	1 003 473 007	1 409 537
96005	Baie-Trinité	457	25 516 034	21 404
78050	Barkmere	55	84 866 644	71 453
44045	Barnston-Ouest	592	96 958 442	81 840
88022	Barraute	1 957	117 746 313	99 152
37210	Batiscan	918	112 686 419	95 060
85020	Béarn	748	41 442 987	34 939
27028	Beauceville	6 372	460 965 274	647 480
31008	Beaulac-Garthyby	808	177 425 299	149 515
19105	Beaumont	2 594	360 935 357	304 382
21025	Beaupré	3 629	676 813 392	706 657
38010	Bécancour	12 975	1 639 994 206	2 303 796
46035	Bedford	2 550	238 810 097	201 138
46040	Bedford	663	94 008 140	79 322
94250	Bégin	872	57 019 973	48 160
89050	Belcourt	233	9 040 303	7 554
85065	Belleterre	296	13 972 777	11 646
88070	Berry	592	40 153 939	33 995
18065	Berthier-sur-Mer	1 550	217 167 895	183 196
52035	Berthierville	4 141	390 293 728	451 379
48005	Béthanie	343	41 141 088	34 625
13055	Biencourt	473	27 769 416	23 293
98005	Blanc-Sablon	1 059	74 025 144	62 324
83045	Blue Sea	637	172 901 287	145 738
80115	Boileau	365	82 127 430	69 249
21045	Boischatel	7 393	878 994 579	1 234 840

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
83085	Bois-Franc	450	34 743 237	29 274
45095	Bolton-Est	965	254 147 390	214 358
46065	Bolton-Ouest	697	224 550 618	189 176
05045	Bonaventure	2 737	229 270 148	193 268
NR050	Bonaventure	25	14 057 860	11 961
98010	Bonne-Espérance	702	25 238 801	21 404
42040	Bonsecours	619	92 874 175	78 378
83050	Bouchette	783	123 039 793	103 559
80145	Bowman	628	107 252 730	90 339
78075	Brébeuf	1 024	106 964 500	90 024
46090	Brigham	2 315	250 272 679	210 895
84005	Bristol	1 091	184 649 180	155 496
46070	Brome	252	39 543 300	33 366
76043	Brownsburg-Chatham	7 256	733 000 750	1 029 610
84025	Bryson	607	31 461 604	26 441
41070	Bury	1 216	154 130 907	130 000
12057	Cacouna	1 929	184 287 195	155 181
84030	Campbell's Bay	773	39 319 981	33 051
04047	Cap-Chat	2 451	149 238 806	125 908
05060	Caplan	2 041	144 630 366	121 816
18045	Cap-Saint-Ignace	3 035	265 929 393	229 152
34030	Cap-Santé	3 464	321 083 517	317 287
06013	Carleton-sur-Mer	4 010	354 308 315	401 646
05077	Cascapédia-Saint-Jules	744	52 969 552	44 697
07018	Causapscal	2 294	116 516 116	98 208
83040	Cayamant	861	153 770 754	129 685
91020	Chambord	1 762	205 415 216	173 123
37220	Champlain	1 772	203 939 576	171 864
88005	Champneuf	130	3 932 809	3 462
02028	Chandler	7 353	447 083 481	627 965
99020	Chapais	1 551	79 048 375	66 731
51080	Charette	997	64 504 749	54 455
NR160	Charlevoix	0	25 978 057	22 034
NR150	Charlevoix-Est	191	98 226 696	82 784
41020	Charlterville	274	52 411 478	44 068
21035	Château-Richer	3 930	433 448 084	483 171
87095	Chazel	299	13 488 314	11 332
80103	Chénéville	793	79 528 460	67 046
62047	Chertsey	5 024	724 509 688	946 511
39030	Chesterville	874	97 817 845	82 470
99025	Chibougamau	7 610	623 837 672	876 317
84090	Chichester	353	33 407 707	28 014
96035	Chute-aux-Outardes	1 577	58 473 303	49 419
79065	Chute-Saint-Philippe	909	144 732 454	122 130
84015	Clarendon	1 151	173 399 808	146 053
15035	Clermont	3 127	241 292 396	215 932
87110	Clermont	510	28 573 519	24 237
87075	Cleval	369	30 605 897	25 811
42110	Cleveland	1 565	166 903 662	140 702
03010	Cloridorme	684	34 784 606	29 274
44037	Coaticook	9 225	830 303 319	1 166 535
95050	Colombier	697	29 258 967	24 552
44071	Compton	3 279	373 539 181	346 246
41038	Cookshire-Eaton	5 266	504 404 386	635 519
71040	Coteau-du-Lac	7 023	1 006 932 766	1 414 573
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	906	47 926 044	40 290
30090	Courcelles	939	61 481 297	51 937
46080	Cowansville	13 215	1 207 472 604	1 696 291
61013	Crabtree	3 935	338 872 865	377 723

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
40047	Danville	3 968	282 698 994	315 084
39152	Daveluyville	2 226	160 666 933	135 351
13005	Dégelis	2 898	191 123 860	161 162
83070	Déleage	1 800	119 089 027	100 411
83005	Denholm	549	100 588 830	84 673
93005	Desbiens	1 062	53 482 056	45 012
38070	Deschallions-sur-Saint-Laurent	915	85 154 982	71 767
34058	Deschambault-Grondines	2 276	410 094 737	345 617
31015	Disraeli	2 340	156 360 323	131 888
31020	Disraeli	1 092	142 517 200	120 242
44023	Dixville	707	76 454 051	64 528
92022	Dolbeau-Mistassini	14 193	1 066 653 646	1 498 301
34025	Donnacoona	7 123	699 942 666	983 339
33040	Dosquet	891	98 531 284	83 099
49058	Drummondville	75 771	6 750 149 418	10 905 148
41117	Dudswell	1 725	227 263 827	191 694
80135	Duhamel	410	251 167 719	211 840
85030	Duhamel-Ouest	893	93 834 134	79 007
69075	Dundee	411	70 796 877	59 806
46050	Dunham	3 466	481 428 964	475 616
87005	Duparquet	602	49 653 959	41 864
87085	Dupuy	977	43 162 595	36 513
49015	Durham-Sud	1 012	91 693 948	77 433
41060	East Angus	3 732	248 996 591	265 980
31122	East Broughton	2 240	95 234 848	80 266
46085	East Farnham	585	49 413 800	41 550
44010	East Hereford	283	41 665 807	35 254
45093	Eastman	1 874	491 513 934	414 236
83075	Egan-Sud	540	43 789 300	36 828
69050	Elgin	399	82 781 543	69 879
62053	Entrelacs	938	237 549 580	200 193
06025	Escuminac	547	37 795 871	31 792
10005	Esprit-Saint	357	18 653 715	15 738
77011	Estérel	218	291 639 915	245 835
46112	Farnham	8 908	813 739 378	1 143 242
80005	Fassett	453	46 250 300	39 031
94220	Ferland-et-Boilleau	575	51 695 071	43 438
79097	Ferme-Neuve	2 740	251 420 505	211 840
97035	Fermont	2 586	750 700 854	632 686
95045	Forestville	3 119	158 346 889	141 646
84060	Fort-Coulonge	1 335	57 935 343	48 789
38047	Forterville	701	54 568 908	45 956
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 936	387 628 665	326 730
26005	Frampton	1 364	151 960 494	128 111
69010	Franklin	1 739	247 630 309	208 692
96015	Franquelin	311	13 965 086	11 646
46010	Freighsburg	1 078	219 233 233	184 770
30025	Frontenac	1 743	204 226 850	172 179
85055	Fugèreville	326	21 570 651	18 257
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 141	397 197 586	334 914
87020	Gallichan	490	33 208 511	28 014
03005	Gaspé	14 960	1 282 087 446	1 801 109
92055	Girardville	1 064	63 575 757	53 511
96010	Godbout	282	13 133 576	11 017
69060	Godmanchester	1 403	160 154 641	135 036
76025	Gore	1 921	362 929 449	305 956
83032	Gracefield	2 247	472 941 055	398 498
02015	Grande-Rivière	3 271	182 242 810	169 031
35040	Grandes-Piles	397	88 479 776	74 600

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
03020	Grande-Vallée	1 062	77 958 548	65 787
09060	Grand-Métis	234	25 192 192	21 090
83095	Grand-Remous	1 137	104 087 648	87 821
50065	Grand-Saint-Esprit	483	52 582 115	44 382
76055	Grenville	1 665	130 151 126	109 854
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 779	387 973 310	327 045
98014	Gros-Mécatina	454	22 187 111	18 571
01042	Grosse-Île	478	30 929 626	26 126
08015	Grosses-Roches	383	24 750 931	20 775
85095	Guérin	326	18 683 923	15 738
39010	Ham-Nord	817	75 640 043	63 898
41075	Hampden	195	27 036 680	22 663
40005	Ham-Sud	216	43 979 900	37 143
76065	Harrington	841	289 687 997	244 261
45043	Hatley	740	224 640 849	189 491
45055	Hatley	2 117	399 299 964	336 488
69005	Havelock	751	131 431 700	110 799
98040	Havre-Saint-Pierre	3 451	411 064 328	406 052
93020	Hébertville	2 448	214 489 872	180 678
93025	Hébertville-Station	1 280	76 859 922	64 842
68010	Hemmingford	818	62 417 729	52 566
68015	Hemmingford	1 776	291 682 400	245 835
56042	Henryville	1 433	205 928 730	173 438
35035	Hérouxville	1 316	107 714 862	90 654
69045	Hinchinbrooke	2 209	191 590 636	161 477
19070	Honfleur	824	104 279 175	87 821
05025	Hope	590	34 224 627	28 959
05020	Hope Town	366	21 968 061	18 571
69025	Howick	668	62 423 629	52 566
78065	Huberdeau	886	108 996 344	91 913
71100	Hudson	5 180	1 157 885 220	1 545 202
69055	Huntingdon	2 418	155 012 747	130 629
32058	Inverness	825	148 618 933	125 278
31040	Irlande	952	89 398 068	75 230
78042	Ivry-sur-le-Lac	434	267 007 728	225 060
61025	Joliette	20 008	2 003 301 878	2 814 351
14050	Kamouraska	574	116 813 888	98 523
NR140	Kamouraska	0	5 004 884	4 092
83015	Kazabazua	909	148 643 029	125 278
79025	Kiamika	762	96 262 731	81 210
42070	Kingsbury	150	10 160 176	8 499
39097	Kingsey Falls	1 994	213 426 099	180 048
31105	Kinnear's Mills	375	51 336 705	43 123
85010	Kipawa	469	51 507 677	43 438
90017	La Bostonnais	544	44 136 972	37 143
78115	La Conception	1 369	295 585 600	249 297
88030	La Corne	733	81 980 818	69 249
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	79 876 519	67 361
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 244 583	4 407
91050	La Doré	1 411	84 416 993	71 138
19090	La Durantaye	712	78 880 789	66 416
29030	La Gadeloupe	1 820	116 887 988	98 523
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	47 342 165	39 976
NR040	La Haute-Gaspésie	192	21 841 351	18 257
NR220	La Jacques-Cartier	0	5 856 613	5 036
79047	La Macaza	1 039	219 115 900	184 770
15013	La Malbaie	8 488	791 857 189	1 112 394
04030	La Matre	249	9 283 312	7 869
NR080	La Matanie	0	11 041 882	9 443

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
NR070	La Matapédia	25	58 870 911	49 734
78130	La Minerve	1 164	378 138 496	318 861
NR090	La Mitis	0	21 577 834	18 257
88015	La Morandière	232	10 485 505	8 814
88045	La Motte	459	38 617 108	32 421
41027	La Patrie	725	94 555 464	79 637
14085	La Pocatière	4 023	405 579 469	459 563
54035	La Présentation	2 616	401 342 122	338 377
09005	La Rédemption	478	23 625 114	19 830
87080	La Reine	347	13 386 975	11 332
87090	La Sarre	7 461	537 615 363	755 131
10010	La Trinité-des-Monts	238	17 828 300	15 109
90012	La Tuque	10 814	961 940 579	1 315 421
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	26 231 205	22 034
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	608	81 276 400	68 620
50085	La Visitation-de-Yamaska	320	64 112 464	54 140
78120	Labelle	2 547	398 882 994	336 174
93055	Labrecque	1 203	105 100 779	88 450
22040	Lac Beauport	7 619	1 281 886 618	1 800 795
46075	Lac Brome	5 519	1 306 939 475	1 836 049
22030	Lac Delage	632	92 993 040	78 378
90027	Lac Edouard	175	54 224 981	45 642
22015	Lac Saint-Joseph	250	332 387 541	280 145
07057	Lac-au-Saumon	1 389	72 686 575	61 380
35010	Lac-aux-Sables	1 300	213 421 882	179 733
91005	Lac-Bouchette	1 166	107 763 064	90 968
13060	Lac-des-Aigles	518	32 315 490	27 385
79078	Lac-des-Écorces	2 708	239 830 459	202 082
80130	Lac-des-Plages	506	134 739 520	113 632
77055	Lac-des-Seize-Îles	199	87 945 795	74 286
30080	Lac-Drolet	1 040	104 624 163	88 135
79015	Lac-du-Cerf	416	109 119 200	91 913
28053	Lac-Étchemin	3 937	347 066 270	386 851
18010	Lac-Frontière	204	18 949 631	16 053
76020	Lachute	12 869	1 187 072 599	1 667 647
30030	Lac-Mégantic	5 832	506 207 807	711 064
56023	Lacolle	2 742	307 138 864	258 740
29095	Lac-Poulin	139	50 352 830	42 494
79060	Lac-Saguy	423	81 635 700	68 934
83020	Lac-Sainte-Marie	608	248 014 485	209 007
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 913 100	11 646
79105	Lac-Saint-Paul	500	76 911 601	64 842
34120	Lac-Sergeant	523	118 864 816	100 097
80095	Lac-Simon	983	395 203 380	333 026
78095	Lac-Supérieur	1 909	525 491 935	442 880
85070	Laforce	508	11 391 200	9 758
93060	Lamarche	533	49 257 275	41 550
30095	Lambton	1 574	243 498 509	205 230
88035	Landrienne	971	62 635 828	52 881
21040	L'Ange-Gardien	3 725	408 511 096	436 270
52017	Lanoraie	4 585	503 948 422	618 207
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 204	154 274 105	130 000
78015	Lanier	836	230 520 386	194 213
79050	L'Ascension	817	114 840 881	96 949
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 041	165 074 257	139 128
06060	L'Ascension-de-Patapédia	171	9 458 356	7 869
85060	Latulipe-et-Gaboury	305	16 868 780	14 165
88080	Launay	227	11 594 283	9 758
33060	Laurier-Station	2 608	253 571 735	213 728

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
32072	Laurierville	1 385	126 325 571	106 392
52007	Lavaltrie	13 800	1 253 598 214	1 761 134
49025	L'Avenir	1 218	132 409 908	111 743
85050	Laverlochère	715	40 992 048	34 625
42045	Lawrenceville	630	49 884 930	42 179
NR910	Le Domaine-du-Roy	25	69 370 543	58 547
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	13	514 485 652	433 752
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 124 962	944
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 191	134 377 991	113 317
33123	Ledercville	475	62 945 381	53 196
49020	Lefebvre	872	77 142 687	65 157
13050	Lejeune	280	18 206 584	15 424
38020	Lenieux	320	29 485 836	24 867
60035	L'Épiphanie	5 592	412 546 660	579 490
60040	L'Épiphanie	3 303	316 415 322	303 752
NR110	Les Basques	0	596 138	630
95018	Les Bergeronnes	700	49 423 632	41 550
71050	Les Cédres	6 773	759 907 651	1 067 382
71033	Les Coteaux	5 427	466 038 190	654 720
16048	Les Éboulements	1 339	238 864 000	201 452
95025	Les Escoumins	1 937	131 782 349	111 114
09015	Les Hauteurs	491	28 430 637	23 922
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	11 834	987 771 036	1 249 004
08005	Les Méchins	1 060	74 077 669	62 324
71095	L'Île-Cadieux	101	70 479 705	59 491
98020	L'Île-d'Anticosti	205	32 574 774	27 385
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	683	84 153 975	70 823
71060	L'Île-Perrot	10 794	1 071 730 481	1 505 541
41085	Lingwick	408	81 585 064	68 620
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 286	270 914 470	228 208
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 201	161 571 509	136 295
17078	L'Islet	4 010	306 284 735	347 190
12043	L'Isle-Verte	1 363	119 903 045	101 041
84040	Litchfield	454	87 965 169	74 286
80055	Lochaber	460	44 754 684	37 772
80060	Lochaber-Partie-Ouest	727	100 063 700	84 358
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	482	31 436 468	26 441
95032	Longue-Rive	1 037	48 093 859	40 605
85037	Lorrainville	1 309	78 552 303	66 102
33115	Lotbinière	847	144 864 202	122 130
51015	Louiseville	7 299	587 373 209	825 010
83010	Low	916	165 958 893	139 758
32065	Lyster	1 651	143 947 505	121 186
87058	Macamic	2 817	147 779 641	124 649
39165	Maddington Falls	442	28 110 200	23 608
89015	Malartic	3 275	316 231 942	293 050
52095	Mandeville	2 105	298 810 721	251 815
NR960	Manicouagan	110	60 722 755	51 307
83065	Maniwaki	3 780	238 469 260	254 648
38028	Manseau	828	70 573 363	59 491
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 199	211 608 966	178 474
06005	Maria	2 503	229 210 873	193 268
NR920	Maria-Chapdelaine	253	100 732 653	84 988
42065	Maricourt	498	54 817 500	46 271
55048	Marieville	10 882	1 060 851 616	1 490 432
04025	Marsoui	292	12 282 172	10 387
30035	Marston	719	93 981 712	79 322
44060	Martinville	475	44 174 829	37 143
51008	Maskinongé	2 282	194 507 621	163 995

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
53010	Massueville	501	33 756 927	28 329
99015	Matagami	1 481	92 287 633	77 748
8053	Matane	14 195	1 201 906 076	1 688 422
06045	Matapédia	625	52 543 133	44 382
NR620	Matawinie	86	81 297 618	68 620
80065	Mayo	647	95 161 044	80 266
NR350	Mékinac	5	68 267 232	57 603
42075	Melbourne	976	145 721 726	122 760
83060	Messines	1 617	206 720 204	174 382
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 177	350 360 401	405 108
09048	Métis-sur-Mer	603	96 415 743	81 210
30040	Milan	249	45 453 975	38 402
76030	Mille-Isles	1 672	268 111 700	226 004
85075	Moffet	187	18 820 200	15 738
78055	Montcalm	672	129 079 600	108 910
14005	Mont-Carmel	1 109	82 025 360	69 249
83088	Montcerf-Lytton	670	51 681 577	43 438
80010	Montebello	977	108 591 347	91 598
09077	Mont-Joli	6 434	467 157 099	656 294
79088	Mont-Laurier	13 919	1 253 764 120	1 749 487
18050	Montmagny	11 226	960 383 748	1 349 101
80090	Montpellier	975	119 351 902	100 726
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 199	438 820 221	392 517
79110	Mont-Saint-Michel	580	57 471 749	48 474
04015	Mont-Saint-Pierre	168	11 655 670	9 758
77050	Morin-Heights	4 185	856 803 632	990 893
80085	Mulgrave-et-Derry	336	142 069 453	119 612
03025	Murdochville	663	18 395 442	15 424
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	863	107 634 527	90 654
80110	Namur	557	51 774 093	43 753
30045	Nantes	1 431	101 369 801	85 302
68030	Napierville	3 591	386 363 469	392 517
98025	Natashquan	281	17 016 615	14 479
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	776	83 451 033	70 194
85100	Nédélec	377	22 155 313	18 571
34007	Neuville	4 308	519 773 865	618 207
05040	New Carlisle	1 329	96 606 533	81 525
05070	New Richmond	3 724	273 157 774	291 791
41037	Newport	741	139 610 523	117 724
50072	Nicolet	8 025	779 597 622	1 095 082
79030	Norminque	2 053	445 466 954	375 520
92040	Normandin	3 106	217 315 776	194 213
87115	Normétal	810	18 786 433	15 738
45050	North Hatley	689	182 805 673	154 237
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	260	87 680 528	73 971
39015	Notre-Dame-de-Ham	423	29 308 272	24 552
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	976	275 017 473	231 670
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	692	72 547 713	61 065
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 909	1 392 198 317	1 955 661
92060	Notre-Dame-de-Lorette	183	12 202 573	10 387
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	715	80 071 414	67 361
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 876	225 589 114	190 121
35005	Notre-Dame-de-Montauban	765	118 516 181	99 782
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	160 868 571	135 666
30010	Notre-Dame-des-Bois	923	111 380 845	93 801
15025	Notre-Dame-des-Monts	848	46 166 619	39 031
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 061	147 662 627	124 334
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 460	116 782 338	98 523
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 800	813 440 365	1 142 612

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	45	32 086 001	27 070
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	673	98 217 059	82 784
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 461	94 142 009	79 322
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 020	113 986 704	96 005
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 620	366 266 008	308 789
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 683	385 765 693	542 033
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 107	71 120 528	59 806
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 202	183 355 514	154 552
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	359	41 731 200	35 254
06020	Nouvelle	1 681	126 898 264	107 022
56015	Noyan	1 315	184 915 694	155 811
45020	Ogden	741	214 342 000	180 678
72032	Oka	5 476	511 178 574	717 989
69037	Ormstown	3 560	446 018 436	453 268
84055	Otter Lake	1 077	199 584 225	168 087
13015	Packington	596	50 641 843	42 809
09040	Padoue	264	13 762 354	11 646
87025	Palmarolle	1 421	104 771 078	88 450
80037	Papineauville	2 130	204 890 529	172 808
38055	Parisville	531	51 357 941	43 438
05032	Paspébiac	3 072	219 866 199	189 491
02005	Percé	3 152	234 872 024	209 951
92010	Péribonka	462	107 389 829	90 654
16005	Petite-Rivière-Saint-François	763	339 154 886	285 810
03015	Petite-Vallée	167	11 298 198	9 443
94205	Petit-Saguenay	679	38 967 460	32 736
77030	Piedmont	3 079	656 477 087	565 640
50113	Pierreville	2 107	201 800 879	169 975
46025	Pike River	530	85 537 870	72 082
71070	Pincourt	15 265	1 610 600 219	2 262 561
30020	Piopolis	355	88 055 500	74 286
80045	Plaisance	1 103	95 938 135	80 896
32040	Plessisville	6 594	434 914 947	610 967
32045	Plessisville	2 693	235 015 498	197 990
13095	Pohénégamook	2 584	199 623 911	168 402
06030	Pointe-à-la-Croix	1 496	80 315 550	67 675
96030	Pointe-aux-Outardes	1 306	97 978 263	82 470
71055	Pointe-des-Cascades	1 587	123 674 300	104 189
71140	Pointe-Fortune	553	57 481 519	48 474
96025	Pointe-Lebel	1 972	120 832 840	101 985
NR840	Pontiac	0	15 745 024	13 220
34017	Pont-Rouge	9 227	820 339 067	1 152 370
84020	Portage-du-Fort	245	17 376 108	14 794
97022	Port-Cartier	6 589	703 364 001	988 061
02047	Port-Daniel-Gascons	2 370	111 422 005	93 801
34048	Portneuf	3 139	287 405 407	257 166
NR340	Portneuf	0	55 083 570	46 586
95040	Portneuf-sur-Mer	695	34 757 755	29 274
45030	Potton	1 837	685 769 059	577 916
87035	Pouliaries	675	30 539 942	25 811
88090	Preissac	822	139 556 191	117 724
75040	Prévost	13 404	1 384 883 795	1 945 588
09065	Price	1 661	71 348 261	60 121
32033	Princeville	5 964	458 060 704	643 388
42032	Racine	1 174	217 391 948	183 196
96040	Ragueneau	1 371	53 161 270	44 697
87010	Rapide-Danseur	349	28 354 297	23 922
84100	Rapides-des-Joachims	157	18 065 295	15 109
62037	Rawdon	11 281	1 145 244 696	1 608 785

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
85105	Rémigny	283	19 544 888	16 368
42098	Richmond	3 200	211 954 364	189 491
71133	Rigaud	7 731	1 064 343 951	1 495 154
10043	Rimouski	49 197	4 513 833 252	6 193 084
NR100	Rimouski-Neigette	5	7 746 165	6 610
80078	Ripon	1 554	196 273 831	165 569
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	157	11 541 309	9 758
04020	Rivière-à-Claude	121	7 381 908	6 295
34135	Rivière-à-Pierre	648	125 126 531	105 448
98055	Rivière-au-Tonnerre	267	25 668 210	21 719
71005	Rivière-Beaudette	2 162	251 578 484	212 154
13025	Rivière-Bleue	1 250	66 466 206	56 029
12072	Rivière-du-Loup	19 767	1 831 368 855	2 572 609
94215	Rivière-Éternité	475	32 866 472	27 700
89010	Rivière-Héva	1 600	143 314 969	120 871
14065	Rivière-Ouelle	969	136 265 299	114 891
79037	Rivière-Rouge	4 477	575 157 770	624 817
98050	Rivière-Saint-Jean	220	13 405 394	11 332
91025	Roberval	10 045	755 733 817	1 061 717
88010	Rochebaucourt	159	5 804 964	5 036
87015	Roquemaure	426	26 877 666	22 663
55037	Rougemont	2 889	332 388 898	280 145
86042	Rouyn-Noranda	42 180	4 259 259 961	5 983 448
48015	Roxton	1 067	148 717 920	125 278
48010	Roxton Falls	1 233	86 924 033	73 341
47047	Roxton Pond	3 662	428 147 326	446 972
95010	Sacré-Coeur	1 827	122 538 623	103 244
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	570	59 822 705	50 363
17015	Saint-Adalbert	523	49 050 480	41 235
08030	Saint-Adelme	480	29 995 930	25 182
35015	Saint-Adelphe	908	104 203 924	87 821
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 658	980 414 069	1 023 944
40010	Saint-Adrien	512	48 955 219	41 235
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	401	39 328 800	33 051
33045	Saint-Agapit	4 170	371 676 450	429 975
53015	Saint-Aimé	493	105 598 853	89 080
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 092	116 628 080	98 208
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	824	91 554 516	77 118
34097	Saint-Alban	1 285	140 528 461	118 353
39085	Saint-Albert	1 579	136 976 633	115 520
56055	Saint-Alexandre	2 665	302 037 141	254 648
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 150	166 789 075	140 702
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	15 527 792	13 220
63023	Saint-Alexis	1 480	165 135 270	139 128
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	514	25 438 711	21 404
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 932	340 417 448	287 070
27015	Saint-Alfred	520	46 167 604	39 031
05065	Saint-Alphonse	701	37 848 787	31 792
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	2 977	371 025 197	312 881
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 197	455 635 091	407 626
94255	Saint-Ambroise	3 724	314 336 327	335 544
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 060	376 658 333	426 827
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 149	240 224 061	214 987
14040	Saint-André	634	60 484 649	50 993
80027	Saint-André-Avellin	3 740	323 727 432	345 617
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 258	344 930 694	319 806
06040	Saint-André-de-Restigouche	161	9 673 894	8 184
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	491	30 800 129	25 811
69070	Saint-Anicet	2 517	493 942 620	416 440

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
19062	Saint-Anselme	3 956	376 897 010	419 902
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	143	39 223 594	33 051
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 579	283 148 262	238 595
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 651	265 814 809	224 116
12015	Saint-Antoin	4 136	288 031 168	333 026
33090	Saint-Apollinaire	6 174	635 459 256	892 685
46017	Saint-Armand	1 206	221 700 149	186 973
12065	Saint-Arsène	1 246	89 236 632	75 230
13100	Saint-Athanas	309	20 295 839	16 998
17055	Saint-Aubert	1 460	181 249 448	152 663
92005	Saint-Augustin	371	20 325 958	16 998
98012	Saint-Augustin	770	28 545 588	23 922
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	681	71 055 233	59 806
51025	Saint-Barnabé	1 194	94 215 283	79 322
54105	Saint-Barnabé-Sud	896	154 744 398	130 314
52055	Saint-Barthélemy	1 896	192 250 180	162 106
34038	Saint-Basile	2 624	260 223 841	219 394
28025	Saint-Benjamin	881	76 096 677	64 213
29100	Saint-Benoît-Labre	1 701	166 083 457	140 072
26055	Saint-Bernard	2 290	252 281 245	212 784
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 456	255 189 923	214 987
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	539	119 243 567	100 411
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 909	316 757 786	266 924
49125	Saint-Bonaventure	1 037	113 373 077	95 690
51085	Saint-Boniface	4 688	357 028 666	443 195
93030	Saint-Bruno	2 766	225 430 870	190 121
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 145	96 878 709	81 525
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	557	41 604 630	34 939
63055	Saint-Calixte	6 348	537 165 774	754 502
40025	Saint-Camille	523	55 404 757	46 586
28070	Saint-Camille-de-Lellis	787	58 062 167	48 789
34078	Saint-Casimir	1 439	113 419 019	95 690
50030	Saint-Célestin	773	60 250 761	50 678
50035	Saint-Célestin	606	94 148 665	79 322
55023	Saint-Césaire	5 877	635 211 229	892 371
61035	Saint-Charles-Borromée	13 709	1 226 235 735	1 722 732
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 439	257 383 594	216 876
94260	Saint-Charles-de-Bourget	735	63 905 425	53 826
09010	Saint-Charles-Garnier	250	12 871 356	10 702
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 662	308 028 041	259 685
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 274	270 972 000	251 186
69017	Saint-Chrysostome	2 587	255 928 387	215 617
42100	Saint-Claude	1 137	143 853 455	121 186
11005	Saint-Clément	475	30 195 638	25 496
07090	Saint-Cléophas	319	17 900 592	15 109
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	243	26 357 982	22 349
71045	Saint-Clet	1 686	218 276 251	183 825
62065	Saint-Côme	2 374	440 598 923	371 428
29057	Saint-Côme-Linière	3 322	227 928 248	218 765
52062	Saint-Cuthbert	1 768	230 800 383	194 527
12005	Saint-Cyprien	1 102	68 375 419	57 603
28040	Saint-Cyprien	498	39 219 434	33 051
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	764	79 435 455	67 046
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 799	380 093 776	476 875
07105	Saint-Damase	418	24 684 635	20 775
54017	Saint-Damase	2 525	368 073 478	310 362
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	596	53 718 256	45 327
62075	Saint-Damien	2 029	301 934 185	254 648
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 961	184 618 736	155 496

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. ¹			
---	--	--	--

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
53005	Saint-David	834	136 472 768	114 891
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 793	887 074 422	747 577
14055	Saint-Denis-De La Boutellierie	514	86 850 416	73 341
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 844	637 747 179	695 955
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 295	375 227 979	316 343
52090	Saint-Didace	580	109 539 848	92 227
54060	Saint-Dominique	2 515	320 650 801	270 387
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	454	25 960 878	22 034
09030	Saint-Donat	873	67 620 773	56 973
62060	Saint-Donat	4 122	1 389 156 178	1 606 582
77022	Sainte-Adèle	13 044	1 851 680 032	2 601 253
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 139	174 608 281	147 312
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 535	1 603 594 250	2 185 128
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	1 010	53 758 308	45 327
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 921	213 076 423	179 733
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	589	44 858 424	37 772
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 766	278 354 172	234 503
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 054	194 541 523	163 995
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 620	131 232 128	110 484
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	598	78 184 829	65 787
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 061	254 294 265	214 358
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 698	772 795 080	807 068
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 589	239 790 776	202 082
79115	Sainte-Anne-du-Lac	587	74 072 427	62 324
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	576	64 818 999	54 770
28015	Sainte-Aurélie	914	83 986 792	70 823
69065	Sainte-Barbe	1 421	228 519 400	192 639
62020	Sainte-Béatrix	1 971	230 096 577	193 898
56105	Sainte-Brigide-d'Ilberville	1 402	225 105 289	189 806
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 307	714 773 413	1 004 114
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	796	90 189 183	76 174
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 574	824 546 845	1 158 351
38060	Sainte-Cécile-de-Lévard	367	35 784 733	30 218
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 068	226 092 396	190 435
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	920	83 732 540	70 508
48020	Sainte-Christine	670	92 426 273	77 748
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	518	124 677 264	105 133
19055	Sainte-Claire	3 464	352 027 781	347 820
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	670	66 127 925	55 714
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 878	264 103 707	222 542
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 630	143 064 882	120 557
33102	Sainte-Croix	2 414	314 097 112	264 721
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	724	91 633 179	77 118
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	388	18 876 541	16 053
68045	Saint-Édouard	1 328	186 653 826	157 385
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	622	43 403 062	36 513
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 245	149 680 943	126 222
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	774	53 673 000	45 327
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	505	79 351 468	66 731
52030	Sainte-Élisabeth	1 466	211 569 223	178 474
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	363	52 234 500	44 068
62070	Sainte-Émèle-de-l'Énergie	1 681	172 544 327	145 423
50005	Sainte-Eulalie	897	115 064 687	96 949
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	328	26 479 400	22 349
20010	Sainte-Famille	806	147 099 586	124 019
08023	Sainte-Félicité	1 107	70 617 776	59 491
17025	Sainte-Félicité	384	25 942 386	21 719
09085	Sainte-Flavie	910	84 546 210	71 138
07010	Sainte-Florence	385	16 257 312	13 850

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
11030	Sainte-Françoise	379	31 008 299	26 126
38035	Sainte-Françoise	461	54 032 947	45 642
37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	1 034	127 980 008	107 966
52040	Sainte-Genève-de-Berthier	2 399	258 571 062	217 820
87030	Sainte-Germaine-Boulé	941	47 984 486	40 290
88085	Sainte-Geotrude-Manneville	801	45 977 359	38 717
91030	Sainte-Hedwidge	867	52 261 244	44 068
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 726	229 841 267	193 583
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	369	54 022 052	45 642
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	882	62 050 239	52 252
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	363	21 905 011	18 571
26040	Sainte-Hénédine	1 282	132 003 091	111 114
07040	Sainte-Irène	356	36 456 263	30 847
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	301	22 412 142	18 886
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 088	71 350 309	60 121
63060	Sainte-Julienne	10 080	816 718 501	1 147 334
28045	Sainte-Justine	1 795	122 599 972	103 244
71115	Sainte-Justine-de-Newton	938	172 878 433	145 738
51075	Saint-Élie	1 969	188 666 798	158 958
11035	Saint-Éloi	299	28 069 578	23 608
17060	Sainte-Louise	688	50 883 532	42 809
50095	Saint-Elphège	281	54 501 090	45 956
09092	Sainte-Luce	2 834	261 484 427	220 338
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	297	24 268 840	20 460
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 312	194 399 597	163 995
05050	Saint-Elzéar	454	25 917 220	21 719
26022	Saint-Elzéar	2 381	220 932 583	186 343
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	336	20 939 928	17 627
54025	Sainte-Madeleine	2 399	209 652 686	176 586
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 639	190 371 897	160 532
26035	Sainte-Marguerite	1 123	124 267 434	104 818
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 869	557 120 148	469 636
07005	Sainte-Marguerite-Marie	188	11 002 801	9 128
26030	Sainte-Marie	13 702	1 214 023 954	1 869 838
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	432	43 910 028	37 143
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 981	340 546 710	287 070
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 168	112 855 062	95 060
71110	Sainte-Marthe	1 099	209 774 864	176 900
70012	Sainte-Martine	5 487	584 521 156	821 233
61050	Sainte-Mélanie	3 073	327 624 695	282 348
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	554	67 756 860	56 973
50057	Sainte-Monique	539	79 146 592	66 731
93075	Sainte-Monique	844	138 670 347	116 779
08040	Sainte-Paule	225	28 124 403	23 608
17030	Sainte-Perpétue	1 705	94 843 839	79 951
50050	Sainte-Perpétue	943	128 132 412	107 966
20030	Sainte-Pétronille	1 006	197 374 788	166 513
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 525	202 407 436	170 605
12030	Saint-Épiphan	834	55 626 158	46 901
31050	Sainte-Praxède	381	95 205 602	80 266
11015	Sainte-Rita	276	21 725 925	18 257
28030	Sainte-Rose-de-Watford	754	61 992 401	52 252
94230	Sainte-Rose-du-Nord	412	50 865 144	42 809
28065	Sainte-Sabine	367	31 745 112	26 755
46105	Sainte-Sabine	1 137	148 585 092	125 278
39105	Sainte-Séraphine	391	51 079 527	43 123
75028	Sainte-Sophie	16 053	1 403 266 533	1 971 400
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	722	69 846 905	58 862
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	668	78 275 915	66 102

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
63030	Saint-Esprit	1 957	277 271 783	233 559
35050	Sainte-Thécle	2 495	216 267 465	182 251
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 040	54 901 273	46 271
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	534	91 067 329	76 804
70030	Saint-Étienne-de-Beauharrois	812	141 187 182	118 983
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	605	158 366 432	133 462
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 498	339 006 714	409 515
49105	Saint-Eugène	1 136	143 483 568	120 871
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	531	31 715 402	26 755
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	457	39 148 066	33 051
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	415	43 129 613	36 198
51040	Sainte-Ursule	1 362	115 638 785	97 578
13030	Saint-Eusèbe	626	42 826 097	36 198
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	520	79 827 260	67 361
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 497	255 557 258	215 302
10070	Saint-Fabien	1 892	171 144 681	144 164
18015	Saint-Fabien-de-Panet	946	69 098 136	58 232
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 673	615 294 579	642 444
91042	Saint-Félicien	10 328	913 953 102	1 283 944
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	915	60 457 325	50 993
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 570	161 167 243	135 980
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 516	611 698 993	859 320
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 084	135 819 107	114 576
32013	Saint-Ferdinand	2 056	266 407 404	224 430
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 202	616 182 356	571 306
33052	Saint-Flavien	1 641	162 632 700	136 925
31030	Saint-Fortunat	254	37 083 261	31 162
20005	Saint-François	508	135 890 384	114 576
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 616	175 087 310	147 627
06055	Saint-François-d'Assise	658	28 779 159	24 237
91015	Saint-François-de-Sales	636	38 552 970	32 421
50128	Saint-François-du-Lac	1 916	173 827 519	146 368
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 239	203 748 133	171 864
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	237	17 730 159	14 794
27065	Saint-Frédéric	1 076	96 236 607	81 210
94235	Saint-Fulgence	2 043	168 710 295	142 276
52080	Saint-Gabriel	2 748	158 279 340	133 462
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 577	312 938 306	263 777
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 166	80 830 564	67 990
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 164	414 005 362	370 169
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	753	38 935 696	32 736
93035	Saint-Gédéon	2 021	285 016 256	240 169
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 247	154 170 197	130 000
29073	Saint-Georges	32 733	2 700 282 918	3 793 284
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 069	197 328 503	166 198
40032	Saint-Georges-de-Windsor	940	94 097 996	79 322
53085	Saint-Gérard-Majella	269	42 735 490	35 884
14045	Saint-Germain	273	30 827 016	26 126
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 914	480 435 090	618 521
19075	Saint-Gervais	2 100	223 081 017	187 917
34060	Saint-Gilbert	289	23 935 788	20 145
33035	Saint-Gilles	2 420	264 139 032	222 542
05015	Saint-Godefroi	414	21 029 510	17 627
49113	Saint-Guillaume	1 548	180 186 994	152 034
11020	Saint-Guy	77	12 169 980	10 387
19068	Saint-Henri	5 515	643 239 075	903 702
93070	Saint-Henri-de-Taillon	744	123 426 440	104 189
44015	Saint-Herménégilde	669	115 920 657	97 578
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	100	39 266 864	33 051

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
16050	Saint-Hilarion	1 209	106 005 817	89 394
75045	Saint-Hippolyte	9 238	1 291 163 720	1 813 700
94240	Saint-Honoré	6 016	499 455 368	701 621
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 595	146 792 868	123 704
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	778	39 477 536	33 366
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 267	140 839 021	118 668
54100	Saint-Hugues	1 252	185 105 654	156 126
54048	Saint-Hyacinthe	54 912	5 968 739 826	9 642 545
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 060	194 334 954	163 680
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	674	110 763 402	93 486
15005	Saint-Irénée	653	132 216 806	111 428
26063	Saint-Isidore	2 996	351 076 982	295 883
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	654	101 301 139	85 302
63013	Saint-Jacques	4 112	396 550 625	458 619
31025	Saint-Jacques-Wolfestown	207	32 341 661	27 385
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	715	72 106 937	60 750
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 586	229 238 851	193 268
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 010	101 202 084	85 302
20015	Saint-Jean	969	244 012 488	205 544
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	371	46 432 764	39 031
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	183	9 351 086	7 869
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 631	90 278 552	76 174
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	297	27 140 640	22 978
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 594	533 585 272	654 720
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 318	308 991 891	296 513
21020	Saint-Joachim	1 456	138 378 086	116 779
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 356	158 726 528	133 777
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 928	372 956 117	480 338
31045	Saint-Joseph-de-Coleaine	1 851	185 377 123	156 126
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	436	30 811 929	26 126
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	492	48 411 500	40 920
27050	Saint-Joseph-des-Érables	439	45 430 704	38 402
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 602	201 536 662	169 975
54110	Saint-Jude	1 238	158 653 127	133 777
27055	Saint-Jules	603	51 207 600	43 123
31035	Saint-Julien	400	46 271 295	39 031
18005	Saint-Just-de-Bretenières	666	47 285 390	39 976
13040	Saint-Juste-du-Lac	565	42 267 695	35 569
51045	Saint-Justin	1 020	102 912 288	86 876
87120	Saint-Lambert	213	5 614 956	4 722
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 589	695 697 075	977 358
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 610	338 146 728	284 866
71105	Saint-Lazare	19 913	2 594 969 578	3 645 342
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 276	128 263 642	107 966
08065	Saint-Léandre	410	26 988 272	22 663
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 380	229 520 938	193 583
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 084	121 300 241	102 300
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 137	111 926 016	94 431
07030	Saint-Léon-le-Grand	942	52 874 813	44 697
51035	Saint-Léon-le-Grand	973	97 364 975	82 155
54072	Saint-Liboire	3 146	319 183 664	285 496
63065	Saint-Liguori	1 981	219 897 447	185 399
63048	Saint-Lin-Laurentides	21 088	1 632 936 655	2 294 038
54120	Saint-Louis	760	103 363 366	87 191
39170	Saint-Louis-de-Blandford	975	106 943 498	90 024
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	407	38 613 565	32 421
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 521	227 476 435	191 694
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 280	66 642 835	56 029
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	464	51 958 392	43 753

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	618	52 324 720	44 068
49030	Saint-Lucien	1 678	161 292 614	135 980
30072	Saint-Ludger	1 223	88 599 719	74 600
93080	Saint-Ludger-de-Milot	650	56 153 790	47 215
28075	Saint-Magloire	704	80 277 038	67 675
49095	Saint-Majorque-de-Grantham	1 339	133 335 106	112 373
19025	Saint-Malachie	1 533	147 511 158	124 334
44003	Saint-Malo	497	72 010 938	60 750
88040	Saint-Marc-de-Figuery	861	71 151 057	60 121
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 917	208 412 280	175 641
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	421	32 143 480	27 070
17020	Saint-Marcel	444	45 248 703	38 087
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	517	104 556 887	88 135
10025	Saint-Marcellin	342	44 040 700	37 143
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 156	338 147 740	284 866
29045	Saint-Martin	2 474	182 491 155	153 922
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	668	77 303 803	65 157
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	722	76 234 978	64 213
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 408	227 663 707	192 009
37230	Saint-Maurice	3 263	241 177 285	223 486
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 073	61 656 930	51 937
11025	Saint-Médard	209	10 233 835	8 499
68050	Saint-Michel	3 026	438 847 185	378 038
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 854	267 750 115	225 690
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 428	481 648 736	406 052
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 199	63 070 112	53 196
12020	Saint-Modeste	1 223	93 517 220	78 692
07095	Saint-Moïse	553	34 649 029	29 274
37240	Saint-Narcisse	1 826	155 516 364	130 944
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 121	149 597 961	126 222
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	998	91 071 423	76 804
93045	Saint-Nazaire	2 153	150 131 202	126 537
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	842	133 476 867	112 373
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	358	32 894 925	27 700
19045	Saint-Nérée	754	72 697 706	61 380
07100	Saint-Noël	426	17 270 104	14 479
52070	Saint-Norbert	1 030	127 765 288	107 651
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 229	131 760 612	111 114
09055	Saint-Octave-de-Méts	526	32 208 863	27 070
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 458	124 855 002	105 133
17005	Saint-Omer	298	27 627 234	23 293
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	572	36 028 760	30 218
53032	Saint-Ours	1 715	241 189 354	203 341
14070	Saint-Pacôme	1 587	108 548 037	91 598
17010	Saint-Pamphile	2 556	134 993 426	113 632
14018	Saint-Pascal	3 413	245 357 428	242 372
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 077	139 766 036	117 724
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 988	352 227 728	296 827
61005	Saint-Paul	5 899	513 133 018	720 821
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 847	373 471 024	314 769
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	330	23 766 229	20 145
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 935	278 117 246	234 503
18030	Saint-Paul-de-Montminy	788	87 566 863	73 656
51060	Saint-Paulin	1 495	117 230 392	98 838
19005	Saint-Philémon	700	91 182 630	76 804
29065	Saint-Philibert	382	39 718 404	33 366
14060	Saint-Philippe-de-Néri	855	52 988 698	44 697
54008	Saint-Pie	5 714	593 690 752	834 138
49130	Saint-Pie-de-Guire	463	67 865 938	57 288

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
61020	Saint-Pierre	320	43 190 900	36 513
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	923	96 667 396	81 525
32050	Saint-Pierre-Baptiste	520	83 362 624	70 194
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	905	113 860 273	96 005
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	14 329 315	11 961
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 679	238 942 290	201 452
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 232	114 700 131	96 634
72043	Saint-Placide	1 705	278 737 052	234 818
71020	Saint-Polycarpe	2 247	297 970 759	251 186
91035	Saint-Prime	2 815	198 655 100	167 457
28020	Saint-Prosper	3 678	222 952 120	232 929
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	525	60 525 400	50 993
19082	Saint-Raphaël	2 521	206 572 458	174 067
34128	Saint-Raymond	10 224	1 119 524 410	1 572 587
68055	Saint-Rémi	8 128	913 490 803	1 283 314
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	471	60 674 565	50 993
29050	Saint-René	775	59 015 364	49 734
08035	Saint-René-de-Matane	1 085	53 426 366	45 012
53020	Saint-Robert	1 801	181 886 820	153 293
30070	Saint-Robert-Bellarmin	667	50 992 987	43 123
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 171	579 622 273	773 703
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	371	60 966 498	51 307
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 215	219 621 221	185 084
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	951	106 015 456	89 394
63040	Saint-Roch-Ouest	281	64 709 300	54 455
30100	Saint-Romain	723	88 654 498	74 600
39145	Saint-Rosaire	902	113 922 798	96 005
39130	Saint-Samuel	774	64 080 510	54 140
26010	Saints-Anges	1 196	119 822 475	101 041
77043	Saint-Sauveur	10 582	2 251 441 132	3 162 801
30085	Saint-Sébastien	727	63 207 521	53 196
56050	Saint-Sébastien	780	145 985 638	123 075
51030	Saint-Sévère	308	36 468 300	30 847
27070	Saint-Séverin	288	41 219 161	34 625
35020	Saint-Séverin	842	64 754 490	54 455
05055	Saint-Siméon	1 176	80 734 866	67 990
15058	Saint-Siméon	1 239	111 643 140	94 116
11055	Saint-Simon	433	53 217 723	45 012
54090	Saint-Simon	1 330	192 572 358	162 421
29125	Saint-Simon-les-Mines	591	46 437 780	39 031
80070	Saint-Sixte	506	51 336 000	43 123
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	250	94 154 973	79 322
37245	Saint-Stanislas	1 013	120 488 584	101 670
92070	Saint-Stanislas	371	26 526 187	22 349
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 586	248 056 212	209 007
38005	Saint-Sylvestre	828	70 528 969	59 491
33007	Saint-Sylvestre	1 004	135 554 993	114 261
71015	Saint-Télesphore	767	144 363 997	121 816
07070	Saint-Tharcisius	422	21 558 729	18 257
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 461	158 665 269	133 777
29005	Saint-Théophile	719	90 053 381	75 859
61027	Saint-Thomas	3 291	411 913 161	381 815
92045	Saint-Thomas-Didyme	653	54 512 572	45 956
34085	Saint-Thuribe	281	31 085 112	26 126
35027	Saint-Tite	3 762	346 948 758	370 483
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 505	171 394 815	144 479
34090	Saint-Ubalde	1 374	192 552 929	162 421
08073	Saint-Ulric	1 587	127 642 108	107 651
16055	Saint-Urbain	1 460	133 699 235	112 687

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
70005	Saint-Urbain-Premier	1 278	176 269 240	148 571
56030	Saint-Valentin	467	112 152 600	94 431
39135	Saint-Valère	1 266	131 256 009	110 484
10060	Saint-Valérien	909	68 796 157	57 918
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 861	242 863 251	204 600
19117	Saint-Vallier	1 057	138 170 734	116 465
44005	Saint-Venant-de-Paquette	97	26 366 034	22 349
07075	Saint-Vianney	460	25 714 402	21 719
27008	Saint-Victor	2 422	225 094 139	189 806
50023	Saint-Wenceslas	1 102	121 802 861	102 615
28005	Saint-Zacharie	1 644	126 301 278	106 392
62080	Saint-Zénon	1 198	194 772 216	164 310
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	351	29 949 624	25 182
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	702	102 626 866	86 562
71025	Saint-Zotique	7 973	853 248 814	1 198 641
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 905	3 799 453 003	5 337 541
07085	Sayabec	1 765	136 414 923	114 891
97040	Schefferville	239	44 916 504	37 772
41080	Scotstown	503	25 409 496	21 404
26048	Scott	2 347	228 756 833	192 954
89040	Senneterre	2 885	170 032 818	143 220
89045	Senneterre	1 188	80 199 790	67 675
97007	Sept-Îles	25 475	3 420 528 603	4 805 267
NR971	Sept-Rivières	115	26 035 084	22 034
22020	Shannon	6 021	509 110 140	715 156
36033	Shawinigan	48 971	3 495 585 170	4 910 714
84010	Shawville	1 612	134 062 224	113 002
84095	Sheenboro	114	74 925 084	63 269
47035	Shefford	6 738	880 501 489	1 237 043
05010	Shigawake	282	15 277 491	12 906
53052	Sorel-Tracy	35 037	2 906 498 627	4 083 186
46045	Stanbridge East	865	109 821 367	92 542
46030	Stanbridge Station	270	46 900 810	39 661
45008	Stanstead	2 836	212 164 074	178 789
45025	Stanstead	964	568 506 736	479 079
44050	Stanstead-Est	606	109 708 038	92 542
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 872	320 241 549	270 072
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 676	425 992 106	598 376
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	283	21 429 240	17 942
42005	Stoke	2 851	311 028 238	262 203
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 093	1 252 510 647	1 759 560
30105	Storoway	543	58 347 148	49 104
30110	Stratford	1 043	220 430 968	185 714
45105	Stukely-Sud	1 034	129 167 100	108 910
46058	Sutton	4 012	1 034 884 364	1 172 830
95005	Tadoussac	831	106 169 910	89 394
87042	Taschereau	954	36 436 223	30 847
85005	Témiscaming	2 321	226 867 719	191 380
NR850	Témiscamingue	108	63 354 930	53 511
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 051	435 321 184	367 021
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 975	193 204 815	162 736
84045	Thorne	286	118 663 930	100 097
80050	Thurso	2 758	262 631 513	221 283
39025	Tingwick	1 428	165 254 370	139 443
17035	Tourville	609	27 817 776	23 293
88075	Trécesson	1 165	100 537 384	84 673
71125	Très-Saint-Rédempteur	928	106 217 300	89 394
69030	Très-Saint-Sacrement	1 225	217 382 520	183 196
27060	Tring-Jonction	1 493	96 259 047	81 210

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 94 : Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2017.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2017	Richesse foncière uniformisée 2015 (en \$)	Facture réelle 2017 (en \$)
11040	Trois-Pistoles	3 317	207 297 275	198 934
35055	Trois-Rives	467	146 128 392	123 075
42078	Uiverton	432	57 723 500	48 789
48038	Upton	2 106	225 749 382	190 435
33070	Val-Alain	926	97 730 572	82 470
07080	Val-Brillant	925	71 210 209	60 121
42055	Valcourt	2 228	203 397 513	171 549
42060	Valcourt	1 018	127 175 600	107 336
78010	Val-David	4 851	627 819 754	799 514
80140	Val-des-Bois	872	166 220 798	140 072
78100	Val-des-Lacs	713	210 393 248	177 215
89008	Val-d'Or	32 897	3 082 171 416	4 329 965
42095	Val-Joli	1 540	173 573 142	146 368
NR890	Vallée-de-l'Or	345	2 561 371	2 203
26015	Vallée-Jonction	1 971	151 648 305	127 796
78005	Val-Morin	2 854	438 545 662	369 539
30015	Val-Racine	205	34 608 918	29 274
87105	Val-Saint-Gilles	174	6 291 174	5 351
71083	Vaudreuil-Dorion	38 021	4 942 640 063	6 943 494
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 322	234 636 906	197 675
56005	Venise-en-Québec	1 725	247 303 683	208 377
39062	Victoriaville	45 610	3 668 379 282	5 153 401
85025	Ville-Marie	2 618	207 030 304	174 382
32085	Villeroiy	455	60 997 899	51 307
84070	Waltham	362	54 526 126	45 956
47030	Warden	365	24 350 898	20 460
39077	Warwick	4 619	430 095 367	533 849
47025	Waterloo	4 580	319 608 632	392 202
44080	Waterville	2 075	201 018 346	169 346
41098	Weedon	2 583	275 862 208	232 614
76035	Wentworth	535	257 020 600	216 561
77060	Wentworth-Nord	1 504	490 430 400	413 292
41065	Westbury	997	109 133 268	91 913
49040	Wickham	2 528	220 244 607	185 714
42088	Windsor	5 454	441 543 087	620 410
40017	Wotton	1 420	117 938 357	99 467
51020	Yamachiche	2 792	255 021 567	214 987
53072	Yamaska	<u>1 592</u>	<u>169 661 346</u>	<u>142 905</u>
1041		2 569 119	274 778 790 330	317 612 501

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

<p>QUESTION 95 : Pour l'année 2017-2018, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.</p>
<p><u>Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver un corps de police municipal (CPM), de créer un CPM ou d'opter pour la Sûreté du Québec (SQ).</u></p> <p>Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi (maintenant nommée Saguenay), Hull (maintenant nommée Ottawa-Gatineau), Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de 50 000 habitants ou plus ont l'obligation d'être desservies par un CPM.</p> <p>Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants desservies par un CPM, et qui ne font pas partie d'une CM ou d'une RMR, celles-ci avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant);- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog)- Thetford Mines (Service de la sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines). <p>Rappelons que depuis 2012, les corps de police municipaux suivants ont été abolis :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (desserte par la SQ depuis le 30 avril 2012);- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (desserte par la SQ depuis le 18 mai 2012);- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges) (desserte par la SQ depuis le 15 novembre 2012);- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie) (desserte par la SQ depuis le 16 octobre 2015) <p>Depuis le 13 juin 2015, la Police régionale de Deux-Montagnes, desservant les municipalités de Deux-Montagnes, Pointe-Calumet, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Saint-Joseph-du-Lac, a été remplacée par la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes. Cette régie dessert les mêmes municipalités que celles qui étaient desservies par la police régionale.</p> <p>Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique le 13 septembre 2016 afin de créer son propre corps de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017.</p> <p>Enfin, la Ville de Chambly, actuellement desservie par la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent, a également demandé de créer son propre corps de police municipal, ce qui lui a été refusé. Des procédures judiciaires sont actuellement en cours.</p> <p>Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 96 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2017-2018¹.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M \$)	CAPACITÉ (cellule)	COÛT PAR UNITÉ/CELLULE (M \$)	ÉTAPE EN COURS
Construction	Amos	Automne 2018	125,9	170,0	0,74	Construction en cours
Construction	Sept-Îles	Hiver 2016-2017	90,9	55,0	1,65	Terminé
Construction	Sorel-Tracy	Printemps 2016	172,4 ²	300,0	0,58	Terminé
Rénovation	Leclerc de Laval	Été 2018	21,0	-	-	Travaux en cours

*Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor.

¹Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

²Erratum : Inversion de chiffres dans les cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 97 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 :

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM	VALEUR MINIMUM
Fraudes par ordinateur (21613)	2013	835	2 194 912 \$	300 000 \$	1 \$
	2014	897	4 446 204 \$	1 971 237 \$	1 \$
	2015a	1041	6 559 120 \$	1 000 000 \$	1 \$
	2016p	1037	6 766 267 \$	700 000 \$	1 \$
	2017	Informations non disponibles pour le moment *			
Clonage de cartes de service (21614)	2013	167	220 217 \$	88 571 \$	1 \$
	2014	107	53 588 \$	13 332 \$	1 \$
	2015a	74	74 026 \$	16 388 \$	1 \$
	2016p	97	141 849 \$	27 592 \$	1 \$
	2017	Informations non disponibles pour le moment *			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.
a : Données actualisées p : Données provisoires

* *Le traitement des données de 2017 sera effectué en avril 2018.*

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 98 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.

NOM DU CORPS POLICIER	2013	2014	2015 a	2016 p	2017
Service de police de la Ville de Montréal ¹	580	607	589	445	ND
Service de police de Laval	38	15	7	12	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	11	18	39	42	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	7	-	3	2	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	4	6	5	ND
Service de police de la Ville de Granby	-	-	-	1	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	1	1	1	3	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	-	-	-	-	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	15	5	5	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	-	-	-	-	ND
Service de police de Châteauguay	1	-	-	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	3	-	-	-	ND
Service de police de Repentigny	-	-	1	-	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	1	-	-	-	ND
Service de police de la Ville de Lévis	3	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Brome-Missisquoi	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	-	-	-	-	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	-	-	-	-	ND
Service de police de Mirabel	1	-	1	-	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Islet	-	-	-	-	ND

¹ Il est à noter que le Service de police de la Ville de Montréal n'isole plus la variable "gang de rue" depuis plusieurs années. En effet, il combine les variables "gang de rue" et "crime organisé".

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2017 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2018.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 98 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.

NOM DU CORPS POLICIER	2013	2014	2015 a	2016 p	2017
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	-	-	-	-	ND
Corps de police de Wendake	1	-	-	-	ND
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	-	1	-	-	ND
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	-	-	-	-	ND
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	-	-	-	1	ND
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	-	-	3	-	ND
Service de police de la Ville de Blainville	-	-	-	2	ND
Service de police de la Ville de Bromont	-	-	-	-	ND
Service de police de la Ville de Québec	11	13	16	21	ND
Service de police de l'Assomption - Saint-Sulpice	-	1	-	-	ND
Service de sécurité publique de Saguenay	-	3	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Antoine-Labelle	-	-	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	-	3	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bécancour	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	-	2	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Coaticook	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	-	1	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	-	-	1	-	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2017 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2018.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 98 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.

NOM DU CORPS POLICIER	2013	2014	2015 a	2016 p	2017
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	2	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	2	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montmagny	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	1	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Portneuf	-	2	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	-	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'En-Haut	2	-	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Richelieu	-	-	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Saint-Laurent	-	1	-	-	ND
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	-	-	-	1	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2017 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2018.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 99 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES ¹

CORPS DE POLICE	2013 ²	2014 ²	2015 ²	2016 ²	2017 ³
Service de police de la Ville de Gatineau	12	13	13	39	ND
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	2	3	5	5	ND
Service de police de Laval	4	14	24	30	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	11	19	17	16	ND
Sûreté du Québec	18	17	20	32	ND
Service de police de la Ville de Montréal	58	77	84	83	ND
Service de police de la Ville de Québec	24	38	41	61	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	4	5	9	14	ND
Service de police de Mirabel	1	1	1	2	ND
Service de police de L'Assomption / Saint-Sulpice	0	0	1	2	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	0	0	4	4	ND
Service de police de la Ville de Granby	0	0	0	6	ND
Service de police de la Ville de Lévis	0	0	0	3	ND
Service de police de la Ville de Châteauguay	0	0	0	5	ND

¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 100 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser depuis 2013-2014, par année financière, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS ¹

CORPS DE POLICE	2013	2014	2015	2016	2017 ²
Service de police de la Ville de Gatineau	1	0	0	17	ND
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	1	0	3	3	ND
Service de police de Laval	1	33	51	65	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	28	28	30	23	ND
Sûreté du Québec	-	1	3	16	ND
Service de police de la Ville de Montréal	34	61	82	112	ND
Service de police de la Ville de Québec	32	25	47	57	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	4	7	5	ND
Service de police L'Assomption / Saint-Sulpice	0	0	0	3	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	0	0	0	9	ND
Service de police de la Ville de Granby	0	0	0	1	ND
Service de police de la Ville de Lévis	0	0	0	1	ND
Service de police de la Ville de Châteauguay	0	0	0	5	ND

¹ Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

² Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 101 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2015-2016	2016 ²	2017 ³
Akwesasne	6	12	N/D
Eagle Village	-	2	N/D
Eeyou-Eenou Police Force (EPPF) / 9 communautés cries	11	N/D	N/D
Essipit	-	-	N/D
Gesgapegiag	2	2	N/D
Kahnawake	-	N/D	N/D
Kativik / 14 villages nordiques	-	-	N/D
Kawawachikamach	1	2	N/D
Kitigan Zibi	2	-	N/D
Lac Simon	-	6	N/D
Listuguj	6	6	N/D

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieur.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* 2016 complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Source : Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* 2017 non disponibles. Ce questionnaire est complété annuellement par chacune des organisations policières du Québec. Ces données seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 101 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2015-2016	2016 ²	2017 ³
Manawan	4	4	N/D
Mashteuiatsh	-	-	N/D
Odanak/Wôlinak	2	2	N/D
Opitciwan	4	4	N/D
Pakua Shipi	-	N/D	N/D
Pessamit	-	-	N/D
Pikogan	-	N/D	N/D
Timiskaming	-	-	N/D
Uashat-Malotenam	4	4	N/D
Wemotaci	1	1	N/D
Wendake	-	-	N/D

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieur.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* 2016 complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Source : Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* 2017 non disponibles. Ce questionnaire est complété annuellement par chacune des organisations policières du Québec. Ces données seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 102 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.

	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS				
COMMUNAUTÉS	2013-2014 ¹	2014-2015 ¹	2015 ²	2016 ²	2017 ³
Akwesasne	-	-	-	6	ND
Gesgapegiag	-	2	-	-	ND
Listuguj	-	2	2	-	ND
Manawan	-	1	1	1	ND
Opitciwan	5	-	5	-	ND
Uashat-Malotenam	-	-	5	-	ND

¹ Données fournies par les corps de police par sollicitations téléphoniques ou électroniques.

² Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

³ Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2018.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 103 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018 ¹	
	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR	NOMBRE	VALEUR
Cartouches	11 282	676 920 \$	17 516	1 156 056 \$	6 103	402 798 \$	9 016	595 056 \$	5 598	369 468 \$
Sac de type <i>Ziploc</i>	130 125	7 807 500 \$	186 212	12 289 992 \$	44 812	2 957 592 \$	39 500	2 607 000 \$	36 458	2 406 228 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	693	27 720 \$	148	6 512 \$	31	1 364 \$	99	4 356 \$	95	4 180 \$
Tabac en vrac (kilos)	153 593	6 450 906 \$	117 203	5 414 779 \$	152 746	7 056 865 \$	54 578	2 521 504 \$	36 166	1 670 869 \$
Chicha (kilos)	4 678	1 029 160 \$	2	440 \$	327	71 940 \$	34 141	7 511 020 \$	108	23 760 \$
Cigares et cigarillos ²	693 076	693 076 \$	1 348 604	1 483 464 \$	93 926	103 319 \$	64 616	71 078 \$	172 502	189 752 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2017-2018 sont calculées pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2017 .

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 104 : Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2017	ND ¹
2016	ND ²
2015	272
2014	245 ³
2013	184 ³
2012	196 ³
2011	179 ³

1. Données 2017 non disponibles. Le processus de révision supplémentaire débutera à l'automne 2018.
2. Données 2016 non disponibles. Délai expliqué par un processus de vérification supplémentaire effectué chaque automne pour les crimes haineux. Le traitement des données sera finalisé en avril 2018.
3. Données révisées en février 2017 à la suite de la correction des données du Service de police de la Ville de Québec.
* Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.
<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 105 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2017-2018.

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :
Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.
2017-2018 :
➤ Sondage à l'intention des corps de police du Québec sur le profilage racial et social

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 106 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2008-2009	441 500 \$	¹
	Année 2009-2010	440 200 \$	¹
	Année 2010-2011	436 600 \$	¹
	Année 2011-2012	420 700 \$	¹
	Année 2012-2013	558 300 \$	¹
	Année 2013-2014	556 500 \$	¹
	Année 2014-2015	650 000 \$	²
	Année 2015-2016	1 738 400 \$	³
	Année 2016-2017	1 117 400 \$	⁴
	Année 2017-2018	1 618 400 \$	⁵

¹ Le montant inscrit correspond au budget initial consenti par le MSP aux activités du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) de la Direction générale adjointe de la sécurité de l'État (DGASE). Outre le suivi du terrorisme, les activités de la DGASE s'inscrivent dans une perspective plus large de sécurité de l'État. Le regroupement de l'ensemble de ces fonctions en une seule unité permettant de réaliser des économies d'échelles.

² Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense réelle du CGIS.

³ Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense réelle du CGIS. Il inclut des subventions de l'ordre de 1 100 000 \$ accordées au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence.

⁴ Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense réelle du CGIS. Il inclut des subventions de l'ordre de 400 000 \$ accordées au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence.

⁵ Ce montant correspond au budget ajusté en fonction de la dépense probable du CGIS. Il inclut une subvention prévue de 900 000 \$ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence et une autre de 30 000 \$ à la Chaire Unesco en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (dépenses probables au 31 janvier 2018).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 106 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2008-2009	350 000 \$
	Année 2009-2010	350 000 \$
	Année 2010-2011	350 000 \$
	Année 2011-2012	262 500 \$
	Année 2012-2013	N/A
	Année 2013-2014	N/A
	Année 2014-2015	N/A
	Année 2015-2016	N/A
	Année 2016-2017	N/A
	Année 2017-2018	N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 107 : Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2018-2019. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l’emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (7) pour l’année 2017-2018 :

	2014-2015 TOTAL	2015-2016 TOTAL	2016-2017 TOTAL	Dépenses réelles au 28 février 2018 ²		
				Salaires	Contrats	TOTAL
TOTAL	16 595 207	16 592 931	19 521 749	14 518 902	2 743 317	17 262 219
Secteur Est ¹	1 524 491	2 198 801	2 383 115	1 715 179	499 768	2 214 947
Secteur Centre du Québec ¹	1 526 634	1 641 434	1 757 031	1 265 989	383 058	1 649 047
Secteur Palais de justice Québec	1 765 938	1 696 977	2 211 913	1 871 150	1 376	1 872 526
Secteur Sud ¹	2 153 490	1 770 435	2 139 264	1 582 876	478 860	2 061 736
Secteur Laval - Laurentides ¹	1 755 580	1 282 144	1 410 458	1 226 669	201 079	1 427 747
Secteur Palais de justice de Montréal ¹	5 088 357	5 160 111	7 092 188	-	-	-
Secteur Chambre de la jeunesse ¹	1 527 606	1 464 582	1 117 020	-	-	-
Secteur Abitibi - Outaouais ¹	1 253 111	1 378 447	1 410 760	871 461	330 335	1 201 796
Secteur Île de Montréal ¹	-	-	-	5 985 579	848 840	6 834 420

¹ Ces secteurs ont été modifiés ou ajoutés en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.
² Extrait - GEF février 2018.
* Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 107 : Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2018-2019. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice depuis 2010 ^{*} :

2017-2018	314 ⁴
2016-2017	304
2015-2016	299
2014-2015	303
2013-2014	339
2012-2013	324

⁴ Mise à jour avec le suivi des effectifs en date du 28 février 2018.
^{*} Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION -01.01

QUESTION 108 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux se trouve en annexe. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Régie de police de Memphrémagog	2014
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2015
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2017
Régie intermunicipale de police Roussillon	2014
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2015
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2018
Service de la sécurité publique de la MRC des-Collines-de-L'Outaouais	2014
Service de la sécurité publique de Saguenay	2016
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2017
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2015
Service de police de la Ville de Blainville	2015
Service de police de la Ville de Bromont	2018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION -01.01

QUESTION 108 : Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.

Dernières inspections des corps de police - Suite

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de la Ville de Châteauguay	2017
Service de police de la Ville de Gatineau	2013
Service de police de la Ville de Granby	2013
Service de police de la Ville de Lévis	2016
Service de police de la Ville de Montréal	2017
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	2013
Service de police de la Ville de Québec	2017
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2015
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2014
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2015
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2016
Service de police de Laval	2015
Service de police de Mirabel	2013
Service de police de Repentigny	2015
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2014
Service de police de Sherbrooke	2014
Service de police de Terrebonne	2015
Sûreté du Québec	2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 109 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2017-2018	BUDGET INITIAL 2017-2018 (\$)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4	5 2	500 000
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik 1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	6	555 000
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord 3950, boulevard Harvey, RC-03, Jonquièrre (Québec) G7X 8L6 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	4 3	550 000
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	6	530 000
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	3 5	555 000
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 55, rue Castonguay, bureau 105, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9	7 2	660 000
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 170, avenue Principale, RC02, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	4 4	550 000

¹ L'effectif dans les bureaux régionaux n'inclut pas les conseillers en sécurité incendie qui relèvent de la Direction de la sécurité incendie.

* Le ministre de la Sécurité publique annonçait le 22 mars 2018, l'ajout de trois nouvelles directions régionales de la sécurité civile et de la sécurité incendie (Outaouais, Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 110 : Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.

	2017-2018	2016-2017	2015-2016
Cadre pour la prévention de sinistres (CPS)	4 375 200 \$	4 375 200 \$	3 288 500 \$
Budget additionnel pour l'érosion et la submersion côtières (CPS)	5 000 000 \$	N/A	N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 111 : État de situation au 31 mars 2018 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2017-2018 et fournir les prévisions pour 2018-2019. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) orientation de la Politique;**
- b) objectif de la Politique;**
- c) ministère de mise en oeuvre;**
- d) résultats atteints en 2016-2017;**
- e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2017-2018;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

En vue d’assurer la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) et pour favoriser la concertation entre les divers acteurs, l’Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s’est vue confier le mandat d’élaborer, au cours de l’année 2014, sous la coordination du MSP, un plan d’action national (PAN). Un sous-comité de l’OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se divise en deux phases s’échelonnant respectivement de 2014 à 2019 et de 2020 à 2024. En juin 2015, le PAN – phase 1 a reçu l’approbation du Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ).

L’OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du PAN. Pour ce faire, elle a établi, des cibles, des indicateurs de performance et des mécanismes de suivi devant couvrir les actions réalisées par tous les acteurs de la société québécoise. Un suivi annuel de la progression du PAN est effectué auprès de l’OSCQ. Jusqu’à maintenant, l’évaluation des mesures couvrant les années 2014, 2015 et 2016 a été effectuée. L’OSCQ a également reçu le mandat d’élaborer, au cours de l’année 2019, un rapport intérimaire de mise en œuvre. De même, un rapport final sera produit suivant l’échéance de 2024.

À l’automne 2016, le sous-comité de l’OSCQ sur le PAN a entrepris l’élaboration de la phase 2 du PAN. Annuellement, le sous-comité de l’OSCQ sur le PAN effectue l’évaluation des mesures couvrant l’année précédente.

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des ministères et organismes impliqués.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 112 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2017-2018, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Veillez vous référer à la fin du document.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 113 : L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2017-2018.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018	
	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (en \$)
Coroners ³	10	985 333
Cadres supérieurs	2	182 176
Professionnels	10,9	728 426
Techniciens et employés de bureau	29,7	1 240 375

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 96 000 heures pour l'année 2017-2018 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

² Masse salariale estimée pour l'année 2017-2018, selon les effectifs en poste au 28 février 2018.

³ Exclut les coroners à temps partiel

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 114 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2017-2018 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS¹	RÉMUNÉRATION (\$)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E D ^r (investigateur)	150 148	Conformément aux orientations gouvernementales
Clavet, Martin D ^r (investigateur)	150 148	
Descary, Pascale M ^e (investigateur, début 5 septembre 2017 et coroner en chef à compter du 5 mars 2018)	74 563	
Kamel, Géhane M ^e (investigateur, début 5 septembre 2017)	63 799	
Kronström, Andrée M ^e (enquêteur et investigateur)	144 708	
Malouin, Jean-Luc M ^e (enquêteur et investigateur)	144 708	
Rudel-Tessier, Catherine M ^e (coroner en chef jusqu'au 28 février 2018)	186 838	
Spénard, Karine M ^e (investigateur)	70 421	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

¹ La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 115 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 ET 2017.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Rapport terminé	4 464	4 411	4 275	4 463	3 391	805
Rapport en cours	1	4	17	170	1 232	4 140

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 ET 2017.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Rapport terminé	100,0 %	99,9 %	99,6 %	96,3 %	73,4 %	16,3 %
Rapport en cours	0,0 %	0,1 %	0,4 %	3,7 %	26,6 %	83,7 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 12,5 mois.

* La computation des rapports terminés et en cours pour les années 2012 à 2016 a été revue pour tenir compte des dossiers terminés en cours d'année 2017.

** Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 116 La liste des enquêtes terminées en 2017-2018 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2015-11-10	Langlois, Angèle	Décès accidentel secondaire à la rupture d'un anévrisme	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-11-19	Sherbrooke	2017-12-06
2015-12-10	Duval, Réal	Un homme décède au volant de son véhicule à la suite d'une collision frontale dans le contexte d'une poursuite policière	M ^e Jean-Luc Malouin	2014-06-13	Saint-Roch-de-Mékinac	2018-02-23
2015-12-10	Samson, Stéphane	Défenestration dans une résidence	M ^e Andrée Kronström	2013-03-29	Longueuil	2017-02-06
2016-07-25	Pichette-Mercier, Jennyfer	Décès traumatique d'une jeune fille dans la rivière du Sud	M ^e Andrée Kronström	2015-07-15	Saint-Raphaël	2017-07-18
2016-07-25	Prévost, Mélissa	Décès traumatique d'une jeune fille dans la rivière du Sud	M ^e Andrée Kronström	2015-07-15	Saint-Raphaël	2017-07-18

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 117 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2018 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2016-07-08	Un homme décède à la suite d'une collision entre son véhicule et une autopatrouille	M ^e Andrée Kronström	2015-04-30	Saint-Eustache	En rédaction
2017-05-17	Suicide par pendaison dans un centre d'hébergement pour réinsertion sociale	M ^e Andrée Kronström	Le ou vers le 2016-06-01	Montréal	À venir
2017-05-17	Décès dans le contexte d'une poursuite policière	M ^e Luc Malouin	2015-11-16	Messines	Audiences prévues du 9 au 13 avril 2018 inclusivement
2018-02-22	Décès dans un centre de thérapie / désintoxication	M ^e Karine Spénard	2016-12-27	Trois-Rivières	À venir

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 118 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2017-2018.

- 1) 4 avril 2017 – Note adressée à tous les coroners – Mise au point du système GECCO
- 2) 7 avril 2017 – Note adressée à tous les coroners – RAPPEL – Communication avec les familles
- 3) 11 avril 2017 – Note adressée à tous les coroners – Décès au Québec d'un ressortissant étranger – Avis au ministère des Relations internationales et de la Francophonie
- 4) 12 avril 2017 – Note adressée à tous les coroners – Nomination de M^e Luc Malouin
- 5) 27 avril 2017 – Note adressée à tous les coroners – Expertises toxicologiques
- 6) 9 mai 2017 – Note adressée aux coroners permanents – Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
- 7) 11 mai 2017 – Note adressée à tous les coroners – Collaboration entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les coroners
- 8) 25 mai 2017 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Augmentation de la rémunération des coroners à temps partiel
- 9) 7 juillet 2017 – Note adressée à tous les coroners de l'Outaouais et aux mentors – Constat de décès à distance sur le territoire de Rapides-des-Joachims
- 10) 16 août 2017 – Note adressée à tous les coroners – Nomination de coroners permanents
- 11) 24 août 2017 – Note adressée à tous les coroners – Nomination des coroners à temps partiel
- 12) 31 août 2017 – Note adressée à tous les coroners – Candidature aux prochaines élections générales
- 13) 13 septembre 2017 – Note adressée à tous les coroners – L'importance de contacter rapidement, dès le début de votre investigation, le commissaire aux plaintes et à la qualité des services de votre région
- 14) 25 septembre 2017 – Note adressée à tous les coroners – Expertises toxicologiques
- 15) 10 novembre 2017 – Note adressée à tous les coroners – Délai contrôle qualité
- 16) 24 novembre 2017 – Note adressée à tous les coroners – Quelques réflexions de fin d'année
- 17) 7 décembre 2017 – Note adressée à tous les coroners permanents – Encore quelques changements
- 18) 14 décembre 2017 – Note adressée à tous les coroners – Projet de recherche relativement à la crise des opioïdes par l'Agence de la santé publique du Canada
- 19) 26 janvier 2018 – Note adressée à tous les coroners – Retraite de M^e Catherine Rudel-Tessier, coroner en chef
- 20) 8 février 2018 – Note adressée à tous les coroners – Expertises toxicologiques
- 21) 9 février 2018 – Note adressée à tous les coroners – RAPPEL – Courrier et télécopies
- 22) 14 février 2018 – Note adressée à tous les coroners – Vérification des accusations criminelles en cours d'investigation

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau du coroner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 119 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2017-2018.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE (\$)
Dirigeant et membre	2	276 119
Cadres	2	268 066
Professionnels	21	1 730 368
Techniciens	1	43 630
Personnel de bureau	6	242 367

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 58 800 heures pour l'année 2017-2018 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 120 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2017-2018 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 31 MARS 2018 (\$)
Le commissaire à la déontologie policière	M ^e Marc-André Dowd	13 mars 2017 au 12 mars 2022	144 708
La commissaire adjointe	M ^e Hélène Tremblay	13 septembre 2015 au 12 septembre 2020	131 411

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS : Conformément aux orientations gouvernementales

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 121 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2017-2018 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2017-2018

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	397	542
Service de police de la Ville de Montréal	618	868
Corps de police municipaux	593	871
Polices autochtones	31	51
Constables spéciaux	7	9
Contrôleurs routiers	5	5
Agents de la protection de la faune	8	13
Autres : BEI, CN, UPAC	4	5

¹ Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers³

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	0
Service de police de la Ville de Montréal	2
Corps de police municipaux	4

³ Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 121 : La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2017-2018 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

Exercice 2016-2017

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	423	579
Service de police de la Ville de Montréal	604	824
Corps de police municipaux	615	928
Polices autochtones	33	44
Constables spéciaux	3	5
Contrôleurs routiers	4	5
Agents de la protection de la faune	8	11
Autres	10	10

¹ Du 1^{er} avril 2016 au 13 mars 2017.

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers³

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	4
Service de police de la Ville de Montréal	4
Corps de police municipaux	6

³ Du 1^{er} avril 2016 au 13 mars 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 122 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2017-2018 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2017-2018

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire¹ :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	483
Enquête	108
Plainte refusée	1 017
Désistement	-
À l'étude	318

¹ Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 123 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2017-2018¹

1 017² plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

² Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 124 : L'effectifs ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2017-2018.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (\$)
Président et membres	6	836 104
Professionnels (incluant avocats)	3	216 970
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	5	236 591

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 25 600 heures pour l'année 2017-2018 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

² La masse salariale est projetée au 31 mars 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 125 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2017-2018 ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 31 MARS 2018 (en \$)
Cree, Lysane	Membre à temps partiel	2015-10-21	2018-10-20	2 981 ¹
Drouin, Pierre	Membre	2013-01-07	2018-01-06	140 708
		2018-01-07	2021-01-06	
Gagné, Pierre	Vice-président	2013-11-10	2018-11-09	140 708
Gaudreault, Marie-Esther	Membre	2013-06-17	2018-06-16	140 708
Iuticone, Richard	Membre	2013-01-29	2018-01-28	140 708
		2018-01-29	2021-01-28	
Montour, Martha	Membre à temps partiel	2016-03-13	2019-03-12	- ¹
Provencher, Jean	Président	2013-11-10	2018-11-09	160 899
Rivard, Louise	Membre	2014-06-29	2018-11-02	112 373

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Les membres à temps partiel sont assignés aux dossiers autochtones et le calcul de la rémunération est compilée au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 126 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)¹, durant la période 2017-2018.

ORIGINE	2017-2018 ²		2016-2017 ³	
	CITATIONS	RÉVISIONS	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	6	6	1	2
Corps municipaux	29	7	30	11
SPVM	10	4	14	15
Corps de police autochtone	1	-	-	2
Constables spéciaux	-	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

² Dossiers reçus en 2017-2018 au 28 février 2018.

³ Dossiers reçus en 2016-2017 au 31 mars 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 127 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2018, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2017-2018 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	3	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-

¹ Données compilées en date du 28 février 2018.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 128 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai de traitement d'un dossier au Comité dépend du délai encouru pour la mise au rôle, des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables ainsi que du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision.

Le délai moyen global de traitement des dossiers de citation a été de 23,96 mois pour l'année 2014-2015, de 22,18 mois pour l'année 2015-2016, de 24,06 mois pour l'année 2016-2017 et de 27,22 mois pour l'année 2017-2018¹. Pour ce qui est de l'année 2015-2016, ce délai passe à 23,88 mois si on inclut les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs. Aucun dossier ayant été suspendu n'a été fermé au cours des autres années financières mentionnées.

En ce qui concerne le délai de délibéré pour l'année 2016-2017, les décisions en citation ont été rendues dans un délai moyen de 61 jours, soit 2,01 mois, dans 80 % des dossiers, alors que la cible établie est de 70 jours, soit 2,3 mois. En 2017-2018¹, toujours dans 80 % des dossiers, elles ont été rendues dans un délai moyen 32,56 jours, soit 1,07 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, malgré les efforts de ce dernier pour fixer les causes rapidement, la mise et la remise au rôle demeurent problématiques. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que les policiers sont, de façon générale, représentés par des avocats spécialisés en déontologie policière, lesquels sont peu nombreux et, d'autre part, par le fait qu'il est parfois difficile d'arrimer les disponibilités de ces avocats avec celles des avocats du Commissaire. Signalons que le délai moyen de traitement des dossiers pour l'année 2017-2018 a été affecté par la grève des juristes de l'État qui a entraîné la remise des audiences dans la majorité de ces dossiers.

Ajoutons enfin que les dossiers traités par le Comité sont de plus en plus complexes et, par conséquent, nécessitent à l'occasion que de nouvelles journées d'audience soient fixées, ce qui, du coup, augmente le délai de traitement en raison de la difficulté de déterminer des dates qui conviennent aux parties.

¹ Cette donnée est en date du 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES- 03.02

QUESTION 129 : L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2017-2018, et prévisions pour 2018-2019.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018	
	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (en \$)
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	11	2 555 728
Professionnels	13 ³	750 434
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	18	784 875

¹ Le niveau des effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit de 76 000 heures pour l'année 2017-2018 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

² Les montants de la rémunération incluent les salaires estimés jusqu'au 31 mars 2018, les salaires des étudiants sont exclus.

³ Inclus un employé en prêt de service depuis le 13 novembre 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 130 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2017-2018, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

1) Membres à temps plein :

NOM	TRAITEMENT ANNUEL (en \$)	DATE DE FIN DE MANDAT
Chamberland, Céline	131 411	2023-04-14
De Vette, Suzanne	129 401	2023-02-25
Dugré, Jean	131 411	2023-02-19
Falardeau, Mark	131 411	2023-04-14
Fillion, Julie	131 411	2023-03-26
Gagné, Jean-Pierre	125 774	2022-04-23
Gauthier, Françoise	146 524 ¹	2020-02-19
Marcotte Annie	131 411	2023-04-13
Sultan, David	144 708	2022-03-20
Tétreault, Lucie	131 411	2023-03-26

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

¹ Un montant équivalent à la moitié de la rente de retraite a été déduit du salaire.

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre
(<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp).

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 130 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2017-2018, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

2) Membres à temps partiel :

Nommés par le décret de 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017. ¹	Nommées par le décret de 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat le 15 janvier 2018. ¹	Nommés par le décret de 396-2013 en date du 10 avril 2013. Fin de mandat le 9 avril 2018.	Nommés par le décret de 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018.	Nommé par le décret de 473-2013 en date du 25 juin 2013. Fin du mandat 23 juin 2018.	Nommés par le décret 1248-2013 en date du 27 novembre 2013. Fin du mandat 26 novembre 2018.	Nommés par le décret de 452-2017 en date du 3 mai 2017 Fin de mandat 2 mai 2022
Bédard, Paul Butstraen, Lara Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph Petosa, Connie St-Amand, Reynold / * Démission en date du 18 avril 2017	Leblond, Isabelle Lavigne, Chantal / * <i>Désignation temporaire de M. Luc Blouin en remplacement de madame Chantal Lavigne depuis le 18 août 2017</i>	Monette, Jacques	Marsolais, Diane	Duchaîne, Pierre	Giroux, Stéphanie Laroche, Guy	Altimas, Patrick Josée Rioux

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1), les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 604 \$
Coût pour une demi-journée : 302 \$

¹ Un membre de la Commission demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.
* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des
* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).
* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 130 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2017-2018, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

3) Membres issus de la Communauté :

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014 ¹	
Bolduc, Michel / *Démission en date du 1 ^{er} novembre 2017	Le Blanc, Claude
Bouchard, Manon	Lessard, Claude
Blouin, Luc / *Désignation temporaire temps partiel depuis le 18 août 2017	Pelland, Annie
Chagnon, Marie-Josée	Robert, André
Dupuis Salvas, Claudette	Razik, Nourreddine
Gervais, Arthur	Savaria, Claude
Lacroix, Élane	Teitelbaum, Reisa
Latendresse, Michel	-

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l’échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d’organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

De plus, conformément à l’article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1), les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l’expiration de leur mandat jusqu’à ce qu’ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 363 \$
Coût pour une demi-journée : 181 \$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1^{er} janvier 2014 comme des revenus provenant d’une charge (emploi).

* Les CV des membres nommés en vertu d’un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>).

¹ Un membre de la Commission demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 131 : Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2017-2018 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2017

DÉCISIONS RENDUES EN PERMISSIONS DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	NOMBRE	PRÉCISIONS
Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (<i>incluant renouvellement et révision</i>) :	1 292	559 Octrois / 254 Refus 30 Post-suspension ou post-annulation 244 reports / 18 révisions / 187 renouvellements
Libération conditionnelle (<i>incluant révision</i>) :	2 642	1 060 Octrois / 638 Refus 240 Post-suspension ou post-annulation 630 reports / 74 révisions
Permission de sortir pour visite à la famille (<i>incluant révision</i>) :	19	Aucun Octroi / 19 Refus Aucun post-suspension ou post-annulation Aucun report, ni révision

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 132 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2017-2018.

Pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2017, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (libération conditionnelle) est la suivante :

DIRECTIONS TERRITORIALES				
EST-DU-QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS¹	OCTROI/REFUS	TOTAL DES DÉCISIONS²
	BAIE-COMEAU	14	22	39
	DÉTENTION QUÉBEC (F)	22	36	54
	DÉTENTION QUÉBEC (H)	193	238	401
	NEW CARLISLE	14	39	80
	PERCÉ	27	19	19
	RIMOUSKI	42	51	84
	ROBERVAL	38	76	133
	SEPT-ÎLES	7	8	13
	TROIS-RIVIÈRES	39	96	182
ÎLE DE MONTRÉAL	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	OCTROI/REFUS	DÉCISIONS
	DÉTENTION MONTRÉAL ET LAVAL (H)	340	377	695
	DÉTENTION DE LAVAL (F)	32	94	200
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	37	58	123
OUEST DU QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS	OCTROI/REFUS	DÉCISIONS
	AMOS	27	49	85
	HULL	61	80	127
	SAINT-JÉRÔME	120	266	492
	SHERBROOKE	75	116	207
	SOREL	26	73	145

¹ La répartition du nombre de renonciations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de clientèles carcérales, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renonciations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

² Le nombre de reports n'est pas inclus dans le total des décisions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – 03.02

QUESTION 133 : Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers de détenus.

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente en vigueur, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 134 : L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2017-2018.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2016-2017	2017-2018	2016-2017 (Au 7 mars 2017)	2017-2018 (Au 7 mars 2018)	2016-2017 ¹	2017-2018 ²
Cadres	19,0	19,0	19	19	2 475 128	2 482 657
Professionnels	49,8	51,8	86	103	4 616 729	5 535 666
Fonctionnaires	97,9	94,9	252	270	9 862 806	10 391 082
Ouvriers	18,1	19,1	30	33	1 048 347	1 183 271
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	18	21	2 245 848	2 233 245
Personnes-ressources	0,0	0,0	32	43	306 212	344 961
Prêt de service (autre que policier) ³	0,0	0,0	1	1	109 498	115 354
Total	202,8	202,8	438	490	20 664 568	22 286 236

¹ Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 14 avril 2016.

² Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 8 juin 2017.

³ Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 135 : La liste des dirigeants de l'ÉNPD, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues.

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET¹ (\$)	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE POUR LA PÉRIODE À L'EMPLOI² (\$)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2017-2018	Yves Guay	Directeur général	129 445	95 821	Conformément aux orientations gouvernementales

¹ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20,65 %.

² Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 136 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html>, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours		Cours en développement	
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE			
<i>Gestion policière :</i>		Obligation règlementaire - Formation initiale en gestion	
<i>Enquête policière :</i>		Faisabilité pour la révision du Programme de formation initiale en enquête policière Développement de la formation initiale en enquête policière en anglais	
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL			
<i>Patrouille-gendarmerie :</i>			
Cinémomètre laser - Mise à niveau et requalification	(SER-1065)	Contrôle de foule – Chef de section ou de peloton cotes d’alerte 1, 2 et 3	(FOR-2050)
État mental perturbé - Désescalade (volet pratique)	(FOR-0045)	Révision du cours Stratégies proactives	(PAG-2003)
Code de la sécurité routière	(SER-1006)	Conduire un véhicule d'urgence - Le moniteur	(SER-2056)
Patrouille nautique	(SER-2055)	Conduire un véhicule d'urgence - Le moniteur - Requalification	(SER-2057)
Cadre légal lié à la patrouille nautique	(SER-1067)		
État mental perturbé - Désescalade - Le moniteur (sans carte de qualification)	(FOR-0046)		
<i>Formation en ligne :</i>			
Mise à jour et commercialisation du Référentiel sur les biens infractionnels	(PAG-0012)	Adapter ses stratégies de communication selon les circonstances	
Gestion des informateurs - Gestionnaire de premier niveau	(ENQ-0091)		
État mental perturbé - Désescalade (formation en ligne)	(FOR-1055)		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 136 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Nouveaux cours		Cours en développement	
<i>Formations en lien avec le cannabis (agent évaluateur, épreuves de coordination des mouvements, appareils de mesure d'alcool, actualisation des compétences du patrouilleur, patrouilles</i>			
Alco-Senso FST - Le moniteur - Requalification	(SER-2053)	Formation enquête capacité conduite affaiblie et prélèvement sanguin Formation sur l'utilisation des MDDA (utilisation de l'appareil salivaire) Formation sur le cadre législatif C-45 Formation sur le cadre législatif C-46 Mise à jour enquête capacité conduite affaiblie Requalification ECM (épreuves de coordination des mouvements)	
<i>Emploi de la force :</i>			
Intervention physique – Le moniteur	(FOR-2081)	Intervention à l'aide du bouclier inversé	(FOR-0048)
Arme à impulsions électriques - L'instructeur GI - Requalification	(INS-3052)	Fondements stratégiques en emploi de la force Formation armes intermédiaires d'impact à projectiles (AIIP) pour utilisateur et moniteur Programme de formation des moniteurs et instructeurs en emploi de la force Dévelop. d'une journée de formation supervision d'une arme autre que l'arme de service Refonte du cours arme de support calibre .223, l'utilisateur	 (FOR-1049)
<i>Gestion policière :</i>			
Activité de synthèse en management en sécurité publique	(PPU-6001)	DESS : Activité d'intégration aux cadres supérieurs	(PPU-6001)
Relationniste média	(COM-1011)	Développement d'une formation sur les mégaprocès	
Exercer son influence	(CNF-0051)	Activité d'immersion à la fonction de cadre de premier niveau	(PPU-1040)
Développement d'une formation pour les nouveaux élus			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 136 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Nouveaux cours		Cours en développement	
Enquête policière :			
Coordonnateur d'information sur la menace terroriste	(ENQ-0083)	Développement d'une formation enquête - drogues en collaboration avec le SPVM	(CRI-1018)
Techniques d'enquête sur les crimes majeurs (Collège canadien de police)	(ENQ-1032)	Entrevue de suspect de niveau intermédiaire	
Conduire une motoneige - Techniques de base (enquêteurs SQ)	(SER-1069)	Actualisation formation gestion des informateurs - volets pratique et gestionnaire	(CRI-1019)
Agent de renseignement criminel	(ENQ-1034)	Technicien en scène de crime (CCP, AQC, UQTR)	
Introduction aux méthodes d'entrevues enregistrées	(ENQ-0087)	Techniques d'enquête de collision	(SER-1070)
Arme de support à usagers multiples calibre .223 - Le moniteur	(FOR-2080)	Entrevue de témoin, plaignant et victime	(ENQ-2032)
Arme de support à usagers multiples calibre .223 - L'instructeur	(INS-3051)	Croquis et mesures	(SER-2058)
		Imagerie numérique judiciaire appliquée à l'enquête de collision	(SER-2058)
AUTRES			
ACTIVITÉS ET FORMATION SUR MESURE POUR LES CLIENTÈLES DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Gestion administrative et opérationnelle du programme ACCES alcool	(GST-0002)	Formation enquête capacité conduite affaiblie et prélèvement sanguin	
Techniques d'entrevue de témoin	(ENQ-0056)	Formation sur l'utilisation des MDDA (utilisation de l'appareil salivaire)	
Processus d'enquête de l'AMF	(ENQ-0079)	Formation sur le cadre législatif C-45	
Technique d'enquête (Régie du bâtiment du Québec)	(ENQ-0076)	Formation sur le cadre législatif C-46	
Code de la sécurité routière	(SER-1006)	Mise à jour enquête capacité conduite affaiblie	
Alco-Senso FST - Le moniteur - Requalification	(SER-2053)	Requalification ECM (épreuves de coordination des mouvements)	
		Développement d'une activité de formation sur les entrevues téléphoniques	
		Adapter ses stratégies de communication selon les circonstances	
		Développement d'un programme universitaire en sécurité publique	
		Formation sur les impacts psychologiques (policiers et pompiers)	
		Programme de formation des convoyeurs de biens de valeurs	
		Prévention des impacts psychologiques (clientèle de paramédic)	(CAP-0005)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 136 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
<ul style="list-style-type: none">• Révision de l'horaire PFIPG 2017-2018 :<ul style="list-style-type: none">o Placer l'itinéraire de formation (ex. Étaler les activités en intervention physique et les activités en tactique, retirer les épreuves certificatives (ECM et intervention physique) des sorties policières, réviser l'ordonnancement des activités de formation selon de nouveaux besoins);o Intégrer de nouveaux contenus exigés par le ministère ou les organisations policières;o Modifier si possible l'emplacement des certificatives et retirer les reprises des 15 semaines de formation;o Intégrer les activités périscolaires à l'horaire de manière à avoir une idée plus juste du nombre réel d'heures qu'occupe le programme.• Intégration de nouveaux contenus et réorganisation de l'horaire afin d'élever le niveau d'efficacité pédagogique :<ul style="list-style-type: none">o Développement d'une formation enquête capacité affaiblie drogue (marijuana) - Pouvoirs et devoirso Adapter ses stratégies de communication selon les circonstanceso Réalités autochtones : ajouts de scénarios, notamment concernant la fugue et les agressions sexuelles;o Adaptation des scénarios au niveau des notions de diversité, violence conjugale, discrimination, exploitation sexuelle, itinérance, désescalade, cyberintimidation, maltraitance des aînés, radicalisation et violences sexuelles.• Développement/actualisation de formations qui portent sur la légalisation du cannabis (en lien avec les projets de loi C-45,C-46 et C-157) pour l'étudiant au PFIPG :<ul style="list-style-type: none">o SER-1049: Épreuve de coordination des mouvementso SER-0024: Alco-Sensor FSTo SER-1036 Opération planifiée de contrôle routiero Enquête capacité conduite affaiblie au PFIPGo Formation sur l'utilisation des MDDA	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 136 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE (suite)
<ul style="list-style-type: none">• Développement/actualisation de formations qui portent sur la légalisation du cannabis (en lien avec les projets de loi C-45,C-46 et C-157) pour l'instructeur au PFIPG :<ul style="list-style-type: none">o SER-2032: Épreuve de coordination des mouvements - Le moniteuro SER-2036: Épreuve de coordination des mouvements - Le moniteur - Requalificationo SER-2046: Alco-Sensor FST- Le moniteuro SER-2053: Alco-Sensor FST- Le moniteur - Requalificationo SER-1050: Technicien qualifié en alcooltest - DataMaster DMT-Co SER-2038: DataMaster DMT-C - Notions spécifiqueso SER-2039: Technicien qualifié en alcooltest - DataMaster DMT-C- Requalificationo SER-1036 Opération planifiée de contrôle routiero Enquête capacité affaiblie au PFIPGo Formation sur l'utilisation des MDDA• Développement concret des contenus et faisabilité technologique d'une semaine de formation en ligne préalable à l'entrée à l'ÉNPQ (phase 2 de la « semaine 0 »), incluant l'étude de faisabilité requise pour l'utilisation des TI ainsi que le développement des contenus des activités à partir d'objectifs échaudés dans la logique pédagogique élaborée à la phase 1.• Projet de caméra corporelle à des fins pédagogiques.• Implantation d'un système de gestion des dossiers policiers associé aux terminaux véhiculaires en vue de la réception d'appels de service via un terminal véhiculaire et la rédaction informatisée des rapports d'événement. La phase 2 se finalisera en 2018 avec l'intégration des capsules de formation en ligne avec le fournisseur. Projet d'intégration de la base de données pour 2018-2019.• Harmonisation du continuum de formation cégep-ÉNPQ : Mettre en place, présider les travaux et coordonner les actions des groupes de travail provenant conjointement des cégeps et de l'ÉNPQ mandatés pour se pencher sur l'ensemble des modifications à apporter aux contenus de formation de manière à en arriver à optimiser et harmoniser le continuum de formation entre le programme collégial et le PFIPG. Ce travail permettra de bonifier les objectifs d'apprentissage autour des enjeux contemporains de manière à mieux répondre aux exigences des organisations policières.• Poursuite des travaux concernant les conditions d'admission :<ul style="list-style-type: none">o Pour l'année 2018-2019, le candidat devra avoir réussi trois formations :<ul style="list-style-type: none">- le cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu à autorisation restreinte. (CCSMAFAR) offert par la Fédération québécoise du tir (FQT);- le test d'aptitude de la Loi 9 diffusé par la Fédération québécoise de tir (FTQ).- le cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu (CCSMAF) offert par la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs.o Finalisation et intégration de l'Épreuve standardisée d'aptitude physique (ESAP-ÉNPQ Police 2017) pour l'année 2017-2018.o Refonte du questionnaire et des normes médicales pour 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 137 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier.html> et à l'onglet *Étapes d'admission*. À la suite de l'adoption des modifications au *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* par le Gouvernement du Québec le 24 août 2017, trois nouveautés sont entrées en vigueur pour l'année 2017-2018, soit le remplacement du test d'aptitude physique (TAP-ENPQ) par l'épreuve standardisée d'aptitudes physiques (ESAP-ENPQ Police 2017), l'ajout d'une certification en tir préalable à l'entrée et la refonte complète du questionnaire médical. **Pour l'année 2018-2019, deux cours se sont ajoutés à la certification en tir préalable à l'entrée, soient le *Test d'aptitude de la Loi 9* et le *Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu*.**

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cr/P-13.1,%20r.%204?langCont=fr#ga:l_ii-h1

Pour obtenir des précisions sur les trois nouvelles conditions d'admission, consultez le lien suivant <http://www.enpq.qc.ca/lecole-en-ligne/volume-8-numero-1-fevrier-2017/admission-au-pfipg-2017-2018-nouveautes.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 138 : Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2017-2018 et montant de la subvention prévue pour 2018-2019.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET) (en \$)	SUBVENTION SELON L'EXERCICE FINANCIER DU 1^{ER} JUILLET AU 30 JUIN (en \$)
2012-2013	6 579 700	6 579 700
2013-2014	6 579 700	5 872 575
2014-2015	3 751 200	4 287 225
2015-2016	5 895 300	5 770 300
2016-2017	5 395 300	5 395 300
2017-2018	5 395 300	5 395 300
2018-2019	5 395 300	5 395 300

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 139 : L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2017-2018.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018 ¹	
	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en \$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	2 231 300
Cadres	5	594 800
Cadres juridiques	2	307 600
Avocats, notaires	23	2 555 200
Professionnels	21	1 456 300
Techniciens	67	3 193 900
Personnel de bureau	49	1 596 400
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES	19	1 239 000
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	77	478 276

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 140 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS	Lessard, France	Présidente	163 922	2012-11-19	2020-11-14
	Marchand, Louise	Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	144 708	2007-09-04	2020-01-09

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en \$)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
RÉGISSEURS	Belliardo, Édouard J.	Régisseur	131 411	2011-06-06	2018-06-05
	Bégin, Claude	Régisseuse	97 343	2013-09-23	2018-09-22
	Caron, Jocelyne	Régisseuse	131 411	2008-08-04	2018-08-03
	Dostie, Liane	Régisseuse	131 411	2007-01-15	2020-01-14
	Elmir, Saifo	Régisseur	117 909	2009-02-16	2018-12-06
	Lepage, Jean	Régisseur	131 411	2013-01-04	2020-01-13
	Savard, Marc	Régisseur	131 411	2007-10-29	2022-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseuse	131 411	2011-08-22	2021-08-21
	Vien, Louise	Régisseuse	131 411	2013-04-02	2018-04-01

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 141 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2017-2018.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2017-2018¹	2016-2017
Alcools	950	583
Appareils d'amusement	108	331
Appareils de loterie vidéo	255	427
Bingos	9	13
Concours publicitaires	4	-
Courses	1	-
Fabricants	580 ²	327
Sports de combat	26	29
Tirages	-	2
Transmis à un corps policier	16	28

PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2017-2018¹	2016-2017
SPVM	1 612	1 557
Corps de police municipaux	2 093	1 910
SQ	2 012	2 189

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

² Le total inclut 114 inspections de dépanneur (dossier Solar) et 40 inspections de vin d'origine.

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 142 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2017-2018, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS	2017-2018 ¹	2016-2017
Nouveaux	569	526
Modifications	2 949	3 094
Cession	1 327	1 451

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL SUSPENDUS	2017-2018 ¹	2016-2017
	511	579

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉS	2017-2018 ¹	2016-2017
Volontairement (à la demande des détenteurs)	196	177
Avec saisie des boissons alcooliques (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs)	1 127	1 270
Autres (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs, mais sans saisie des boissons alcooliques)	74	112

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 143 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2017-2018, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RENOUVELÉES POUR LESQUELLES DES APPAREILS SONT EN FONCTION :	1 959
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE SUSPENDUES :	91
<i>MOTIF DE SUSPENSION :</i>	
Suspension à la suite d'une convocation à la Régie	91
NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RÉVOQUÉES :	494
<i>MOTIFS DE RÉVOCATION :</i>	
Révocations volontaires ¹	451
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	38
Révocations à la suite d'une convocation à la Régie	5

¹ L'entrée en vigueur de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (licence de loterie vidéo unique) a entraîné d'office 239 révocations de licences de loterie vidéo.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 144 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2017-2018.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE BINGO	La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des règles sur le bingo le 1^{er} juin 2008.
-------------------------------------	---

NOMBRE DE LICENCES DE BINGO	
CATÉGORIES DE LICENCES	NOMBRE DE LICENCES
Bingo en salle	627
Bingo-média	73
Bingo récréatif	973
Gestionnaire de salle	33
Fournisseur en bingo	3
Bingo de foire ou d'exposition	7
Bingo de concession agricole	-
Bingo dans un lieu d'amusement public	5

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 145 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.

	2017-2018 ¹	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014
Gestionnaire de salle	2	1	2	3	5
Bingo en salle	15	16	13	24	10

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 146 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2017-2018.

NOMBRE DE LICENCES DE COURSES : (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	1 860
NOMBRE DE LICENCES DE PISTES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	11
NOMBRE DE LICENCES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	10
NOMBRE DE LICENCES DE SALLES DE PARIS :	8

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 147 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2017-2018 ainsi que le résultat de chacune des décisions.

PERMIS D'ALCOOL		LICENCES DE LOTERIE VIDÉO		LICENCES DE TIRAGE		LICENCES DE BINGO		LICENCES D'APPAREILS D'AMUSEMENT		CONCOURS PUBLICITAIRES	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Autorisation	8 934	Autorisation	1 959	Autorisation	1 798	Autorisation	1 647	Autorisation	618	Avis de tenue	8 184
Refus	610	Refus	0	Refus	2	Refus	1	Refus	0	Refus	0
Conditionnelle	2	Révocation	403	Libération de cautionnement	398	Désistement	3			Avis d'opposition	0
Désistement	171	Suspension	77	Désistement	72	Modification	82				
Nul effet	22			Fermeture ¹	14	Suspension	0				
Révocation volontaire	196			Modification ²	292	Révocation volontaire	55				
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1 127					Révision de décision	0				
Révocation - autres	74					Privation d'effet ³	54				
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	194										
Suspension	511										

¹ Fermeture : Nombre de dossiers dont les titulaires n'ont pas donné suite à leurs demandes. Dossiers soumis au régisseur d'instruction pour fermeture.
² Nouvelle donnée depuis 2016-2017.
³ Privation d'effet : Nombre de licences privées d'effet suite au non-paiement des droits annuels de la 2^e ou 3^e année d'exploitation de la licence.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 148 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.

Lors du Discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

RÉMUNÉRATION	2 592 000 \$
FONCTIONNEMENT	
Frais de séjour, formation et télécommunications	44 200 \$
Services professionnels	17 100 \$
Services de nature technique	64 000 \$
Loyers	266 900 \$
Fournitures, matériel et équipement	15 800 \$

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 149 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES	2017-2018 ¹	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014
	-	-	-	-	-

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - 01.03

QUESTION 150 : Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

ANNÉE	CRÉDITS VOTÉS (\$)	REVENUS AUTONOMES (\$)	TOTAL (\$)	EFFECTIFS AUTORISÉS
2005-2006	6 257 400	3 296 069	9 553 469	158
2006-2007	6 142 700	3 245 336	9 388 036	157
2007-2008	6 119 400	3 365 523	9 484 923	156
2008-2009	6 214 800	3 320 745	9 535 545	159
2009-2010	6 151 900	3 467 935	9 619 835	162
2010-2011	5 867 500	4 664 000	10 531 500	166
2011-2012	6 209 600	4 687 400	10 897 000	165
2012-2013	5 683 900	3 675 600	9 359 500	161
2013-2014	5 664 100	3 621 100	9 364 100	133
2014-2015	8 430 400	3 646 300	12 076 700	133
2015-2016	8 603 100	3 617 100	12 220 200	138
2016-2017	9 339 000	3 654 300	12 993 300	138
2017-2018	9 643 800	3 645 000	13 288 800	140

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale puisqu'il fait partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 151 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2017-2018, par région.

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 152 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2017-2018.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 153 **Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.**

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI ¹ (en \$)
Salaire du personnel affecté au BEI ²	3 120 777
Dépenses liées au processus de sélection du directeur du BEI	-
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	922 681

¹ Données au 28 février 2018.

² Inclus le temps supplémentaire et les primes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 154 : Budget alloué au BEI pour l'année 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Budget alloué au BEI pour l'année 2017-2018 (k\$)
5 059,7

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 155 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2018. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.

EFFECTIF DU BEI ¹	STATUT	
	CIVILS	POLICIERS RETRAITÉS
Agente de secrétariat	2	-
Attachée d'administration	1	-
Conseiller juridique	1	-
Conseillers aux communications	2	-
Directeur adjoint	1	-
Directrice	1	-
Enquêteurs	17	13
Superviseur-coordonnateur	-	1
Superviseurs	-	3
Technicienne en administration	1	-

¹ Données au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 156 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2018-2019.

Effectif du BEI pour l'exercice financier 2017-2018 (ETC)
41

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 74 363 heures pour l'année 2017-2018 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 112 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2017-2018, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Voir le document ci-joint.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **174284**

Événement :

Un homme de 67 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë à son domicile, à Chelsea.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- révise ce dossier afin d'évaluer le suivi de la condition cardiaque de cet homme. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier **173280**

Événement :

Un automobiliste de 69 ans décède d'un polytraumatisme lors d'une collision avec une automobile à l'intersection de la route 364 et de l'avenue des Érables, à Saint-Sauveur.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- installe un lampadaire afin d'éclairer l'intersection de la route 364 et de l'avenue des Érables. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec
Suivi des recommandations :

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

SUICIDES-HOMICIDES

Numéro dossier **2016-01828**

Événement :

Un patient de 47 ans décède à son domicile d'asphyxie volontaire par suffocation lors d'une sortie temporaire de l'Hôpital Royal Victoria, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- révise les conditions de déclenchement de recherche d'un patient absent (code jaune) afin de laisser moins de place à l'arbitraire en envisageant, entre autres moyens, qu'une entente formelle signée entre le patient et l'établissement quant à la durée habituelle de la sortie et au délai maximal toléré de retour à la chambre soit consignée au dossier médical et figure dans le plan de soins infirmiers. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chaleur ou froid excessif

Numéro dossier 2016-03701

Événement :

Un résident de 88 ans décède d’une hypothermie sévère après avoir quitté le Pavillon Saint-Joseph en pleine nuit alors que les portes étaient déverrouillées, à Saint-Joseph-de-LePage.

Recommandations :

Que le Pavillon Saint-Joseph :

- revoie prochainement et régulièrement par la suite, les procédures d’urgence avec son personnel, d’en vérifier la compréhension et tiennne un registre de ces séances en plus de satisfaire les exigences minimales à cet égard du Manuel d’application du règlement sur les conditions d’un certificat de conformité et sur les normes d’exploitation d’une résidence privée pour aînées; [1];
- rende accessible en tout temps, idéalement affichée, la Procédure à suivre en cas d’absence inexpliquée d’un résident bien en vue et à autant d’endroits que nécessaires; [2];
- poursuive ses travaux d’amélioration entre autres du système de verrouillage des portes de la résidence incluant l’installation d’une alarme en cas de défaillance de ce système, idéalement une alarme sonore; [3];
- suive les recommandations du fabricant sur l’entretien et l’inspection de son système de verrouillage des portes et d’en tenir un registre. [4].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent :

- revoie avec les exploitants des autres résidences privées pour aînés, la Procédure à suivre en cas d’absence inexpliquée d’un résident afin qu’ils aient une compréhension adéquate de l’urgence de cette situation; [5];
- transmette mes recommandations concernant la Procédure à suivre en cas d’absence inexpliquée d’un résident fait à l’exploitant de la résidence où vivait cet homme. [6].

Organisations/personnes visées :

Pavillon Saint-Joseph

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Pavillon Saint-Joseph

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2017-12-19, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2017-12-19, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier 174128

Événement :

Un déteu de 42 ans décède d’un traumatisme crânien sévère consécutivement à une chute volontaire d’environ 10 mètres à l’Établissement de détention de Montréal.

Recommandations :

Que le Ministère de la Sécurité publique concernant l’Établissement de détention de Montréal:

- procède, dans les meilleurs délais, à l’installation d’un dispositif de sécurité empêchant les personnes incarcérées de sauter du haut des mezzanines du secteur d’hébergement E. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier **2016-01678**

Événement :

Un homme de 33 ans décède d'une polyintoxication aux médicaments et aux drogues à sa résidence, à Gatineau.

Recommandations :

Que les services correctionnels du Ministère de la Sécurité publique :

- s'assurent que les équipes de sursis sont vigilantes lors de leurs appels et qu'elles sont sensibilisées au fait que lorsqu'une personne ronfle et qu'on ne peut la réveiller, il s'agit d'un signe d'urgence médicale. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-12-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier **172973**

Événement :

Un patient de 82 ans décède d'une asphyxie positionnelle par compression des structures du cou alors qu'il est trouvé la tête et le cou coincés entre la chaise d'aisance et le lavabo de la salle de bain à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont:

- s'assure que l'évaluation du risque de chute chez un patient inclut tous les facteurs de risque existants à la lumière de l'ensemble des données cliniques disponibles, puis que le juste niveau de risque de ce patient est établi; [1];
- étudie la faisabilité de rendre les cloches d'appel plus accessibles à travers les salles de bain de l'établissement. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2016-02812**

Événement :

Une femme de 27 ans décède d'une défaillance multi-organique sévère à la suite d'un accouchement à l'Hôtel Dieu de Lévis.

Recommandations :

Que le directeur des services professionnels et la direction des programmes jeunesse de l'Hôtel-Dieu de Lévis du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- ajoutent à leur plan d'action pour la clientèle qui refuse les transfusions sanguines, la rédaction d'un plan de traitement particulier pour chaque patiente afin de prévoir d'avance les gestes médicaux à poser en cas de pertes sanguines importantes; [1];
- impliquent tous les médecins appelés à travailler avec cette clientèle à participer activement à la mise en place du plan de traitement particulier lorsqu'il doit être établi pour une cliente notamment en rencontrant cette cliente et en planifiant avec elle chacun des gestes à être posé en cas de problème. [2].

Que le Ministère de la Santé et des services sociaux :

- preme connaissance du présent rapport et le diffuse à tous les établissements du Québec où se pratique l'obstétrique. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2017-04457**

Événement :

Un homme de 94 ans décède des complications d'une fracture lombaire à la suite d'une chute à l'Hôpital Saint-Eustache.

Recommandations :

Que la direction générale de l'Hôpital de Saint-Eustache du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- revoie les circonstances de la chute de cet homme à l'aide du comité de gestion des risques et de la qualité et apporte les correctifs nécessaires, s'il y a lieu. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2017-04386**

Événement :

Une policière de 35 ans décède volontairement d'un polytraumatisme crânien secondaire au passage de projectile de son arme à feu dans un poste de police, à Montréal.

Recommandations :

Que la direction du SPVM de la Ville de Montréal :

- élargisse l'offre de formation à des policiers et des policières qui souhaiteraient faire partie du réseau de sentinelles. [1].

Que le Ministère de la Sécurité publique :

- forme un comité (policiers, intervenants, spécialistes et syndicats) qui verrait à établir un plan national de prévention du suicide pour les policiers. [2].

Organisations/personnes visées :

Ville de Montréal

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ville de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier **2017-00602**

Événement :

Un homme de 82 ans décède d'une asphyxie par obstruction des voies respiratoires après s'être étouffé avec de la nourriture non adaptée à sa condition médicale au Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Saint-Félicien.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- s'assure que les protocoles adéquats d'alimentation, de surveillance et de réanimation cardiorespiratoire sont respectés dans les ressources intermédiaires de son territoire, afin d'éviter les obstructions des voies respiratoires par des aliments inappropriés chez les résidents qui présentent un risque d'étouffement. [1];
- s'assure que les rapports d'incidents/accidents sont bien complétés. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-03-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-03-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **175047**

Événement :

Une femme de 66 ans décède de trombo-embolies pulmonaires aiguës massives bilatérales, à son domicile, le lendemain de son congé d'une hospitalisation de trois jours à l'Hôpital du Suroît.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest dont fait partie l'Hôpital du Suroît:

- procède à l'étude de ce dossier par les instances internes compétentes. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-07-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier **172988**

Événement :

Une femme de 44 ans décède, à son domicile, d'une arythmie cardiaque maligne dans un contexte d'interaction médicamenteuse, à Montréal.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Notre-Dame du Centre hospitalier de l'Université de Montréal et le Collège des médecins du Québec :

- effectuent une révision exhaustive du dossier de cette patiente dans le but d'éviter un autre décès d'un patient lorsqu'un traitement médicamenteux, comportant des risques d'interactions médicamenteuses, est requis. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-05-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-13, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-05-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-13, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2016-02242**

Événement :

Une patiente de 90 ans décède d'une arythmie cardiaque au Centre hospitalier de Granby peu de temps avant son congé.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke pour le Centre hospitalier de Granby :

- procède à l'analyse complète de la situation survenue avec cette patiente et preme les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- analyse les soins prodigués à cette patiente le 28 août 2016 au Centre hospitalier de Granby et preme toutes les mesures appropriées pour assurer la protection du public. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-08-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2017-00741**

Événement :

Une femme de 92 ans décède d'un traumatisme crânien à l'Hôpital général du Lakeshore quelques jours après avoir fait une chute d'un lève-personne au Centre d'hébergement et de soins de longue durée VIGI Dollard-des-Ormeaux.

Recommandations :

Que Vigi Santé Ltée :

- établisse une politique stricte, dans les CHSLD dont elle est propriétaire, afin d'interdire aux familles des clients du CHSLD devant être levés à l'aide d'un lève-personne de faire un déplacement sans l'aide d'un membre du personnel habilité à utiliser un lève-personne. [1].

Organisations/personnes visées :

Vigi Santé Ltée

Suivi des recommandations :

Vigi Santé Ltée

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier **2016-03731**

Événement :

Un détenu de 29 ans décède d'un choc anaphylactique aux arachides après en avoir consommé à l'Établissement de détention de Rimouski.

Recommandations :

Que le Ministère de la Sécurité publique pour la direction de l'Établissement de détention de Rimouski :

- formalise auprès de son personnel, le recours en tout temps aux centres d'aide du 9-1-1 et de l'Info-Santé en présence d'une interrogation quant à l'état de santé d'un détenu en l'absence des membres du personnel du service de santé de leur centre; [1];
- réfère aux infirmières du service de santé de leur centre, les personnes allergiques qui ont fait des commandes incompatibles avec leur déclaration d'allergies; [2];
- hausse les connaissances de son personnel en contact avec les détenus sur l'anaphylaxie, ses présentations, ses signes et symptômes, la possibilité de contamination croisée, le traitement ainsi que sur la possibilité de décès lorsqu'une réaction est déclenchée; [3];
- entreprenne dans les meilleurs délais, les travaux nécessaires afin d'améliorer la sécurité des repas servis aux détenus ayant des allergies alimentaires graves tel que recommandé également par l'enquêteur du Ministère de la Sécurité publique; [4];
- travaille conjointement avec le personnel du service de santé, à la mise en place d'un système de partage d'information avec le personnel travaillant auprès des détenus sur les allergies graves affectant certains détenus tel que recommandé également par l'enquêteur du Ministère de la Sécurité publique. [5].

Que la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- rehausse la formation des infirmières travaillant à l'établissement de détention sur tous les aspects liés à l'anaphylaxie afin qu'elle puisse intervenir davantage intervenir auprès des détenus qui ont des allergies alimentaires sévères ainsi qu'auprès du personnel de l'établissement de détention; [6];
- travaille conjointement avec la direction de l'établissement de détention à la mise en place d'un système de partage d'information avec le personnel travaillant auprès des détenus sur les allergies sévères présentes chez certains d'entre eux en respectant les règles de la confidentialité (consentement des détenus); [7];
- pousse, conjointement avec le médecin du service de santé, un peu plus loin l'investigation sur la préendue allergie lorsqu'un détenu leur a été référé par l'établissement de détention pour une incompatibilité entre les prétentions d'allergie et la nature de la commande à la cantine. [8].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2017-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2017-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier 2016-00495

Événement :

Une femme de 55 ans décède d'hémorragies artérielles importantes causées par l'attaque d'un chien à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Ministère de la Sécurité publique :

- intègre au projet de loi n° 128 des dispositions visant à centraliser les signalements de blessures infligées par un chien dans un registre québécois dont les données seraient accessibles à des fins de recherche et de prévention; [1];
- intègre au projet de loi n° 128 des dispositions visant à obliger l'enregistrement annuel de tous les chiens auprès de leur municipalité respective et prévoie des moyens pour verser les données reflétant ces enregistrements dans le registre québécois des morsures de chien afin d'en maximiser l'utilité à des fins de recherche et de prévention; [2];
- intègre au projet de loi n° 128 des dispositions visant à inciter à la stérilisation des chiens, quelle que soit la race; [3];
- intègre au projet de loi no 128 des dispositions visant à inciter les municipalités à former des équipes de contrôle des animaux, notamment dans le but de sensibiliser le public à la sécurité canine et de mieux faire respecter les lois et règlements applicables; [4];
- intègre au projet de loi n° 128 des dispositions visant à définir des moyens objectifs et équitables pour déclarer un chien ou un propriétaire de chien (ou une combinaison des deux) comme étant « dangereux », « potentiellement dangereux » ou « nuisible », tel que discuté dans le rapport de l'OMVQ, et l'élaboration de mesures exécutives visant ces chiens ou leur propriétaire; [5];
- preme les mesures requises pour que l'adoption de toute loi visant l'encadrement des chiens dangereux soit accompagnée par le développement de programmes pour sensibiliser le public à la sécurité canine et à la prévention des morsures de chien. [6].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-02-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-02-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2018-02-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2018-02-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-03224**

Événement :

Une bénéficiaire de 65 ans décède d'une insuffisance hépatique consécutivement à une intoxication volontaire à l'acétaminophène dans une ressource d'hébergement de type familial, à Rimouski.

Recommandations :

Que la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- s'assure, si possible, des capacités exactes de la ressource privée où vivait cette femme à fournir certains services (principalement la prise et la surveillance des médicaments, y compris ceux non prescrits) et à défaut, détermine le profil ou le type de clientèle qui peut y être dirigée sans problème, à la suite d'une hospitalisation, par les établissements du CISSS. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-01-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-00403**

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'un traumatisme craniocérébral secondaire à une décharge volontaire d'une arme à feu à son domicile, à Saint-Elzéar.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie :

- poursuivre la mise en place des mesures entamées à la suite de l'analyse du présent dossier dans le cadre de l'évènement sentinelle; [1];
- effectuer des rappels aux professionnels, à une fréquence régulière ou annuelle, concernant le processus d'évaluation du risque suicidaire et des services de suivis. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-01-24, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-01-24, l'intervenant informe le coroner qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier 2016-01339

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'une insuffisance cardiaque à son domicile, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Recommendations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre pour le CLSC de la Vallée-des-Forts :

- révisé son protocole d'intervention de soins à domicile afin de s'assurer, lors d'une détérioration de la condition physique d'un bénéficiaire, qu'il y a un suivi médical ou un transfert à l'hôpital. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2017-02780**

Événement :

Un patient de 87 ans décède de complications médicales d'une fracture de la hanche gauche causée par une chute lors de son hospitalisation à l'Hôpital de Chicoutimi, à Saguenay.

Recommendations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- poursuivre sa réflexion sur les améliorations proposées par le groupe de travail afin de diminuer les chutes des patients à risques; [1];
- poursuivre la mise en place des mesures entamées à la suite de l'évaluation de cet événement et des recommandations émises; [2];
- preme les moyens et les mesures pour mettre à la disposition des patients à qui sont installés des tapis Smart un tapis matelassé au sol ou un lit rétractable; [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-01-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-01-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-01-16, le coroner en chef a reçu un accusé réception de l'intervenant.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier 170443

Événement :

Une étudiante de 23 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile, à Québec.

Recommendations :

Que la Faculté de médecine de l'Université Laval :

- preme des mesures pour faire connaître la Politique pour le temps protégé aux étudiants et aux maîtres de stages et la fassse respecter; [1],

- revoie les politiques des stages de l'externat afin d'atténuer les sources d'anxiété, de compétition et d'exclusion; [2];
- convie annuellement toutes les personnes qui sont en contact étroit avec les étudiants et les externes à la Journée d'accueil des nouveaux cliniciens enseignants, où est notamment abordé le thème des idées suicidaires et de la prise en charge des étudiants vivant des difficultés; [3];
- preme des mesures pour que chaque étudiant soit avisé de la correspondance en lien avec son évaluation, évitant ainsi des situations anxiogènes; [4];
- maintienne la promotion des activités qui concernent le mieux-être, notamment celles en lien avec la pleine conscience. [5].

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- incite tous les établissements de la santé à implanter le réseau de sentinelles en recourant à la formation dispensée par l'Association québécoise de prévention du suicide. [6].

Organisations/personnes visées :

Université Laval

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Université Laval

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier 174528

Événement :

Un homme de 74 ans décède des suites de complications multiples d'un choc hypovolémique causé par la perforation de l'artère iliaque droite au cours d'une coronarographie par cathétérisme pratiquée à l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé, à Laval.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval :

- examinent la qualité des soins prodigués à ce patient à l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé en mars 2016. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2017-01030**

Événement :

Un enfant de 2 ans décède des suites d'un choc septique secondaire à une bronchopneumonie causée par un streptocoque du groupe A.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- voie à ce que les mesures soient prises pour améliorer la collecte des données cliniques essentielles au moment du triage au Département de l'urgence de l'Hôpital Charles-Le Moyne, particulièrement en ce qui concerne les enfants; [1];
- voie à ce que les mesures soient prises pour que le personnel du Département de l'urgence de l'Hôpital Charles-Le Moyne suive de façon plus étroite les recommandations de l'Échelle canadienne de triage et de gravité pour les départements d'urgence en ce qui a trait à la fréquence des réévaluations suggérées pour les patients dont le code de priorité a été établi à 2, 3, 4 ou 5 au moment d'une procédure de triage. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-09-05, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-09-05, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-03385**

Événement :

Un homme de 45 ans décède volontairement d'une hémorragie massive causée par le passage d'un projectile d'arme à feu à sa résidence, à Montmagny.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec :

- informe davantage la population de l'existence de la ligne 1 800 731-4000 et fasse une sensibilisation ciblée visant les proches de personnes possédant une arme à feu qui ont des inquiétudes. [1].

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-09-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2016-01350**

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'une insuffisance cardiorespiratoire consécutivement à une fracture déplacée du col fémoral quelques jours après avoir fait une chute au Centre d'hébergement Saint-Augustin, à Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour le Centre d'hébergement Saint-Augustin:

- mette en œuvre les recommandations du conseiller en gestion de risques et qu'elles soient parachevées par le Centre d'hébergement Saint-Augustin afin d'éviter qu'une situation semblable se reproduise et afin de prendre adéquatement en charge les difficultés comportementales de ses clients. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale Suivi des recommandations :
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **172472**

Événement :

Un patient de 52 ans décède volontairement d'une anoxie cérébrale par compression des structures du cou après avoir fugué du Centre hospitalier de Coaticook.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke pour le Centre hospitalier de Coaticook :

- se dote d'un service de garde de sécurité en tout temps. Ceci aura le mérite de pouvoir faciliter le travail des intervenants médicaux dans les situations où un bénéficiaire ayant un état mental perturbé requiert un contrôle physique, une surveillance étroite ou les deux; le tout, pour protéger la vie. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-10-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **173127**

Événement :

Une résidente de 92 ans décède d'une mort cardiaque subite au Manoir du Musée, à Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Groupe Savoie - Résidences Soleil :

- s'assure que les préposés bénéficient d'une formation en réanimation cardiorespiratoire; [1];
- diffuse et présente à chaque membre du personnel soignant et préposé, plus particulièrement lors de l'embauche d'un nouveau membre du personnel soignant ou d'un préposé, la directive adoptée par le personnel soignant de pratiquer immédiatement des manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des premiers secours lorsqu'un résident est trouvé sans vie apparente, sauf si le résident a signé un consentement à la non-réanimation; [2];
- rende accessible et visible en permanence par l'ensemble du personnel soignant et des préposés cette directive; [3]
- s'assure que le personnel soignant et les préposés maîtrisent les procédures de réanimation cardiorespiratoire; [4];
- s'assure que le personnel soignant maîtrise l'utilisation d'un défibrillateur externe automatisé. [5].

Organisations/personnes visées :

Groupe Savoie - Résidences Soleil

Suivi des recommandations :

Groupe Savoie - Résidences Soleil

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

- Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue
- Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
- Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue
- Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier **164369**

Événement :

Une piétonne de 72 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurtée par une souffleuse à neige sur la rue Notre-Dame, à Lanoraie.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- rappelle aux piétons, par les moyens qu'elle jugera opportuns, l'obligation de circuler dans le sens contraire de la circulation des véhicules lorsqu'aucun trottoir ne borde la chaussée ou que celui-ci n'est pas accessible. [1].

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prennent connaissance de ce rapport afin d'étudier la problématique des angles morts avant causés par des souffleuses à neige installées sur des tracteurs agricoles et, de façon plus large, par des équipements avant sur des véhicules-outils, afin de trouver des solutions pour améliorer la visibilité des conducteurs de ces véhicules. [2].

Que le Groupe Contant inc., Fabrication M.B. inc., Fabrication S. Houle inc., Les Machineries Pronovost inc., La compagnie Normand ltée, R.P.M. Tech inc., J.A. Larue inc., et RAD Technologies inc. :

- prennent connaissance de ce rapport afin d'intégrer, dans leurs démarches de recherche et de développement, des préoccupations liées aux problèmes de visibilité causés par leurs équipements, particulièrement lorsqu'installés à l'avant de tracteurs ou autres véhicules-outils. [3].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec Société de l'assurance automobile du Québec

Groupe Contant inc.

Fabrication M.B. inc.

Fabrication S. Houle inc.

RAD Technologies inc. La compagnie Normand ltée R.P.M. Tech inc.

J.A. Larue inc.

Les Machineries Pronovost inc.

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-07-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-07-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-07-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-07-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Groupe Contant inc.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
Fabrication M.B. inc.
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
Fabrication S. Houle inc.
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
Les Machineeries Pronovost inc.
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
La compagnie Normand ltée
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
R.P.M. Tech inc.
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
J.A. Larue inc.
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
RAD Technologies inc.
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier **2017-01440**

Événement :

Trois hommes décèdent d’une intoxication au monoxyde de carbone provenant de leurs automobiles enfouies sous la neige, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal :

- continue et intensifie sa sensibilisation du public aux risques associés aux tempêtes de neige, en insistant davantage sur les risques d’intoxication par les gaz d’échappement des véhicules à moteur. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-15, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2017-01148**

Événement :

Une patiente de 91 ans décède des suites d’une fracture de la hanche consécutivement à une chute à l’Hôpital régional de Rimouski.

Recommandations :

Que la direction générale du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- continue d’aller de l’avant avec l’intégration des familles lorsque possible, au niveau de la surveillance des patients principalement quand il y a des enjeux de sécurité; [1];
- mette en place un mécanisme pour que soit connu et partagé, l’intégration des familles, par tout le personnel infirmier de ses centres hospitaliers; [2];
- que cela s’inscrive dans une démarche proactive, systématique de la part du personnel infirmier dont la forme ou la modalité exacte reste à définir. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent
Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue
Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **174274**

Événement :

Une femme de 32 ans décède des suites de troubles du rythme cardiaque consécutivement à une hypokaliémie à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Notre-Dame du Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- fasse une révision exhaustive du dossier de cette femme pour éviter le décès d'un autre patient présentant des signes d'hypokaliémie. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal Suivi des recommandations :
Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier **2016-02625**

Événement :

Un résident de 73 ans décède d'une cardiopathie multifactorielle à la suite d'une altercation avec un autre résident au Centre d'hébergement Argyll, à Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- s'assure que chaque acte d'agression est noté immédiatement dans le dossier de l'usager et que l'équipe médicale en est informée; [1];
- revoie son interprétation de ce qui constitue une conséquence grave en fonction de sa clientèle vulnérable afin de déterminer dans quelle unité un usager devrait être placé; [2];
- augmente la surveillance des usagers commettant des agressions régulièrement; [3];
- donne suite aux 16 recommandations de son comité ad hoc, événement sentinelle. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue
Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue
Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue
Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier **2016-01616 - 2016-01617**

Événement :

Deux passagères décèdent de polytraumatismes lors d’une collision de leur véhicule avec un camion lourd sur la route 138 à l’intersection de la rue du Boisé, dans la municipalité des Bergeronnes.

Recommandations :

Que la Municipalité des Bergeronnes et le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec :

- mettent en œuvre sans plus tarder la recommandation 4.2 élaborée par quatre ingénieurs du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports dans le rapport Analyse de sécurité sur la route 138 dans la municipalité des Bergeronnes (N/Réf.DCN-15AV-057) en février 2016. [1].
- Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec :
- établisse une norme pour les voies de virage à gauche sur une route nationale où la vitesse est de 90 km/h, cette norme visant à améliorer la sécurité des usagers en transit sur une route à 4 voies contiguës (cf. contenu du rapport «la norme n’indique aucune exigence» N/F=Réf.DCN-15AV-057). [2].

Organisations/personnes visées :

Municipalité des Bergeronnes

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec Ministère des transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec **Suivi des recommandations :**

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l’intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-07-17, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Municipalité des Bergeronnes

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l’intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-07-17, l’intervenant informe le coroner en chef qu’il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier **2016-00083**

Événement :

Un nouveau-né décède de complications d’une ischémie cérébrale consécutive à une anoxie sévère, à l’Hôpital Fleurimont, trois jours après l’accouchement au Centre de santé et de services sociaux du Granit, à Lac-Mégantic.

Recommandations :

Que le Comité d’évaluation de l’acte médical du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l’Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- révise la qualité de la prise en charge et des soins dispensés à ce bébé le 18 mars 2016 à l’Hôpital de Lac-Mégantic. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l’Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l’Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

SUICIDES. HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-02760**

Événement :

Un homme de 81 ans décède volontairement d'une asphyxie par pendaison à son domicile, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour l'Institut universitaire en santé mentale Douglas :

- procède à l'analyse des décisions médicales prises dans cette situation et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances, notamment en ce qui concerne les relances des patients qui ne se présentent pas à un rendez-vous. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **174236**

Événement :

Une résidente de 74 ans décède d'une cardiopathie multifactorielle à la Résidence des Oliviers, à Saint-Alexis-des-Monts.

Recommandations :

Que les gestionnaires de la Résidence des Oliviers :

- s'assurent que les mécanismes de protection mis en place pour entreposer la médication des résidents sont appliqués. De plus, des mécanismes de protection multiples pourraient diminuer les risques d'incidents. Il est recommandé de ne pas se limiter à entreposer la médication dans un local verrouillé, mais également d'utiliser en tout temps une armoire verrouillée à l'intérieur du local; [1];
- précisent le niveau de soins désiré pour chacun des résidents. Un consentement éclairé et écrit au sujet du refus de réanimation cardiorespiratoire devrait être signé par le résident ou une personne autorisée en cas d'incapacité au consentement. Ces informations devraient être diffusées aux employés de la résidence et facilement accessibles en cas de besoin; [2];
- s'assurent que les préposés aux bénéficiaires employés possèdent toutes les compétences nécessaires pour procéder efficacement à des manœuvres de réanimation. Ces compétences devraient être réévaluées périodiquement et être soumises à un processus de formation continue; [3];
- réévaluent périodiquement le niveau d'autonomie des résidents. Les résidents dont le niveau d'autonomie est insuffisant devraient être redirigés vers un milieu adapté. [4].

Organisations/personnes visées :

Résidence des Oliviers

Suivi des recommandations :

Résidence des Oliviers

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-09-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-09-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-09-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2017-09-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2016-02767**

Événement :

Une patiente de 79 ans décède d'un syndrome coronarien aigu à l'Hôpital Marie-Clarac plusieurs semaines après avoir subi une endoprothèse à la hanche gauche à l'Hôpital Santa Cabrini, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour l'Hôpital Santa Cabrini :

- procède à l'analyse du dossier médical de cette patiente et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro de dossier: **2017-00081**

Événement :

Une patiente de 72 ans décède d'une hémorragie intracrânienne consécutivement à un traumatisme à la tête à la suite d'une chute à l'Hôpital de Thetford Mines.

Recommandations :

Que le gestionnaire des risques et prestation sécuritaire des soins et services du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- examine ce dossier et porte son attention notamment sur l'absence de mesures préventives cohérentes avec l'évaluation des risques de chute faite à l'admission, sur l'évaluation clinique post-chute et sur l'absence de rapport de déclaration d'incident ou d'accident suite à la chute du 5 décembre 2016 à l'Hôpital de Thetford Mines. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **173025**

Événement :

Un homme de 62 ans décède d'une dissection aigüe de l'aorte médio-médiale, à son domicile, quelques heures après avoir consulté à l'Hôpital Saint-François d'Assise, à Québec.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Saint-François d'Assise du Centre hospitalier universitaire de Québec :

- revoie le dossier de ce patient pour les événements survenus les 13 et 14 novembre 2015 afin de prendre les mesures appropriées, si nécessaire. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier universitaire de Québec Suivi des recommandations :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chute

Numéro dossier **2017-02691**

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'un traumatisme crânio-cérébral sévère à la suite d'une chute consécutivement à une syncope sur le boulevard Laurier, à Québec.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier universitaire de Québec :

- achemine ce dossier au médecin-chef de l'urgence du Centre hospitalier de l'Université Laval afin de statuer, avec ses confrères, sur une conduite commune face à une telle situation soit un patient non intubé sous Versed et Pentanyl en perfusion. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier universitaire de Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2017-00364**

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'un traumatisme craniocérébral secondaire à une décharge volontaire d'arme à feu à son domicile, à Gaspé.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie :

- poursuivre la mise en place des mesures entamées à la suite de l'évaluation de cet événement; [1];
- s'assurer d'avoir un mécanisme de rappels constants et réguliers aux professionnels concernant l'évaluation du risque suicidaire et des trajectoires locales de services; [2];
- intégrer, dans le plan de formation des médecins, la formation sur le risque de suicide ou de violence avec arme à feu.[3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Chute

Numéro dossier **2017-00516**

Événement :

Un patient de 88 ans décède des complications médicales d'une fracture de la hanche consécutivement à une chute de son fauteuil au Centre hébergement Frédéric-George-Heriot, à Drummondville.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- dispense une formation spéciale aux préposés aux bénéficiaires visant à assurer une meilleure application des procédures de contention (en général) qui sont nécessaires dans certains cas précis. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier 2016-02902

Événement :

Un camionneur de 43 ans décède d'un traumatisme crânio-cérébral après avoir perdu la maîtrise de son camion-remorque dans une courbe, sur la route 389, sur un territoire non organisé dans le nord du Québec.

Recommandations :

Que l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- priorisent leurs actions respectives débütées il y a plusieurs années dans leurs travaux en rapport avec le développement de la route interprovinciale 389. Cette priorisation doit permettre d'accélérer l'amélioration de la sécurité des usagers de la route 389 en passant à l'étape de réalisation du projet d'amélioration de la route 389 entre Fire Lake et Fermont. [1].

Organisations/personnes visées :

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-07-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-06-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-07-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier 167375

Événement :

Un homme de 37 ans souffrant d'un syndrome antiphospholipide décède d'une embolie pulmonaire massive probable consécutivement à une anticoagulation déficiente à son domicile, à Shawinigan.

Recommandations :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- analyse le dossier afin de s'assurer que les meilleurs standards de qualité de l'acte médical aient été atteints. Il devra se pencher entre autres sur le rôle du médecin traitant libérant un patient hospitalisé à la fin d'un épisode de soin eu égard à son anticoagulation afin d'éviter qu'un patient qui n'est pas traité adéquatement par un anticoagulant oral puisse bénéficier d'héparine parentérale le cas échéant. [1].

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- analyse le dossier afin de s'assurer que les plus hauts standards de qualité aient été atteints. Les interactions potentiellement dangereuses entre l'Avelox, le Bactrim, le Lasix, le Desyrel, l'Amitriptyline et la Quétiapine devront être abordées. [2].

Organisations/personnes visées :

Ordre des pharmaciens du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-12-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier **175001**

Événement :

Un homme de 74 ans décède d'une suffocation consécutive à l'aspiration d'un aliment lors de son hospitalisation à l'Hôpital Jean-Talon, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour l'Hôpital Jean-Talon :

- soumettre ce dossier à une étude par les instances internes compétentes et revoie la mise en application de son programme relatif à la dysphagie, notamment pour l'évaluation du risque de troubles de la déglutition et d'aspiration de corps étrangers chez les patients. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2016-02192**

Événement :

Un homme de 85 ans décède d'une embolie pulmonaire consécutivement à une fracture de la hanche gauche à la suite d'une chute de sa chaise sous contention mal fixée, à l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches pour l'Hôtel-Dieu de Lévis :

- s'assurer que tout le personnel susceptible d'utiliser des systèmes de contention a les connaissances et la formation nécessaires pour installer et vérifier adéquatement les systèmes de contention utilisés par l'établissement. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-09-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier 171369 - 171397

Événement :

Une enquête publique a été ordonnée afin d'établir les circonstances des décès par noyade de deux adolescentes, en juillet 2015, dans la rivière du Sud près du sentier du Rocher Blanc, à Saint-Raphaël.

Recommendations:

Que la Commission scolaire de la Côte-du-Sud, de concert avec le Mouvement des amis de la rivière du Sud et la Société de sauvetage du Québec:

- sensibilise annuellement les élèves, à l'approche du congé scolaire estival, aux risques élevés de noyade dans les eaux d'une rivière comme celle du site du sentier du Rucher Blanc. [1].

Que la Société de sauvetage du Québec :

- bonifie son cours Croix de bronze pour y inclure une capsule sur les dangers de l'eau vive; [2];
- bonifie le programme Nager pour survivre Plus, destiné aux étudiants du premier cycle du secondaire, pour y inclure des messages spécifiques sur le danger de noyade en eau vive et sur l'auto sauvetage. [3].

Que la Municipalité de Saint-Raphaël :

- travaille à l'élaboration d'un message régional de prévention et en multiplient les canaux de diffusion; [4];
- poursuit ses démarches afin que la téléphonie cellulaire puisse être aisément utilisée partout sur son territoire; [5];
- complète le déploiement de son plan de sécurité civile selon l'échéancier prévu et précise, avec l'aide de spécialistes, les mesures efficaces et sécuritaires pour le sauvetage en rivière. [6].

Que la Commission scolaire de la Côte-du-Sud, de concert avec la Société de sauvetage du Québec :

- encourager ses établissements qui possèdent des piscines à offrir le programme Nager pour survivre Plus. [7].

Que le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- complète le déploiement du programme Nager pour survivre. [8].

Que le Mouvement des amis de la rivière du Sud :

- par fasse son plan de signalisation de façon à bonifier les actions déjà réalisées; [9];
- installe, avec l'aide financière de la municipalité de Saint-Raphaël, une cabine téléphonique en attendant que les problèmes de communication liés à la téléphonie cellulaire soient résolus; [10];
- prévoit une façon d'interdire l'accès au sentier du Rocher Blanc après des pluies importantes en mettant l'accent sur le motif de la fermeture, soit les dangers liés à la rivière. [11];
- instaure, de concert avec le service de pompiers de la municipalité de Saint-Raphaël, un plan d'évacuation sécuritaire des personnes en détresse dans la rivière au sentier du Rocher Blanc. [12].

Que la Mutuelle des municipalités du Québec, de concert avec la Société de sauvetage du Québec:

- conçoit un guide d'aménagement et d'exploitation des sites où se trouvent des rivières et des plans d'eau et le diffuse une fois complété. [13].

Que la Mutuelle des municipalités du Québec :

- aide ses membres à réaliser leur plan d'aménagement. [14].

Que La Fabrique entrepreneuriale :

- spécifique dans ses outils didactiques de choisir uniquement des activités de baignade sur des plans d'eau surveillés (piscines ou plages publiques). [15].

Organisations/personnes visées :

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Société de sauvetage du Québec

Mouvement des amis de la rivière du Sud

Société de sauvetage du Québec

Municipalité de Saint-Raphaël

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Mouvement des amis de la rivière du Sud

Société de sauvetage du Québec

Mutuelle des municipalités du Québec

Mutuelle des municipalités du Québec

La Fabrique entrepreneuriale

Société de sauvetage du Québec

Suivi des recommandations :

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Mouvement des amis de la rivière du Sud

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

Municipalité de Saint-Raphaël

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2017-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2017-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2017-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2017-08-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 8, en date du 2017-05-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Mouvement des amis de la rivière du Sud

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 12, aucune réponse reçue

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 13, aucune réponse reçue

Mutuelle des municipalités du Québec

Concernant la recommandation numéro 13, aucune réponse reçue

Mutuelle des municipalités du Québec

Concernant la recommandation numéro 14, aucune réponse reçue

La Fabrique entrepreneuriale

Concernant la recommandation numéro 15, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Número dossier 2016-03290

Événement :

Un automobiliste de 41 ans décède d'un polytraumatisme après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 108, à Sainte-Catherine-de-Hatley.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- prenne les mesures appropriées pour revoir la configuration de la courbe de la route 108 (Chemin Magog) entre les propriétés portant les numéros civiques 711 et 805, à Sainte-Catherine-de-Hatley. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec **Suivi des recommandations :**

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-01-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Número dossier 174105

Événement :

Une femme de 57 ans décède d'une arythmie maligne avec infarctus récent à l'urgence de l'Hôpital Royal Victoria, à Montréal.

Recommandations :

Que la direction des soins infirmiers de l'Hôpital Royal-Victoria du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- revoie ses pratiques organisationnelles pour assurer le respect des normes de triage non seulement dans la salle d'attente de son département d'urgence, mais aussi lorsqu'un patient est seul dans une salle d'examen, en attente d'une évaluation médicale. [1].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- effectue une visite d'inspection du département d'urgence de l'Hôpital Royal Victoria du Centre universitaire de santé McGill pour aider la direction des soins infirmiers dans leur révision des pratiques organisationnelles de ce département. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-12-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-00611**

Événement :

Un détenu de 56 ans décède d’une asphyxie par pendaison dans sa cellule de l’infirmerie de l’Établissement de détention de Québec.

Recommandations :

Que le Ministère de la Sécurité publique pour l’Établissement de détention de Québec :

- poursuivre, dans les meilleurs délais, la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport d’enquête administrative de la Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l’Inspection du Ministère de la Sécurité publique; [1];
- identifie les mesures administratives souhaitables pour assurer un suivi global des heures supplémentaires effectuées par les employés afin d’assurer en tout temps une prestation de travail optimale et sécuritaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 1, réponse reçue le 16 janvier 2018

Concernant la recommandation numéro 2, réponse partielle reçue le 16 janvier 2018

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier **173601**

Événement :

Un homme de 50 ans décède d’une encéphalopathie anoxique dans le contexte d’une probable aspiration massive de ses sécrétions alors qu’il est contentonné et sous sédation à l’Hôpital de Gatineau.

Recommandations :

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux :

- effectue un suivi auprès du CISSSO afin de s’assurer de la mise en œuvre des recommandations faites par le médecin-examinateur et le Commissaire aux Plaintes du CISSSO, et exige un échéancier, le cas échéant. [1].

Que le Ministère de la Justice du Québec et la Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec :

- parachèvent les démarches visant l’adhésion obligatoire à la FPBQ pour tous les préposé(e)s aux bénéficiaires et aides-soignants afin d’assurer une formation uniforme aux membres et d’évaluer la qualité, le maintien et la maîtrise des connaissances par de la formation continue pour la protection du public. [2].

Que l’Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examine la qualité de l’acte professionnel et des soins offerts à ce patient du 26 au 28 décembre 2015 par le personnel infirmier en service au département de médecine du 7e Nord de l’Hôpital du Gatineau; [3];
- effectue un suivi avec la Direction des Soins Infirmiers du CISSSO pour s’assurer que les jeunes infirmières diplômées bénéficient d’un encadrement suffisant qui leur permet d’exercer leur jugement clinique sans pression indue. [4].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l’acte professionnel et des soins offerts à ce patient du 26 décembre au 28 décembre 2015 par le personnel médical de l’Hôpital de Gatineau. [5].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec

Ministère de la Justice du Québec

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Justice du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-12-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2017-12-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2017-12-07, le coroner en chef a reçu un accusé réception de l'intervenant

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier 2016-03133

Événement :

Un piéton de 17 ans décède d'un traumatisme crânio cérébral contondant sur la route 169, à Saint-Prime.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- considère la possibilité d'élargir l'accotement actuel. [1].
- Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec conjointement avec la Municipalité de Saint-Prime :

- voie à améliorer l'éclairage qui est déficient dans ce secteur en y ajoutant des lampadaires d'une part et envisage la possibilité, s'il est impossible d'élargir l'accotement, de prolonger sur plusieurs mètres les trottoirs afin d'améliorer la sécurité des piétons qui y circulent. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- continue à sensibiliser la population sur l'importance de porter des vêtements avec des bandes réfléchissantes lorsqu'elle circule à pied le soir. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Municipalité de Saint-Prime

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Municipalité de Saint-Prime

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-12-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2017-02851**

Événement :

Un patient de 78 ans décède d'une arythmie maligne à l'urgence de l'Hôpital Sainte-Croix, à Drummondville.

Recommandations :

Que le comité de la qualité de l'acte médical du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- évalue les soins médicaux prodigués à ce patient, ainsi que la prise en charge à l'urgence les 28 et 29 mai 2017, afin de s'assurer qu'ils rencontraient les standards de pratique applicables. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier **2016-02724**

Événement :

Un passager de 5 ans décède d'un polytraumatisme sévère à la suite d'une collision de l'automobile et d'un camion sur la route 138, à Petite-Rivière-Saint-François.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- procède à l'évaluation et à l'installation, sur la route 138, entre les municipalités de Sainte-Anne-de-Beaupré et de Baie-Saint-Paul, d'une structure permettant de diminuer les accidents causés par un conducteur endormi. Je laisse le soin aux professionnels de ce ministère de déterminer la modalité la plus pertinente à installer en fonction des caractéristiques de la route, ainsi que des endroits les plus pertinents pour le faire. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2016-02623**

Événement :

Un homme de 88 ans décède, à son domicile de Lévis, d'une rupture d'anévrisme de l'aorte abdominale deux jours après avoir consulté à l'urgence de l'Hôpital de Montmagny.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- examine la qualité des actes médicaux prodigués à cet homme lors de sa consultation à l'Hôpital de Montmagny le 2 octobre 2016. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier **2016-00500**

Événement :

Un bébé de 2 mois décède par asphyxie positionnelle alors qu'il est couché sur le ventre sur une surface molle à son domicile, à Laval.

Recommandations :

Que la Direction de la jeunesse du Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval :

- inspecte l'endroit dédié au sommeil du nourrisson lors de la visite postnatale pour l'évaluation du nourrisson afin d'identifier, dans la mesure du possible, les situations qui pourraient compromettre la sécurité de l'enfant lors de son sommeil. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-08-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-03846**

Événement :

Une femme de 63 ans décède par pendaison à son domicile quelques jours après avoir été hospitalisée durant une nuit à l'Hôpital général du Lakeshore pour une surdose volontaire de médicaments.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour l'Hôpital du Lakeshore :

- procède à l'analyse des décisions médicales prises lors de l'hospitalisation du 5 décembre de cette patiente et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier **2017-00075 - 2017-00076**

Événement :

Une automobiliste et sa passagère décèdent d'un polytraumatisme lors d'une collision avec une autre automobile au kilomètre 107 de la route 155, à La Tuque.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- corrige la courbe du kilomètre 107 de la route 155 dans toutes les directions le plus tôt possible. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-22, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier **171349**

Événement :

Un homme de 32 ans décède par noyade dans la Rivière-Rouge, à Arundel.

Recommandations :

Que la Municipalité d'Arundel, la Municipalité d'Huberdeau et le Propriétaire du terrain riverain

- modifient notamment les panneaux d'interdiction de l'entrée et de l'ensemble du site de façon à indiquer clairement que la baignade est interdite et en spécifiant les dangers liés à cette pratique (rochers, courant, banc de sable instable, risque de noyade et nombre de décès). [1].

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- sécurise la portion de terrain dont il est propriétaire en apposant une barrière de sécurité pour restreindre l'accès des gens à la Rivière-Rouge. [2].

Que la Société de sauvetage du Québec :

- poursuive ses efforts de sensibilisation de la population aux dangers de la baignade dans les rivières du Québec. [3].

Organisations/personnes visées :

Municipalité d'Huberdeau

Municipalité d'Arundel

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Société de sauvetage du Québec

Propriétaire du terrain riverain

Suivi des recommandations :

Municipalité d'Arundel

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Municipalité d'Huberdeau

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Propriétaire du terrain riverain

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-12-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **175150**

Événement :

Une patiente de 83 ans décède d’une hémorragie cérébrale massive à la suite d’une chute de sa hauteur au Centre d’hébergement Hôpital général de Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- assure une vérification des appareils de surveillance utilisés lors d’un non-fonctionnement, afin de déterminer si l’appareil présente un dysfonctionnement et doit être changé; [1];
- envisage la possibilité de changer de méthode de surveillance lorsque celle en place a failli à sa fonction; [2];
- assure, par le mécanisme de son choix, un suivi et une réévaluation des comportements perturbateurs dans les centres d’hébergement, afin de trouver la meilleure modalité de traitement et de prise en charge. Il est essentiel d’évaluer l’effet des modifications avant de prescrire de nombreux changements. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier **2016-02802**

Événement :

Une piétonne de 88 ans décède d’un traumatisme crânien après avoir été heurtée par une automobile sur le chemin Dublin, à Inverness.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec :

- délimite devant l’école Jean-XXIII, au 1862, chemin Dublin à Inverness, une traverse piétonnière avec un éclairage adéquat de chaque côté du chemin, de façon à ce que les gens qui ont à y circuler puissent le faire en sécurité et en offrant une certaine visibilité aux automobilistes qui circulent sur cette voie publique. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-12-05, l’intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier **2017-00734**

Événement :

Une automobiliste de 18 ans décède d’un polytraumatisme secondaire à une collision avec une autre automobile après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 209, à Saint-Constant.

Recommandations :

Que le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec :

- analyse à nouveau la problématique en lien avec la route 209 sur le territoire de la municipalité de Saint-Constant; [1];
- preme les mesures nécessaires pour rendre sécuritaire le segment de route où est survenue la collision impliquant cette femme. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2016-03300**

Événement :

Une femme de 86 ans décède d'une hémorragie cérébrale secondaire à un traumatisme à la tête à la suite d'une chute d'un lit au Centre d'hébergement St-Alexandre, à Thetford Mines.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- s'assure que lorsqu'un système de détection de mobilité est installé, celui-ci soit bien adapté aux conditions de l'usager concerné, et qu'il puisse être changé s'il ne semble pas convenir ou s'il n'a pas fonctionné; [1];
- s'assure du suivi des usagers hébergés afin de détecter les changements de comportement et de pouvoir modifier les mesures prescrites (y compris la médication) au besoin; [2];
- demeure vigilant sur l'administration des médicaments en fonction des doses prescrites. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-12-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2017-12-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2017-12-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-03665**

Événement :

Un homme de 31 ans décède par pendaison dans une résidence, à Laval.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour le CLSC Hochelaga Maisonneuve-Rosemont :

- revoie la procédure de gestion des délais du guichet d'Accès en santé mentale adulte (GASMA) de façon à ce que les patients puissent être évalués rapidement par un intervenant et recevoir de l'aide. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2016-01881**

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une arythmie cardiaque consécutivement à une maladie cardiaque athérosclérotique avec ischémie chronique au Centre d'hébergement du Lac-Élichemin.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- revoie le document intitulé « Procédure à suivre lors d'une demande d'hébergement temporaire pour un usager provenant d'un secteur autre que Les Élichemins » afin que le patient hébergé temporairement puisse bénéficier d'une évaluation par un médecin lorsque son état de santé l'exige, sans devoir nécessairement recourir au médecin de famille. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-01210**

Événement :

Un patient de 75 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute volontaire d'une fenêtre du 3^e étage de l'Hôpital de Jonquière.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- procède à l'installation de mécanismes empêchant l'ouverture des fenêtres des chambres destinées à l'accueil de personnes présentant un risque suicidaire ou à l'installation de barres métalliques empêchant le passage d'une personne par l'ouverture des fenêtres. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Chaleur ou froid excessif

Numéro dossier **173925**

Événement :

Un homme de 92 ans décède par hypothermie consécutivement à un épisode d'errance au Manoir Louisiane, à Montréal.

Recommandations :

Que le Manoir Louisiane :

- mette en place une procédure formelle d'évaluation du risque potentiel d'errance pour ses résidents avec l'aide du personnel du programme SAPA (soutien aux personnes en perte d'autonomie) du CIUSSS (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour déterminer les mesures de sécurité qui s'imposent dans ces circonstances; [1];
- mette en place une procédure formelle de transmission d'informations et d'observations pertinentes sur la condition d'un résident lors de son retour d'une hospitalisation, aussi par le biais du responsable du programme SAPA du CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal. [2].

Organisations/personnes visées :

Manoir Louisiane

Suivi des recommandations :

Manoir Louisiane

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **173471**

Événement :

Une femme de 47 ans décède d'un choc hypovolémique consécutivement à une blessure par automutilation avec un couteau, à Montréal.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier de l'Université de Montréal pour l'Hôpital Hotel-Dieu :

- revoie le dossier complet de cette femme dans le but de mettre en place une procédure de dévoilement des éléments perturbateurs importants à surveiller pour les proches de personnes à risque suicidaire lorsque toutes les personnes impliquées y consentent; [1];
- développe une entente de collaboration avec Suicide Action Montréal dans le but de référer systématiquement à cet organisme les proches qui veulent s'investir auprès d'un patient ayant effectué une tentative de suicide ou aux prises avec des idées suicidaires, lorsque le consentement du patient est obtenu, pour leur permettre de développer des outils susceptibles de contribuer à prévenir des passages à l'acte suicidaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **2016-02250**

Événement :

Une femme de 39 ans décède volontairement d'une asphyxie avec un sac de plastique sur la tête, à son domicile, trois jours après avoir consulté un psychiatre à l'Institut universitaire en santé mentale Douglas, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour l'Institut universitaire en santé mentale Douglas :

- procède à l'analyse des décisions médicales prises et qu'il mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **2017-01241**

Événement :

Un homme de 90 ans décède des complications d'une fracture du col fémoral gauche consécutivement à une chute à l'Hôpital Mémorial de Wakefield, à La Pêche.

Recommandations :

Que la direction générale du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- s'assure que le dossier soit revu par le comité de gestion des risques de l'Hôpital Mémorial de Wakefield. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **174452**

Événement :

Une patiente de 79 ans décède d'une hémorragie cérébrale consécutivement à une chute de son lit à l'Hôpital de Saint-Eustache, à Saint-Eustache.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- revoie le programme de prévention des chutes de l'Hôpital de Saint-Eustache, notamment en ce qui concerne les chutes d'un lit. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier **2017-00325**

Événement :

Une femme de 85 ans décède de complications chirurgicales quelque temps après avoir été opérée pour un prolapsus rectal à l'Hôpital Le Royer, à Baie-Comeau.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord pour l'Hôpital Le Royer :

- examinent le dossier de cette patiente en ce qui a trait au suivi médical après la chirurgie subie le 18 avril 2016. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier **173993**

Événement :

Un piéton de 58 ans décède d'un traumatisme crânien sévère après s'être lancé volontairement devant un camion-remorque sur la rue Sherbrooke, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal :

- revoie le dossier de cet homme dans le but de développer des outils de communication avec les proches d'un patient en statut d'hébergement, concernant des événements qui peuvent avoir des conséquences importantes pour de tels patients qui ne bénéficient plus de soins actifs, lorsque le patient impliqué y consent; [1];
- revoie ses pratiques en matière de signalement d'une absence d'un patient en statut d'hébergement à sa famille. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier **2016-03657**

Événement :

Une piétonne de 86 ans décède d'un polytraumatisme thoracoabdominal après avoir été heurtée par une automobile qui reculait de son entrée, à Thurso.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et le Club automobile du Québec :

- sensibilisent le public aux avantages sécuritaires du stationnement en marche arrière. [1].

Organisations/personnes visées :

Club automobile du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Club automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-11-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier **2016-01183**

Événement :

Une femme de 47 ans décède de complications systémiques d'un choc anaphylactique consécutivement à une réaction adverse à un produit de contraste iodé utilisé lors d'un examen d'imagerie médicale, à Montréal.

Recommandations :

Que Urgences-santé :

- procède à l'étude de ce dossier au sein des instances internes appropriées. [1].

Organisations/personnes visées :

Urgences-santé

Suivi des recommandations :

Urgences-santé

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2017-12-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2017-02963**

Événement :

Un homme de 67 ans décède des suites d'une encéphalopathie anoxique secondaire à un arrêt cardiorespiratoire survenu peu après une ponction de liquide d'ascite à l'Hôpital du Suroît.

Recommandations :

Que le directeur général du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- demande que les soins prodigués à ce patient soient passés en revue pour déterminer si l'arrêt cardiorespiratoire qu'il a subi le 25 mai 2017 pouvait être évité. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier **2016-00276**

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une ischémie intestinale moins de 24 heures après avoir consulté à l'urgence du Centre Cloutier-du-Rivage, à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- examinent la qualité des soins prodigués à cette femme le 29 mai, moins de 24 heures avant son décès. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Número dossier 2016-02943

Événement :

Un automobiliste de 22 ans décède d'un traumatisme craniocérébral après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur la rue de l'Hôtel-de-Ville, à Warwick.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- révisé, en collaboration avec les corps policiers, la procédure d'administration des avis de vérification mécanique afin de s'assurer que les vérifications souhaitées sont réalisées dans les délais impartis et qu'en cas de défaut, ces véhicules sont promptement retirés de la circulation pour la plus grande sécurité du public. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Número dossier 2016-00172

Événement :

Une patiente de 65 ans décède d'une asphyxie consécutivement à l'aspiration de matériel alimentaire dans les bronches lors d'un repas au Centre d'hébergement de soins de longue durée Mgr-Victor-Tremblay, à Saguenay.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean :

- procède à une clarification des procédures d'application du niveau de soins auprès de son personnel, particulièrement lors d'événements de nature accidentelle. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier **175074**

Événement :

Un homme de 47 ans décède d'un traumatisme crânien consécutivement à une chute de cinq marches dans un escalier de béton, à Montréal.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Jean-Talon du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie le dossier de ce patient dans le but de développer es moyens de dépistage de leurs patients connus pour l'intervention du Département de travail social et s'assure qu'un congé accordé à de tels patients ne compromet pas leur sécurité lorsque des limitations importantes sont documentées dans le dossier médical et qu'une place en hébergement dans une ressource publique est l'option qui a été retenue par ce département. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue